

No 37 Sommaire

CHRONIQUE

Le 11 septembre 2001, l'Amérique et les sciences sociales
Par Alain Musset

7

DOSSIER

LE MEXIQUE : VIEUX DÉMONS, NOUVEAUX DÉFIS

Introduction

Par Daniel Hiernaux

15

Pratique successorale et devoir démocratique dans trois organisations paysannes mexicaines : Cnc, Cnpr, Unorca

Par Bruno Lutz

23

Le barzonisme : un nouveau mouvement social au Mexique ?

Par Carlos Rea Rodriguez

41

Délinquance, criminalité et sentiment d'insécurité : quelques réflexions sur le cas de Mexico

Par Marc Guerrien

61

La violence faite aux femmes et les nouveaux enjeux féministes au Mexique

Par Miriam Lang

85

Les Mexicains des États-Unis et la revendication du droit de vote au Mexique

Par Emmanuelle Le Texier

101

ÉTUDES

Cuzco : du « nombril du monde » au cœur touristique du Pérou

Par Nathalie Raymond

121

Les perspectives de développement technologique des pays émergents dans le contexte de la globalisation : le cas du Brésil

Par Hubert Drouvot

141

INFORMATION SCIENTIFIQUE

Une autre bibliographie sur les Indiens du Chiapas

Par Juan Pedro Viqueira

173

CHRONIQUE

ALAIN MUSSET



NEW YORK : LES *TWIN TOWERS* DU *WORLD TRADE CENTER*, AVANT LE 11 SEPTEMBRE 2001.
(CLICHÉ : DANIELLE MUSSET).

LE 11 SEPTEMBRE 2001

LES AMÉRIQUES ET LES SCIENCES SOCIALES

ALAIN MUSSET*

LES ATTENTATS qui ont provoqué la destruction des deux tours du *World Trade Center* de New York, le 11 septembre 2001, ont bouleversé le monde et en particulier le continent américain, trop facilement convaincu de se trouver à l'abri des convulsions qui, depuis la première guerre mondiale, agitent le reste de la planète¹. Nous avons tous été frappés de stupeur et d'effroi, en voyant les deux avions de ligne pilotés par des extrémistes religieux s'encastrent dans ces immeubles de verre et d'acier qui symbolisaient la toute-puissance des États-Unis, entraînant avec eux dans la mort des milliers de victimes. Passés les moments de doute, d'incrédulité, d'horreur, il fallait bien se rendre à l'évidence : aucun bouclier anti-missile de type *Star Wars*, destiné à protéger les populations d'une attaque « classique », imaginée au temps de la guerre froide, ne pouvait empêcher de nouveaux kamikazes de perpétrer sur le sol américain les attentats les plus meurtriers.

Comme de nombreux autres collègues qui devaient se rendre à cette période en Amérique latine, j'ai été obligé de reporter mon voyage d'une semaine et de prendre un avion qui ne survolait pas l'espace aérien des États-Unis. Arrivé à San José (Costa Rica) une semaine plus tard, j'ai été frappé de constater que si tous mes interlocuteurs se déclaraient horrifiés par les événements, ils avaient tendance à modérer leurs propos quand il s'agissait d'évaluer la part de responsabilité des uns et des autres². Sans verser dans un anti-américanisme primaire, ils m'ont rappelé que, depuis la chute du bloc soviétique, leur grand voisin du Nord avait tendance à se comporter comme l'unique gardien du nouvel ordre mondial, et que l'Amérique centrale avait longtemps vécu sous la botte directe ou indirecte de la Maison Blanche et de la CIA. Comme me le disait un étudiant guatémaltèque, depuis 1951 et la destitution du général Jacobo Arbenz, qui avait osé défier la

* EHESS-GGSEU

United Fruit Company, les juntas militaires soutenues par Washington ont provoqué la mort de plus de deux cent mille paysans, sans que personne ne réagisse sur le plan international. Pour une fois, d'après lui, les Nord-Américains étaient frappés chez eux : ce n'était qu'un épouvantable mais juste retour des choses.

Sans arriver à de telles extrémités, qui peuvent s'expliquer par le poids d'une histoire récente, dont les plaies ne sont pas encore refermées, j'ai par la suite entendu au Mexique un discours similaire. De vieilles rancœurs nationalistes, alimentées par la fracture économique qui oppose les habitants installés au nord ou au sud du Río Grande, n'ont fait qu'entretenir l'ambiguïté des réactions individuelles et collectives. Depuis le chauffeur de taxi jusqu'au député de l'Assemblée nationale, chaque Mexicain s'est senti directement touché par l'effondrement des *Twin Towers*, mais beaucoup se sont plus ou moins discrètement réjouis de voir l'orgueilleuse *Gringolandia* vaciller sur ses bases. Sur internet, les messages d'un goût souvent douteux fleurissaient et, le soir, les familles connectées au réseau mondial s'échangeaient les meilleurs morceaux de la journée, telle cette carte du Moyen-Orient représentant tous les pays passés au peigne fin par les agents de la CIA afin de retrouver Ben Laden et ses complices. Le Pakistan, l'Ouzbékistan, ou le Tadjikistan avaient disparu, remplacés par des États imaginaires, aux noms évocateurs : *Aquiestan*, *Aquinoestan*, *Quizasestan*³, etc.

Le Mexique, membre à part entière de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), ne pouvait qu'offrir un appui inconditionnel à son allié blessé. Pourtant la position du président Vicente Fox a été jugée ambiguë par une grande partie de la classe politique. Sans respecter les clivages traditionnels droite/gauche, déjà malmenés par le subtil partage des pouvoirs entre le *Partido de Acción Nacional* (PAN), le *Partido Revolucionario Institucional* (PRI) et le *Partido de la Revolución Democrática* (PRD), les uns lui ont reproché d'avoir trop tardé à se manifester, les autres ont accusé son ministre des Affaires étrangères de se présenter en fidèle serviteur d'une superpuissance aux ambitions hégémoniques. Si ces tiraillements sont en grande partie le reflet des querelles internes qui agitent depuis longtemps le microcosme politique mexicain, ils se fondent aussi sur des images, des clichés et des sentiments largement partagés par l'opinion publique⁴.

Pour faire taire ses détracteurs, l'administration du président Fox a dû rappeler que des accords d'assistance mutuelle unissaient l'ensemble des États du continent et les obligeaient à se placer les uns aux côtés des autres en cas d'attaque extérieure. Et de fait, depuis la politique « de bon voisinage » instaurée par Franklin D. Roosevelt avec l'ensemble des pays latino-américains, le problème de la coopération militaire intercontinentale est au cœur de nombreux débats. On peut en effet considérer que, dans les années 1930, le thème se prêtait à un large consensus, puisqu'il s'agissait de faire face à la montée du nazisme en Europe et à la poussée expansionniste du Japon dans le bassin Pacifique. L'Amérique, continent entouré d'ennemis avérés ou potentiels, devait offrir un front uni, malgré les initiatives malheureuses de quelques latino-américanistes exaltés, héritiers dévoyés

de Bolívar, qui avaient cru trouver dans l'Allemagne de Hitler une alternative à l'hégémonie anglo-saxonne.

Dès 1942, les ministres des Affaires étrangères de l'hémisphère occidental, pour reprendre l'expression rendue célèbre par Whitaker (1954), établissaient à Rio de Janeiro les bases d'une coopération militaire régionale, fondée sur une déclaration « d'assistance réciproque et d'alliance défensive des nations américaines », déjà énoncée en 1940 à La Havane, alors que l'Allemagne nazie venait à peine d'envahir les Pays-Bas et une partie de la France. Les stratèges de Washington craignaient alors de voir les vainqueurs réclamer à leur profit les territoires de la Caraïbe et de l'Amérique du Sud qui dépendaient encore des métropoles déchues. Le processus d'intégration militaire s'est concrétisé en 1945, avec la Conférence inter-américaine sur les problèmes de la guerre et de la paix de Mexico, qui a permis de mettre en place un nouvel instrument de coopération régionale, le Traité inter-américain d'assistance réciproque (TIAR). Depuis cette date, l'organisme international chargé d'assurer le suivi des affaires militaires et la sécurité des États américains est l'*Inter-American Defense Board* (IADB – Bureau interaméricain de défense), dont la création effective date de 1942 (Conférence de Rio de Janeiro).

Cependant avec la guerre froide, les clivages n'ont fait que s'accroître entre une Amérique latine « sous-développée » ou « mal développée », parfois tentée par le modèle socialiste, et une Amérique du Nord arc-boutée sur sa richesse et sur ses principes, pour qui la défense du sous-continent contre l'appétit des anciennes puissances coloniales n'était plus une priorité stratégique. Les interventions armées, directes ou indirectes, destinées à rétablir l'ordre ou à éliminer la menace communiste, ont empoisonné les relations entre les États-Unis et les nations latino-américaines placées de fait sous leur protectorat – depuis l'occupation d'Haïti (1915-1934) jusqu'à l'opération « Juste Cause », lancée en décembre 1989 au Panama contre le général Noriega⁵.

Les événements du 11 septembre 2001 ont rappelé à l'ensemble de la communauté latino-américaine que le TIAR les engageait systématiquement au côté des États-Unis en cas de conflit armé, ce qui a conduit nombre de parlementaires, au Mexique ou ailleurs, à réclamer la révision d'un texte élaboré dans un contexte géopolitique complètement dépassé. Déjà, en 1948, lors de la création de l'Organisation des États américains (OEA), des voix s'élevaient contre le maintien d'un organisme permanent de défense directement lié aux activités de la nouvelle organisation. Ces critiques n'ont pas empêché les États-Unis d'assurer la direction de l'*Inter-American Defense Board*, dont le siège est à Washington, en tant que principal partenaire et bailleur de fonds. L'alliance militaire devenait ainsi la clé de voûte de la stabilité continentale, en garantissant la paix civile, le bien-être des populations, le développement de la démocratie et l'éradication du communisme dans tous les États membres (Sommet de Washington, 1951).

Le contexte international ayant changé avec la chute du mur de Berlin et la disparition de la menace soviétique, l'IADB s'est orienté vers des activités plus « humanitaires » : campagnes de déminage dans les pays touchés par la guerre civile

(plus particulièrement en Amérique centrale), prévention et gestion des catastrophes naturelles, lutte contre le trafic de drogue... Cependant le Traité inter-américain d'assistance réciproque n'a jamais été renégocié et continue à lier les pays latino-américains au destin planétaire et souvent controversé des États-Unis. C'est pourquoi les réactions de la rue ou des Assemblées nationales, au sud du Río Grande, ne doivent pas être prises à la légère, comme l'ont montré les attentats du 11 septembre 2001. À l'heure où les États-Unis veulent réaliser une grande zone de libre-échange des Amériques, rendant caducs les processus actuels d'intégration régionale (Alena, Mercosur, Communauté andine...), le fossé entre le Nord et le Sud n'est pas encore comblé – on peut même considérer qu'il ne fait que s'élargir. La question est de savoir si la plus grande puissance militaire du monde a vraiment besoin de ses alliés sud-américains, ou si elle peut se contenter de la compréhension et de la sympathie des gouvernements qui participent, avec plus ou moins d'enthousiasme, aux activités de l'*Inter-American Defense Board*.

Une autre question reste posée. Elle est double et dépasse largement le cas de l'Amérique et de la lutte contre les terroristes d'Al Qaïda. Pourquoi et comment les Nord-Américains ont-ils pu se laisser prendre au dépourvu par le réseau de Ben Laden ? Il n'appartient pas aux *Cahiers des Amériques latines* de gloser sur des considérations militaires et stratégiques, dont nous ne maîtrisons ni les tenants ni les aboutissants. Il ressort néanmoins de ces événements que les stratèges du Pentagone et les experts de la CIA ont, semble-t-il, commis deux grandes erreurs : celle de méconnaître la culture et la civilisation des pays arabes et du Moyen-Orient, et celle d'avoir entretenu une confiance aveugle envers les outils technologiques qui leur servaient de paravent.

Cette attitude, trop souvent commune à l'ensemble des pays dits « industrialisés », est une source de faiblesse mais aussi et surtout d'incompréhension vis-à-vis des pays du « Sud » géopolitique. Elle doit sans aucun doute nous obliger à revoir les politiques scientifiques mises en œuvre dans le cadre des « aires culturelles », dont la validité est souvent discutée au sein des organismes universitaires et de recherche. En effet, malgré les effets incontestables de la mondialisation, ou justement à cause de ces effets, les revendications identitaires, à l'échelle régionale, nationale, continentale ou transcontinentales (c'est le cas de l'Islam), sont de plus en plus virulentes. La réaction ambiguë de nombreux Latino-Américains, lors des attentats du 11 septembre, ne peut pas être attribuée aux seuls héritages de l'histoire, ou à l'éternelle jalousie des « faibles » contre les « puissants ». Malgré la diffusion de modèle nord-américain de développement sur l'ensemble de « l'hémisphère occidentale », le Río Grande reste une ligne de fracture forte entre deux mondes qui, en réalité, se connaissent mal. C'est pourquoi un travail approfondi sur les nouvelles frontières des aires culturelles, sur le sens qu'il faut leur accorder, s'avère aujourd'hui essentiel pour comprendre un « système-monde » composé de sous-ensembles d'autant plus flous qu'on ne fait pas l'effort de les étudier⁶.

Si la première interrogation concerne l'objet de la recherche, la seconde porte sur des questions de méthode. La fascination technologique qui a saisi les agents de la CIA nous menace tous, et nous conduit parfois à confondre le but de la recherche avec l'outil utilisé pour y parvenir. Si le géographe ne pense plus d'abord « avec ses pieds », pour reprendre l'expression de nos vieux maîtres, l'ordinateur ne doit pas le dispenser d'arpenter le terrain. Humer l'air de la rue, sentir les odeurs des cuisines et des caniveaux, parler avec le flic du carrefour ou avec le gardien de chèvres ne sont pas des activités folkloriques, qu'il faut reléguer dans les réserves souterraines de l'ex-musée de l'Homme, avec les tissus incas décolorés et les fétiches Arumbaya (Hergé, 1947). Mapinfo ne résout pas tous les problèmes, ne répond pas à toutes les questions, tout comme les meilleurs satellites espions ne peuvent pas rendre compte des conversations de café ou des confidences entre amis de toujours et bons pères de famille.

Il ne s'agit pas pour les sciences sociales de privilégier un outil de recherche plutôt qu'un autre, une échelle d'analyse plutôt qu'une autre, un objet d'étude plutôt qu'un autre, mais plutôt de ne pas oublier que toutes les échelles sont révélatrices, parce qu'en modifiant nos perspectives de travail, elles nous permettent de varier les problématiques qui en découlent ; tous les outils sont utiles, parce qu'ils sont complémentaires ; tous les objets sont dignes d'intérêt parce qu'ils mettent à l'épreuve l'ensemble de nos perceptions, de nos interprétations et de nos connaissances. Pourquoi doit-on s'intéresser aux aires culturelles ? Avant tout, parce qu'elles existent. Or l'Amérique latine existe, même si « l'hémisphère occidental » est aussi une réalité géopolitique, économique et culturelle, et même si cet « Extrême-Occident », comme le disait Alain Rouquié (1987), n'est qu'une extension reformulée de la vieille Europe, dont la définition n'est ni complètement géographique, ni entièrement culturelle. À chaque niveau d'interprétation, c'est l'échelle d'analyse qui change, pas l'objet d'étude.

Dans sa *Géographie universelle*, Élisée Reclus écrivait : « c'est dans le reste de l'Amérique espagnole et surtout en Europe, dans la mère patrie et même dans cette terre de France qui, récemment encore, envoya des armées pour les subjuguier, que les Mexicains cherchent leurs alliés. Ils se disent et se sentent « Latins » [...]. Si jamais, sur la terre affranchie, les peuples se groupent, malgré les distances, suivant leur parenté et leurs affinités naturelles, c'est à leurs frères les Latins d'Europe que s'associeront les Mexicains et autres « latinisés » de l'Amérique » (Reclus, 1894 : 16). En écartant d'un revers de la main l'hypothèse d'une conquête culturelle et linguistique de l'Amérique par les États-Unis, le géographe libertaire se trompait, aveuglé par son engagement politique aux côtés des peuples menacés par l'appétit de la jeune république nord-américaine, à peine sortie du cocon formateur de la guerre de Sécession. Pourtant, dans un contexte international totalement différent, alors que l'existence d'une *Mexamérica* située de part et d'autre de la frontière Mexique/États-Unis n'est plus un véritable objet de controverse, c'est toujours par rapport au grand voisin du Nord que la « latinité » réelle ou supposée des Amériques du Sud tente de se définir.

Dans cette perspective, les Cahiers des Amériques latines ont un rôle essentiel à jouer : éviter de perdre le contact avec des nations qui ont besoin du regard des autres pour exister, tout comme nous avons besoin d'elles pour mieux nous situer dans le système-monde. À nous de voir où placer les frontières de la région étudiée : selon l'échelle, le moment, la problématique ou l'outil employé, elles peuvent et doivent évoluer afin de prendre en compte les réalités, mais aussi les images ou les représentations, d'une aire culturelle à géométrie variable.

Notes

- 1 Pourtant des attentats sanglants, perpétrés à Buenos Aires contre les intérêts israéliens (attentat à la bombe contre l'ambassade d'Israël, le 17 mars 1992) ou contre la communauté juive (voiture piégée dans le parking de l'Association mutuelle israélite argentine, le 18 juillet 1994) ont démontré que l'Atlantique n'était pas un obstacle suffisant pour limiter l'action des groupes terroristes originaires du Moyen-Orient.
- 2 Ce sentiment, partagé un peu partout dans le monde, a par la suite été interprété de manière très différente, selon la tendance politique ou la trajectoire intellectuelle des groupes concernés.
- 3 « Ils sont ici », « ils ne sont pas ici », « ils sont peut-être ici » ...
- 4 L'état d'esprit qui pousse les Mexicains à haïr et à adorer leurs conquérants porte un nom, le « malinchisme », en souvenir de La Malinche, cette indienne aztèque qui aida Hernán Cortés à s'emparer de Mexico-Tenochtitlán, en lui servant de maîtresse et d'interprète.
- 5 Sans compter l'expédition d'Haïti (1994), engagée sous l'égide des Nations unies pour rétablir le président Aristide dans ses fonctions, après le coup d'État militaire qui l'avait chassé du pouvoir.
- 6 En ce sens, la décision récente de la Documentation française de supprimer trois revues consacrées à des aires culturelles, dont les *Problèmes d'Amérique latine*, peut apparaître très mal venue...

Bibliographie

- Hergé, 1943, *Les Aventures de Tintin. L'Oreille cassée*, Paris, Tournai, Casterman.
- Reclus, Élisée, 1994, *Nouvelle géographie universelle*, livre XVII, « Indes occidentales », Paris, Hachette.
- Rouquié, Alain, 1987, *Amérique latine, introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Le Seuil.
- Whitaker, Arthur, 1954, *The Western Hemisphere Idea: Its Rise and Decline*, Ithaca, New York, Cornell University Press.



LA VIERGE DE GUADALUPE. LA SAINTE PATRONNE DU MEXIQUE A JOUÉ UN RÔLE IMPORTANT
DANS LA CAMPAGNE DU PRÉSIDENT VICENTE FOX. (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

LE MEXIQUE : VIEUX DÉMONS, NOUVEAUX DÉFIS

DANIEL HIERNAUX*

EN 2001, le Mexique a vécu sa première année « foxienne » qui était aussi le début d'un nouveau millénaire. Alors que l'Europe a réussi son passage à l'euro, le gouvernement mexicain a clamé *urbi et orbi* que le pays avait enfin réalisé son passage à la démocratie, après la longue nuit du PRI. Sans prétendre à une approche exhaustive de la situation actuelle, impossible à mettre en œuvre dans le cadre d'un simple dossier, nous allons tenter de réfléchir sur un certain nombre de points essentiels, mais parfois mal connus, qui caractérisent cette période de bouleversements et de permanences dans trois domaines clés : l'économie, le social et le politique.

L'économie tout d'abord : le sexennat de M. Zedillo (1994-2000) a été marqué par deux situations assez contradictoires en apparence. Tout d'abord les fameuses « erreurs de décembre » qui provoquèrent la crise de 1994. Le sexennat débuta donc assez mal, et le ministre de l'économie qui avait été aussi le grand promoteur de l'intégration aux États-Unis et de la signature de l'Alena, fut rapidement remplacé. Cependant, par la suite, la récupération fut plus rapide que ce que l'on avait cru. Tout porte à croire que la politique d'intégration avec les États-Unis commençait à porter ses fruits : la croissance du produit intérieur brut en a été la preuve, mais aussi l'accélération des secteurs économiques les plus marqués par la relation avec les États-Unis, dont les *maquiladoras*. En effet, leur croissance a été vertigineuse pendant le sexennat de M. Zedillo, et leur expansion vers le Centre du Mexique semblait donner raison à ceux qui parlaient d'un nouveau modèle d'industrialisation lié à la *maquiladora*, dont les fleurons se transformaient progressivement en unités de « deuxième et troisième génération », c'est-à-dire en entreprises plus intensives en capital. L'expansion des services à la production, du secteur financier et du commerce semblait aussi démontrer que la politique économique avait misé juste : une intégration rapide, certes doulou-

*Université autonome métropolitaine, Iztapalapa

reuse pour certains secteurs, mais qui finissait par renforcer le système économique mexicain au bénéfice de l'ensemble de la population.

Ce n'est donc pas une économie en pleine crise qu'allait affronter le nouveau président élu en août 2000, mais bien une économie raisonnablement saine. Cependant, cela ne voulait pas dire que tous les secteurs sociaux en tiraient les mêmes bénéfices : la pauvreté était loin d'être éradiquée et, de ce fait, le programme lancé par l'administration de M. Carlos Salinas pour lutter contre la pauvreté, le Pronasol (Programme national de solidarité) avait dû être suivi par d'autres mesures, centrées sur des aides plus individuelles : le Progresa. Les chiffres de la pauvreté étaient d'ailleurs remis en cause en permanence par les chercheurs, dont les estimations étaient bien différentes des calculs officiels.

Du point de vue de la situation au Chiapas, le sexennat de M. Zedillo a tablé sur la mise en veilleuse des négociations et sur le refus de reprendre un dialogue pourtant exigé par la société civile. La pression des militaires et de l'aile dure du PRI n'y a sans doute pas été étrangère. Le conflit du Chiapas a donc commencé à faire partie de la vie quotidienne de la population mexicaine, abreuvée d'escarmouches et de déclarations contradictoires. Au total, cette stratégie s'est soldée par de longues années de non-reconnaissance d'un conflit qui prenait de plus en plus de place dans la nation, et qu'il fallait replacer dans le cadre d'une internationalisation des résistances à la mondialisation dont le Chiapas a fini par être un symbole, bientôt dépassé par Seattle et d'autres hauts lieux de la lutte anti-globalisation.

En ce qui concerne l'organisation du territoire, une tendance ambiguë peut être mise en évidence. En effet, à cause de l'intensification de l'ouverture des marchés et de la relation plus étroite que jamais avec les États-Unis, le Mexique se tourne de plus en plus vers le Nord, dont les villes moyennes et les métropoles sont en pleine croissance. Cependant, la capitale nationale maintient sa position et concentre de plus en plus les sièges sociaux des grandes entreprises ouvertes au reste du monde. Or ce recentrage géographique n'est pas le résultat d'une politique concertée d'aménagement. Alors que, durant les sexennats antérieurs, les mots « régions » et « aménagement » étaient encore présents dans le discours officiel, tout indique que l'administration d'Ernesto Zedillo a préféré renforcer et donner libre cours aux forces du marché comme grand ordonnateur du territoire.

La ville est ainsi de plus en plus perçue comme une question sociale, mise en relation avec la pauvreté, le manque d'infrastructures et la violence, plutôt que comme une authentique question d'organisation spatiale au niveau intra et interurbain. En cela aussi, il est évident que le Mexique a suivi en priorité le modèle de traitement proposé par la Banque mondiale. C'est donc au ministère du Développement social qu'a été attribuée la politique urbaine et, comme on peut l'imaginer, peu a été fait dans ce sens.

Finalement, on ne peut laisser de côté la politique. Le déchirement interne du Parti révolutionnaire institutionnel a atteint des sommets jusqu'alors inconnus. Incapable de contrôler les fractions du parti, le président a considéré que son rôle consistait davantage à accompagner la crise politique plutôt que de diri-

ger le parti officiel, dont il était pourtant issu, vers des eaux plus calmes. Le résultat a été évident lors des élections d'août 2000. Le visage défait, tendu, le président Zedillo a annoncé publiquement la victoire de Vicente Fox avant même la fin du comptage des votes. Il a peut-être ainsi voulu passer à l'histoire comme celui qui a permis la transition démocratique... Le fait est que l'élection présidentielle de 2000 a été celle de l'espoir d'un changement radical, réclamé par la population. Vicente Fox a clairement incarné cette volonté populaire, alors que le candidat de la gauche, M. Cuauhtémoc Cárdenas, représentait aux yeux de nombreux électeurs une certaine continuité dans la politique traditionnelle.

La campagne de M. Fox a été une véritable campagne à l'américaine, avec force publicité, actes festifs et recherche d'effets médiatiques (rappelons à ce sujet l'usage de l'étendard de la Vierge de Guadalupe). Tout a joué dans une victoire qui a surpris, mais moins qu'on ne pouvait le penser : la personnalité du candidat, son physique même (en contradiction avec l'aspect de bureaucrate traditionnel de M. Labastida, candidat du PRI, et l'image trop austère de M. Cárdenas), mais aussi l'équipe mise sur pied pour la campagne. La transition, c'est-à-dire la période entre l'élection du mois d'août et le transfert des pouvoirs présidentiels, le 1^{er} décembre, ont été des mois difficiles, d'attente et de recherche de nouveaux équilibres. Le refus de plusieurs personnalités du PRD de participer au nouveau cabinet, la recherche très médiatisée des meilleurs candidats par le biais d'entreprises privées de chasseurs de tête, les déclarations de la part du gouvernement et du candidat élu, ont créé un état de tension qui a renforcé la demande populaire de changement. Le cabinet de M. Fox s'est formé peu à peu et, jusqu'au dernier moment, des doutes ont subsisté sur l'un ou l'autre poste. Le manque de candidats, autant que le désir de distribuer le pouvoir entre des figures nouvelles, a été évident lors de ce parcours accidenté de la transition.

La première année du nouveau gouvernement s'est donc achevée en décembre 2001. Le bilan en est pour le moins contradictoire. Pour beaucoup d'observateurs, il semblerait que le président Fox est toujours en campagne, comme il l'a d'ailleurs lui-même reconnu. On a vu le président Fox dans de nombreux voyages à l'étranger, en quête de reconnaissance internationale pour son nouveau gouvernement et pour sa nouvelle politique. Louant publiquement ses propres bottes vernies portées avec un smoking, ou embrassant sa nouvelle épouse devant le Vatican, Vicente Fox entretient une image extérieure provocatrice plutôt critiquée à l'intérieur du Mexique – et même de façon relativement voilée à l'intérieur de son propre parti. Toutefois, il faut aussi y voir un changement profond dans la perception du Mexique sur la scène mondiale.

Pour ce qui est de l'économie, la politique du gouvernement actuel n'est pas très différente de celle de son prédécesseur : plus d'ouverture des marchés comme l'a montré la vente de Banamex (Banco nacional de México) ; projet d'aider les micro-entreprises (les *changarras*, selon les termes présidentiels)¹ ; appui renouvelé aux secteurs traditionnels de croissance, comme le tourisme... Tout converge vers une continuité que le PRI lui-même n'aurait peut-être pas osé rêver avec son propre

candidat. Mais la crise américaine et les effets pervers du 11 septembre ont mis à nu le revers de la médaille de l'intégration. Durant plusieurs mois, le Mexique a vécu difficilement le ralentissement de l'économie américaine. Les nouveaux technocrates « foxistes » sont restés muets, c'est le moins que l'on puisse dire, face à une crise profonde qui a mis en lumière les côtés dangereux d'une intégration sans véritable garde-fou. Le secteur chéri de la politique d'ouverture des marchés, les maquiladoras, a perdu plus de 150 000 emplois au cours de l'année 2001, ce qui signifie une crise majeure pour les villes de la frontière, où elles se concentrent en priorité. Les estimations de croissance, très élevées dans l'euphorie de la victoire du PAN, se situaient au niveau zéro à la fin de l'année 2001, et les contradictions entre le gouvernement et la Banque centrale montrent que les fonctionnaires ont été déroutés par cette situation imprévue.

Du point de vue social, les politiques de lutte contre la pauvreté n'ont pas vraiment varié. Certes, Progresa continue, mais, face à la crise, on ne peut espérer une réduction du nombre des pauvres, tout au contraire. La présence d'un ministre du travail fortement conservateur inquiète aussi la société mexicaine : des réformes concernant la loi du travail, négatives aux yeux des ouvriers et des syndicats, semblent en chantier, afin de relancer l'économie par la dérégulation et la flexibilité, selon les préceptes libéraux. Le thème de la sécurité publique, qui correspond à une demande insistante de la société mexicaine, est loin d'être résolu. D'ailleurs, le ministère qui a en charge cette question n'a pas avancé en un an de façon significative, ce qui montre, entre autres, la complexité du problème. À ce sujet, les efforts entrepris par le gouvernement de Mexico ne semblent pas non plus avoir changé sensiblement la situation, car on l'accuse de truquer les statistiques. Quoi qu'il en soit, l'ambiance semble plus tranquille dans les villes, et les rumeurs sur les agressions personnelles semblent diminuer.

Il est un thème qui semblait pouvoir être résolu rapidement, selon le président : celui du Chiapas. Mais la situation est devenue plus complexe. D'un côté, le président a présenté une nouvelle loi sur les communautés indigènes, pour tenter de désamorcer la crise, mais les chambres l'ont refusée, sous la pression du PAN et du PRI. La loi remaniée a exclu plusieurs revendications importantes concernant l'autonomie des communautés indiennes. Le voyage du sous-commandant Marcos et de la caravane indigène à Mexico a été particulièrement bien vu par de vastes secteurs de la population. L'échec du vote de la loi originale n'en a été que plus difficile à accepter, et le retour de la caravane au Chiapas, les mains vides, a marqué une nouvelle stagnation des négociations, malgré les efforts évidents de M. Fox pour éviter un gel de la question semblable à celui qui avait eu lieu durant le sexennat précédent.

Du point de vue de la démocratisation de la société, plusieurs faits importants doivent être soulignés. D'une part, on a assisté à une réduction du contrôle de la presse qui amène plus de débats, fait salubre pour la société mexicaine actuelle. D'autre part, les dossiers sur les événements de 1968 et sur les disparus ont été rouverts, ce qui devrait conduire à apurer une situation qui, loin d'être un thème aus-

si poignant qu'en Argentine, par exemple, n'en reste pas moins une blessure non fermée de la société mexicaine. Cependant, le sujet est loin d'être de tout repos : l'assassinat de l'avocate Digna Ochoa a ramené sur la table le thème de la responsabilité de certaines structures officielles, dont l'armée, dans la répression de 1968 et dans les nombreux cas de disparitions et de violences perpétrés depuis lors.

Le contrôle de la situation est très difficile et il n'est pas sûr que le président soit en mesure de permettre les enquêtes qui mettraient au clair ces violations systématiques des droits de l'homme et cette situation de violence envers les mouvements sociaux et les personnalités qui en sont les porte-parole. À cela, il faut ajouter aussi les cas hérités et non résolus, comme l'assassinat du candidat Luis Donaldo Colosio aux élections présidentielles de 1994, ou celui de l'évêque Posadas à Guadalajara, entre autres. Le travail de nettoyage des écuries d'Augias pourra-t-il être fait par M. Fox ? Même s'il est difficile de douter de sa bonne foi et de son désir de se débarrasser des boulets qui sont attachés au pied du système politique mexicain, les pressions intérieures et les blocages semblent toujours aussi forts.

Quant au territoire, s'il est vrai que le passage de M. Fox au gouvernement du Guanajuato a donné lieu à un essai de politique d'aménagement de l'espace, en revanche, en tant que président de la République, il n'a pas encore mis en place les structures permettant d'engager une véritable stratégie économique et sociale envers les régions. Toutefois certaines mesures importantes sont en train de voir le jour pour donner plus de pouvoir aux États (notamment sur le plan budgétaire), mesures dont il faudra mesurer les effets dans les années à venir.

Une annonce importante a pourtant été faite : celle du lancement du plan Puebla-Panamá, qui cherche à favoriser le développement des États du Sud du Mexique avec les pays d'Amérique centrale². Vu sous un certain angle, il est certain que cette initiative répond au retard du Sud et à la difficulté qu'éprouve cette région mexicaine à se moderniser et à s'insérer dans l'économie mondiale. Cependant, d'autres voix s'élèvent pour dire que l'idée est plutôt de renforcer le clivage entre un Nord et un Centre davantage liés aux États-Unis, et un Sud qui serait irrémédiablement réduit à une relation de dépendance politique, économique et culturelle.

Comme on le voit, les problèmes sont nombreux, complexes, et les ébauches de réponse sont encore balbutiantes. Il faudra sans doute laisser le temps au nouveau gouvernement pour mettre en place les mesures destinées à relever de tels défis. La question essentielle est de savoir si la population, lassée par plusieurs décennies de promesses lancées par le PRI, est disposée à attendre longtemps les résultats que le candidat du PAN avait annoncés. Son « Ya, ya, ya » (« maintenant, maintenant, maintenant ») a été un bon slogan de campagne, mais il peut bien se retourner contre lui, s'il ne répondait pas aux attentes créées par ses belles promesses.

En ce sens, le dossier que nous présentons dans ce numéro 37 des *Cahiers des Amériques Latines* porte sur un Mexique en plein bouleversement, plus que jamais situé à la croisée des chemins. Nous avons cependant choisi de ne traiter que quelques thèmes qui nous paraissent essentiels, en variant les angles d'approche, afin

de ne pas répéter ce qui a déjà été dit par ailleurs (la littérature sur les mutations actuelles du système mexicain est abondante, notamment dans le domaine du politique). Alors que le président Carlos Salinas de Gortari avait proclamé la fin de la Réforme agraire (en 1991-1992), il nous est apparu nécessaire de revenir sur le thème des campagnes, de la paysannerie et des organisations paysannes face aux nouveaux défis proposés par l'Alena, la restructuration de la banque mexicaine et la recomposition du pouvoir politique.

Le texte de Bruno Lutz fait donc référence aux grandes instances d'organisation du monde paysan et traite des pratiques de succession qu'elles ont été élaborées, face aux changements du système politique. Il en fait un bilan très à jour, qui met en évidence les difficultés de ces organisations, véritables dinosaures institutionnels, confrontées aux nouvelles règles du jeu politique et à la montée en puissance de la société civile. Carlos Rafael Rea Rodríguez nous présente un mouvement issu des campagnes (« Le barzonisme : un nouveau mouvement social au Mexique ? »), qui a bientôt ratissé large auprès de tous les secteurs urbains touchés par la plaie ouverte de l'endettement. Ce mouvement, qui a pris une force inattendue, est désormais capable non seulement de construire de nouvelles stratégies de lutte, mais aussi d'imposer la reconnaissance de revendications plus larges que celles du traitement équitable de la dette.

S'il devient de plus en plus difficile (pour ne pas dire impossible, ou même inutile) d'établir des frontières artificielles entre les problèmes du monde rural et ceux du monde urbain, Mexico reste au centre d'un système qui pèse de tout son poids sur l'organisation du territoire national, mais aussi sur l'image (bonne ou mauvaise) que le Mexique se fait de lui-même. Or, dans la campagne présidentielle qui a vu la victoire de Vicente Fox, le discours sur la sécurité a joué un rôle essentiel – comme dans d'autres pays du monde. C'est donc un sujet brûlant et mal connu que Marc Guerrien analyse ici, en démontrant que le discours sécuritaire des hommes politiques mexicains se fonde sur des statistiques souvent mal interprétées. La nouvelle image de la criminalité à Mexico qu'il nous propose relativise leur portée, tout en redessinant la carte des zones à risques et celle des quartiers dits « tranquilles » – mais pour qui, et pourquoi ?

Parmi les vieux démons qui affectent la société mexicaine, celui de la violence contre les femmes était l'un des mieux cachés, contrairement à celui de l'insécurité, dont les quotidiens populaires font complaisamment leur une », pour mieux appâter le chaland. En retraçant la lutte des féministes contre ce fléau, Miriam Lang montre que le discours sur la violence est devenu au Mexique un enjeu politique majeur et qu'il a été en grande partie récupéré par les groupes au pouvoir (ou ceux qui cherchent à y accéder), depuis le milieu des années 1980. De manière paradoxale, celles qui étaient le fer de lance de la contestation contre l'ordre établi sont souvent devenues les porte-parole de l'appareil d'État : en accédant au pouvoir, les féministes se sont coupées de leur base et ont perdu une grande partie de leur légitimité.

Cependant, si les femmes font incontestablement partie des laissés pour compte de la société mexicaine, il existe toute une frange de la population que ni les réformes néolibérales, ni la mondialisation, ni la mise en place de l'Alena n'ont toujours pas permis d'intégrer au reste de la nation : ce sont les travailleurs émigrés qui ont franchi le Río Bravo pour trouver un emploi et un logement décent aux États-Unis. Ils sont aujourd'hui plus de 20 millions et, comme le rappelle Emmanuelle Le Texier dans ce dossier, ils réclament de plus en plus fort un véritable droit de vote dans leur pays d'origine. Parmi les défis politiques que devra affronter Vicente Fox dans les années à venir, la prise en compte de ces expatriés n'est sûrement pas le moindre, puisqu'ils jouent un rôle central dans les relations qu'entretient le Mexique avec son grand voisin du Nord. Or, si l'on parle des vieux démons ancrés dans la mémoire collective des Mexicains, la frontière imposée au XIX^e siècle par les Nord-Américains occupe une place de choix. La *Mexamerica* existe sans aucun doute, mais elle tire sa force d'une coupure entre deux mondes où chaque immigré peut servir d'intermédiaire, à condition de lui donner les moyens de choisir son identité.

Notes

- 1 Ce système semble plus se rapprocher des crédits à la pauvreté de la Banque mondiale que d'une politique efficace et de long terme pour soutenir les petites entreprises.
- 2 Sur ce thème, lire Alain Musset et Victor M. Soria (dir.), *Alena-Mercosur, enjeux et limites de l'intégration américaine*, Paris, IHEAL-INTAM, 2001.



INGENIO DE ZACATEPEC (MORELOS). DEPUIS LA RÉVOLUTION, LES GRANDES SUCRERIES SONT RESTÉES LE SYMBOLE D'UN ÉTAT AGRARISTE, QUI VOULAIT STRUCTURER ET ENCADRER LE MONDE RURAL. LE VENT NÉOLIBÉRAL QUI A SOUFLÉ SUR LE MEXIQUE AU COURS DES ANNÉES 1990 N'A FAIT QU'AGGRAVER LA SITUATION DE CES ENTREPRISES, SOUVENT MAL ÉQUIPÉES POUR FAIRE FACE À LA CONCURRENCE INTERNATIONALE. (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

PRATIQUE SUCCESSORALE ET DEVOIR DÉMOCRATIQUE DANS TROIS ORGANISATIONS PAYSANNES MEXICAINES : CNC, CNPR, UNORCA

BRUNO LUTZ*

« Il m'arrive de penser que les grands hommes
se caractérisent justement par leur position extrême,
où leur héroïsme est de se tenir toute la vie. »

MARGUERITE YOURCENAR, *Mémoires d'Hadrien*

A UN MOMENT où l'on qualifie volontiers la situation politique mexicaine comme étant dans une phase de « transition démocratique », et où, par ailleurs, le secteur agricole de ce pays expérimente les changements provoqués par l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna), l'interprétation démocratique à l'intérieur des organisations paysannes constitue un intéressant sujet d'étude. En effet, ce double défi, économique et politique, va jusqu'à questionner l'idée même de représentation de la paysannerie. Le modèle corporatiste, si longtemps imposé par le parti hégémonique, perd lentement de sa force selon un processus engagé depuis plusieurs années déjà. Les instruments, autrefois efficaces, d'assistanat et de coercition semblent aujourd'hui sur le point de devenir caducs. Du côté des dirigeants, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour revendiquer les principes démocratiques universels. Du côté des citoyens vivant en milieu rural, leur demande d'une pleine et totale liberté d'association est en passe d'être satisfaite. Toutefois, ce double désir d'offrir et de recevoir plus de liberté semble exprimer en marge de la perpétuation des pratiques ploutocratiques. Le pouvoir reste, dans les organisations paysannes mexicaines, un enjeu formidable.

* Universidad Autónoma Metropolitana (UAM) de Mexico

Cette apparente contradiction entre la construction d'une vie interne démocratique et le contrôle de l'exercice du pouvoir conduit à s'interroger sur la nature des pratiques successorales mais aussi sur la représentation du devoir démocratique. Ainsi cet examen permettra-t-il de montrer comment se manifeste la domination des dirigeants paysans sur les militants, et comment les premiers neutralisent (à escient) les effets sociaux négatifs du dépassement des facultés qui leur sont conférées. Encore faut-il préciser que la dynamique inégale qui sous-tend la relation entre représentants et représentés s'exprime *a priori* avec plus de netteté au niveau des organisations rurales nationales à cause de la nature essentiellement politique des intérêts qu'elles défendent...

C'est la raison pour laquelle, dans le présent travail, les organisations retenues sont des organisations d'envergure nationale. L'idée qui sous-tend une analyse contrastée entre trois organisations est celle de permettre l'ébauche de conclusions relativement objectives et de portée générale. Quant au choix d'étudier le processus de succession à la tête de la Confédération nationale paysanne (CNC), la Confédération nationale des producteurs ruraux (CNPR) et l'Union des organisations régionales paysannes autonomes (Unorca), il est dû aux considérations suivantes. La première de ces organisations représente les intérêts des petits paysans mexicains depuis sa création en 1938. Mais, directement touchée par la recomposition du paysage politique où le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) a cessé d'être un parti-État, elle est confrontée à une redéfinition plurielle de son identité, de son rôle et de ses actions. De son degré d'adaptation à ce nouvel environnement dépend sa survie.

La CNPR doit également faire face à ces changements politiques, mais c'est surtout l'effritement de sa représentativité, dû aux faibles moyens dont elle dispose pour contrecarrer les effets pervers de la crise économique de 1994-1995 chez les propriétaires ruraux qu'elle regroupe, qui la contraint à chercher à renforcer le lien social qui relie la direction nationale aux militants de base. L'Unorca, enfin, est une organisation qui se définit comme apolitique et non affiliée à un parti mais qui cherche de plus en plus dans la sphère du politique l'espace d'expression de ses prétentions démocratiques. Cette tendance remet en cause sa neutralité politique tout en ébréchant la participation démocratique de ses adhérents dans les prises de décision. Ainsi, c'est dans un même contexte général mais pour des raisons spécifiques que l'étude de la pratique successorale se portera sur ces trois organisations paysannes mexicaines.

ORIGINE, HÉRITAGES ET IDENTITÉ

Des trois organisations, la Confédération nationale paysanne (CNC) est la plus ancienne. Créée en août 1938 sous la présidence du général Lázaro Cárdenas (1934-1940), avec pour emblème un fusil, une faucille et un épi de blé enlacés, elle eut pour premiers objectifs le désarmement des groupes de paysans armés,

la fédération des nombreuses organisations régionales dispersées dans le pays, mais aussi et surtout la représentation unique du secteur agraire mexicain. Du secteur agraire, ce sont précisément les *ejidatarios* que la CNC se chargera d'organiser en priorité, dans le cadre d'une redéfinition historique des catégories sociales rurales basée sur la tenure¹.

En à peine trois années, les *ejidos* et les comités agraires se sont intégrés aux Comités régionaux qui, à leur tour, ont alimenté les Ligues de communautés agraires et syndicats paysans de la CNC. Ce processus de centralisation de la représentation paysanne a dû son relatif succès à une politique efficace de distribution des postes à responsabilité dans la nouvelle administration publique. À ce propos, Mackinlay (1996 : 169) écrit : « Ainsi, une bonne partie des *ejidos* tomba sous le contrôle de caciques locaux et régionaux émergents ; processus qui était favorisé autant par l'administration publique que par les structures corporatistes du parti et des groupements professionnels. »

Les personnages régionaux et locaux les plus influents devinrent ainsi de très utiles intermédiaires (Paré, 1976 ; Falcón, 1984 : 190-215). Leur gratification pécuniaire et symbolique opérée sur un mode discrétionnaire favorisa la création d'une loyauté nouvelle (d'ailleurs souvent embryonnaire et mal définie) envers le pouvoir central, et plus particulièrement envers la figure du président. « Le pouvoir personnel jouait alors le rôle d'agrégation véritable des différentes forces sociales », soutient avec raison Córdova (1972 : 23). En effet, la résurgence sous des traits modernes de la figure du *tlatoani* préhispanique au travers de la mise en place d'un système présidentiel participa pour beaucoup à la solidification d'un État post-révolutionnaire personnalisé.

Ainsi aux immédiates solidarités de corps, de rang et de statut se combina une série mesurée d'arrangements stratégiques. Ce népotisme combinatoire se vérifia au niveau des directeurs de l'administration agraire et des différents responsables de la CNC – le général Cárdenas lui-même avait prévenu des dangers de ce népotisme en déclarant que : « personne n'a le droit d'user les organisations paysannes pour satisfaire ses intérêts personnels. » Toutefois, cette dénonciation ne suffit point à empêcher l'arbitraire de s'habiller du vêtement neuf de la révolution institutionnalisée.

L'histoire de la CNC est dès l'origine liée au Parti national révolutionnaire (PNR) qui, quelques années plus tard, deviendra le PRI non sans être nommé auparavant Parti révolutionnaire mexicain (PRM). De fait, jusqu'à ce jour, tous les secrétaires généraux ont été désignés ou pour le moins soutenus par le président de la République du moment. Il en va de même pour les deux autres corporations priistes, la Confédération des travailleurs mexicains (CTM), et la Confédération nationale des organisations populaires (CNOP). Toutefois, il convient de noter que l'organisation et le maintien de cette triade corporatiste ne se sont pas faits sans résistance : résistance des acteurs pour être fédérés et pris en charge par-devers eux dans l'une de ces structures bureaucratiques en fonction de leur activité professionnelle et surtout suivant les accointances personnelles de leur leader ou repré-

sentant administratif, mais également résistance au sein de ces jeunes confédérations devant un autoritarisme qui menaçait d'ignorer certaines réalités humaines et sociales. Ainsi, organisations indépendantes et groupes dissidents n'ont cessé d'exister et de coexister aux côtés des confédérations priistes, selon des rapports qui vont de la sujétion pure et simple à des relations conflictuelles en passant par le large éventail des différentes formes de cooptation.

Un des groupes marginalisés lors du processus d'intégration sectorielle au PRI a été précisément celui des moyens et grands propriétaires terriens. Lésés lors des razzias commises par des groupes armés hostiles entre 1911 et 1928 puis, pour nombre d'entre eux, dépossédés de fait ou de droit d'une partie de leurs terres, les *hacendados* ont dû attendre 1946 pour que, sous l'initiative du président Miguel Alemán (1946-1952) soit créée la Confédération nationale de la petite propriété agricole. Cette organisation prendra successivement le nom de Confédération nationale de la petite propriété agricole, d'élevage et forestière, puis de Confédération nationale des petits propriétaires ruraux, pour finalement adopter en 1992 sa dénomination actuelle, toujours selon des considérations politiques conjoncturelles. Quant au logotype de la Confédération nationale des propriétaires ruraux (CNPR) il est composé d'un arbre de couleur vert, d'un épi de maïs blanc et d'une tête de vache de couleur rouge, lesquels symbolisent les différentes activités professionnelles (forestière, agricole et d'élevage), et reprend à son compte les couleurs du drapeau mexicain – qui sont également celle du PRI auquel la confédération est affiliée.

Candidat présidentiel, le général Miguel Alemán avait promis de lancer une initiative de réformes constitutionnelles dans le but de garantir la petite propriété. (L'article 10 de la Loi agraire du 6 janvier 1915 encore en vigueur à la fin des années 1940 interdisait le recours au jugement d'*amparo*² aux petits propriétaires affectés par la répartition des terres). En dépit de ces promesses « contre-révolutionnaires », la CNC décida de soutenir la candidature de Miguel Alemán en vue des élections de 1946 (Granados, 1983 : 50). Une fois élu, le président nomma un proche, avocat de profession, afin que celui-ci prépare le paquet de réformes à la Constitution et fonde concomitamment la confédération des propriétaires ruraux. C'est dans ce double contexte de défense légale de la petite propriété et d'organisation simultanée des propriétaires terriens, que fut mis fin à l'opprobre post-révolutionnaire de ce secteur de la population rurale.

Il faut toutefois nuancer cette dernière affirmation dans le sens où, membre de la CNOP, la Confédération, en plus du fait de n'avoir jamais représenté un secteur à part entière de la population mexicaine, comme la CNC représente le secteur agraire, a jusqu'à aujourd'hui été mêlée malgré elle à des organisations populaires avec qui elle ne partage rien, hormis la filiation politique. Mal accommodée dans le moule corporatiste, la CNPR a, depuis ses origines, cherché à affirmer la singularité de son identité collective en s'opposant systématiquement à la création d'organisations indépendantes des petits propriétaires, mais également en se positionnant face à la CNC, ennemi déclaré, et dans une moindre mesure, en se

distinguant de la Confédération nationale d'élevage (CNG). Défendant la petite propriété en menant essentiellement des actions d'ordre juridique, mais peu active en ce qui concerne la défense des intérêts des producteurs ruraux³, la CNPR n'est jamais parvenue qu'à jouer un rôle secondaire lors des négociations avec les successives administrations fédérales.

À une date récente, la création du Conseil national agricole et d'élevage (CNA) par le président Miguel de la Madrid (1982-1988) dans le but d'offrir aux grands producteurs ruraux et aux groupes agro-industriels une nouvelle tribune d'où défendre leurs intérêts, par contrecoup, diminua un peu plus encore la représentativité de la CNPR (Carton de Gramont, 1996). Aujourd'hui, par exemple, la CNPR est contrainte de participer aux côtés du CNA et d'autres organisations dans le Cabinet agricole et d'élevage (*Gabinete Agropecuario*).

Stigmatisée pour regrouper en son sein les caciques et les grands propriétaires terriens, fragile sur le plan politique, la CNPR a dû relever un nouveau défi quand, suite à la sévère crise économique de 1994-1995, un nombre important de ses adhérents s'est retrouvé avec d'astronomiques impayés sans que l'organisation priiste ne parvienne jamais à les défendre efficacement. Cette relative incompétence pour apporter une solution concrète et rapide au problème des dettes de ses militants, jeta nombre de ces derniers dans les rangs de la nouvelle organisation *El Barzón*, mais également dans le Parti d'action nationale (PAN-droite catholique et libérale), et le Parti révolutionnaire démocratique créé par Cuauhtémoc Cárdenas pour occuper l'aile gauche de l'échiquier politique mexicain (Rodríguez Gómez; Torrès, 1996 : 161-162). Finalement, il est possible d'affirmer que la position historiquement marginale des propriétaires ruraux dans la rhétorique post-révolutionnaire s'est traduite dans les faits par une faible visibilité publique de la CNPR, laquelle, en retour, a induit l'emploi de stratégies défensives limitées et finalement assez peu convaincantes.

Dans ce contexte de progressive diminution de sa crédibilité, aussi bien envers les interlocuteurs gouvernementaux qu'envers les propriétaires ruraux, la CNPR tente, depuis longtemps déjà, de gagner au niveau de la représentation administrative locale et régionale ce qui lui est refusé sur le plan politique. Ainsi, Gustavo Guerra Castaños, président de la CNPR pendant la période 1969-1977, stimula, entre autres, la participation politique des dirigeants de la confédération afin que ceux-ci occupent des charges de conseillers municipaux, maires, députés locaux et députés fédéraux, ainsi que des postes dans les organismes décentralisés d'agriculture et d'élevage, et dans les ministères. Cette politique d'incitation à l'engagement politique, poursuivie avec plus ou moins de sincérité jusqu'à aujourd'hui, n'a toutefois pas permis à la CNPR d'obtenir une plus grande audience. En 1998, sur les cinq cents députés fédéraux, seulement cinq représentaient la CNPR, contre soixante-dix-huit députés fédéraux et seize sénateurs pour la CNC. En outre, la confédération des propriétaires ruraux comptait à peine dix députés locaux, cent cinquante maires et un nombre inconnu de conseillers municipaux⁴.

La CNPR se présente donc comme une organisation *sui generis* qui s'efforce avec une difficulté persistante de démontrer sa singularité, sa force, et sa représentativité, en un mot, sa légitimité. La perte progressive de crédibilité du PRI et l'apparition de problèmes inédits chez les propriétaires ruraux ont largement contribué au repli identitaire de la CNPR, lequel n'a pas été entièrement compensé par les croisades discursives menées en vue de la conquête de responsabilités administratives par les dirigeants régionaux de l'organisation.

Bien différent est le cas de l'Union nationale des organisations régionales paysannes autonomes (Unorca). Héritière des expériences régionales de coordination d'organisations paysannes autonomes dans les années 1970-1980, l'Unorca s'est constituée formellement après une longue série de rencontres annuelles auxquelles participèrent un nombre chaque fois plus important d'organisations régionales. Cette union d'organisations reprit à son compte et développa les idées d'appropriation du processus productif et commercial, d'autogestion, d'indépendance organisationnelle et de participation démocratique. De la volonté de conférer aux organisations qui la composent à la fois une autonomie pratique et une indépendance idéologique, est née une alternative féconde aux relations de domination profondément ancrées à l'intérieur de la CNC. L'Unorca ébaucha ainsi les plans d'une structure en réseau et projeta la mise en place d'une coordination horizontale entre les différentes organisations régionales (Costa, 1989 : 149-157 ; Hernández Navarro, 1992 ; Harvey, 1996). Quant aux actions collectives, elles se sont constamment adaptées aux priorités de la majorité des associations membres grâce, entre autres, à l'important travail réalisé par un groupe de conseillers, lequel se transformera plus tard en cabinet conseil. Entre 1986 et 1987, c'est la défense de l'*ejido* qui occupait tous les esprits. Mais l'action collective s'axa plus largement autour de l'appropriation du processus productif entre 1985 et 1989, puis les cinq années qui suivirent la priorité fut donnée au développement rural intégral et viable, et enfin, de 1995 jusqu'à nos jours, c'est le thème de la défense de la société rurale qui prédomina⁵. Cette dynamique efficace et inédite plaça, au début au moins, l'Unorca à l'avant-garde des organisations nationales d'*ejidatarios* et de petits producteurs.

Dès sa création en 1985, l'Unorca a été dirigée par des intellectuels qui, en dépit de leurs positions contestataires, restaient proches du pouvoir. Cette schizoidie politique des premiers responsables éclata au grand jour lors de deux crises : l'une au moment où ceux-ci décidèrent de soutenir unilatéralement le candidat du PRI à la présidence de la République, Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), et l'autre où, en 1992, le coordinateur national ratifia seul et sur sa propre initiative la réforme de l'article 27 Constitutionnel au nom de l'Unorca. Ces prises de position, au-delà de leurs conséquences respectives sur le devenir de l'organisation, montrent le degré d'autonomie atteint par les responsables nationaux et l'inertie bureaucratique qui déjà la soutenait. En dépit des remarquables discours en faveur de la liberté d'organisation et de la participation démocratique, dans les faits, la Commission coordinatrice s'est rapidement bureaucratisée grâce à l'acquisition

de facultés étendues pour devenir l'actuelle Commission exécutive nationale (CEN). Toutefois, il est important de noter que cette tendance à la verticalité justifiée par les arguments sans surprise d'organisation du travail, de professionnalisme et d'efficacité, a, par la suite, été partiellement corrigée par la mise en place d'organes collégiaux dotés de pouvoirs décisionnels, ainsi que par la promotion successive de dirigeants paysans régionaux au poste de coordinateur national (*cf. supra*).

Se définissant vertueusement apolitique et officiellement non affiliée à un parti, l'Unorca n'en a pas moins été mêlée de gré ou de force à la vie politique mexicaine. Le pluralisme qui la caractérise (coexistent en son sein des organisations locales de la CNC, des groupes indépendants et des associations de producteurs proches du PRD, du Parti du Travail, et du PAN) n'a jamais vraiment été un obstacle à l'expression publique de la sensibilité politique de l'équipe dirigeante⁶. Si le précepte de tolérance idéologique interne a été plus ou moins respecté, les débats entre la direction nationale et les délégués régionaux n'en ont pas été moins fréquents ni moins vifs. L'un des plus illustratifs concerna le projet de création du Groupement politique national Unorca, financé par l'Institut fédéral électoral (IFE), et dont l'activité doit nécessairement être centrée sur la diffusion de l'information à caractère civique, administratif et politique. Mais c'est l'alliance possible et légale de cet organisme avec un parti politique, au moment des élections, qui provoqua une réaction générale de circonspection, voire de rejet. Ces résistances ne parvinrent cependant point à frustrer le projet des dirigeants nationaux qui s'ingénierent à en décider seuls l'avenir, en déclarant aux délégués réunis qu'ils s'emploieraient à « donner suite au débat⁷ ». Cet exemple prouve combien les aspirations démocratiques et consensuelles sont fragiles, et montre également l'extrême difficulté pour voir aboutir une pétition de la base militante contraire aux intérêts des responsables. Finalement, la construction historique de l'identité des organisations rurales, dans le cas de la CNC et de la CNPR, a été mise en œuvre suivant les plans rigides mais point définitifs de l'autoritarisme corporatiste, tandis que l'Unorca a été, au début au moins, l'architecte et le chef de travaux de son propre devenir.

DIRECTION, HIÉRARCHIE ET AFFILIATION

La CNC s'est dotée sur le papier d'une structure verticale exigeante et nettement différenciée. Aujourd'hui, il n'existe pas moins de 32 secrétariats au niveau de la direction nationale et, dans chacun des 31 États que compte le pays – 32 avec le District Fédéral de la ville de Mexico –, siègent théoriquement un Congrès d'État, un Conseil rural d'État, et une Ligue de communautés agraires et syndicats paysans. Un nombre assez élevé d'organes de représentation hiérarchisés a été institué au niveau local. Utiles au regard de l'objectif du contrôle politique de la population rurale – surtout au moment des élections (*el voto verde*) – mais peu adéquates en ce qui concerne la défense réelle et efficace des intérêts des *ejidata-*

rios, ces élucubrations structurales ont surtout servi à orienter la politique du PRI dans l'axe d'une présence de longue durée en milieu rural. Présence dans la longue durée, mais également représentation hégémonique des paysans. Cette position de la CNC devant ces repères idéologiques a toutefois dû être recalculée à diverses reprises, à cause des secousses provoquées par les désertions individuelles, les scissions collectives et les schismes. Dans ce contexte, les programmes de formation de jeunes dirigeants ont peut-être permis de contenir un démembrement prématuré de la CNC mais, dépendant étroitement de la volonté politique du secrétaire général en place, l'efficacité de ces programmes n'a pu être au mieux que conjoncturelle.

Plus qu'une véritable politique de promotion interne des jeunes dirigeants basée sur une logique méritocratique⁸ ce sont préférentiellement les relations personnelles entretenues avec le secrétaire de la Ligue de la CNC, le gouverneur de l'État, ou avec le secrétaire général et son entourage, qui influent sur l'occupation de tel ou tel poste. Chaque changement, que ce soit au niveau des Ligues d'État ou au niveau de la direction nationale, entraîne inévitablement une cascade de substitutions sans égard aucun à l'expérience et à la capacité des personnes remerciées. Ces remplacements massifs, arbitraires et souvent injustifiés, constituent un obstacle sérieux à une possible démocratisation au sein de la CNC, tout comme l'est le vote conditionné lors d'élections internes ou d'élections fédérales et/ou dans les États. La liberté et le secret du vote individuel, principes cardinaux de tout système démocratique, et le vote certifié par avance (*voto amarrado*) dont la prescription est inhérente aux organisations corporatistes, sont de toute évidence antithétiques. Les centrales priistes, dont la CNC, semblent concourir pour la confédération la plus représentative, solidaire et loyale, avec comme récompense l'obtention de sièges de députés et sénateurs.

Cette recherche constante d'arguments chiffrés dans le but de prouver la véracité de l'hégémonie de la CNC au sein du PRI, et plus largement dans l'univers des organisations paysannes mexicaines, s'exprime aussi dans les tentatives d'actualisation du registre des affiliés et des organisations adhérentes⁹. Cette exigence de réalisme s'est traduite, dans la Confédération nationale paysanne, par des décomptes aussi infructueux qu'inexactes. Ainsi, en 1998, la CNC annonça publiquement qu'elle rassemblait le nombre impressionnant de 10 741 organisations économiques. Quant au nombre d'adhérents, la corporation *priiste* se contenta de clamer que « la Confédération nationale paysanne reste une grande organisation, et à soixante ans de sa fondation elle conserve sa place de centrale la plus représentative du secteur *ejidal* du pays¹⁰ ». La méconnaissance du nombre précis d'affiliés indique une impossibilité matérielle et humaine d'apurer le registre des militants, mais aussi et surtout souligne une persistante volonté de ne point briser la représentation collective d'une grandeur imaginaire. Ainsi, les élans démocratiques de la CNC ont toujours été amortis, à des degrés différents, par sa sujétion au PRI.

Également dépendante des directives nationales du parti politique auquel elle est affiliée, la CNPR se caractérise par un organigramme marqué par une hiérar-

chie rigide, lourde et impersonnelle, pratiquement inchangée depuis 1946. En haut de cette pyramide de responsabilités, le président. C'est lui qui en dernier recours ordonne, et au besoin délègue. Dans un ordre décroissant de responsabilités suivent le Comité exécutif national, les huit Commissions nationales, les trente-deux fédérations d'État, les quinze unions nationales et enfin les 1 725 associations municipales. La réalité des faits diminue sérieusement le nombre et la capacité effective de ces organes de représentation, mais il n'en demeure pas moins que les écarts sont nets et les relations de subordination entre les différentes instances dûment respectées. Un trait particulier de cette organisation interne est celui du cloisonnement. En effet, la communication interne comme externe est souvent lapidaire et toujours précautionneuse¹¹. Une peur héritée du temps de l'opprobre post-révolutionnaire, et entretenue depuis par la position ambiguë des propriétaires ruraux dans la rhétorique officielle, explique certainement cette appréhension de « l'infiltration », et cette crainte de voir diffuser des informations contraires aux intérêts des propriétaires ruraux.

Quant à l'incorporation des propriétaires ruraux dans les rangs du PRI, la CNPR affirme que c'est là un « appui à sa manière de penser et à sa philosophie du travail et de la production », mais dans le même temps soutient que son idéologie est à « vocation démocratique¹² ». Prise entre le marteau des exigences électoralistes du PRI et l'enclume des principes démocratiques, la CNPR n'est parvenue jusqu'à maintenant qu'à esquisser le plan d'une petite série de manœuvres salvatrices. L'une de celles-ci est la formation politique proposée à des dirigeants locaux triés sur le volet, dans une perspective clairement électoraliste mais qui s'inscrit dans un contexte plus général de réduction du fossé entre la direction nationale et la base. De même, une importante diminution du nombre de postes (de 109 à 32) et du cumul de responsabilités que ceux-ci permettaient, a dernièrement permis d'alléger la direction nationale, non sans toutefois être assortie de mesures visant la professionnalisation concomitante des cadres de la corporation *priiste*.

D'un autre côté, la CNPR affirme que la propriété rurale représente 29 % de la superficie cultivable du pays et concentre à elle seule plus de 70 % de la production agricole, d'élevage et forestière¹³. Ses dirigeants continuent également à prétendre regrouper 2,5 millions de familles de propriétaires ruraux, c'est-à-dire huit millions de votes¹⁴, en se basant non sur son registre d'affiliés, inexistant, mais sur l'extrapolation de données publiées par l'Institut national de statistiques, de géographie et d'Informatique (Inegi). En effet, les efforts montrés quant à l'actualisation du registre des affiliés et au paiement de leur *cota* respective¹⁵ se sont avérés chaque fois n'être que d'inoffensives velléités conjoncturelles, et ce à cause de l'inertie et peut-être même de la faiblesse organisationnelle de la CNPR. Dans tous les cas, la CNPR est engagée malgré elle dans une surenchère pour une représentation politique supérieure, mais elle sait qu'elle n'a pas les moyens de ses prétentions.

Ainsi le secrétaire de l'organisation (numéro trois à l'intérieur de la CNPR) reconnaît ouvertement que la confédération *priiste* n'a plus les moyens de condi-

tionner le vote des propriétaires ruraux, principalement à cause de la caducité des instruments de prosélytisme politique. En dépit du fait d'enfreindre le règlement de la Confédération et de s'exposer par là à de possibles sanctions, une partie des propriétaires ruraux adhérents à la CNPR votent pour le PAN, et dans une moindre mesure pour le PRD¹⁶. Les faits devancent les principes.

Différent est le cas de l'Unorca qui s'est toujours efforcée de redéfinir et actualiser sa structure interne (les cinq modifications de statuts en quinze ans d'existence en témoignent) en tentant de concilier son idéal de libre participation des organisations adhérentes avec les contraintes d'un appareil bureaucratique lourd mais jugé nécessaire. De nombreuses publications, pas toutes financées par l'Unorca, exposent ses principes et ses axes d'action, et font l'éloge de la participation démocratique de ses membres. Mais la vérité diffère assez nettement de ces discours complaisants. Ainsi, l'assemblée générale de l'Unorca, tout comme dans le cas de la CNC, n'est au mieux qu'une masse de militants regroupés pendant de longues heures devant une estrade élevée et qui entérinent ce qui a été décidé, par quelques-uns et par avance, (Fox, 1990, 1992; Hernández Navarro, 1990). En fait, les véritables responsables sont le coordinateur national, la Commission exécutive nationale et le Conseil politique, organe d'invention récente qui répond moins à la nécessité d'une présence permanente et formelle de conseillers qu'à la volonté d'offrir un espace de représentation (non soumis à élection) aux ex-dirigeants nationaux occupant des sièges de députés. Le *lobbying* politique de l'Unorca n'a jamais vraiment cessé. Groupe de pression, cette organisation nationale l'est aussi par l'intermédiaire de ses deux réseaux : forestier et de femmes (*Red de Mujeres*), comme par la participation des Commissions d'État de l'Unorca dans les Conseils régionaux d'agriculture et d'élevage. L'Union nationale affiche 2 700 organisations membres réparties dans vingt-deux États de la République, soit environ 400 000 producteurs ruraux.

Contrairement aux corporations priistes où l'affiliation est principalement individuelle, l'Unorca ne compte que des adhésions collectives. À première vue incompatible avec les principes démocratiques, cette particularité est compensée, partiellement certes, par l'accord qui doit sceller toute adhésion d'une organisation régionale à l'Union nationale. La majorité des membres de la première doivent s'exprimer en faveur de leur intégration dans l'Unorca. L'affiliation se conclut par un engagement réciproque : l'association régionale promet de respecter les principes d'action qui régissent la vie de l'Union nationale ; en retour celle-ci assure celle-là de son appui dans ses recherches de financement et de soutiens techniques. Le pacte est simple et peu compromettant.

Mais, précisément, la faiblesse du lien qui unit la direction nationale de l'Unorca avec les associations rurales contraint la première à renoncer à l'organisation de mobilisations massives. Les petits producteurs ruraux membres d'associations locales n'ont pour la plupart qu'une vague idée des bénéfices qu'ils peuvent obtenir du fait que leur groupement appartient à l'Unorca. Quant aux enjeux de la politique agricole nationale et internationale, ils leur paraissent souvent abscons et peu

mobilisateurs¹⁷. Ce phénomène de distanciation entre le national et le régional s'est vraisemblablement accentué avec la progressive bureaucratisation de l'instance dirigeante. Dans les années qui précédèrent la création de l'Unorca, ce sont les organisations régionales elles-mêmes qui se mobilisaient et décidaient de se réunir au moins une fois par an. Depuis, la convocation aux assemblées générales émane de la Commission nationale, et la fréquence de celles-ci s'est allongée à trois ans. Il est ainsi possible d'affirmer qu'au faible degré de subordination des organisations régionales et de leurs adhérents respectifs s'oppose l'important pouvoir décisionnel des dirigeants nationaux. Finalement, il existe dans chacune des trois organisations d'envergure nationale, mais avec des accentuations propres, une grande autonomie décisionnelle des responsables principaux qui se manifeste généralement par une tendance à l'autoritarisme et la perpétuation connexe de la sujétion informative et/ou participative de la base militante.

SUCCESSION : PRÉSÉLECTION, SÉLECTION ET ÉLECTION

Tout secrétaire général de la CNC est en poste pendant une période de trois ans, non renouvelable. C'est-à-dire que pendant les six ans que dure le mandat présidentiel se succèdent au moins deux secrétaires généraux de la CNC. Depuis les origines de la confédération, ce poste a été un poste éminemment politique, dans le sens où il s'inscrit dans la carrière professionnelle de nombreux responsables nationaux liés aux ministères de l'Agriculture, de la Réforme agraire, mais également dans la trajectoire d'un certain nombre de gouverneurs et de législateurs.

Les conditions formelles pour prétendre accéder au poste de secrétaire général de la CNC se sont légèrement modifiées depuis la création de l'organisation corporatiste. Toutefois, il est toujours exigé du candidat de jouir d'une bonne réputation, de se montrer capable d'assumer les responsabilités de l'exercice de cette charge, de remplir dûment ses devoirs civiques, et de s'identifier pleinement avec la classe paysanne. À partir des réformes statutaires de 1979, le candidat n'a plus été contraint de démontrer qu'il travaillait la terre (!) mais en revanche, à partir de cette date, il doit prouver son engagement dans les rangs du PRI. À ces exigences statutaires s'ajoutent, lors de chaque succession, des conditions supplémentaires particulières sur ordre du secrétaire général sortant. Extrêmement contraignantes, celles-ci ne laissent jamais qu'un seul pré-candidat se présenter comme candidat. Même lors des dernières élections internes qualifiées par Beatriz Paredes (1995-1998) de « renouvellement démocratique historique », il était exigé des pré-candidats de compter avec le soutien écrit d'au moins 30 % des Ligues d'État, 30 % des Unions de Producteurs et 30 % des organisations affiliées à la CNC, pour pouvoir ratifier légalement leur candidature. Des quatre pré-candidats un seul fut capable de remplir toutes ces conditions ; il est actuellement secrétaire général de la Confédération nationale paysanne. Ainsi, les exigences formelles (*cadenas*)

verrouillent la succession. Sans s'opposer véritablement à la désignation autoritaire (*dedazo*) du secrétaire général de la CNC par le président de la République, action devenue avec le temps l'expression emblématique du présidentielisme mexicain (Córdova, 1994 : 52-57), la sélection restrictive mais formelle du candidat-successeur conduit au même résultat, mais par d'autres voies.

Trente-trois ans avant l'élection d'Hilario Ramirez (1998-2001), la CNC soutenait déjà que son fonctionnement était démocratique, que le « gouvernement » de la CNC était un « gouvernement » démocratique qui respectait la démocratie agraire (!), et enfin que les élections internes étaient des élections réalisées suivant des procédures démocratiques¹⁸. L'on mesure donc à l'aune de cette déclaration de principe déjà ancienne, l'incapacité pratique de la centrale priiste de laisser les paysans décider librement et directement de leurs représentants.

Précisément, les formes du vote reflètent bien cette situation. Sur le papier, deux procédures dominent : le vote nominal – individuel et sujet à un décompte précis –, et le vote économique – qui se résume à une appréciation visuelle de la proportion majoritaire de mains élevées. Le recours au vote économique est général, institutionnel presque. La preuve en est que, lorsque l'élection de dirigeants régionaux est réalisée suivant un vote individuel et non conditionné, cette expérience se convertit en un événement national d'importance¹⁹. Les autres types de vote, définis au moment de la succession dans l'acte de convocation, ne sont ni plus ni moins que des dérivés du vote économique. Ainsi, jusqu'à cette date, les militants de la CNC ni ne proposent de candidats au poste de secrétaire général, ni l'élisent librement ; deux obstacles sérieux à la crédibilité du discours officiel vantant depuis longtemps déjà les vertus démocratiques de la corporation priiste²⁰.

Le phénomène successoral à la tête de la CNPR est semblable dans ses principes à celui de la CNC, mais point dans les détails. La durée actuelle du mandat du président et de son équipe est de trois ans renouvelable une fois, contrairement à ce qui est prévu dans la Confédération paysanne et l'Unorca²¹. Le fait que le premier président de la CNPR soit resté vingt-trois ans au pouvoir de manière ininterrompue, et que tous les présidents de la Confédération aient été réélus, élève la durée moyenne d'exercice du pouvoir à neuf années. Un record.

En ce qui concerne les procédures formelles de sélection des candidats à la présidence, elles sont les suivantes : « Pour être membre du Comité exécutif national, il est nécessaire d'être propriétaire rural, de nationalité mexicaine, de s'être incorporé comme tel dans l'un des organismes affiliés de la CNPR, y avoir une ancienneté minimale de trois ans comme associé actif » (Art. 54). À ces conditions lapidaires s'ajoutent celles, beaucoup plus restrictives, pour postuler au poste de président ou secrétaire général, d'avoir « plus de trente ans et avoir exercé la présidence d'une fédération d'État, d'une Union nationale ou avoir été secrétaire général dans un Comité exécutif national » (*idem*). Si cette expérience demandée garantit une bonne connaissance du travail de dirigeant, et promeut indirectement une promotion interne échelonnée, en contrepartie le nombre d'aspirants possibles est très faible.

Ces exigences statutaires se doublent toutefois de considérations officieuses plus restrictives encore. Ainsi, il apparaît que des six présidents qu'a connus la CNPR jusqu'à aujourd'hui, tous, exception faite du fondateur, sont originaires des États du Nord : Coahuila, Colima, Jalisco et Zacatecas. Cette disposition personnelle, pour employer le langage de Bourdieu, constitue, en plus du reflet de la prééminence des organisations de propriétaires ruraux du Nord du pays, une pré-disposition sociale avantageuse dans le cadre de la succession à la tête de la CNPR. Le lieu d'origine du président de la CNPR est un peu à l'origine de son mandat de président²². Mais la question de la campagne précédant les élections est certainement plus importante encore. De manière semblable à la CNC, mais réalisé librement, les candidats se livrent à un rite propitiatoire en négociant avec chacun des dirigeants des fédérations et des unions nationales leur vote anticipé et exclusif. La collecte de signatures s'étale sur les six mois qui précèdent l'assemblée générale. Et à la veille des élections, le prochain président est déjà élu.

Cette prémonition chiffrée réduit ainsi le vote à une simple formalité qui n'a d'autre vertu que de respecter les dispositions réglementaires stipulées dans les statuts de la CNPR. Dans ce contexte, savoir que seuls les représentants des fédérations et des organisations filiales assistent à l'assemblée générale, que ces derniers ont droit à un vote pour cinq mille adhérents affiliés, que le quorum est fixé à partir de la moitié plus un des participants, et que le vote est secret, si ainsi en décide par écrit au moins 20 % des participants, est presque secondaire. Toute confrontation ouverte entre les candidats est neutralisée par avance. L'incertitude quant au successeur se dissout au fil de la campagne électorale grâce au renoncement opportun des pétitionnaires à leur liberté de voter. L'élection formelle du président de la CNPR se réduit ainsi à un simple rite de passage.

La pratique successorale à la tête de l'Unorca est, plus largement encore que dans les deux autres organisations, enveloppée dans une étoffe de discours aux motifs démocratiques. Il en va de l'image de l'organisation, de sa réputation et de son statut. Pour pouvoir postuler au poste de coordinateur national, il est nécessaire d'avoir préalablement fait partie de la Commission exécutive nationale (CEN) et pour être membre de celle-ci il est indispensable d'avoir précédemment rempli les fonctions de délégué régional au sein de la Coordination nationale. Semblable à celui exigé dans la CNPR, ce parcours à l'intérieur de la structure pyramidale de l'Unorca prétend offrir au postulant la possibilité d'une formation professionnelle interne avec à la clef la direction nationale, et en même temps garantir une certaine continuité dans l'action politique et sociale de l'organisation. Dans tous les cas, si le nombre réduit de membres de la CEN (douze au début contre neuf actuellement, en comptant le coordinateur national), favorise peut-être la réalisation d'un travail effectif, il permet assurément l'éclosion de solides fraternités, lesquelles s'avèrent jouer un rôle déterminant au moment de la succession.

Un élément pris en compte dans l'examen des candidatures est celui de l'État d'origine des candidats, dans le but de ne pas surreprésenter un État aux dépens des autres. En effet, contrairement à la CNPR où la considération de la région

d'origine est à la fois tacite et survalorisée, à l'Unorca le successeur au poste de coordinateur général doit être originaire d'un État différent du coordinateur sortant. Toutefois, les faits ébrèchent cette solide précaution. Moins de la moitié des 21 États où l'Unorca est implantée peut avoir un représentant dans la CEN, et actuellement à l'intérieur de celle-ci les États de Sonora et de Guerrero sont représentés chacun par plusieurs responsables. La probabilité pour que le prochain coordinateur national soit originaire de l'un de ces deux États est ainsi significativement élevée. Cette arithmétique géographique appliquée met en évidence une contradiction non encore surmontée entre un idéal d'équanimité dans la représentation, et les effets pratiques de la prééminence hiérarchique et numérique d'organisations régionales. Finalement, l'enjeu que représente la région d'origine du coordinateur national, au sein de l'Unorca mais également dans n'importe quelle autre organisation paysanne d'envergure nationale, est celui de l'intérêt prioritaire habituellement donné aux organisations implantées dans son État natal dans une perspective souvent électoraliste.

La dernière succession à la tête de l'Unorca s'est déroulée comme suit. Pendant la VI^e Assemblée ordinaire célébrée en novembre 1997, la désignation des membres de la Coordination nationale, du CEN et du coordinateur national suivit des procédures à cette date non encore approuvées par l'assemblée²³. Mais au lieu d'élire directement les membres de la Coordination nationale, l'assemblée se contenta d'en ratifier la nomination ; à peine autonomisés les membres de la Coordination nationale désignèrent certains d'entre eux pour intégrer le CEN ; et enfin, élu réglementairement par la Coordination nationale, c'est par le CEN que le coordinateur national fut, en réalité, nommé. Les modifications de statuts de l'organisation, encore soumises à discussion au moment où se réalisaient à huis clos les successions à la tête de l'Unorca, révèlent l'action préméditée d'un groupe de dirigeants et surtout l'impunité dont ils jouirent après avoir violé les règlements en vigueur. Mais il est vrai qu'il n'y eut ni coup d'État, ni sédition. La succession au pouvoir à la tête de l'Unorca confirma l'identité du candidat (non déclaré) le mieux placé à la grande joie des délégués régionaux.

Pour terminer, il est possible d'affirmer que les élections à la tête de chacune des trois organisations paysannes, bien qu'appuyée par des références démocratiques plus ou moins solides, ne laisse aucun doute sur l'identité du successeur : les conditions formelles pour enregistrer une candidature, la négociation préalable avec les votants, et l'interprétation biaisée des statuts agencent la transmission du pouvoir.

CONCLUSION

L'examen contrasté des pratiques successorales dans la Confédération nationale paysanne (CNC), la Confédération nationale des propriétaires ruraux (CNPR) et l'Union nationale des organisations régionales paysannes autonomes (Unorca) a permis de mettre en lumière à la fois la prégnance du discours autoréférencé

revendiquant les principes d'élection et participation démocratiques, et les conditions pratiques d'exécution de ces derniers. Dans un contexte général d'universalisation des valeurs démocratiques et de diminution simultanée de l'hégémonie du PRI dans le secteur agraire mexicain, la succession au pouvoir dans les organisations paysannes n'a cessé d'être investie de puissants intérêts. En témoignant l'emploi généralisé d'un appareillage légal orientant le choix du successeur par la mise en place d'une batterie de restrictions plus ou moins sévères et la survivance de pratiques informelles, souvent officieuses, qui contribuent à assurer un maximum de légitimité au candidat éligible. Si les pré-candidats peuvent être nombreux, le candidat unique reste une constante.

Même si dans chacune des organisations ici étudiées, un équilibre dynamique est trouvé entre l'un et l'autre, dans tous les cas, la lutte pour la succession précède le moment du vote et en annonce le résultat. Plus qu'une élection véritable avec son inévitable degré d'incertitude et son imprévisible taux de participation, l'élection des dirigeants de la CNC, de la CNPR, et de l'Unorca s'apparente plutôt à l'inoffensive mais commode ratification d'une décision prise par avance. Le rôle des cadres intermédiaires est parfois valorisé, mais celui des militants de base quasiment jamais. En cela, l'organisation indépendante Unorca ne diffère que peu des organisations corporatistes priistes. Toutefois la participation démocratique des membres d'une organisation paysanne implique que tous acceptent de s'engager volontairement dans la vie collective associative en assumant des responsabilités d'importance semblable, or cela n'est nullement le cas : l'intérêt, la capacité et surtout l'action protagoniste de certains, combinés à la mollesse plus ou moins avérée de l'ensemble conduisent à la perpétuation d'un ordre différencié d'où émerge toujours le leader. Le devoir démocratique enfin, consisterait à donner gratuitement aux adhérents ce qui excède chez leurs dirigeants, à savoir : le sens de l'engagement et des responsabilités.

Notes

- 1 Schématiquement on peut affirmer que la lutte pour la possession légale de la terre, permet de distinguer ceux qui en étaient dépossédés des autres, et parmi ceux-ci, se différencient les propriétaires terriens, les colons, les communaux (*comuneros*) et les *ejidatarios*. Défini dans l'article 27 constitutionnel, l'*ejido* est une forme post-révolutionnaire de tenure collective de la terre mais destinée à un usage privé.
- 2 Jugement d'*amparo* : particularité du droit pénal mexicain qui permet à une personne physique ou morale de neutraliser temporairement l'action judiciaire menée à son encontre dans le but de disposer du temps et de la liberté nécessaires afin de prouver son innocence et ainsi de rendre caduc l'acte d'accusation.
- 3 La seule mobilisation nationale jamais réalisée par la CNPR fut une marche organisée dans la capitale par 20 000 producteurs ruraux venus de tout le pays et menée par le président de la République Luis Echeverría (1970-1976) lui-même. Cela eut lieu le 19 novembre 1974, à un moment où les invasions de terres étaient très nombreuses, surtout dans le Nord-Ouest du pays.
- 4 CNPR – Secretaría de Organización. *Documento Básico*. 18 novembre 1998.
- 5 Discours prononcé par Luis Meneses Murillo lors de l'inauguration de la VII^e Assemblée Nationale à Morelia, Michoacan, le 22 novembre 1997.

- 6 Molina T., « 15 años de la Unorca. De la lucha campesina a la cosecha de votos », *Suplemento de La Jornada*, Masiosare, 5 mars 2000.
- 7 Clôture de la VII^e Assemblée Nationale de l'Unorca.
- 8 CNPR – Secretaría de Organización. *Op. cit.*
- 9 C'est également le cas de la Confédération des travailleurs mexicains (CTM) qui, dans le document *Perfeccionar la Democracia Sindical*, exige des organisations syndicales affiliées l'actualisation permanente de leur registre en informant opportunément le Secrétariat d'organisation et statistique du nombre de démissionnaires comme du nombre de travailleurs nouvellement affiliés. (*La Jornada*, 15 août, p. 36).
- 10 Cf. CNC, 1998, *Informe de labores del Comité Ejecutivo Nacional. Agosto 1997-Agosto 1998*.
- 11 Une preuve de cette discrétion inusitée de la part de l'organisation corporatiste est l'absence de toute publication officielle sur l'histoire de la CNPR, les actions de ses successifs dirigeants nationaux, les résultats qu'elle a obtenus en faveur des propriétaires ruraux, etc. Cependant, cette tendance générale doit être contrebalancée par le fait que la CNPR publia une éphémère revue bimensuelle et gratuite, *Raíces*, en 1996. Après cet échec, la corporation priiste se lança dans l'édition d'une nouvelle revue bimensuelle, *México Rural*, avec pour objectif d'« établir la communication entre la CNPR et ses producteurs affiliés », mais payante et largement parsemée d'annonces publicitaires.
- 12 CNPR – Secretaría de Organización. *Op. cit.*
- 13 *Idem.*
- 14 Discours prononcé par le président de la CNPR José Bonilla Robles, devant le président de la République, le 10 juin 1997.
- 15 CNPR – Secretaría de Organización. *Programa de actualización y consolidación de la CNPR*. Non publié. s. d.
- 16 Entretien direct avec Florés Chaparro, México D.F., le 17 septembre 98.
- 17 Si l'Unorca participe efficacement à l'organisation internationale indépendante *Via Campesina*, c'est seulement grâce à l'action conjuguée de quelques dizaines de dirigeants paysans et de conseillers éclairés.
- 18 CNC, *Documentos básicos*, 1965.
- 19 C'est le cas de la Ligue de l'État de Morelos où la nouvelle équipe dirigeante a été élue selon ce principe en 1997. CNC, *Informe de labores del Comité Ejecutivo Nacional. Agosto 1997-Agosto 1998*, p. 1.
- 20 Lors du XXII^e Congrès extraordinaire de la CNC, au mois d'août 2000, convoqué afin de donner un nouveau nom à l'organisation et, par là même, d'autoriser la réélection (légalement impossible) de son secrétaire général, ce dernier proposa, avec un irréfutable accent démagogique, que le leader national du PRI soit désormais élu directement par les militants de base. Une fois de plus la question d'un mode d'élection démocratique fut abordée.
- 21 Cette singularité est exceptionnelle dans un pays où la lutte pour la non-réélection dans le premier tiers du XX^e siècle a laissé des traces indélébiles au niveau du renouvellement des instances dirigeantes dans les trois pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.
- 22 Dans son étude sur les dirigeants français d'organisations rurales, Maresca (1981) a mis en évidence l'existence de telles prédispositions socio-géographiques.
- 23 Unorca, *Reglamento interior de la UNORCA A.C., (antes, actuales)*. Document interne non publié, s. d. 16 p.

Bibliographie

- Carton de Grammont, Hubert, 1996, « La organización gremial de los agricultores frente a los procesos de globalización de la agricultura », dans *Neoliberalismo y organización social en el campo mexicano*, Mexico, Plaza y Valdés, IIS-UNAM, p. 21-68.
- Córdova, Arnaldo, 1994, *La Formación del poder político en México*, Mexico, Era (coll. « Problemas de México »).
- Falcón, Romana, 1984, *Revolución y caciquismo*, San Luis Potosí 1910-1938, Mexico, El Colegio de México.
- Fox, Jonathan, 1990, « Organizaciones rurales de base versus la Ley de Hierro de la Oligarquía », *Cuadernos de Desarrollo de Base*, n° 1, p. 117-159.
- Fox, Johnatan, 1992, « Democratic Rural Development: Leadership Accountability in Regional Peasant Organizations », *Development and Change*, Vol. 23, n° 2, p. 1-36.
- Hernández Navarro, Luis, 1990, « Autonomía y liderazgo en una organización campesina regional », *Cuadernos de Desarrollo de Base*, n° 1, p. 9-116.
- Lutz, Bruno, 1999, « El proceso de renovación de los dirigentes campesinos y su influencia sobre el destino de los programas agropecuarios », *Quórum*, Año VIII, n° 66, mayo-junio, p. 91-102.
- Mackinlay, Horacio, 1996, « La CNC y el nuevo movimiento campesino (1989-1994) », dans *Neoliberalismo y organización social en el campo mexicano*, Mexico, Plaza y Valdés, IIS-UNAM, p. 165-238.
- Maresca, Sylvain, 1981, « La représentation de la paysannerie. Remarques ethnographiques sur le travail de représentation des dirigeants paysans », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 38, mai, p. 4-18.
- Paré, Luisa, 1976, « Caciquismo y estructura de poder en la sierra norte de Puebla », dans *Caciquismo y poder político en el México rural*, Mexico, Siglo XXI, IIS-UNAM, p. 31-61.
- Rodríguez Gómez G. et G. Torres, 1996, « El Barzón y la COMAGRO: la resistencia de los agroproductores a la política neoliberal », dans *La Sociedad rural mexicana frente al nuevo milenio*, Vol. IV, « Los nuevos procesos políticos en el campo », Mexico, INAH-UAM-UNAM-Plaza y Valdés, p. 153-180.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Cette étude contrastée de trois organisations paysannes mexicaines montre comment chacune d'elles concilie les exigences démocratiques avec des impératifs d'ordre successoral. Aux règlements et à leur interprétation se joignent subtilement des pratiques informelles qui, ensemble, désignent préalablement l'identité du futur dirigeant national. Devant l'incertitude d'élections libres, il est souvent préféré la certitude de la candidature unique. Au-delà des programmes d'action et des déclarations de principe, le contrôle de la passation de pouvoir reste un élément-clé pour comprendre le fonctionnement d'une organisation rurale.

Este estudio contrastado de tres organizaciones campesinas mexicanas enseña cómo cada una de ellas concilia las exigencias democráticas con los imperativos de orden sucesorio. A los reglamentos y a su interpretación se añaden sutilmente prácticas informales que, juntas, designan de antemano la identidad del futuro dirigente nacional. Frente a la

incertidumbre de elecciones libres, se prefiere a menudo la certidumbre de la candidatura única. Más allá de los programas de acción y de las declaraciones de principios, el control de la toma de poder es un elemento clave para entender el funcionamiento de una organización rural.

This study contrasting three rural Mexican organizations shows how each one reconciles the demands of democracy with the requirements of accession. The rules and their interpretation are subtly accompanied by informal activities which, together, designate in advance the future national leader. Faced with the uncertainty of free elections, a single candidate is often preferred. Beyond the action programs and declarations of principles, the control of power taking is a key element in the understanding the functioning of a rural organization.

LE BARZONISME : UN NOUVEAU MOUVEMENT SOCIAL AU MEXIQUE¹ ?

CARLOS RAFAEL REA RODRIGUEZ*

PRÉSENTATION

LE BARZONISME est une des plus importantes mobilisations sociales de cette dernière décennie au Mexique. Il s'agit au départ d'une action lancée par des producteurs ruraux solvables tombés dans l'incapacité de payer leurs dettes, qui s'est transformée au fil du temps en un grand front de lutte des secteurs moyens, essentiellement urbains, affectés par la crise économique et politique du pays.

Cette mobilisation a vécu, durant son existence, des épisodes divers qui rendent compte de mutations importantes dans sa nature et connaît actuellement un changement assez profond. Avec, comme cadre général, l'alternance électorale dans le pays et la solution partielle au problème du paiement des crédits (les *carteras vencidas*²), les barzonistes vivent une période de recadrage de la situation qui est la leur. En effet, les débiteurs de la banque appartenant à cette mobilisation sociale sont en train de reconsidérer l'enjeu qui les constitue en tant qu'acteur collectif, contribuant simultanément à modifier le système d'action dont ils font partie, tout en redéfinissant la place qu'ils y occupent, ainsi que la caractérisation qu'ils font de leurs alliés, de leurs adversaires et des témoins.

Le propos du présent article est de dégager quelques éléments centraux mis en œuvre par le barzonisme – et plus particulièrement par *El Barzón Unión Nacional*, qui est la force la plus influente du barzonisme – pour forger, devant chaque situation problématique, des nouveaux cadres d'action, notamment dans cette période de transition politique. De même, nous relèverons le rapport entre le

* EHESS-CADIS

processus de recadrage du barzonisme et du *Barzón Unión Nacional* et les modifications que l'on observe dans leur définition identitaire.

QU'EST-CE QUE LE BARZON ?

Tout d'abord, le nom de cette action collective fait référence à l'élément de l'attelage qui relie les animaux à la charrue. Lorsque les animaux avancent en faisant traction, la charrue trace les sillons. L'image emblématique de l'organisation est le tracteur ; la devise qui l'identifie est : « je vous dois de l'argent, je ne le nie pas ; mais je vous paierai ce qui est juste ». Il y a ici deux représentations qui se mêlent : d'une part – et c'est la définition originelle – il s'agit d'une continuité symbolique entre l'horizon prérévolutionnaire et le contexte actuel, à travers le rapprochement des rapports d'exploitation et d'injustice existants entre *hacendados* et *peones acasillados* dans les *tiendas de raya*, ainsi qu'entre débiteurs de la banque et banquiers et spéculateurs d'aujourd'hui. Le deuxième cas de figure, plus récent, contenu dans la symbolique barzoniste, renvoie à l'image de l'union de la société civile mexicaine et de sa marche en avant vers « un futur où la dignité humaine constitue l'intérêt de toutes et de tous » (cf. <http://www.elbarzon.org>, section « Quiénes somos »). Dès lors, le parallèle effectué entre ces deux représentations révèle une synthèse discursive de la trajectoire barzoniste qui a commencé par des revendications associées exclusivement aux producteurs agricoles et qui les a ensuite amenés à brandir un discours citoyen qui dépasse, sans pour autant les abandonner, les formulations conventionnelles du début.



LOGO DU BARZON

Le barzonisme s'est constitué dans les campagnes, dans le contexte de la crise de décapitalisation du secteur agricole encore accentuée depuis la crise profonde de l'ensemble du système financier en 1995³, qui a provoqué la diminution radicale du crédit et l'augmentation démesurée des taux d'intérêt. Néanmoins, deux ans à peine après son apparition, le barzonisme avait déjà attiré une part énorme de la classe moyenne citadine tout autant concernée par la crise financière.

Le *Barzón* a été créé en 1993, presque de manière simultanée, dans les États de Jalisco – une des régions occidentales les plus prospères du pays en termes d'agriculture et traditionnellement reconnue comme politiquement et culturellement conservatrice – et de Zacatecas – entité fédérative du Centre-Nord avec un développement rural moins important et avec des antécédents significatifs d'organisation sociale et politique d'opposition (aujourd'hui, l'État de Jalisco est gouverné par le PAN et l'État de Zacatecas par le candidat appuyé par le PRD, qui provenait du PRI). Ces deux courants furent, avec le temps, les protagonistes de la dispute centrale au sein de la mobilisation naissante qui devait déboucher sur la division du *Barzón* originel (désormais nommé *El Barzón Confederación Nacional*) et sur la création d'un nouveau *Barzón*, *El Barzón Unión*

Nacional. Ces deux *barzones* allaient dès lors se disputer le nom, le logo, la devise et la mémoire de la mobilisation et, ce faisant, allaient nourrir en même temps la reproduction et l'élargissement pluridirectionnel d'un des plus importants phénomènes sociaux de la dernière décennie au Mexique. Notre intérêt se portera ici sur l'analyse, non du barzonisme en général, mais du *Barzón Unión Nacional*, puisqu'il représente le fer de lance de l'ensemble de la mobilisation.

Les barzonistes étaient à l'origine de petits propriétaires et *ejidatarios*⁴ dans douze États de la République (Torres, 1997). En 1993, le nombre approximatif de ses membres s'élevait à 10 000 (Torres, 1997), alors qu'en 1994 *El Barzón* était déjà présent dans 20 États du pays – pour l'essentiel dans le Bajío, l'Ouest, le Nord et le Nord-Est du pays. Les contingents les plus nombreux se trouvaient dans le Jalisco (près de 20 000 personnes) et Zacatecas (environ 8 000 agriculteurs) (Mestries, 1995). En 1997, le mouvement s'était étendu à 27 États et comptait des délégations dans les 32 entités fédératives (Familiar, 1997), rassemblant presque un million de personnes⁵ (Torres, 1997).

À ses débuts, lorsque le mouvement était totalement agraire, on observait une grande pluralité d'acteurs, différents selon les régions, allant des grands exploitants agricoles privés jusqu'aux agriculteurs de cultures vivrières ou d'autres produits de faible commercialisation. Ces divers acteurs se trouvaient à des stades variés de technicité, et possédaient des niveaux très inégaux d'endettement, ce qui rendait malaisée, avec le temps, la viabilité d'une solution globale au problème du remboursement des crédits (Mestries, 1995).

LA TRAJECTOIRE DE LA MOBILISATION

Pour établir les différentes phases du parcours barzoniste, nous prendrons comme références cinq situations problématiques notables auxquelles les participants ont été confrontés et qui les ont obligés à définir des nouveaux cadres de perception et d'action.

La réponse à la crise

On peut situer comme point de départ la crise de décapitalisation du milieu agricole – datant de la fin des années 1980 – qui a abouti, avec la crise de remboursement des crédits bancaires, fin 1993, à la destruction brutale et sévère de la capacité de reproduction matérielle des exploitants agricoles, autant que de leurs liens de sociabilité et d'une perception positive de leur propre identité.

Comme conséquence du processus de différenciation sociale qu'accompagne l'instauration du modèle néolibéral (différenciation résultant de la concurrence entre les différents acteurs sociaux et politiques et de divers phénomènes d'institutionnalisation des orientations socioculturelles), la crise du modèle d'État national populaire s'est approfondie et, avec elle, celle des acteurs et des orientations qu'il reproduisait et qui le soutenaient en retour.

L'épuisement du modèle national populaire a induit la remise en cause des rapports préexistants d'inter-reconnaissance entre les acteurs et a permis la recomposition des critères de légitimation de l'action sociale et politique. Cela a été possible notamment à partir de l'émancipation graduelle du social et du politique vis-à-vis de l'ordre corporatiste qui était fondé sur des pratiques autoritaires, paternalistes domestiques (Thévenot et Boltanski, 1991), en introduisant une pluralité axiologique qui ouvre la porte à une concurrence situationnelle entre critères de justification. Ainsi s'effondre un modèle sociopolitique et culturel fondé sur des relations du type sujet-client-protégé, longtemps reproduites par un univers étendu d'acteurs rivaux et qui, à présent, est déstructuré par d'autres acteurs, également opposés entre eux, qui défendent *grosso modo* des rapports du type citoyen-consommateur-concurrent.

Dans l'imaginaire national correspondant au modèle antérieur, l'absence de différenciation entre État, système politique et société propre au corporatisme générait un effet d'identification des secteurs populaires à l'État et, par là même, à la nation : tous ensemble y constituaient donc la nation. Cette image était particulièrement puissante au sein des classes moyennes, qui représentaient pour l'ensemble des classes populaires la preuve irréfutable de la possibilité et de la légitimité des espoirs d'ascension sociale. D'ailleurs, les secteurs moyens productifs des services et de l'éducation jouissaient d'un important prestige vis-à-vis du reste de la collectivité, dans une large mesure grâce au rôle légitime qui leur était assigné par le discours officiel. La terre, la petite et la moyenne entreprise et l'École constituaient ainsi des éléments centraux de l'imaginaire de ces groupes sociaux, imaginaire également partagé par l'ensemble des classes populaires.

En ce qui concerne la composition et le fonctionnement de cet imaginaire, on peut affirmer, en termes généraux, que le poids des éléments communautaires et familiaux était sans doute plus important dans les campagnes, alors que les tendances à l'individualisation étaient plus significatives en ville ; en outre, la transmission de la propriété (terre ou entreprise) fonctionnait comme un ancrage-clé de la reproduction de la sociabilité à la campagne, tandis que l'accès à l'enseignement supérieur et la possession d'un logement propre en étaient les éléments les plus déterminants en ville.

Cet imaginaire idyllique s'est épuisé, autant à la campagne qu'en ville, en raison de l'affaiblissement de sa capacité à produire des identités collectives et un sentiment de communauté nationale stable, ainsi qu'à la suite de l'émergence d'un contexte de libéralisation sociopolitique radicalement nouveau. On peut caractériser ce scénario par les aspects généraux suivants : les changements de discours et de politiques, au sein des groupes dirigeants ; la réduction de la participation de l'État dans le domaine social ; l'application de l'Alena et la libéralisation du marché des terres dans les campagnes ainsi que la libéralisation immobilière dans les villes ; la montée du capital spéculatif grâce à la libéralisation indiscriminée et non-régulée du système financier et bancaire ; le processus de reconversion éducative qui a remis en question l'École publique. Enfin, on doit considérer l'affai-

blissement dramatique des médiations sociopolitiques de type corporatiste traditionnel et leur éventuelle subordination aux intérêts des nouveaux groupes dirigeants, d'abord technocrates et maintenant directement entrepreneurs, du fait que leur expression antérieure ne correspondait plus au nouveau modèle de libéralisation politique et sociale.

Nous ne considérons pas ici cet ensemble de processus socio-économiques et culturels comme des conditions directement déterminantes du déclenchement organisationnel d'opposition au nouveau modèle de société. C'est l'action des individus et des groupes qui doit être placée au centre de l'analyse. Mais il convient de prendre en compte la modification des conditions de régulation et de reproduction des attentes sociales pour mieux comprendre l'émergence des nouvelles expressions d'action – réponses à des situations problématiques nouvelles – ainsi que l'incapacité des cadres institutionnels et organisationnels précédents à absorber les revendications qui surgissent. Par conséquent, ce type de considérations analytiques nous apparaît indispensable pour saisir les transformations au niveau des cadres de perception, d'interprétation, d'évaluation et de mise en œuvre des acteurs individuels et collectifs qui ne correspondent plus à l'ordre social en vigueur.

Parmi les éléments qui peuvent nous aider à comprendre l'émergence du barzonisme dans les campagnes, bien qu'il y ait davantage de personnes affectées en ville (surtout des titulaires de cartes bancaires et des débiteurs hypothécaires) on note :

- a) un effet d'accumulation de dégâts chez les exploitants agricoles⁶ qui a entraîné, sur le moyen terme, l'affaiblissement du pacte corporatiste avec les organisations rurales traditionnelles et des relations de type clientéliste avec les organismes officiels, précisément dans un secteur socio-économique qui n'était plus stratégique ;
- b) le sentiment d'un double déni de reconnaissance : d'une part, en étant subitement exclus du modèle de développement national, malgré leur rôle historique – de fournisseurs de nourriture et de matières premières pour l'ensemble du pays – leur garantissant un statut (niveau de reconnaissance du *respect de soi*, Honneth, 2000) et, d'autre part, en subissant une forte stigmatisation au sein de leurs communautés et dans l'opinion publique (niveau de reconnaissance de l'*estime de soi*, Honneth, 2000), où ils sont présentés comme improductifs et irresponsables ;
- c) une crise de reconnaissance et de reproduction intra et inter-générationnelle de la sociabilité (niveau de reconnaissance de la *confiance en soi*, Honneth, 2000) bien plus explosive dans les campagnes, dans la mesure où l'on y rencontre peu de mécanismes d'absorption de ce phénomène – à part la narcoéconomie et l'exode vers les villes ou vers les États-Unis, plus valorisés par les strates les plus démunies.

C'est ainsi que les critères de l'identification collective furent au départ la condition de débiteurs risquant de perdre leurs biens, l'origine rurale commune des membres, le sentiment d'exclusion du projet économique et politique natio-

nal et l'incapacité à reproduire les mécanismes de reconnaissance communautaire et intrafamiliale.

Intéressons-nous à présent au caractère de la mobilisation pendant cette première phase d'organisation, de croissance et d'institutionnalisation (Torres, 1997), qui va de mai à fin 1994 (date de la création du deuxième *Barzón*). La revendication centrale des barzonistes était le moratoire de la dette qui, selon l'argument de base, représentait la conséquence d'une politique macroéconomique ratée et de l'absence de sanction face à l'encaissement illégal d'intérêts sur les intérêts (*anatocismo*) pratiqué par les banques – ce qui augmente la dette de manière exponentielle et rend son remboursement impossible.

Durant cette phase, les lieux privilégiés de manifestation étaient les rues et les palais des gouvernements locaux. Les débiteurs recouraient à des actions directes non violentes et à des actions d'une portée symbolique notable, tout en faisant appel à la médiation présidentielle pour résoudre le conflit. Leurs adversaires communs étaient principalement les banques publiques de développement, les banques privées et les usuriers. Les diverses instances du gouvernement étaient considérées à ce moment-là comme les médiatrices potentielles. Provenant de plusieurs partis tout en se proclamant dès le départ organisation non partisane, les barzonistes ont entretenu une relation ambivalente avec les partis politiques, ne parvenant pas à prendre avec ces derniers la distance nécessaire : ils recherchaient leur appui et subissaient donc leur influence (Mestries, 1995).

La première réponse du gouvernement fut le programme Procampo (*Programa de apoyos directos al campo*) et celle des banquiers une première renégociation des conditions de paiement. Bien évidemment, aucune de ces deux mesures n'attaquait le conflit à sa racine, mais s'efforçait bien plutôt de rétablir les médiations clientélistes par l'injection conditionnée de ressources économiques et techniques à travers le Procampo, et de récupérer, au moins partiellement, des liquidités auprès des débiteurs à travers le programme de renégociation.

Le développement ultérieur du *Barzón* dans cette première période, s'est caractérisé par une évolution notable de ses revendications ; deux nouveaux éléments sont apparus : la remise en question de la politique agricole ainsi que la participation barzoniste à sa reformulation. Les barzonistes demandaient une solution définitive au problème et remettaient en question les projets gouvernementaux concernant la production afin que fussent pris en compte les besoins de consommation de la population et les problèmes de commercialisation. D'autre part, ils appelaient de leurs vœux la révision de quelques aspects de l'accord de Libre Échange nord-américain, ainsi qu'une nouvelle politique de subsides, de nouveaux prix minimum garantis et de nouvelles conditions de financement pour les agriculteurs à travers une nouvelle loi de crédit rural, ainsi que de nouvelles dispositions civiles et pénales contre la pratique de l'usure. Enfin, ils réclamaient la remise en question de la réforme de l'article 27 de la Constitution pour limiter l'accès des nationaux à la terre et aux ressources naturelles et contrôler les activités économiques des étrangers sur le territoire mexicain (Mestries, 1995).

Aussi le but, à cette époque, était-il d'être reconnu comme un organisme national, autonome et démocratique capable non seulement de fonctionner dans une logique strictement revendicative face aux banquiers, mais aussi de fournir des appuis productifs, financiers et techniques à ses membres.

La scission et la naissance du *Barzón Unión Nacional*

Le moment de la rupture définitive entre le groupe dirigé par Maximiano Barbosa (originaire du Jalisco) et celui dirigé par Quirino Salas⁷ (originaire du Zacatecas) s'est résolu par la création du *Barzón Unión Nacional* (ou *Unión Nacional de productores agrícolas, comerciantes, industriales y prestadores de servicios El Barzón, Asociación Civil*), le 13 octobre 1994, dans la ville de Monterrey, Nuevo León.

La séparation s'étant concrétisée, la composition de *El Barzón Unión Nacional* s'est accrue de milliers de nouveaux membres et a diamétralement changé, à tel point qu'en décembre 1994, environ 80 % de ses membres étaient issus des villes (Torres, 1997) : chefs de petites et moyennes entreprises, commerçants, propriétaires fonciers, possesseurs de cartes bancaires, comédiens, producteurs de pâte pour *tortillas*, transporteurs, créditeurs hypothécaires, etc. Un autre changement notable a été l'incorporation d'un fort contingent de femmes qui, cette année-là, comptaient près de 300 000 affiliées (Torres, 1997).

Les transformations dans la composition socio-économique et culturelle de la mobilisation et les nouvelles modalités de structuration et d'action barzoniste témoignent de trois phénomènes importants :

- a) l'urbanisation définitive de l'ensemble de la mobilisation, malgré la permanence de l'emblématique rurale originelle (le nom, le logo, la devise, et les images prérévolutionnaires des *hacendados* et des *peones acasillados* et leur parallèle avec les banquiers et les débiteurs) ;
- b) le décalage entre l'unité de la mobilisation collective et la pluralité des organisations concrètes ;
- c) enfin, le décalage entre une identité commune au barzonisme et celle – particulière – de chaque organisation, bien qu'elles entretiennent un rapport d'incidence réciproque.

Donc, si l'on peut parler de « barzonisme », c'est parce que les diverses organisations qui se donnent cette dénomination se reconnaissent entre elles – malgré leurs distances – comme appartenant à la même mobilisation générale et partagent, en les réactualisant depuis des dynamiques institutionnalisées ou informelles différentes, des réseaux de signifiés qui font partie d'une symbolique organisée comme mémoire commune et qui acquièrent une capacité d'articulation légitime pendant les moments de visibilité publique coordonnée.

Dans cette nouvelle phase, l'intention d'en appeler aux instances fédérales du gouvernement comme arbitres du conflit s'est progressivement estompée. Le gouvernement n'était plus une partie de la solution, mais un élément central du problème à affronter. Conscient de l'état actuel du conflit, *El Barzón Unión Nacional* a décidé de créer des comités de résistance (en profitant de l'expérience urbaine

de résistance aux expulsions de beaucoup d'acteurs provenant du mouvement urbain populaire). La nécessité de passer de la lutte spectaculaire dans les rues à la lutte efficace devant les tribunaux a lentement émergé.

En essayant de démonter le stigmate fabriqué par le gouvernement, les banquiers et beaucoup de médias qui les présentaient comme des agents productifs incompetents, réactionnaires et réticents à rembourser leurs crédits, les membres du *Barzón Unión* ont décidé de reconnaître la légitimité des dettes initiales, en lançant le slogan « je vous dois de l'argent, je ne le nie pas ; mais je vous paierai ce qui est juste ». En passant du statut de débiteurs à celui de payeurs – en déposant l'argent devant les tribunaux – ceux qui jusqu'alors risquaient des saisies mobilières et immobilières, sont passés à l'offensive. À partir de 1995, est entrée en vigueur la stratégie d'une remise en question massive de la personnalité juridique de beaucoup d'institutions bancaires créées au-delà du délai constitutionnel prévu dans le contexte de reprivatisation du secteur, ce qui rendaient *de facto* les banques et donc les dettes contractées auprès d'elles inexistantes. Grâce à cette stratégie, visant à gagner du temps pour pouvoir se recapitaliser, beaucoup de procès envers les personnes endettées ont été gelés, arrêtés ou gagnés par les débiteurs. Un élément clé de cette stratégie a été l'alliance établie avec le barreau national des avocats, cela a permis de disposer d'un service de bureau juridique permanent et compétent. Une autre alliance importante durant cette période a été l'alliance réalisée avec l'Armée zapatiste de libération nationale, grâce à laquelle les deux organisations se garantissaient respect et reconnaissance mutuels en tant qu'organisations menant une lutte légitime et possédant des intérêts similaires. Ces deux faits ont sans doute stimulé les phénomènes d'appartenance et de solidarité entre les barzonistes puisqu'ils ont consolidé leur imaginaire de lutte tout en se radicalisant.

À propos de l'éventail des actions barzonistes durant cette période, les prises symboliques de banques, de tribunaux et de bureaux du gouvernement sont apparues comme un nouveau moyen de lutte. Comme pour certaines autres organisations de ces dernières années, l'humour constituait, dans leurs mises en scène, un ingrédient très important. L'humour a ainsi eu pour fonction de compenser un handicap économique, juridique et politique face à des adversaires, permettant d'établir avec eux une égalité symbolique et, par le recours à l'ironie, de briser l'apparente fatalité des événements et de désarmer moralement les opposants (Cadena, 1996). Un exemple de ce type de pratiques sont les saynètes qui accompagnent fréquemment les actions publiques de l'organisation.

Cette phase comprend aussi des convergences entre plusieurs organisations de débiteurs (y compris les deux *barzones*), puis la formalisation, en décembre 1995, d'un front commun qui a rassemblé dix-huit organismes (Torres, 1997). À ce moment-là, pour le *Barzón Unión*, le climat était à la croissance, à la diversification sectorielle et à la régionalisation de la structure nationale. En outre, les barzonistes recouraient désormais à la société comme médiatrice du conflit et privilégièrent le contact avec des organisations citoyennes.

Enfin, vers 1996 a été lancé le projet de création d'un *barzón* latino-américain, regroupant les débiteurs d'Argentine, du Brésil, du Salvador, de la Bolivie et de quelques autres pays du sous-continent, afin d'échanger leurs expériences et de préciser les bases de la mise en œuvre d'un projet commun. Considérant que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale sont les véritables responsables de la crise que vivent les pays du sous-continent, le *Barzón Unión* a appelé les personnes endettées de ces pays à mener une lutte contre les politiques néolibérales que ces organismes imposent et à réclamer l'application d'un plan similaire au plan Marshall pour l'Amérique latine entière (Familiar, 1997).

L'entrée à une nouvelle scène : le congrès de l'Union

Une nouvelle période a commencé lorsque l'impasse dans laquelle se trouvait le conflit entre les débiteurs et les banquiers a amené les barzonistes à participer directement aux élections pour rompre cet équilibre de forces. La stratégie de lutte est passée du recours devant les tribunaux à la conquête de députés et de sénateurs au congrès de l'Union, et la lutte pour résoudre le problème du paiement des crédits a abouti à celle de la restructuration des processus de production. Grâce à la recherche de voix propres au congrès de l'Union, les barzonistes espéraient influencer sur la politique économique nationale tout en critiquant son efficacité dans ce domaine, ainsi que l'éthique du gouvernement et des partis (Familiar, 1997). Cette incursion a, par conséquent, mis l'accent sur un discours démocratisant s'appuyant davantage sur la citoyenneté.

En 1997, les dirigeants barzonistes ont ainsi décidé de participer aux élections sous la bannière des partis politiques acceptant une alliance anti-priiste. C'est le lien avec le PRD qui a surtout prédominé. En termes généraux, le *Barzón Unión* a été capable d'entrer avec succès dans le champ de la politique (avec plusieurs députés fédéraux, sénateurs, députés locaux et syndiqués dans tout le pays). Malgré des conflits importants survenus en raison d'une confusion graduelle de la dynamique de l'organisation sociale avec celle du parti et de l'inclinaison monopartisanne croissante de celle-ci (Mestries, 2001), l'entrée en politique n'a impliqué ni le renoncement aux revendications originelles, ni la démobilisation, ni l'absorption partisane des dirigeants sociaux.

Dans un autre registre, les barzonistes ont graduellement perçu la possibilité et la nécessité de créer leurs propres négoces – mesure partiellement mise en œuvre – pour répondre d'une façon concrète à leur situation économique précaire, avec la création d'emplois et d'échanges commerciaux entre les membres, tout en essayant de reconstituer une partie du tissu social affecté. L'organisation venait encore une fois de prouver sa capacité à dépasser le problème de l'endettement.

De même, une mesure jugée nécessaire dès cet instant – mais jamais réalisée – a été la création d'une banque de développement propre, capable de recueillir des fonds et, par ce biais, de lancer une série de projets variés et de garantir la pérennité des projets déjà existants. Enfin, la diversification des activités du *Barzón* et le développement de sa capacité alternative l'ont amené à proposer l'idée du

Fidéicomis de la concorde : un mécanisme de solution globale au problème des débiteurs de la banque, alternatif à la solution du président Ernesto Zedillo (1994-2000).

Depuis 1998, l'attention du *Barzón Unión* a été concentrée sur le destin du Fonds bancaire de protection de l'épargne (Fobaproa) : effectivement, la décision du gouvernement de sauver les banques en faillite après la crise de 1995 incluait l'absorption des prêts bancaires illégalement consentis aux personnes proches des banquiers et du gouvernement, en les introduisant à ce fonds. Avec la dissolution ultérieure du Fobaproa⁸, le gouvernement zedilliste allait légaliser et transformer en dette publique les passifs bancaires repris par cet organisme – qui à l'origine était conçu comme un appui pour la banque –, en créant à cet effet l'Institut pour la protection de l'épargne (IPAB). Ces deux mesures ont été prises sans l'épuration judiciaire correspondante afin d'éliminer les opérations frauduleuses, avec l'approbation par la Chambre des députés de la loi de protection de l'épargne du 12 décembre 1998.

Le Barzón face à l'alternance politique

L'alternance politique s'est enfin produite le 1^{er} décembre 2000 : Le Parti d'action nationale (de droite) ou, plus précisément, le « foxisme » est arrivé au pouvoir et avec lui, une nouvelle classe dirigeante d'entrepreneurs, avec un projet se situant dans la droite ligne du précédent, de type néolibéral⁹.

Le nouveau contexte oblige à des redéfinitions politiques de la part de tous les acteurs. Le *Barzón* n'échappe pas à la règle. C'est pour cette raison qu'il a lancé publiquement un « préavis à Vicente Fox et aux forces démocratiques et progressistes du Mexique », à peine quatre jours après les élections du 2 juillet. Le document célèbre la fin du régime de parti d'État, mais déplore le choix de la population pour une option élitiste. S'autoproclamant mouvement national des classes moyennes affectées par la politique économique et appartenant à la sphère de la société civile, le *Barzón Unión* a appelé Vicente Fox et la gauche à établir un programme de gouvernement de transition pour assurer la défaite définitive du régime agonisant, en éliminant tout risque de non-gouvernabilité. Bien que les barzonistes aient au départ appelé de leurs vœux cet accord, ils ont en outre immédiatement averti qu'en cas d'alliance de Fox avec les priistes, de conduite sectaire de la gauche ou d'imposition du projet paniste, ils seraient tous prêts à résister de manière autonome.

Cette conjoncture et les résultats électoraux du 2 juillet 2000 ont impliqué le repli du *Barzón Unión* sur lui-même : en raison de la défaite du PRD et du triomphe du PAN et du foxisme, il n'est plus représenté ni à la Chambre des députés ni à celle des sénateurs ; de plus, les désaccords avec la direction du PRD pendant et après le processus électoral se sont accrus ; enfin, une solution graduelle mais ininterrompue au problème du paiement des crédits a été trouvée à la suite d'environ quinze programmes de refinancement mis en place par le gouvernement et

les banques afin de répondre à la pression des barzonistes et d'autres organisations de débiteurs.

Désormais ne prévaut plus l'autodéfinition en tant que débiteurs insolvables mais davantage en tant que membres d'un mouvement possédant un programme productif capable de réactiver, sur des bases solidaires, des réseaux de commercialisation qui soient placés de façon convenable sur le marché national (cf. les propositions de recensement d'entreprises et de création d'une entreprise d'intégration commerciale). Cette grande stratégie serait accompagnée de la production d'instruments permettant de canaliser les ressources financières fournies par une banque sociale à fonder.

On note, à ce sujet, des coïncidences générales avec le projet foxiste, qui propose la réactivation des microcrédits, distribués à travers les ONG financières et les gouvernements des entités fédératives. Cette initiative comprendrait en outre un institut de microfinance qui aurait pour but de promouvoir l'incorporation de la technologie et de la formation du personnel dans ce domaine et, enfin, un organisme de contrôle du processus (cf. la note « ¿ Qué pasó en la reunión con el gabinete económico de Fox ? », du 15 novembre 2000, site internet du *Barzón*).

Mais les coïncidences s'arrêtent là. Les barzonistes continuent à dénoncer le caractère paternaliste et limité de la mesure. Du reste, ils proclament continuellement la filiation existante, en termes budgétaires, entre le zédillisme et le foxisme, au détriment des secteurs populaires. En outre, ils dénoncent avec sévérité l'incorporation de personnalités liées à la débâcle financière antérieure aux plus hauts niveaux de responsabilité de la nouvelle politique économique.

Les contre-initiatives que le *Barzón* a présentées au nouveau gouvernement et qu'il a rendu publiques sont (voir le site internet de l'organisation) :

- a) la demande d'un dialogue national pour définir la nouvelle politique économique ;
- b) la revendication de la nécessité d'une nouvelle réforme fiscale orientée vers l'élimination des évasions tributaires ;
- c) la considération du plébiscite et du référendum comme des mécanismes de définition de certains éléments de la politique économique (cf. la TVA sur les médicaments et la nourriture) ;
- d) la création d'une commission nationale de transparence ;
- e) une proposition générale pour la transformation du système bancaire ;
- f) la révision de la politique économique définie pour l'année 2001.

En bref, dans cette phase, l'organisation a fait montre d'une position pragmatique et, en même temps, idéologiquement claire. En effet, elle a su distinguer les aspects autour desquels maintenir une opposition ouverte au nouveau gouvernement, des aspects qui permettraient de développer, à travers la négociation avec ce dernier et des initiatives déjà très élaborées et globales, ses propres projets et sa propre politique. Malgré les risques d'un rapprochement vers le gouvernement sans médiations politiques, les débiteurs sont devant la possibilité de

déclencher des tendances de réactivation du crédit, de la production et de la commercialisation sur des bases solidaires.

Un autre risque à remarquer, cette fois de dispersion thématique et pratique, est l'intention de la direction barzoniste de remplir le vide politique laissé par les partis en créant des partis politiques locaux, en constituant une association politique nationale, en agissant à l'intérieur des partis existants, etc. Dans le même temps, elle essaie de participer à la réarticulation autonome et multiple du social, en créant des sections féminines, agricoles, financières, ou encore des sections de transporteurs...

Enfin, il faut noter trois nouvelles caractéristiques de l'action barzoniste. D'abord, l'articulation dans un même langage politique des registres liés à la citoyenneté, à la production et à la consommation (hiérarchisés de façon différente selon la région ou la filière). Ensuite, l'incursion dans un nouvel espace d'expression et d'organisation de la lutte : l'internet, qui fonctionne comme un pont jeté vers un univers plus large de la population et permet de coordonner des initiatives d'une ampleur générale (cf. l'appel contre l'augmentation de la TVA sur les médicaments et la nourriture et l'augmentation du prix du gaz). Enfin, on assiste à l'introduction de procédures de renversement des dispositifs de légitimation prédominants, fondés sur des principes juridiques formels mais opérant dans des contextes socio-économiques où prévaut une inégalité assez marquée. Pour ce faire, les barzonistes défient l'ordre juridique conventionnel, en reconnaissant l'existence de délits dans certaines de leurs actions mais en arguant de l'injustice des dispositions surgies d'un tel ordre et ce, sur la base de critères civiques, post-conventionnels, qui sont exprimés avec force ironie (ce fut notamment le sort fait au livre de Carlos Salinas, mis gratuitement à la disposition des internautes par le *Barzón Unión*, afin que l'ex-président cesse de tirer parti du malheur des Mexicains).

L'IDENTITÉ BARZONISTE : CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Face aux récents aspects du processus de transformation sociopolitique, le *Barzón Unión* a démontré sa capacité de lecture des événements ; il a su faire des ajustements organisationnels, programmatiques et identitaires en fonction des nouvelles exigences politiques et de ses nouvelles capacités d'action. Cet élément démontre une réflexivité de l'action et de la constitution identitaire du *Barzón Unión* se plaçant entre le besoin des classes moyennes de recomposer une image identitaire minimum et l'effort de couvrir le vide politique que les partis n'ont pas été capables de remplir pendant cette période de transition. Il convient ici d'être précis et d'affirmer que cette action collective ne représente en aucun cas un mouvement culturel : elle ne place pas l'identité au centre de sa lutte. Néanmoins, on ne peut comprendre sa capacité à perdurer dans le temps d'une manière articulée, sans prendre en compte les dynamiques de constitution de son identité.

Il ne s'agit pourtant plus de la recherche de l'identité perdue¹⁰. En effet, bien que les actions collectives issues des classes moyennes essaient de reconstituer les circuits « traditionnels » de reproduction de leur sociabilité (la terre, l'entreprise, l'école), il faudrait y ajouter un autre horizon de justification de type post-conventionnel qui émerge en modifiant la nature du processus : on fait ici référence à l'incorporation de valeurs civiques comme des composants de plus en plus centraux dans les revendications concernant le logement, l'éducation publique et gratuite, le problème du remboursement des crédits, les processus électoraux et leur contrôle. Ces valeurs fonctionnent comme des articulateurs nouveaux – mais non exclusifs – des identités sociopolitiques dans cette période de transition¹¹. Ce ne sont donc ni le retour en arrière, ni le renoncement à la modernisation économique ou culturelle que ces nouvelles actions collectives proposent mais, au contraire, la valorisation de l'idée que la réactivation économique et l'espoir d'un avenir meilleur doivent se fonder sur des bases démocratiques et sur le respect de la dignité humaine de tout citoyen. Ainsi, l'incorporation de la dimension citoyenne a permis de convaincre les débiteurs mobilisés de ce que l'organisation sociale autonome constitue les prémisses nécessaires à la participation à la formulation et à la résolution des problèmes publics et, par ce biais, à l'amélioration des conditions de vie de la population.

Chez les barzonistes, la constatation de la force de la résistance collective au secours des débiteurs risquant saisies mobilières et immobilières constitue l'élément principal qui a permis le passage d'une identification négative, strictement défensive, à une affirmation de soi renvoyant une image prometteuse, dans l'unité et dans la continuité de l'action, qui leur a offert un idéal de soi indispensable à la transformation du besoin d'agir en désir et volonté de s'engager. Bien évidemment, l'engagement des individus dépend de l'implication personnelle dans la problématique ou dans la structure organisationnelle, de sorte que l'on rencontre plus d'engagement chez les membres ayant une responsabilité de direction quelconque, ainsi que chez ceux ou celles qui sont plus directement affectés par le risque de saisie immobilière. Il faut cependant noter que de nombreux membres à des niveaux de direction divers ont, depuis longtemps, résolu leur problème.

Une hypothèse pour expliquer la flexibilité politique et identitaire barzoniste réside dans la prédominance des pratiques rituelles sur le discours idéologique – sans les prétentions totalisantes, par ailleurs, qui caractérisaient auparavant une grande partie des groupes de la gauche sociale et politique. Ce sont surtout les actes de résistance, aussi festifs que sacrificiels, tels le fait d'empêcher quotidiennement les embargos et les ventes aux enchères des propriétés des débiteurs, les nombreuses manifestations publiques accompagnées de tracteurs, d'animaux et de musique dans les capitales des États de la République, etc., qui ont stimulé la reconnaissance réciproque des débiteurs barzonistes. En matière d'idéologie, on peut distinguer un élargissement certain des demandes barzonistes ; ce qui leur a permis de se détacher du seul problème de remboursement des crédits et de se placer au niveau du débat pour la définition des termes de la politique économique nationale et, par

ce biais, pour la définition du nouvel acteur citoyen capable de répondre aux exigences de la période en cours. En d'autres termes, il s'agirait d'une présentation idéologique à un niveau suffisamment général pour déployer des chaînes d'équivalences (Laclau, 2000) avec d'autres acteurs et, en même temps, d'une dynamique de reproduction interne très ritualisée, qui récupère des ingrédients pouvant être considérés comme propres à une culture politique conventionnelle, c'est-à-dire attachée à des appartenances de groupes particuliers. Ainsi, parler d'une identité post-moderne serait tout aussi abusif que nier la présence de composantes de classe. Cependant il est clair que l'axe articulante actuellement le *Barzón Unión* est surtout incarnée par la triade citoyen-producteur-consommateur.

En termes identitaires, on peut soutenir que le processus de constitution du « nous » barzoniste passe aujourd'hui par des pratiques sacrificielles comme des épreuves limites (cf. les actes de résistance aux saisies mobilières et immobilières et aux audiences judiciaires pour arrêter les procès ; la cavalcade barzoniste et les campagnes de vente de différents produits agricoles dans la ville de Mexico durant plusieurs semaines, etc.). Ces actes prennent toujours une coloration festive (musique et danse) et humoristique. Ces deux aspects fonctionnent en effet comme les mécanismes principaux qui permettent la reconnaissance mutuelle en tant que membres d'un même corps collectif et rendent aussi possible l'actualisation située de leur discours : la redéfinition de l'enjeu du conflit, des adversaires, des alliés et des témoins, ainsi que des arguments qui s'avèrent posséder une certaine pertinence dénonciatrice ou justificatrice. Bien évidemment, il existe dans ce type de démarches l'intention d'inciter à la médiatisation de ces initiatives pour les transformer en événements publics. Il semble, en revanche, qu'il n'existe aucun souci conscient de produire une symbolique capable de perdurer (ce qui impliquerait un travail de perpétuation des symboles emblématiques), sauf en ce qui concerne le logo et la devise.

En outre, il est possible de distinguer les dispositifs identitaires existant dans les *barzones* urbains de ceux développés dans les *barzones* ruraux. Cela correspond, entre autres, à la configuration différenciée des rapports que l'on trouve entre des valeurs individualistes d'une part et des valeurs communautaires d'autre part, entre des degrés d'institutionnalisation et de spontanéité, entre réflexivité et mystique.

Bien évidemment, le problème de l'identité barzoniste nous amènera à clarifier, dans le futur, les mécanismes d'articulation en réseaux – depuis des noyaux d'ancrage présents dans certaines régions du pays – de l'univers des facteurs possédant une signification suffisamment générale pour relier, dans un sentiment d'appartenance au même collectif, les membres originaires de la campagne et de la ville, ainsi que de secteurs économiques différents, de couches sociales diverses et avec des préférences partisans distinctes.

CONCLUSION

J'exposerai, pour finir, quelques conclusions auxquelles je suis arrivé à la suite de l'analyse des éléments exposés précédemment :

1. Le barzonisme est un grand courant de mobilisation sociale qui touche des secteurs divers des classes moyennes des campagnes et des villes, avec des inclinations politiques également multiples, articulés initialement autour des enjeux financiers consécutifs à la mise en œuvre des politiques néolibérales. Après son fractionnement et sa maturation, ce grand courant d'action est parvenu au registre du politique, en revendiquant la dimension universaliste – citoyenne – propre aux droits économiques. Cet élément représente la possibilité d'un débordement futur des frontières des classes moyennes comme l'axe de la mobilisation et, au-delà peut-être, un exemple de dépassement – en partie par l'effet des processus de mondialisation – des enjeux d'une société industrielle jamais consolidée par des dynamiques endogènes.
2. Il s'agit ici d'une action initialement revendicatrice (notamment économique), qui a incorporé les registres juridique et politique, sans remettre en question, néanmoins, les orientations éthico-culturelles du modèle économique (surtout son orientation productiviste) en dépit d'une critique radicale de la manière actuelle de construire la politique et de son orientation néolibérale et d'une conception solidaire des rapports économiques ne renonçant pas au marché ni ne misant tout sur l'intervention étatique. D'autre part, la position défendue par les barzonistes suggère le dépassement d'une notion abstraite de l'individu et soutient, en revanche, l'articulation des droits citoyens économiques avec la particularité des groupes qui constituent la mobilisation. C'est une action qui essaie de réorienter le modèle économique du pays sur des bases tout à la fois nationalistes, citoyennes et sectorielles.
3. Une autre particularité de cette expérience sociale est sa constitution en réseaux, ce qui nous permet de parler d'un courant général de mobilisation sociale (le barzonisme), ayant des axes organisationnels divers (les *barzones*) qui ne connaissent pas nécessairement, ni simultanément, des enjeux particuliers identiques. En approfondissant cette lecture, on découvre que, même au sein de chaque organisation, il existe une forte hétérogénéité, dans tout le pays, des enjeux, des mises en récit, des répertoires d'action, ainsi que des temporalités à travers leurs trajectoires globales. Il y a dans cette perspective, des degrés différents et coexistants d'institutionnalisation, de visibilité et de réflexivité, selon la région ou le secteur, dans le même horizon temporel, qui produisent des dynamiques plurielles et non nécessairement en harmonie au sein d'une même action collective.
4. Pour ce qui est de l'identité, on peut souligner la coexistence de courants et de mécanismes flexibles d'identification à des niveaux divers, ancrés en des enclaves multiples : organisationnelles, sectorielles, régionales ou nationales. Cependant on distingue quatre axes qui commencent à organiser –

encore de manière précaire – l'ensemble de la mobilisation : l'enjeu financier général qui affecte tous les barzonistes ; le recours dans leur discours, avec des effets unificateurs croissants, aux figures du citoyen, du producteur et du consommateur ; le rôle protagoniste du *Barzón Unión*, qui balise et qui donne une direction générale à l'ensemble de la mobilisation ; et enfin, le traitement non différencié que les médias font de l'action des divers *barzones*, cela offrant, par extériorité, un cadre d'identification générale commun.

5. En guise de conclusion théorique générale, on peut avancer que les actions collectives des sociétés contemporaines peuvent être mieux comprises si on les envisage comme des dispositifs composites de cadrage mettant en œuvre des schèmes multiples de perception, d'interprétation et de réponse et introduisant des critères, pluriels eux aussi, de justification, d'évaluation, de dénonciation, de demande de réparation, etc. Ces dispositifs sont configurés à travers des mises en récit et des mises en scène qui réactualisent et stabilisent des systèmes d'action généraux, et dans lesquelles on peut découvrir des arènes de débat différentes et des enjeux concernant l'organisation sociale, le système politique et/ou l'historicité. Bien évidemment, les degrés de réflexivité, de visibilité et d'institutionnalisation coexistants dans ce processus seront toujours divers et changeants.

Enfin, je partage l'idée selon laquelle il existe des courants de mobilisation sociale et des actions collectives concrets pouvant mêler des registres traditionnellement séparés dans l'analyse sociologique – divorce qui a souvent mené à l'analyse unidimensionnelle des actions (à travers l'identité, la stratégie ou la justification ; à travers la critique, la négociation ou l'imitation ; depuis le sens pratique, l'institution ou la réflexivité ; depuis la microsituation, les systèmes d'action ou les structures). S'il est vrai que ce type de démarche a produit des résultats très fructueux, reconnaissons aussi qu'il a obstrué le développement d'alternatives capables de rendre compte de la complexité croissante des nouvelles expressions d'action. Dans des actions telles que le *Barzón*, l'analyse empirique – c'est-à-dire l'analyse des situations d'action concrètes – indique effectivement la présence de ces dispositifs composites que l'on vient d'évoquer, qui sont d'ailleurs significativement changeants d'un lieu à un autre et à travers le temps.

Tirer les conséquences de ce qui vient d'être avancé implique que l'analyse des actions collectives porte sur les mécanismes de production, d'articulation et de reproduction de ces dispositifs complexes d'action, sur sa trajectoire plurielle et pluri-directionnelle et, surtout, sur les processus de définition des ancrages de sens (les points nodaux) ayant acquis une signification suffisamment générale pour donner une articulation à l'ensemble de l'action collective ou à l'ensemble du courant de mobilisation. Ce constat nous amènera probablement à échapper à la confusion courante entre une action collective concrète et une logique d'action développée soit dans une situation spécifique, soit dans un horizon temporel plus large.

Notes

- 1 Version révisée de la communication du même titre, présentée au colloque « Subjects, Actors and Social Movements in the North and South » du 47th Research Committee International Sociological Association, le 27 février 2001, à Rome. Je tiens ici à remercier Yvon Le Bot pour ses critiques constructives et Sébastien Benoit pour son aide précieuse à la correction de la version française du texte.
- 2 Les *carteras vencidas* sont l'ensemble des débiteurs insolvables (des particuliers et des entreprises) incapables de rembourser les dettes contractées envers les banques.
- 3 Parallèlement à la libéralisation mondiale du système financier, le gouvernement mexicain a appliqué dès la fin des années 1980 une réforme bancaire et financière s'appuyant sur une série de mesures : disparition de l'encaissement légal à la banque centrale pour affronter des contingences, abandon des procédures pour assurer l'assignation des crédits aux activités prioritaires de l'économie, ouverture indiscriminée du système aux capitaux privés et étrangers, élimination de la supervision bancaire. La conséquence de ce virage a été l'instauration d'un système bancaire et financier non solidaire, basé sur le court terme et à caractère spéculatif qui a assuré le pouvoir du capital financier. Citons quelques données significatives à ce sujet : la chute de 80 % du crédit et l'élévation des taux d'intérêt de 15 à 160 % pendant la période 1994-2000 (Ramírez, 2000). En outre, le régime saliniste (1988-1994) a vendu, entre 1991 et 1992, les institutions bancaires auparavant nationalisées (en 1982), en recevant grâce à cette opération 12 000 millions de dollars. Après la crise financière de 1995, selon la CEPAL, le sauvetage gouvernemental des banques en faillite est monté à 102, voire 117 millions de dollars (Ramírez, 2000). L'impact du scénario décrit, bien sûr accompagné des conséquences de la mise en œuvre de l'Alena, est incontestable : à titre d'exemple, pour la seule année 1995, 10 000 entreprises ont disparu, un million de Mexicains ont perdu leur emploi, dix millions de personnes se sont retrouvées en deçà du seuil de pauvreté (Ramírez, 2000).
- 4 Les *ejidatarios* sont des agriculteurs organisés sous un régime collectif de possession de la terre caractéristique du Mexique post-révolutionnaire – *el ejido* –, conçu pour abolir le latifundium (les grandes propriétés foncières). Ce régime autorisait l'usufruit de la terre tout en interdisant, jusqu'aux réformes constitutionnelles de l'article 27 en 1992, son appropriation privée, ce qui la rendait inaliénable. Depuis, les *ejidatarios* peuvent cultiver la terre individuellement ou collectivement (organisés dans les sociétés mercantiles pour la production agricole), la louer ou la vendre. La surface moyenne de terre par *ejidatario* est de 6,8 hectares (Stavenhagen, 1989).
- 5 On estime, en termes généraux, que vers 1995, le nombre de débiteurs s'élevait à environ 8 millions, mais si l'on étend le calcul aux familles concernées, le nombre réel atteignait presque 40 millions de personnes. Vers 1998, les débiteurs étaient environ 11 millions (Carton de Grammont, à paraître).
- 6 Par exemple, dès 1981 et jusqu'en 1999, la production des huit céréales les plus importantes a été réduite de 27 % ; les producteurs de maïs, de blé, de haricot et de soja ont perdu plus de 50 % de la valeur de leurs produits, le financement de la banque privée et de développement est tombé de 38 milliards de pesos à 18 milliards et l'investissement public a diminué de 93,4 %. Par comparaison, l'industrie manufacturière a connu une croissance de 7 % de 1951 à 1981, et de 1983 à 1999, une croissance de 3 % seulement (La Jornada, 3 décembre 2000).
- 7 Le premier de ces dirigeants préconisait le dialogue avec le gouvernement et la conformation à une ligne de concertation, alors que le second incitait à une confrontation plus ferme à l'État, ainsi qu'à un moratoire total pour les dettes.
- 8 Il faut noter que le montant correspondant à la totalité des programmes de sauvetage des débiteurs représente 0,15 % du montant total du Fobaproa (Carton de Grammont, à paraître).

- 9 Cependant, cette nouvelle équipe au pouvoir est plus marchande que technocrate ou industrielle (voir les « cités » proposées par Thévenot et Boltanski, 1997) en ce qui concerne l'économie, le social et la concurrence dans le système politique.
- 10 Identité toujours diffuse, mais qui avait des ancrages multiples : le niveau des revenus et la capacité de consommation, le rôle légitime joué à l'intérieur du discours officiel, l'appartenance à des secteurs économiques spécifiques, l'accès à certains biens matériels et culturels.
- 11 D'une certaine façon, et à des degrés divers, la dimension citoyenne est aussi présente dans les revendications des groupes indigènes, en particulier à travers la lutte zapatiste (Le Bot, 1998). La différence dans ce cas particulier, c'est que le zapatisme met en question l'ensemble des orientations éthico-culturelles du modèle de production de la nation lié à l'exclusion des indigènes. Ce faisant, le zapatisme revendique une notion de citoyenneté qui ne se fonde pas exclusivement sur une idée d'individu abstrait dépourvu de toute particularité mais qui, au contraire, reconnaît le droit légitime de s'insérer pleinement dans une construction partant de la condition sociale particulière de chacun, en préconisant la nécessité de séparation entre société civile, système politique et État, tout en revendiquant un projet économique capable d'inclure la société tout entière.
- 12 Sur la dimension « consommateur » de la mobilisation, voir Williams, 1997.
- 13 De nouvelles possibilités peuvent apparaître grâce à l'incorporation du Barzón aux mobilisations dites « anti-globalisation » et à l'interaction avec des groupes qui, justement, mettent en question l'orientation productiviste du modèle économique mondial, notamment dans sa version néolibérale.

Bibliographie

- Cadena Roa, Jorge, 1996, « Social Movement, Social Movement Organisations and Culture, The Asamblea de Barrios and the Social Movement for Democracy in Mexico », mémoire de maîtrise de sociologie, university of Wisconsin-Madison.
- Carton de Grammont, Hubert, à paraître, *El Barzón, clase media, ciudadanía y democracia*, Mexico, IIS/UNAM-Plaza y Valdés.
- Familiar Arteaga, Arturo, 1997, « La ruta del tractor, el desarrollo de El Barzón Unión Nacional (Reportaje) », mémoire de licence de sciences de la communication, Mexico, UNAM.
- Honnet, Axel, 2000, *La Lutte pour la reconnaissance*, Paris, Les Éditions du Cerf.
- Laclau, Ernesto, 2000, *La Guerre des identités*, Paris, La Découverte/MAUSS.
- Le Bot, Yvon, 1998, « Para entrar en el siglo XXI : el paso por el sureste », *Foro Internacional*, n° 4, oct-déc., El Colegio de México.
- Machuca Sánchez, Ana M., 1997, « La unión nacional de productores agropecuarios, industriales, comerciantes y prestadores de servicios » El Barzón « A. C. Origen y desarrollo de un nuevo movimiento social en México (1993-1997) », mémoire de licence de sociologie, Mexico, UNAM.
- Mestries, Francis, 1995, « El Barzón o la radicalización de los medianos y grandes productores agrícolas », *Sociológica*, n° 28, mai-août.
- Mestries, Francis, 2001, « El Barzón ¿Asociación ciudadana, organización de productores o movimiento político ? », site internet de *El Barzón Movimiento Jurídico Nacional*, Mexico.
- Ramírez, Alfonso, 2000, « México : el desastre bancario », communication présentée au forum « Transforming the global financial system », Montréal, Canada.
- Stavenhagen, Rodolfo, 1989, *Las Clases sociales en sociedades agrarias*, Mexico, Siglo XXI.

- Thévenot et Boltanski, 1991, *De la justification*, Paris, Gallimard.
- Torres, Gabriel, 1997, « El derecho de barzonear y sus efectos políticos », dans Alonso, Jorge y Juan Manuel Ramírez (coord.), *La Democracia desde abajo*, Mexico, Ed. La Jornada-CIIH/UNAM-CEEI.
- Torres Gabriel, 1998, « Las siete vidas de El Barzón : tensiones en la construcción de una fuerza política nacional », dans Gutiérrez, Esthela (coord.), *El Debate nacional*. Tomo 4, Los actores sociales, Mexico, UdeG-Diana.
- Williams, Heather, 1997, *Planting Trouble, The Barzón debtors' movement in Mexico*, San Diego, Center US-Mexican Studies, University of California.

Documents de l'organisation

(<http://www.elBarzon.org.mx>)

Pacto de intocabilidad entre el EZLN y El Barzón, juillet 1996.

El Barzón Latinoamericano, novembre 1996.

Declaración de principios, 10 juillet 1999.

Rumbo al 2000... y el Barzón no se revienta. ¿ Y después de seis años de lucha qué ?, 10 juillet 1999.

Emplazamiento a Vicente Fox y a las fuerzas democráticas y progresistas de México, 6 juillet 2000.

Respuesta de El Barzón al Despacho de abogados de Plaza y Janés, 21 octobre 2000.

Bono sexenal : motivo para pensar en la congruencia, 29 octobre 2000.

Acuerdo Nacional en materia de Economía y Desarrollo que El Barzón le propone al presidente electo Fox, 7 novembre 2000.

Propuesta económica a Fox a través de sus coordinadores del área académica, novembre 2000.

¿ Qué pasó en la reunión con el gabinete económico de transición de Fox ?, 15 novembre 2000.

I Reunión nacional de empresas y proyectos empresariales de El Barzón, 22 novembre 2000.

La cuota del « Club de los Acreedores », en el gabinete foxista, 22 novembre 2000.

1 de diciembre, los compromisos de Fox, 12 janvier 2001.

La banca social, instrumento de política económica y social de Fox, 12 janvier 2001.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Cet article a pour but de présenter les différentes étapes vécues, depuis 1993 et jusqu'au début de 2001, par la mobilisation des débiteurs du système bancaire mexicain regroupés dans *El Barzón Unión Nacional*. On distinguera les différentes phases du mouvement, dans le cadre général des processus économiques et juridiques de type néolibéral qui caractérisent le pays, du fragile processus de démocratisation politico-électorale en cours et des modifications imposées par la dynamique interne de la mobilisation. On attachera ici une attention particulière aux modifications de nature identitaire qui sont apparues au cours de la période. Enfin, on présentera la nécessité de développer des analyses qui considèrent les nouvelles actions collectives comme des phénomènes composites, hétérogènes, nécessitant des approches originales pour être compris.

Este trabajo esboza, desde 1993 hasta principios del 2001, las diferentes etapas por las que ha pasado la movilización de los deudores de la banca en México aglutinados en El Barzón Unión Nacional. Se distinguirán sus diferentes fases de enmarcamiento, configuradas a raíz de las variaciones en la intersección entre los procesos económicos y jurídicos de corte neoliberal en curso en

el país, el frágil proceso de democratización político-electoral y las modificaciones impuestas por la dinámica interna de la movilización. Se pondrá particular atención en las modificaciones de naturaleza identitaria a lo largo de ese periodo. Finalmente, se intentará ilustrar la necesidad de desarrollar análisis que consideren las nuevas acciones colectivas como fenómenos compuestos, heterogéneos, que merecen un estudio más reconstructivo para comprenderlas.

This article wants to lay out the different stages of the mobilization of the Mexican banking system's debtors joined in *El Barzon Union Nacional*, from 1993 to early 2001. We will distinguish different phases in the movement by taking into account the general context of the neo-liberal economics and law processes that characterize the country, as well as the fragile process of political and electoral democratization and the changes demanded by the internal dynamics of mobilization. We will pay special attention to the identity changes that came up during that period. Finally, we will demonstrate that it is necessary to analyze the new collective actions as heterogeneous phenomena that need original approaches to be understood.

DÉLINQUANCE, CRIMINALITÉ ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LE CAS DE MEXICO

MARC GUERRIEN*

LA FIN DU REGNE DU PARTI de la révolution institutionnelle (PRI) sur le District fédéral a été marquée par une augmentation de la délinquance et du sentiment d'insécurité parmi la population qui n'est sans doute pas étrangère aux cuisants revers électoraux essuyés par les représentants de ce parti en 1997 puis 2000¹. L'omniprésence dans la presse de la capitale du thème de la délinquance et l'attrait croissant des Mexicains pour les différents types de résidences, îlots ou quartiers fermés, qui fleurissent dans les périphéries de la ville témoignent de ce sentiment d'insécurité qui tend à se généraliser à l'ensemble de la population.

Un certain nombre de discours convenus et d'idées reçues repris dans la presse écrite et parfois même dans des travaux se voulant scientifiques accompagnent, et dans une certaine mesure favorisent, la diffusion de ce sentiment général d'insécurité. Dans ce contexte, le propos consistera ici à revoir certains raisonnements et arguments parfois simplistes ou réducteurs qui peuvent aujourd'hui être développés au Mexique sur la question sensible de la délinquance urbaine.

Au mépris de toute analyse sur le contexte démographique et socio-anthropologique dans lequel apparaissent les phénomènes contemporains de délinquance, les politiques cèdent souvent à la tentation d'un traitement purement répressif du problème. Ceci d'ailleurs plus pour assouvir les demandes d'une grande partie de leur électorat, dont l'objectivité est pourtant généralement réduite en raison du fort contenu émotionnel de la question, que pour résoudre réellement les problèmes qui se posent à la société en s'attaquant à leurs causes profondes.

Dans un premier temps, nous démontrerons les failles de l'argumentation de ceux qui décrivent la délinquance en négligeant les facteurs sociaux de son développement, à travers notamment une lecture critique des travaux de Rafael Ruiz

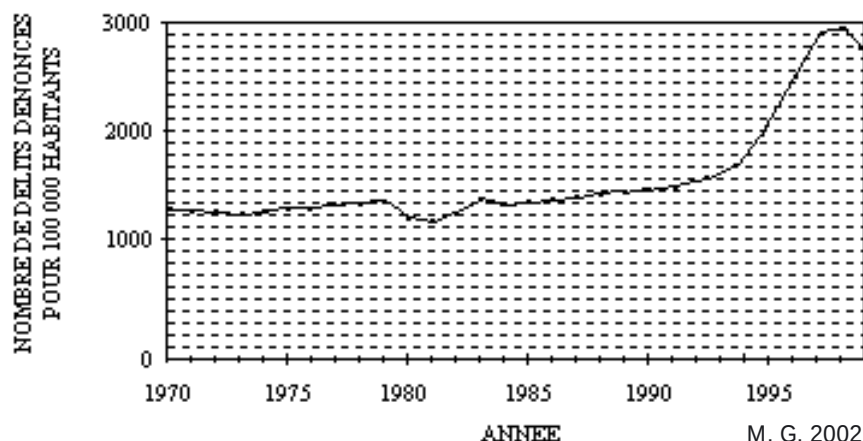
* EHESS-GGSEU

Harrell sur la question et une analyse spatiale de la délinquance à Mexico. Cela nous permettra de montrer que les actes de délinquances ne sont pas toujours imprévisibles et irrationnels mais obéissent à des logiques socio-spatiales évidentes. Nous verrons aussi que les arguments selon lesquels une bonne santé de l'économie mexicaine est la solution à tous ses maux sociaux et notamment au problème de la délinquance et du sentiment d'insécurité sont contredits par la réalité des chiffres.

Dans un second temps, nous nous intéresserons aux délinquants eux-mêmes, ainsi qu'aux catégories de la population, en particulier de la jeunesse urbaine, que certaines analyses convenues basées sur des idées reçues amènent parfois à assimiler hâtivement aux délinquants. Ceci pour montrer que de la petite délinquance bénigne – ses auteurs en sont souvent les premières victimes – à la grande délinquance violente représentant une menace inacceptable pour l'ensemble de la société, il existe une foule de comportements de nature et d'intensité différentes. Or le regroupement de l'ensemble des délinquants dans une seule et même catégorie ne peut conduire, par le biais de la politique de répression brutale auquel il invite souvent, qu'à une radicalisation et une accentuation de la violence perpétrée par les petits délinquants, voire de non-délinquants. Ces derniers représentent pourtant l'écrasante majorité de la population qualifiée de « délinquante », ou considérée comme telle dans les imaginaires collectifs. Il conviendrait donc de définir précisément les différents types de délinquance lorsque l'on traite cette question, sans quoi la démarche risque de ne conduire qu'à un rejet en bloc, une disqualification et une exclusion dans son ensemble de la jeunesse urbaine populaire, avec les tensions sociales croissantes que cela implique.

Mais avant cela, revenons rapidement sur cette hausse générale du sentiment d'insécurité à Mexico. Les chiffres indiquent qu'au cours des années 1980, et plus encore dans les années 1990, la délinquance a fortement augmenté à Mexico, en particulier dans le District fédéral : le nombre annuel des délits dénoncés recensés dans le graphique ci-dessous pour la période 1970-1999² montre un accroissement continu de la délinquance au cours des deux dernières décennies.

Dans le même temps, le sentiment d'insécurité, pas toujours proportionnel à la menace réelle, semble avoir augmenté plus encore. L'exploitation médiatique donnée aux moindres actes de délinquance contribue sans doute énormément à l'extension massive de ce sentiment, y compris auprès de populations en réalité peu touchées par la délinquance. La télévision mexicaine joue un rôle important dans la « psychose » qui s'est développée autour de la délinquance et de l'insécurité : les journaux télévisés de *Televisa* ou *TV Azteca* ont des suppléments quotidiens spécialement consacrés aux actes de délinquance du jour les plus spectaculaires et, d'une manière générale, se jettent sur le moindre événement pouvant survenir, en grossissant, si besoin est, la réalité des faits, pour satisfaire un auditoire apparemment demandeur d'images de violence. Ce phénomène, qui n'est d'ailleurs pas une spécificité mexicaine, contribue parfois autant au développement du sentiment général d'insécurité que les actes de délinquance eux-mêmes.

GRAPHIQUE 1 : LES DÉLITS¹ ENREGISTRÉS DANS LE DISTRICT FÉDÉRAL 1970-1999

1 Vols, coups et blessures, fraudes et escroqueries, abus de confiance, homicides, abandon de personnes, attaques sur la voie publique, enlèvements, etc.

Mais malheureusement, les grands médias populaires de communication ne sont pas les seuls à diffuser un sentiment d'insécurité que toutes les couches de la société semblent, à des degrés divers, partager et vouloir partager. Ainsi, par exemple, les travaux et les discours de Rafael Ruiz Harrell, qui font figure de référence sur le thème de la délinquance et de l'insécurité dans le District fédéral, témoignent de cette tendance au catastrophisme, parfois au mépris de la réalité et du bon sens. Nous nous proposons donc ici d'analyser précisément ce type de discours à partir d'une analyse statistique et géographique des phénomènes de délinquance afin d'en déceler les faiblesses.

PERCEPTION DE LA MENACE ET DIFFUSION DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

Le quotidien *Reforma* a réalisé, sous la direction de Rafael Ruiz Harrell, une enquête de « victimologie » en octobre 1997, ayant pour but principal de déterminer l'écart existant entre les taux de plaintes déposées pour des actes de délinquance et le nombre réel d'actes de délinquance dans le District fédéral. En effet, les données « dures » disponibles auprès du PGJDF comme de l'INEGI ne concernent que les délits formellement déclarés aux autorités compétentes par les victimes, et on est en droit de penser que la majorité des petits délits commis « au quotidien » ne sont généralement pas signalés. Dans ce contexte, l'intérêt d'une enquête de victimologie est d'essayer, à partir d'une étude sur un échantillon de la population de la ville, de déterminer l'importance de la délinquance réelle.

C'est ainsi que 786 habitants³ du District fédéral âgés de plus de 18 ans ont été interrogés à leur domicile dans le cadre d'une enquête de ce type réalisée

pour le compte du quotidien *Reforma*. Les résultats de cette étude publiés dans l'ouvrage *Criminalidad y mal gobierno* de Rafael Ruiz Harrell⁴, étayent l'analyse de ce dernier.

Malheureusement, on y déplore de nombreuses failles. Tout d'abord, il n'est pas précisé l'origine géographique et sociale des personnes interrogées, ce qui nous oblige à nous interroger sur la représentativité de l'échantillon choisi. Malgré tout, elle a été réalisée sur un nombre suffisamment important d'individus pour mériter d'être prise en considération et nous apporter des indications, à défaut de certitudes.

À ces habitants, il a été demandé si au cours des douze derniers mois ils avaient été la victime directe d'un délit d'une part et d'autre part si un membre de leur famille l'avait été. Dans le deuxième cas, une nouvelle faille apparaît. Le procédé est en effet contestable quand on sait qu'au Mexique la notion de famille est floue et vaste à la fois : ses limites peuvent être très variables (de la famille nucléaire à la famille élargie, on passe souvent de cinq personnes concernées à cinquante), et il aurait été souhaitable de définir une limite à celle-ci car, « en cherchant bien », on trouvera toujours quelqu'un – la cousine de la nièce du beau-frère du cousin de... – qui a été victime d'un acte de délinquance. En réalité, la seule information que nous apporte une telle question ne vient pas des réponses mais de sa formulation, en ce sens qu'elle trahit une volonté manifeste de Ruiz Harrell⁵ de grossir au maximum les chiffres de la délinquance pour étayer un discours qui, nous le verrons, se caractérise par son alarmisme. La rigueur nous impose donc de prendre uniquement en compte les réponses de cette enquête qui correspondent aux questions concernant les victimes elles-mêmes.

Celles-ci nous indiquent que la proportion considérable de 42,24 % des personnes interrogées ont déclaré avoir été victime d'au moins un délit au cours de l'année écoulée.

Ce chiffre ahurissant, qui signifierait que près de la moitié de la population adulte du District fédéral est victime d'actes de délinquance chaque année, semble en dehors de toute réalité. D'une part parce que cela signifierait que seul 7 % des délits seraient enregistrés par les autorités, d'autre part parce que d'autres sources donnent des ordres de grandeur tout à fait différents. Par exemple, une enquête réalisée par nos propres moyens dans une zone populaire de la délégation Magdalena Contreras (précisément le *Cerro del Judío*) à la fin de l'année 2000 montrait que sur 78 personnes interrogées autour de la délinquance, aucune ne mentionnait avoir été victime directe de celle-ci. Il y a donc de quoi se demander si Ruiz Harrell n'a pas choisi (c'est le cas de le dire) son échantillon à la sortie du bureau des plaintes d'un poste de police ou d'un tribunal pour obtenir des chiffres aussi éloquentes...

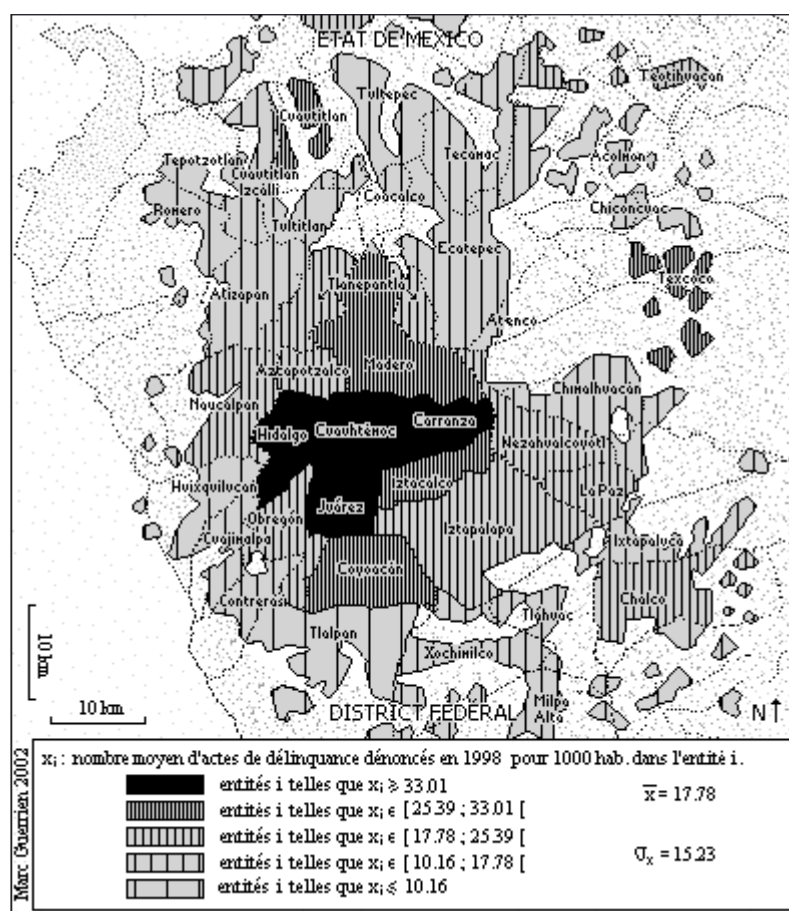
Par ailleurs, l'enquête nous dit que si les victimes restent le plus souvent masculines (47,04 % des hommes interrogés ont déclaré avoir souffert d'un délit), la proportion de femmes victimes d'actes de délinquance est considérable (37,92 %). Ruiz Harrell, partant du fait que dans les autres grandes métropoles du monde occi-

dental les femmes souffriraient en moyenne de 4 à 5 fois moins d'actes de délinquance que les hommes, conclut que l'on se retrouve dans une situation où « le crime se produit au hasard et est en dehors de tout contrôle⁶ », dans la mesure où les délinquants « attaqueraient » indistinctement hommes et femmes, passant outre les « sentiments moraux élémentaires ».

GÉOGRAPHIE DE LA DÉLINQUANCE

Pourtant, une analyse spatiale de la délinquance montre que celle-ci ne se produit pas tant que cela « au hasard ». La carte 1 montre ainsi une logique centre-périphérie évidente dans la distribution des actes de délinquance.

**CARTE N° 1 : TAUX MOYEN D'ACTES DÉLINQUANTS DÉNONCÉS EN 1998
DANS LES PRINCIPALES ENTITÉS DE L'AMCM**



Les délégations du centre de l'agglomération (Venustiano Carranza, Cuauhtémoc, Hidalgo, Benito Juárez) sont celles où se concentrent le plus grand nombre de délits, viennent ensuite trois délégations de la première couronne (Coyoacán, Iztacalco, Gustavo A. Madero), puis au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre, les taux moyens de délinquance baissent considérablement. Ainsi, la délégation d'Iztapalapa ou le municipe de Nezahualcoyotl, municipe conurbain de l'État de Mexico, qui sont pourtant des entités généralement considérées comme particulièrement dangereuses, n'enregistrent que des taux moyens de délinquance intermédiaires (autour de 20 ‰), alors que d'une manière générale les municipes conurbains de l'État de Mexico présentent des taux dans l'ensemble faibles. Ces chiffres contredisent donc l'image répandue selon laquelle l'insécurité régnerait tout spécialement dans les périphéries populaires de l'agglomération, et notamment celles de l'État de Mexico. Jérôme Monnet⁷ a déjà montré combien la presse avait tendance à associer les phénomènes d'insécurité à l'État de Mexico. En comparant à travers une large revue de presse la proportion d'article consacrés à l'insécurité dans la presse de la capitale suivant l'espace considéré, il avait en effet noté que 14,3 % des titres concernant l'État de Mexico, contre 2 % seulement des titres concernant le centre historique, évoquaient l'insécurité alors que seuls 2 % de ceux concernant le centre historique l'avaient pour thème. La carte 1 montre ici le décalage entre ces perceptions et représentations erronées de la géographie de la délinquance à Mexico véhiculées par la presse et la réalité des chiffres de la PGJDF.

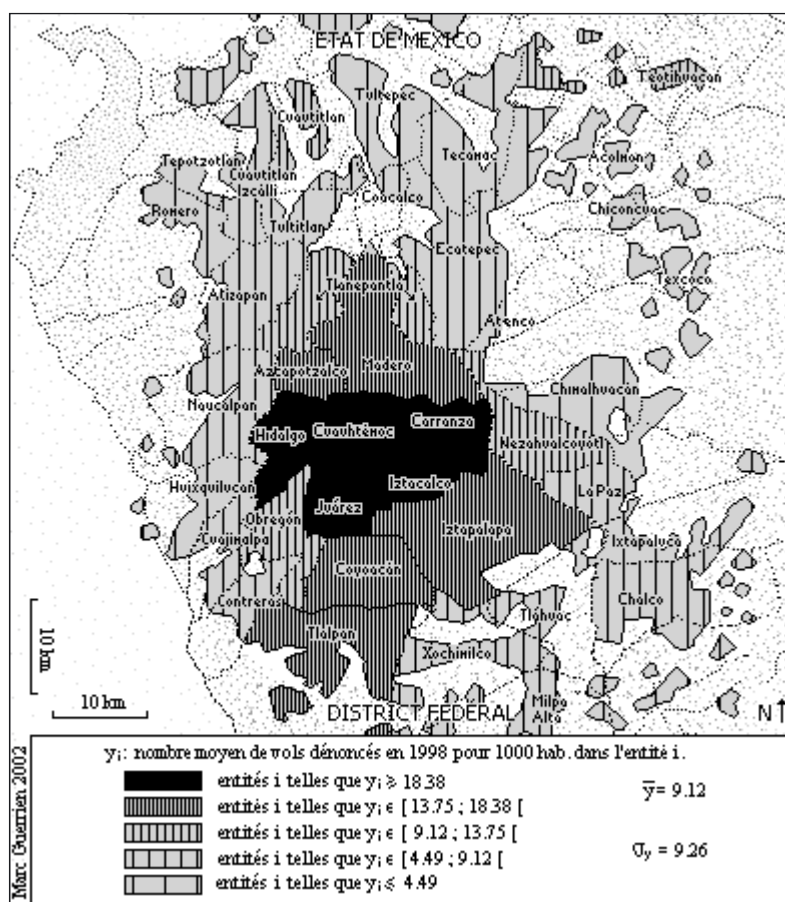
Quoi qu'il en soit, pour en revenir à la question de la prétendue nature aléatoire de la délinquance, la carte 1 montre clairement qu'il existe bien une logique spatiale dans la distribution de la délinquance. Les délégations les plus favorisées (Miguel Hidalgo, Cuauhtémoc, Benito Juárez et Coyoacán sont les délégations ayant les meilleurs indicateurs socio-économiques) et d'une manière générale les entités centrales sont en effet les plus touchées. La géographie de la délinquance nous indique donc qu'il est faux d'avancer que le crime se produit complètement « au hasard et en dehors de tout contrôle ».

Cependant la cartographie de la délinquance diffère nettement suivant le type d'actes considérés, et la logique centre-périphérie ne s'applique pas à l'ensemble de ceux-ci.

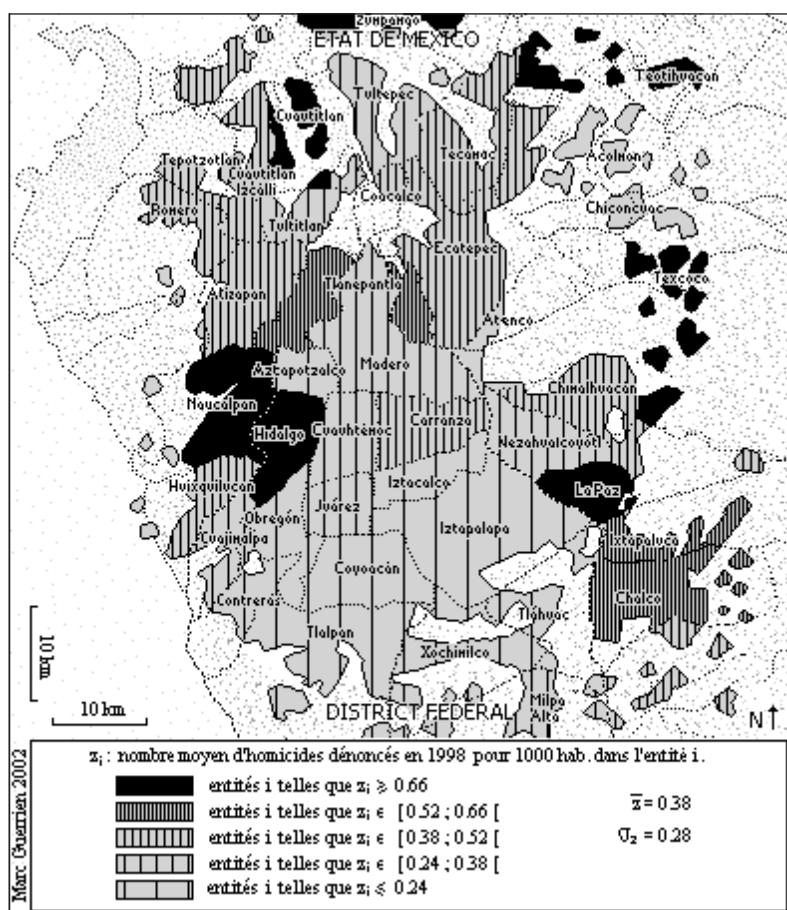
En effet, si pour les vols (Carte 2) on retrouve une logique centre-périphérie plus marquée encore que dans la carte 1, dans le cas des homicides (Carte 3), ce sont plutôt les délégations et municipes conurbains périphériques qui enregistrent les taux les plus élevés alors que les entités centrales sont relativement épargnées.

Il s'agit donc ici de deux logiques spatiales complètement différentes, voire opposées, ce qui nous laisse envisager l'existence d'une démarcation assez nette entre la petite délinquance certes généralisée mais peu ou pas violente (Carte 2) et la grande délinquance, certes violente mais limitée dans l'espace et en nombre (Carte 3). Cette démarcation, qui laisse penser que les homicides ne sont pas très liés au reste de la délinquance et donc que les auteurs (comme les victimes) de petits

CARTE N° 2 : TAUX MOYEN DE VOLS DÉNONCÉS EN 1998
DANS LES PRINCIPALES ENTITÉS DE L'AMCM



CARTE N° 3 : TAUX D'HOMICIDE DANS LES PRINCIPALES ENTITÉS DE L'AMCM



délits ne sont pas forcément les mêmes que ceux concernés par les crimes violents et les meurtres est totalement oubliée par Ruiz Harrell et le discours dominant. Ils font l'amalgame entre tous les types de délinquance sans aucun discernement.

Pourtant, les chiffres montrent bien que les nombreux délinquants sévissant dans le centre ne sont pas, dans leur immense majorité, les « tueurs » que Ruiz Harell voudrait nous dépeindre. Les vols ont lieu là où il y a de la richesse, alors que les homicides ont lieu partout, particulièrement dans les délégations populaires (à l'exception notable de celle d'Hidalgo), ce qui donne à penser que les homicides sont plus à mettre en relation avec des logiques de « règlements de compte » personnels (vengeances, drames passionnels) ou entre bandits (dans le cadre de systèmes plus ou moins « mafieux »), alors que les victimes de vols sont plus anonymes. En un mot, on tue plutôt des gens que l'on connaît, alors que l'on vole avant tout ceux que l'on ne connaît pas.

Par ailleurs, la conclusion hâtive de Ruiz Harrell qui revient à présenter le délinquant comme un individu incontrôlable n'obéissant à aucune règle peut être contestée par le fait que la majorité des actes de délinquance ne sont pas des « attaques », mais plutôt de petits délits commis discrètement et habilement (les pickpockets qui opèrent dans les allées des marchés ou dans les rames et couloirs du métro sont souvent très professionnels, voire de véritables experts...) ou lâchement (vol à la tire). La carte 2 montre ainsi que les vols ont très majoritairement lieu dans les lieux d'intense circulation comme les délégations du centre : le métro, les grands marchés et rues commerçantes où des foules anonymes transitent sont propices aux délits mineurs discrets. Et il est raisonnable de penser que les femmes sont les principales victimes de ce type de petites exactions souvent pénibles et condamnables, mais qui ne sauraient être qualifiées pour autant d'« attaques sauvages ». Les véritables attaques et agressions violentes ne représentent quant à elles qu'une faible part du total des délits et semblent concerner principalement les hommes. C'est du moins ce que laissent penser les chiffres de l'INEGI concernant les morts violentes dont homicides puisque ceux-ci touchent presque quatre fois plus d'hommes que de femmes⁸.

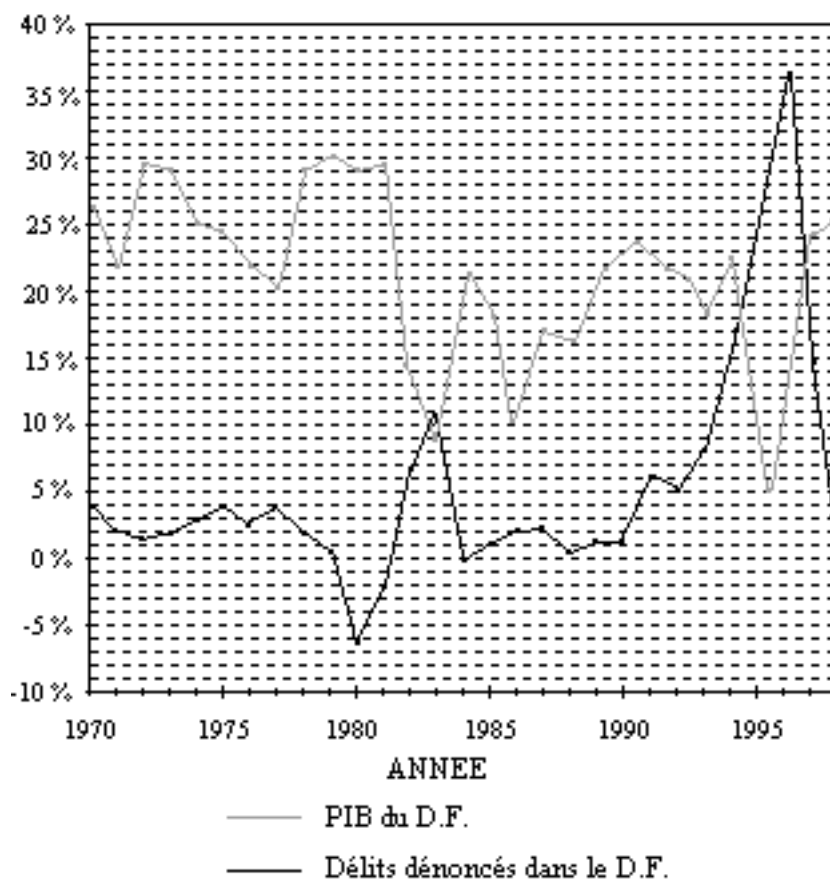
La géographie de la délinquance à Mexico nous montre donc que l'interprétation de Ruiz Harrell mérite d'être considérée avec beaucoup de circonspection. Implicitement, elle entre dans une logique de justification de la généralisation de la répression (fût-elle aveugle), notamment à l'encontre des jeunes des quartiers populaires. En affirmant que les délinquants sont dénués de « sentiments moraux élémentaires », qu'ils attaquent n'importe qui, n'importe où et n'importe comment, on ne fait que leur nier toute forme d'humanité pour ensuite en conclure qu'ils ne sont pas « récupérables » par la société et qu'ils ne méritent aucune clémence. Le refrain est bien connu, mais avec toutes les erreurs recensées dans la partition, on comprend pourquoi la mélodie sonne si faux aux oreilles averties.

Pourtant ce type de discours reste très répandu dans la presse écrite et audiovisuelle mexicaine, notamment celle qui, à l'image du quotidien *Reforma*, est proche du Parti action nationale (PAN). L'exemple de cette enquête, aux procédés et aux résultats douteux nous donne finalement plus une indication sur les discours dominants sensationnalistes et catastrophistes que sur l'état réel et l'ampleur de la délinquance. On peut penser que cet alarmisme auquel contribue plus encore la télévision grâce à la force des images favorise la diffusion du sentiment d'insécurité au moins tout autant que la réalité des actes de délinquance. Chaque jour pratiquement, une attaque à main armée ou une agression violente est diffusée en long et en large par les grands médias, mais combien de voix s'élèvent pour signaler l'absence totale de représentativité de ces événements dans une agglomération vingt fois millionnaire en population ? En contrepartie, combien de reportages sur le quotidien paisible de la majorité des quartiers populaires ? Sans doute de tels reportages ne seraient pas de nature à doper l'audimat ou à faire vendre les journaux.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DÉLINQUANCE

Pour essayer d'expliquer l'augmentation de la délinquance, Ruiz Harrell établit une comparaison entre la croissance de celle-ci et la croissance économique. Son objectif est de montrer qu'une croissance macroéconomique forte entraîne mécaniquement une baisse de la délinquance. Pour étayer cette thèse, il nous propose le graphique suivant.

GRAPHIQUE 2 : CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DÉLINQUANCE : LES COURBES DE RAFAEL RUIZ HARRELL

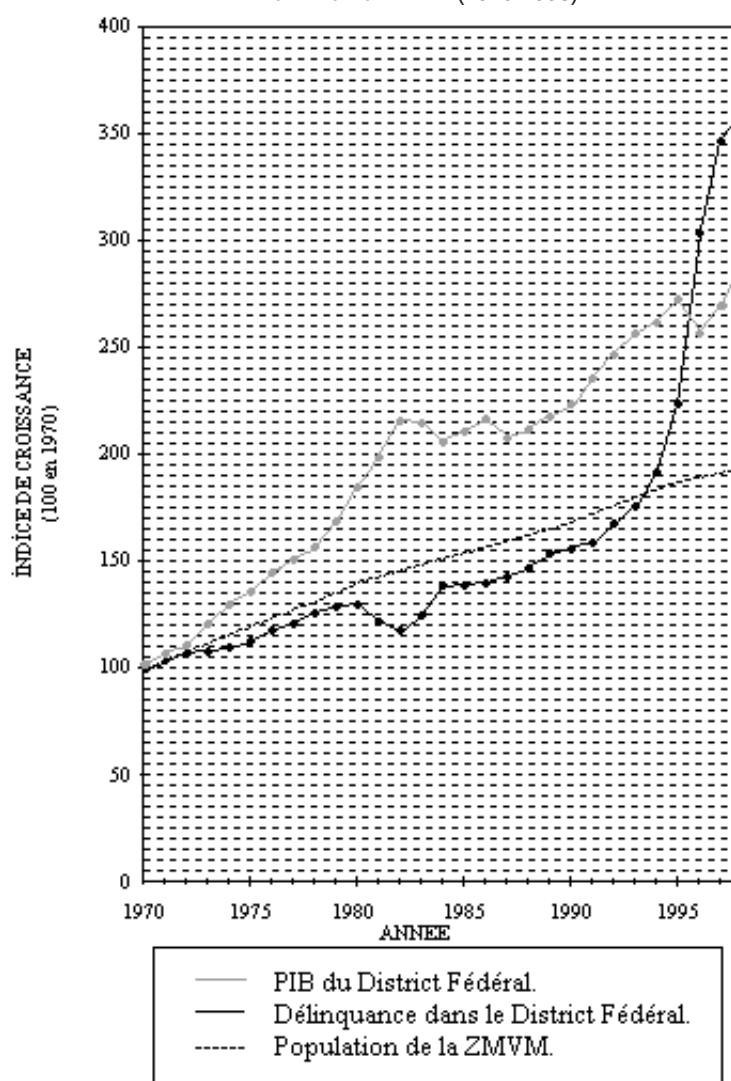


Ce graphique est censé montrer une symétrie entre les deux courbes : lorsque le PIB augmente, la délinquance baisserait, et vice versa. Malheureusement, le procédé est une fois encore plus que douteux. Tout simplement parce qu'un tel graphique pose de graves problèmes méthodologiques, ce qui explique d'ailleurs, comme souvent dans ces cas-là, qu'il soit si peu intelligible. En effet, prendre pour élément de comparaison la hausse et la baisse des taux de croissance n'a aucun sens⁹, en raison de leur mode de calcul¹⁰ et constitue une erreur élémentaire qui biaise forcément l'analyse ultérieure de Ruiz Harrell. Pour pouvoir étudier le lien

entre l'évolution du PIB et celle de la délinquance, il aurait fallu réaliser un tout autre type de courbe, en partant d'indices rendant la comparaison possible.

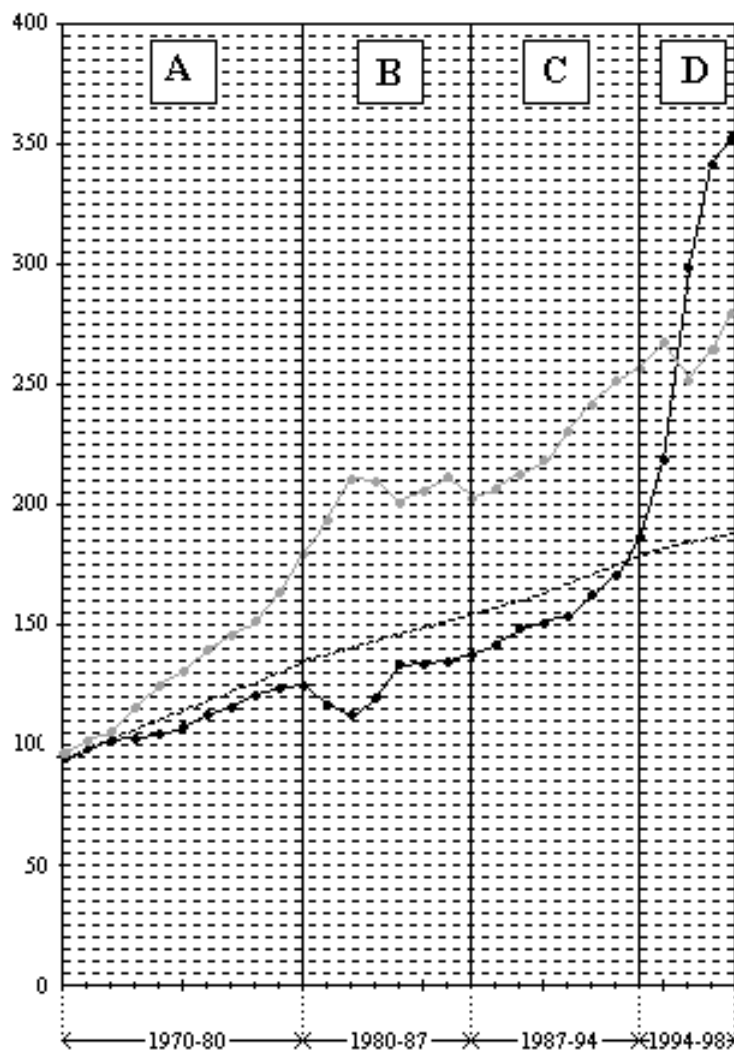
C'est ce que nous proposons de faire ici, afin d'y voir plus clair. Ci-dessous les courbes comparées du PIB et de la délinquance sur la période 1970-1997 (indice 100 en 1970). Nous y avons ajouté celle de la population car ces croissances, calculées à partir de données brutes, doivent toujours être rapportées à la croissance de la population.

**GRAPHIQUE 3 : ÉVOLUTIONS COMPARÉES DU PIB ET DE LA DÉLINQUANCE
DANS LE DISTRICT FÉDÉRAL (1970-1998)**



Les évolutions apparaissent ici beaucoup plus clairement, et il est maintenant possible d'établir des comparaisons entre les courbes. En observant bien, on peut distinguer quatre grandes phases dans la période étudiée. Appelons-les simplement A, B, C, et D.

GRAPHIQUE 4 : PHASES DE L'ÉVOLUTION PIB/DÉLINQUANCE DANS LE DISTRICT FÉDÉRAL (1970-1998)



La phase A correspond aux années 1970 et se caractérise par une corrélation négative entre croissance économique et augmentation de la délinquance. En effet, au cours de cette période, le PIB du District fédéral augmente beaucoup plus rapidement que sa population, et même que la population de l'ensemble de la vallée¹¹, alors que la délinquance augmente moins rapidement que celle-ci. Autrement dit, alors que le taux de croissance économique augmente nettement

par rapport à celui de la population, la délinquance baisse relativement à l'augmentation de l'effectif de la population de la vallée. La phase A correspond à une période, les années 1970, où la croissance économique bénéficie à de larges couches de la population mexicaine, ce qui est sans doute un facteur explicatif important du déclin relatif de la délinquance à ce moment-là.

La phase B se caractérise, elle aussi, par cette corrélation négative, mais dans une conjoncture économique cette fois-ci beaucoup moins stable et monotone. Le pic de croissance de la fin des années 1970 et du début des années 1980 se traduit ainsi par une nette chute de la délinquance – non seulement par rapport à la population mais même en valeur absolue –, alors que la crise de 1982 et la dépression qui s'ensuit entraîne une remontée de la délinquance. Les phases A et B correspondent donc à des configurations allant dans le sens de l'hypothèse de Ruiz Harrell selon laquelle une croissance économique soutenue suffirait à résoudre le problème de la délinquance.

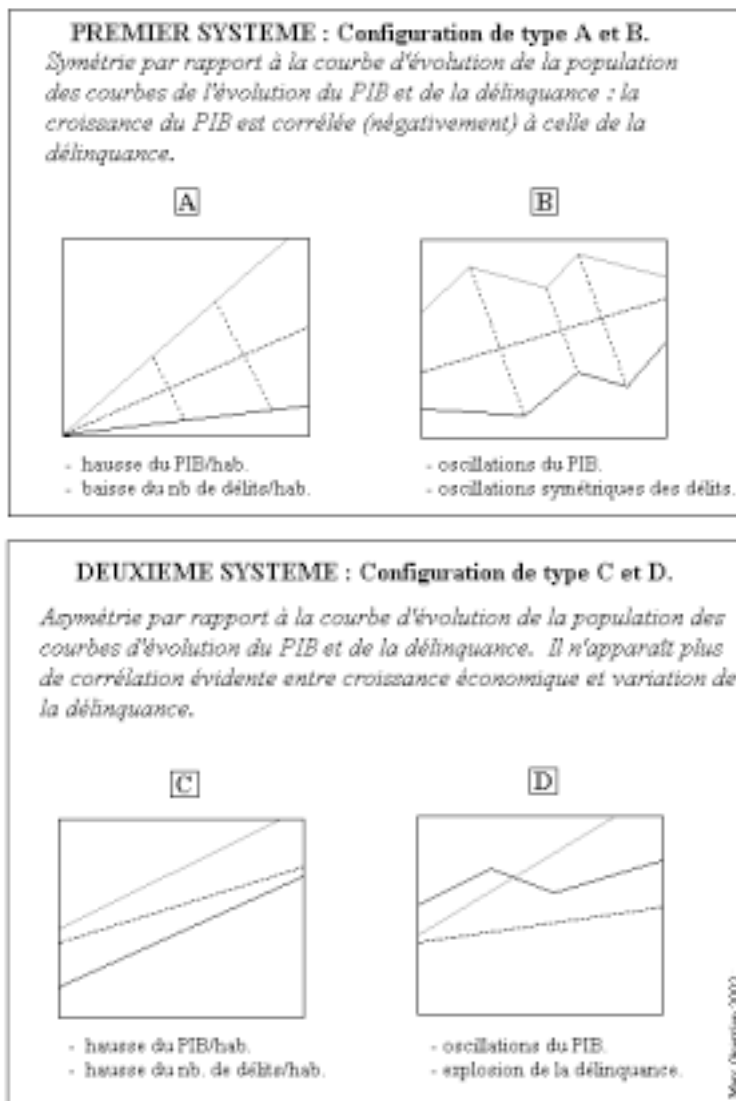
Cependant les phases C et D viennent contredire cette hypothèse. La représentation peu rigoureuse et inappropriée, pour ne pas dire fausse, que fait Ruiz Harrell de l'évolution comparée de la croissance du PIB et de celle de la délinquance ne permet pas de saisir ce que l'on voit nettement apparaître ici avec la représentation par indice que l'on a élaborée. À savoir qu'à partir de la fin des années 1980 la croissance macroéconomique ne permet plus d'enrayer la montée de la délinquance. La phase C correspond à une période où la croissance du PIB est soutenue et celle de la délinquance tout autant. Pour la première fois, cette dernière devient d'ailleurs plus rapide que celle de la population. Quand à la phase D, elle est marquée par une véritable explosion de la délinquance dans un contexte macroéconomique et démographique pourtant relativement favorable, malgré la crise de 1994.

Il est donc hâtif et très simplificateur de penser qu'il existerait une formule du genre : « Plus de croissance économique → Moins de délinquance ».

En effet, si dans le contexte actuel, la croissance économique est sans doute une condition nécessaire au recul de la délinquance à Mexico, elle n'est pas suffisante, comme le montre l'évolution des courbes durant les phases C et D, et l'on regrettera que Ruiz Harrell n'intègre pas dans son analyse d'autres paramètres – tels la répartition de la croissance entre les différentes couches de la population ou la proportion de jeunes dans la pyramide des âges. Sa représentation erronée le conduit ainsi sans surprise à des conclusions erronées, ou pour le moins incomplètes.

Car au cours des années 1980 et 1990, période correspondant précisément aux phases C et D, les écarts de richesse se sont amplifiés au sein de la société mexicaine et de la capitale. Les réformes libérales et le démantèlement de l'appareil d'État menés notamment par les gouvernements de MM. Salinas et Zedillo ont accentué les inégalités sociales, malgré la croissance économique. L'enquête nationale sur les revenus et dépenses des foyers mexicains de 1998¹² montre ainsi que le revenu mensuel moyen disponible dans les 10 % des foyers les plus pauvres était en 1998 de 28 % inférieur à celui de 1994, date de la précédente enquête de ce

SCHÉMA 1 : « PHASES DE L'ÉVOLUTION PIB/DÉLINQUANCE »



type réalisée par l'INEGI¹³. Au cours de la même période, la part de Mexicains vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 69 % à 76 % de l'ensemble de la population. Pour Julio Boltvinik Kalinka, chercheur au Colegio de México et spécialiste des problèmes de pauvreté et de distribution des revenus, croissance économique ne rime ainsi pas toujours avec réduction de la pauvreté¹⁴ :

« Quand le modèle économique suivi jusqu'à maintenant au Mexique arrive à générer de la croissance, cela s'accompagne d'une croissante concentration des revenus et d'une accentuation de la pauvreté dans les strates les plus pauvres¹⁵. »

À la lumière de ce propos et des chiffres précédents, l'analyse des courbes correctement représentées par indice nous incite à penser que le problème de la délinquance au Mexique et dans sa capitale est au moins autant social que lié à la croissance économique, et que la relance de celle-ci ne garantit en rien la baisse du nombre des pauvres, et donc des délinquants potentiels. Mais Ruiz Harrell, et le quotidien *Reforma* dans lequel il dispose d'une tribune hebdomadaire, se gardent bien d'intégrer cet élément à leur analyse. On peut y voir la conséquence de leur proximité politique avec le PAN dont le programme de réformes économiques et les résultats ne diffèrent guère de ceux menés sous les dernières législatures du PRI. Le vrai point d'inflexion, le « changement » pour utiliser une terminologie utilisée inlassablement par le nouveau président Vicente Fox durant sa campagne (dont les mauvaises langues disent qu'elle ne s'est pas encore achevée), semble en réalité avoir eu lieu dans les années 1980, plutôt qu'avec l'alternance politique formelle de la fin de siècle.

Toutefois, il ne faut pas tomber dans le travers inverse qui consisterait à associer exclusivement l'augmentation de la délinquance à celle des inégalités sociales et de la pauvreté. En effet, un paramètre n'apparaissant pas dans les courbes mais non négligeable pour autant est celui de la structure par âge de la population. La population de Mexico est aujourd'hui jeune, et ce sont les classes d'âges 10-20 ans et 20-30 ans qui sont les plus nombreuses (elles représentent 37,35 % de la population totale du D. F. en 2000¹⁶). Or ce sont ces classes d'âges qui fournissent le plus de délinquants, en particulier de petits délinquants. Par conséquent, la hausse récente de la délinquance ne saurait être dissociée aussi d'un effet démographique structurel. La surpopulation dans les écoles, le manque de moyens du système éducatif et la mauvaise prise en charge des enfants par l'appareil scolaire qui en découle sont peut-être les facteurs explicatifs les plus importants de l'explosion de la délinquance à Mexico au cours de la dernière décennie.

Toutes ces remarques nous invitent à penser que l'on est plutôt en présence d'équations du type :

« Croissance économique + répartition équitable
(augmentation du niveau de vie des couches les plus vulnérables) =
moins de délinquance »

et

« Augmentation des inégalités sociales + augmentation de la proportion
de jeunes dans la population = plus de délinquance »

Par conséquent, une éventuelle diminution de la délinquance passerait par une diminution des inégalités sociales d'une part, et une meilleure prise en charge de la jeunesse urbaine d'autre part.

Le rôle joué par la jeunesse urbaine des quartiers populaires dans l'augmentation du sentiment d'insécurité nous amène précisément à aborder la question de la délinquance sous son autre aspect. De la délinquance, on connaît en effet généralement les victimes, mais plus rarement les auteurs. Il est nécessaire, de fait, pour les comprendre de s'intéresser aux auteurs des actes de délinquance, et

d'une manière plus générale à ceux qui leur sont associés. Or l'essor du phénomène des *chavos bandas* est communément associé à la montée de la délinquance et du sentiment d'insécurité à Mexico.

ESSOR DU PHÉNOMÈNE *BANDA*

Au Mexique, en particulier à Mexico, comme partout dans le monde occidental, les études sur la jeunesse se sont concentrées à partir des années 1980, et plus encore dans les années 1990, sur ces phénomènes de bandes juvéniles. Jusque là les études sur les mouvements juvéniles urbains avaient eu pour objets les groupes issus principalement des couches moyennes et aisées à la tête de mouvements étudiants hautement politisés. Il n'existait alors aucun amalgame entre jeunesse et délinquance. Le développement massif des *bandas* dans les périphéries de Mexico et le phénomène des *cholos* dans les villes frontières du Nord comme Tijuana ont éveillé l'intérêt de la recherche urbaine mexicaine pour ces questions, mais l'approche est en général différente de celle qui prévaut dans le cas par exemple d'études sur la jeunesse estudiantine : pour des raisons évidentes¹⁷, le regard ne vient plus depuis l'intérieur mais depuis l'extérieur – une subjectivité (disqualifiante) en remplaçant une autre (sympathisante). C'est pourquoi ces mouvements ont vite été étiquetés par les commentateurs : on les associe à la marginalité, à la désintégration familiale, une sorte de contre-culture néfaste qu'il faudrait combattre. Pourtant les politiques policières répressives contre ces mouvements jugés violents – au moins potentiellement – n'ont pas empêché leur essor. Dans ce contexte, il convient de s'interroger sur la pertinence du terme « marginaux » pour les qualifier puisqu'ils concernent, de près ou de loin, des dizaines de milliers d'individus.

Les travaux de Maritza Urteaga¹⁸, du groupe d'anthropologie urbaine de la UAM-Iztapalapa, et des différents chercheurs¹⁹ qui se sont intéressés à la question des *bandas* à partir des années 1980 marquent un changement : on privilégie une approche plus objective du phénomène. Ils mettent en lumière un certain nombre des caractéristiques de celui-ci. Premièrement, l'origine sociale des *chavos bandas* comme les quartiers où ils sont le plus nombreux montrent la nature prolétaire et populaire de ces mouvements. Par ailleurs, si les rassemblements juvéniles existaient depuis les années 1940 dans les quartiers populaires avec d'autres noms (*gavillas*, *palomillas*, *pandillas*), les chercheurs mettent directement en relation l'essor des mouvements actuels avec la crise structurelle de la société industrielle. Le chômage, le sous-emploi, la désinsertion scolaire qui touchent les milieux populaires et notamment les anciennes zones ouvrières seraient étroitement liés au phénomène *banda*. Ainsi, alors qu'avant on associait les mouvements de jeunesse *pandillera* à l'industrialisation, à la modernisation et à l'urbanisation, les *chavos bandas* sont, eux, généralement associés à la déstructuration industrielle, au chômage et à la croissance explosive des villes. Enfin, les études sur la question soulignent, en opposition avec les discours comme celui de García Robles²⁰ qui expli-

quaient jusqu'alors leur irruption par la désintégration familiale dans les « cultures de la pauvreté », l'importance du quartier et des liens primaires d'affection dans la constitution des bandes. On peut d'ailleurs penser que la forte inclusion à l'intérieur de la *banda* vient compenser l'exclusion à l'échelle de la société, en se nourrissant de celle-ci tout en contribuant à l'accentuer.

Quoi qu'il en soit, ces analyses rejoignent celles qui sont généralement faites sur la question des « banlieues » en France par exemple. Toutefois, on remarquera que l'importance des phénomènes est indépendante ici de mouvements ethniques ou para-religieux à la différence des situations rencontrées aux États-Unis ou en Europe de l'Ouest ; cela semble montrer que ces mouvements sont avant tout sociaux : les questions ethniques peuvent venir se superposer dans des sociétés où l'on trouve de fortes proportions de populations immigrées ou de minorités « raciales » dans les quartiers populaires, mais l'existence de phénomènes type *banda* dans une société comme la mexicaine où la population étrangère est presque nulle (et où les minorités les plus marginales comme les indigènes ne participent pas au phénomène) montre que l'essence du phénomène des *bandas* semble bien être avant tout sociale et économique.

De fait, les caractéristiques de ces groupes sont assez similaires à celles d'autres sociétés : vêtements, musique, langage codé propre, graffitis, bagarres, usage de drogues légales ou illégales, etc., ne différencient guère les *chavos bandas* mexicains de ceux du reste du monde.

Les *bandas*, entre microgroupes sociopolitiques et associations de délinquants

Face au développement de ce type de mouvements, il existe deux sortes d'approche et d'analyse, allant au-delà du clivage traditionnel gauche-droite. Francisco Gomez Jara est de ceux qui considèrent les *bandas* comme des organisations autonomes de jeunes de nature sociopolitiques. Il les assimile à des groupes qui résistent à partir de leur quartier à des impositions venues de l'État et de la société civile qu'ils jugent injustes ou contraires à leurs intérêts. De ce point de vue, malgré l'absence de programme politique et de volonté ou de perspective d'exercer un pouvoir à une échelle dépassant celle du quartier, il s'agit bien sous certains aspects de groupements de nature sociopolitique. Une autre approche, telle celle de Sergio Zermeno²¹, érige pour seules caractéristiques des *bandas* la violence, le vol, la drogue, l'insalubrité, en un mot l'individualisme propre au délinquant.

En réalité, il nous semble que le propre du mouvement *banda* et la lecture qu'on peut en faire sur le plan sociopolitique mettent en lumière ces deux aspects : politique et délinquance. L'un n'empêche d'ailleurs pas l'autre : les Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes (FARC), l'Armée Populaire Révolutionnaire (EPR) dans l'État de Guerrero au Mexique et même les différents groupes armés en Afghanistan ont eu ou ont toujours des activités politiques qui ne les empêchent pas, au contraire, d'avoir par exemple des liens avec et de tirer profit du narcotraffic. Vouloir opposer groupe de nature sociopolitique et groupe de nature délinquante comme le fait Maritza Urteaga à travers les propos respectifs de Gomezraja

et de Zermeño n'a donc pas forcément toujours un sens. Et même si ce phénomène d'imbrication entre le sociopolitique et la délinquance semble prendre un essor particulier dans un monde actuel caractérisé par sa fragmentation, il n'est pas inutile de rappeler que de tout temps les mouvements révolutionnaires²², à leur état embryonnaire, ont eu des liens avec certains réseaux délinquants. On pense par exemple, pour ne remonter qu'un siècle en arrière, au jeune Joseph Djougachvili (qui deviendra Staline), organisant des attaques à main armée de convoi dans sa Géorgie natale, ou encore au « héros » révolutionnaire mexicain Francisco Villa.

Nul doute donc qu'il est possible de voir cohabiter ces deux aspects différents (sociopolitique et délinquant) à l'intérieur d'un même groupe, et notamment, à l'échelle urbaine, d'une même *banda*. Mais résumer à une forme d'« individualisme anémique » comme le fait Zermeño le phénomène des *bandas* semblera bien réducteur à tous ceux qui ont l'habitude de vivre dans les quartiers populaires. Premièrement parce que les *bandas* ne sont pas des rassemblements de criminels se réunissant ponctuellement par pur intérêt comme le feraient par exemple des politiques ou des entrepreneurs dans le cadre d'alliances temporelles pour atteindre un objectif commun, elles constituent souvent des ensembles où existent de véritables amitiés bilatérales ou multilatérales profondément enracinées. Les liens sont forts entre les individus de la *banda*, et dépassent des intérêts ponctuels et éphémères. Le rite du tatouage, voué à laisser une marque d'appartenance indélébile, illustre l'importance donnée à la notion de fidélité chez les *bandas*. Ceci dit, tous les individus à l'intérieur de la *banda* n'ont pas forcément des liens très forts entre eux. Cela étant, par effet de réseau, la cohésion et la solidarité sont importantes à l'intérieur de la *banda*. C'est ce qui explique les relations conflictuelles que les *chavos bandas* entretiennent par exemple avec la jeunesse estudiantine et que constate Zermeño. La volatilité, le caractère parfois éphémère ou superficiel des relations pouvant exister dans le monde estudiantin apparaît aux jeunes *chavos bandas* comme de l'hypocrisie, des relations de pur intérêt comme une manifestation de l'individualisme et de l'absence de respect de valeurs fondamentales de solidarité vis-à-vis de ses semblables que des sociologues comme Zermeño, ayant une échelle de valeur et une grille d'analyse distinctes, leur reprochent à eux.

Deuxièmement, la *banda* ne peut être assimilée à un groupement de délinquants caractérisés par un « individualisme anémique » en raison du fait que ses limites ne sont généralement pas clairement définies. Il existe certes quelques groupuscules s'apparentant, eux, effectivement plus à des organisations criminelles mais ils sont totalement marginalisés à l'intérieur même de leur environnement socio-spatial direct. Ils sont pratiquement totalement exclus du « système » et hermétiques vis-à-vis des éléments extérieurs à la *banda*. Ils ont des codes vestimentaires ou linguistiques très précis qui leur permet de s'identifier entre eux. Mais ils sont très peu nombreux à Mexico. Quand on parle de *chavos bandas*, on désigne généralement une population beaucoup plus vaste que celle des *gangs*, d'où une certaine confusion. Faire l'amalgame entre *chavos bandas* et jeunes des quartiers conduit à augmenter démesurément l'importance des premiers. Tout

dépend donc de la population que l'on définit par *chavos bandas*. Si ceux-ci sont les jeunes aux faibles revenus qui « traînent » dans le quartier, parlent le langage de la rue, s'habillent en tenue décontractée (« jean-basket », ou survêtement), se retrouvent pour bavarder, consomment régulièrement ou occasionnellement drogues légales et illégales (alcool, marijuana, coke, colle), écoutent de la musique « urbaine » (mélange de hip-hop, rock, etc.), alors on peut effectivement affirmer qu'il s'agit d'une composante importante de la jeunesse populaire – surtout masculine – mexicaine. Mais dans ce cas, les caractériser uniquement par la violence, la délinquance et un « individualisme anémique » comme le fait Zermeño est très réducteur.

Maintenant si l'on définit les *chavos bandas* comme les jeunes équivalents aux membres des *gangs* nord-américains, on peut effectivement affirmer qu'ils se construisent une identité et que leur raison d'être est intimement liée à la délinquance, mais on ne peut alors plus les confondre avec l'ensemble de la jeunesse populaire tant leur proportion par rapport à l'ensemble est faible. Et il est impropre de les considérer comme population de référence pour traiter la question des rapports entre la jeunesse estudiantine (elle-même peu importante et très hétérogène) et la jeunesse populaire. En réalité, la majorité des *bandas* au Mexique sont des groupes dont le « territoire » est assez flou et généralement relativement ouverts et intégrés à leur quartier : leurs membres peuvent avoir des amis (d'enfance, de l'école, du quartier, etc.) qui n'en font pas partie mais qui gravitent dans leur environnement social. Identifier ceux-ci à la *banda* elle-même reviendrait à adopter une démarche similaire à celle qui consiste par exemple à assimiler l'Islam au fondamentalisme islamiste, et ce dernier au terrorisme aveugle et sanglant. L'existence de liens et le partage de certaines expériences et valeurs entre les jeunes des quartiers populaires avec des intégrants de *bandas* ne signifie pas pour autant qu'ils cautionnent ou approuvent les éventuelles dérives délinquantes ou violentes de ceux-ci, et encore moins qu'ils y participent. Tous les mouvements sociopolitiques ont leurs branches extrémistes, et faire l'amalgame entre l'ensemble d'un mouvement et ses courants extrêmes – qui sont souvent les plus « visibles » et de ce fait attirent l'attention des éléments extérieurs ayant une faible connaissance de l'environnement social dans lequel ils se développent – ne peut conduire qu'à les disqualifier dans leur ensemble et faire stagner l'étude dont ils sont l'objet.

Il existe en réalité toute une échelle de graduation dans le mouvement *chavo banda*, qui va du jeune étudiant consciencieux et sérieux mais aimant la musique urbaine et portant une chemise de footballeur américain et une paire de baskets au grand délinquant capable d'organiser avec quelques *alter ego* un enlèvement en vue d'une rançon ou de violer une jeune fille à la sortie d'une discothèque. Entre les deux, il y a le jeune étudiant qui parfois adopte un langage excessivement vulgaire ; puis celui qui consomme de temps en temps des substances illicites ; le jeune chômeur qui en consomme plus régulièrement et à qui il arrive aussi de « servir » ses *cuates*, se transformant subtilement et progressivement en un petit *dealer* ; celui à qui il arrive de commettre de petits larcins contre

des institutions (supermarchés) en prétextant que cela ne leur cause guère de dommages (phénomène que l'on pourrait qualifier d'« invisibilité de la victime », qui rend plus tolérable car moins cruel l'acte de délinquance) ; ou encore celui qui s'en prend directement mais sans violence à des personnes sous le prétexte que ce qu'il leur prend est beaucoup plus important pour lui qui est pauvre que pour elles qui sont riches ; celui qui en fait de même mais qui en vient parfois à la violence, etc. Dans ce contexte, il est parfois difficile de distinguer nettement une frontière claire entre le « bien » et le « mal ». Mais cela n'est pas l'exclusivité du mouvement *bandas*. Dans d'autres groupes sociaux, les plus aisés, il existe par exemple une échelle de graduation dans le traitement du personnel de maison qui va de la relation inclusive, respectueuse et cordiale avec la *muchacha* (intégration à la famille) aux abus sexuels sur celle-ci, en passant par l'indifférence, les insultes, le harcèlement, etc., et où la frontière entre ce qui est tolérable et toléré et ce qui ne l'est pas n'est pas toujours facilement délimitable.

Cette relativisation parfois extrême des valeurs et de la notion de justice est selon nous un élément majeur du phénomène des *bandas* et plus généralement des tensions ou conflits intra-urbains, de la même manière qu'il l'est dans nombre de conflits intra ou internationaux contemporains. Le rejet affiché de la part de ces groupes de jeunes du « système », de l'État et de la « société civile » (si tant est que cette expression ait un sens autre que l'opposition à une société incivile, voire incivilisée, aux contours peu clairs) engendre naturellement un rejet de ses normes juridiques. Dans son quartier populaire, un jeune pourra rentrer sans le lui demander dans la maison de son meilleur ami et y « squatter » (et donc violer la propriété privée), mais ne pourra pas tutoyer le grand-père de son *cuate* ou faire des avances à la sœur de son voisin (ce que la loi permet pourtant). De la même manière, dans des cas plus extrêmes, il sera toléré par les autres (du moins fermeront-ils les yeux) de voler la montre en or massif d'un *junior* qui s'est égaré dans le quartier, mais pas de refuser de prêter son ballon aux enfants qui le demandent pour jouer au football. Ces exemples rendent caduque l'expression de « zones de non-droit » : il s'agit de zones où existe souvent un *autre* droit dont les habitants sont tout aussi conscients que les habitants de la « société civile » sont conscients du droit officiel.

Le danger évident de tels phénomènes est que la fragmentation du droit en arrive à un point tel que chaque individu ou groupe d'individus en arrive à avoir son propre droit, ce qui revient finalement à la disparition de celui-ci. C'est sans doute ce qui explique la force des discours tels que celui de Ruiz Harrell. Néanmoins, le danger le plus grand pour la recherche urbaine est de tomber dans les clichés conduisant à regrouper sans discernement les délinquants dans une seule et même catégorie alors que, nous l'avons vu, les limites entre la légalité et l'illégalité, la délinquance et la non délinquance, peuvent parfois apparaître comme floues, notamment dans une société comme la mexicaine.

L'objet de cet article était précisément de montrer la subtilité des mécanismes en jeu dans le développement des phénomènes de délinquance et d'augmenta-

tion du sentiment d'insécurité. Ceux-ci ne peuvent être compris s'ils sont séparés du contexte social, démographique et culturel de cette fin de siècle. Les tendances à l'alarmisme, et les réponses émotionnelles à la délinquance qu'elles provoquent, empêchent souvent une analyse objective des phénomènes en cause et l'identification des racines profondes du problème, au risque de voir celui-ci s'amplifier. Il convient pourtant, plus que jamais, de conserver une approche rationnelle et mesurée sur les questions de délinquance, afin que les travaux sur ce thème puissent inspirer des mesures efficaces et ne deviennent pas un simple vecteur supplémentaire de diffusion d'un sentiment d'insécurité disproportionné. Celui-ci, à travers les comportements hostiles et les politiques répressives parfois aveugles qu'il inspire, semble n'avoir pour effet que de mettre à l'écart des pans entiers de la jeunesse urbaine populaire, pourtant majoritairement non délinquante et non violente, de la société autoproclamée « civile » mais qui n'hésite pourtant pas à se réfugier derrière ses polices pour exorciser ses peurs et affronter les questions sociales et humaines qui se posent aux sociétés urbaines contemporaines.

Notes

- 1 Aujourd'hui, le PRI est minoritaire dans chacune des seize délégations du District fédéral.
- 2 Réalisé à partir des données de la PGJDF.
- 3 414 de sexe féminin (soit 52,7 %) et 372 de sexe masculin (soit 47,3 %).
- 4 Rafael Ruiz Harrell, 1998, *Criminalidad y mal gobierno*, Mexico, Sansores y Aljures Editores.
- 5 Au moins jusqu'à l'arrivée au pouvoir du PAN.
- 6 Rafael Ruiz Harrell, *op.cit.*
- 7 Jérôme Monnet, 1993, *La Ville et son double, la parabole de Mexico*, Paris, Nathan.
- 8 Il y a eu 4 228 hommes assassinés pour 1 133 femmes assassinées en 1997.
- 9 Exemple simple : en passant de 1 à 2 on est en présence d'une augmentation de 100 %, puis en passant de 2 à 1 on est en présence d'une baisse de 50 %, alors que l'on est revenu à la valeur initiale. Comparer entre eux ces deux chiffres n'a donc aucun sens puisque cela donnerait l'impression que la hausse est deux fois plus grande que la baisse.
- 10 (Valeur d'arrivée – valeur de départ)/valeur de départ
- 11 On remarquera qu'il nous a semblé plus pertinent d'indiquer à titre indicatif la croissance de la population de l'ensemble de la Zone Métropolitaine de la Vallée de Mexico (ZMVM) plutôt qu'uniquement celle du District fédéral. En effet, la population du D.F. étaient déjà pratiquement stabilisée sur cette période et on ne peut nier la contribution des populations résidant dans les banlieues de l'État de Mexico à la croissance économique – compte tenu de la concentration des activités « formelles » dans le D.F. – comme aussi peut-être dans une certaine mesure (difficilement quantifiable) à la délinquance.
- 12 INEGI, *Encuesta nacional de ingreso gasto en los hogares*, 1998, Mexico.
- 13 INEGI, *Encuesta nacional de ingreso gasto de los hogares*, 1994, Mexico.
- 14 Entretien publié dans le journal *La Jornada* du 21 août 2000.
- 15 « Cuando el modelo económico seguido hasta ahora en México logra generar crecimiento, lo hace acompañado de una creciente concentración del ingreso y un incremento de la pobreza entre los estratos mas pobres. »

- 16 INEGI, 2001, *XII Censo General de Población y vivienda 2000*, Mexico.
- 17 Un chercheur est généralement bien plus familier du monde étudiant que de celui des quartiers populaires, au Mexique sans doute plus encore qu'ailleurs.
- 18 Maritza Urteaga Castro-Pozo, « Identidad y jóvenes urbanos », dans Amparo Sevilla, Miguel Ángel Aguilar (coord.), 1996, *Estudios recientes sobre cultura urbana en México*, Mexico, Plaza y Valdes editores.
- 19 Voir bibliographie.
- 20 Jorge García Robles, 1985, *¿ Que transa con las bandas ?*, Mexico, la. Ed.
- 21 Zermeño, Sergio, 1988, *Nuevos planteamientos en la relación juventud popular-juventud estudiantil. (Los estudiantes y el pueblo : una relación difícil)*, II Seminario Latinoamericano de investigadores sobre juventud, Mexico, 16-18 mai 1988, p. 42.
- 22 On entend par mouvements révolutionnaires ceux qui rejettent en bloc le fonctionnement de la société et entendent (ou « rêvent » de ?) la transformer radicalement.

Bibliographie

- Alarcon A., F. Henao et R. Montes Castro, 1986, *Las Bandas juveniles en una zona industrial de la ciudad de México*, Mexico, ENAH.
- Encinas G., J. L., 1994, *Bandas juveniles, perspectivas teóricas*, Mexico, Trillas.
- Feixa, Carles, 1993, *La Ciudad en la antropología mexicana*, Lleida, Cuadernos del departamento de Geografía e Historia, Universidad de Lleida.
- Fuentes, Mario Luis (coord.), 1994, *Jóvenes en el fin del milenio*, Mexico, Espasa-Calpe.
- García Robles, Jorge, 1985, *¿ Qué transa con las bandas ?*, Mexico, la. Ed.
- Gomezjara, Francisco, 1987, *Las Bandas en los tiempos de crisis*, Mexico, Nueva Sociología.
- Gomezjara, Francisco, 1987, *El Pandillerismo en el estallido urbano*, Mexico, Fontamara.
- INEGI, 1995, *Encuesta nacional de ingreso gasto en los hogares*, 1994, Mexico.
- INEGI, 1999, *Encuesta nacional de ingreso gasto en los hogares*, 1998, Mexico.
- INEGI, 2001, *XII Censo general de población y vivienda 2000*, Mexico.
- Monnet, Jérôme, 1993, *La Ville et son double, la parabole de Mexico*, Paris, Nathan.
- Nateras, Alfredo, 1994, « El Uso social de drogas : una mirada de-construccionista », *Iztapalapa* n° 35, p. 113-130.
- Ruiz Harrell, Rafael, 1998, *Criminalidad y mal gobierno*, Mexico, Sansores y Aljures Editores.
- Urteaga Castro-Pozo, Maritza, « Identidad y jóvenes urbanos », dans Amparo Sevilla, Miguel Ángel Aguilar (coord.), 1996, *Estudios recientes sobre cultura urbana en México*, Mexico, Plaza y Valdes editores.
- Valenzuela A., 1984, « El cholisismo en Tijuana (antecedentes y conceptualización) », *Revista de estudios sobre la Juventud*, n° 1, janvier-mars 1984, p. 37-68.
- Zermeño, Sergio, 1988, *Nuevos planteamientos en la relación juventud popular-juventud estudiantil. (Los estudiantes y el pueblo : una relación difícil)*, II Seminario Latinoamericano de investigadores sobre juventud, Mexico, 16 au 18 mai 1988, p. 42.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Le propos de l'article est d'aborder à la fois la problématique de la montée des différents types de délinquance à Mexico au cours des dernières décennies, et celle de l'accroissement du sentiment général d'insécurité, en partant de l'hypothèse qu'elles s'alimentent réciproquement l'une l'autre. L'analyse statistique et socio-spatiale des délinquances doublée d'un regard anthropologique sur la question nous conduit à formuler une critique des discours dominants qui accompagnent et contribuent à la diffusion d'un sentiment parfois disproportionné d'insécurité parmi de larges couches de la population, dans la mesure où ils sont repris par les grands médias.

El propósito del artículo es abordar a la vez la problemática del incremento de los diferentes tipos de delincuencia en la ciudad de México en los últimos decenios y la del sentimiento generalizado de inseguridad, partiendo de la hipótesis de que se alimentan mutuamente. El análisis estadístico y socio-espacial, aunado a una mirada antro-

pológica enfocada al problema, nos conduce a formular una crítica de los discursos dominantes que acompañan y contribuyen, en la medida en que son retomados por los grandes medios de comunicación, a la difusión entre grandes grupos de la población de un sentimiento algunas veces desproporcionado de inseguridad.

The purpose of this article is to examine the increase of different kinds of delinquency in Mexico City during the last decades and the growing feeling of insecurity among the population. These two questions are examined assuming a mutual dependence between them. Our statistical and socio-spatial analysis of this delinquency together with an anthropological view of these problems leads us to a critical appraisal of the dominant rhetoric on the question, a rhetoric that contributes, in the measure that mass-media repeat it, to the spread of an exaggerated feeling of insecurity among large parts of the population.



FRESQUE MURALE SUR LA PLANTA DE ASFALTO DE MEXICO. L'IMAGE DE LA FEMME ET DE LA MÈRE NE SE LIMITE PLUS AUX STÉRÉOTYPES TRADITIONNELS, MEME SI LES REPRÉSENTATIONS DE LA COLÈRE MATERNELLE FACE À L'INJUSTICE ET À LA VIOLENCE FONT PARTIE DU PATRIMOINE ARTISTIQUE MEXICAIN. (CLICHÉ : ALAIN MUSSET).

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES ET LES NOUVEAUX ENJEUX FÉMINISTES AU MEXIQUE

MIRIAM LANG*

LE MEXIQUE, ce pays si souvent considéré comme le « berceau du machisme », a entamé un ample processus de réformes dans ses politiques consacrées aux femmes. Actuellement, aucun parti politique mexicain ne pourrait se permettre de ne pas inclure l'équité entre les sexes dans ses programmes. Ces nouvelles politiques en direction de la population féminine ont été particulièrement productives dans le domaine de la violence faite aux femmes, depuis la décennie des années 1990. Sur le plan législatif, en 1991, la définition juridique du délit de viol a été élargie, la peine correspondante augmentée, et la figure délictueuse de « harcèlement sexuel » a été introduite dans le Code Pénal. En 1996 et 1997, le Sénat et le Parlement ont adopté des lois contre la violence au sein de la famille, qui sanctionnent désormais aussi le viol conjugal. Dans les années 1998, 1999 et 2000, on a modifié la législation familiale, en raccourcissant la procédure de divorce et en introduisant, entre autres, des mesures de protection pour les femmes maltraitées.

Dans la même période, toute une série d'établissements publics a été créée à Mexico pour accueillir, conseiller et aider les femmes qui avaient vécu la violence. Aujourd'hui, la capitale du pays compte quatre commissariats de police spécialisés en délits sexuels, un centre de thérapie pour victimes de viols et abus sexuels, une unité centralisée d'accueil et d'orientation en cas de violence familiale, et dix unités décentralisées dans les quartiers, au service de la même cause. De plus, on a installé un centre d'orientation juridique pour les femmes subissant une discrimination quelconque ou harcelées au travail, et une maison refuge où les femmes maltraitées peuvent vivre pendant qu'elles remettent de l'ordre dans leur vie. Étant donné que la capitale du pays donne traditionnellement

* Lateinamerika institut, Freie Universität Berlin

l'exemple pour les 31 États fédéraux, ceux-ci commencent progressivement à introduire des mesures semblables.

La façon dont la violence sexiste est perçue et discutée dans l'opinion publique mexicaine a également changé en profondeur. D'une part, la violence faite aux femmes qui, il y a peu, ne servait qu'à alimenter les commérages et ne figurait aucunement sur l'agenda politique, en fait maintenant partie depuis la fin des années 1980. D'autre part, du moins pour de vastes secteurs de la population urbaine, elle provoque aujourd'hui une indignation qui peut être considérée comme une nouveauté. Il y a quelques années encore, la violence qui s'exerçait au sein de couples hétérosexuels (viols inclus) et le harcèlement sexuel étaient considérés comme des pratiques quotidiennes légitimes et « naturelles » – c'est-à-dire qu'elles n'étaient pas remises en question par la société. Aujourd'hui, d'après une enquête assez récente, plus de 70 % des habitant(e)s adultes de Mexico considèrent que la violence familiale est le plus important des « délits graves » (*La Jornada*, 16 janvier 2001). Il est devenu possible d'évoquer publiquement un sujet comme le viol, qui était vu auparavant comme un délit d'honneur, pouvant se « réparer » légalement par un mariage entre le violeur et sa victime¹. Une femme qui dénonce publiquement son violeur peut compter aujourd'hui sur la solidarité d'une bonne partie des médias.

MESURES DE MODERNISATION OU SUCCÈS FÉMINISTES ?

Sans aucun doute, c'est en grande partie le mérite des féministes d'avoir introduit ces sujets dans le discours social, ainsi que d'avoir contribué à la formation d'une conscience collective de l'illégitimité de ces pratiques. Non seulement elles ont rendu publics, depuis les années 1970, de nombreux cas de violence et ont par là sensibilisé une partie de l'opinion, mais elles ont aussi développé les conceptions théoriques et même juridiques de ce que signifient réellement un viol, des sévices ou bien le harcèlement sexuel. Jusqu'à nos jours, les représentants de l'État s'appuient sur des éléments du discours féministe – considéré par ailleurs, entre-temps, comme un discours d'experts – pour justifier leurs propres initiatives concernant la violence faite aux femmes.

Les féministes mexicaines, qui n'ont jamais été très nombreuses, ont donc su utiliser très habilement les différentes possibilités d'action qui se présentaient au cours du processus de réformes politiques qu'a vécu le Mexique. Elles ont publié régulièrement, autant dans leurs propres magazines que dans des journaux de grande diffusion. Lors de cas spectaculaires de viols, elles ont organisé des campagnes publiques de soutien aux victimes. Elles se sont également présentées à plusieurs élections, d'abord en négociant avec des partis de l'opposition pour obtenir des places sur leurs listes, comme en 1988 et 1991, et à partir de 1996 en fondant des « associations politiques nationales » féministes, nouvelle structure politique qui

venait d'être légalisée. Au Parlement, elles ont forgé des alliances tout à fait inédites entre les députées femmes, incluant tous les partis, qui ont agi comme un lobby en faveur de la cause des femmes et ont accompagné certains projets de loi au cours des longs processus de négociation qui ont conduit finalement à leur approbation.

En dehors du Parlement, les féministes se sont également alliées à des personnalités de la vie publique, afin de former des groupes de pression concernés par la violence faite aux femmes². Elles ont en outre fondé de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) – en 1994, il en existait 97 qui travaillaient sur le domaine du genre dans l'ensemble du pays, dont presque la moitié à Mexico (Tarrés, 1996 : 12). Enfin, elles ont mis leurs connaissances à disposition des gouvernements (municipal de Mexico et fédéral) en participant à des comités de consultation ou en acceptant des postes publics.

Cependant, cette série de réformes politiques centrées sur la violence exercée contre les femmes ne peut pas être considérée simplement comme un succès des féministes. Il y a plutôt eu toute une série de raisons qui ont obligé les gouvernements mexicains des dernières décennies dirigés par le Parti de la révolution institutionnelle (PRI) à agir en ce sens. D'abord, il fallait répondre aux conventions internationales contre la discrimination des femmes, signées et ratifiées dans le cadre des Nations unies, mais aussi de l'Organisation des États américains (OEA), pour augmenter le prestige international du pays et obtenir l'accès à certains crédits. Ensuite, depuis l'élection de M. Carlos Salinas de Gortari (1988), le pays a été soumis à un processus de modernisation accélérée qui, entre autres, a abouti à la création de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna). Dans ce contexte, il était impératif de réformer certaines lois concernant les femmes, dont les textes dataient littéralement du XIX^e siècle : il fallait donc les adapter aux valeurs et aux exigences actuelles de la société.

Enfin, à partir de la fraude des élections de 1988, on a commencé à pressentir le déclin du PRI, parti jusque-là omnipotent et aux commandes de l'État depuis 1929. Pour compenser la perte de légitimité occasionnée par cette fraude, le gouvernement de M. Salinas (1988-1994) a fait des concessions à plusieurs groupes de la société : entre autres à l'Église catholique qu'il a achevé de légaliser par la réforme constitutionnelle de 1992, mais aussi aux pauvres des régions rurales auxquels s'adressait le Pronasol – un programme de solidarité géré de façon centralisée par le président (Fox, 1997). Les femmes, représentées par les féministes, ont figuré également sur la liste de ces groupes.

Cependant l'élan réformateur du gouvernement de M. Salinas en matière de « violence de genre » fut tellement marqué que celui-ci réussit même à prendre l'initiative par rapport aux féministes. Ces dernières durent se résigner à réagir face à des mesures déjà prises par les institutions du pouvoir³. Cette situation a eu des conséquences sur le contenu et la direction des interventions féministes. Gerardo González, membre de l'organisation féministe Covac (*Asociación mexicana contra la violencia a las mujeres A. C.*) qui a joué un rôle prédominant dans la lutte contre la violence sexiste, résume ainsi la situation : « [...] lorsqu'un sec-

teur de l'État mexicain réussit à incorporer les principales réflexions provenant du féminisme au discours officiel, en ce qui concernait la violence de genre, la tradition contestataire et de protestation se retrouva dépourvue de sa base. [...] Entre 1990 et 1992, il n'y eut guère de différence entre les militantes féministes et les fonctionnaires du pouvoir juridique qui avaient affaire aux délits sexuels. Dès lors, les initiatives principales portaient de la sphère publique, tout comme les féministes l'avaient exigé pendant longtemps. » (González Ascencio 1993 : 38).

Les effets des réformes

Pour ce qui est des effets matériels que les réformes mentionnées ont eu sur la vie quotidienne au Mexique, la modestie s'impose. Étant donné le *statu quo* du système juridique mexicain, les réformes législatives effectuées ont probablement plutôt servi à augmenter le prestige des gouvernements qu'à aider concrètement les femmes touchées par la violence. Car il n'existe aujourd'hui au Mexique aucune sécurité juridique pour les femmes. Même le gouvernement de centre gauche du PRD, qui est entré en fonction fin 1997 dans la capitale, n'a pas réussi à modifier les structures et les mécanismes de fonctionnement des organes de sécurité et du système juridique de Mexico. Certes, le manque d'un État de droit, qui constitue un des plus grands obstacles vers une société plus démocratique, commence à préoccuper les consciences au Mexique, mais pour l'instant, la *Procuraduría de Justicia* et le système judiciaire en général continuent à fonctionner, dans la plupart des cas, en suivant le schéma traditionnel des loyautés masculines et du clientélisme. Cela signifie que, généralement, on donne raison au plus fort. C'est pourquoi surtout les femmes, mais aussi les hommes provenant de milieux défavorisés ou les Indiens, ont beaucoup de mal à faire valoir leurs droits individuels, qui sont pourtant garantis par la loi (Camp 1996 : 163 ; Galleguillos 1997 : 21).

Pour de multiples raisons, les centres d'accueil créés à Mexico à partir des années 1990 pour les femmes ayant subi des violences, sont loin de représenter une réponse adéquate au problème. D'abord, leurs capacités sont largement insuffisantes : pour une zone urbaine d'environ 20 millions d'habitants, il existe au total quatre commissariats spécialisés, un refuge de 75 places (enfants compris), un centre thérapeutique, et onze unités de conseil pour les cas de violence intra-familiale. Ensuite, dans la majorité de ces établissements municipaux, le taux de renouvellement du personnel est très élevé, pour des raisons d'épuisement psychologique et de mauvaise rémunération. Souvent, il n'y a ni temps ni argent pour des formations spécialisées, pour des cours de perfectionnement, ou pour un suivi psychologique, le personnel étant constamment confronté à des situations de crise. Cette situation a des conséquences tellement négatives pour la qualité des prestations qu'en 1999, soixante-six plaintes ont été déposées devant la Commission des droits de l'Homme de Mexico (CDH-DF) au sujet de mauvais traitements subis dans les commissariats spécialisés dans les délits sexuels. Souvent, le personnel ne dispose même pas d'un manuel qui explique comment procéder avec la clientèle qui arrive. Dans le cas des Unités d'attention à la violence intrafamiliale (Uavif),

la procédure est exprimée dans la loi elle-même mais, d'après les statistiques officielles, jusqu'en mai 2000, 70 % des couples qui étaient passés par cette procédure de « réconciliation » avaient basculé de nouveau dans la violence⁴.

Ce sont les changements à première vue les moins spectaculaires qui ont peut-être les plus grands effets, en particulier ceux qui sont introduits dans les discours officiels et dans la nouvelle législation et qui ont des effets à long terme sur le plan symbolique. Ainsi, de nos jours, les femmes ne sont plus considérées au Mexique comme de pures porteuses de la morale sociale et de la tradition, comme c'était encore le cas il y a quelques années. Les prescriptions de chasteté provenant du catholicisme ont disparu des lois de la capitale. En interdisant explicitement le viol conjugal, on a concédé pour la première fois aux femmes le droit d'autodéterminer leur sexualité. L'interdiction du harcèlement sexuel souligne également que les femmes sont des personnes, sujets dotés d'une volonté qu'il faut respecter (même si la loi correspondante s'avère impraticable juridiquement, étant donné que, jusqu'en mai 2000, aucune plainte dans ce domaine n'avait abouti à un jugement). La subordination des intérêts des femmes aux intérêts familiaux commence également à disparaître des textes – malgré le fait que, dans certaines lois contre la violence intrafamiliale, la protection de la famille en tant qu'institution prévaut toujours sur les droits personnels et l'intégrité des femmes⁵.

Dans le cadre d'un discours nationaliste qui a lui-même subi des transformations tout au long de la modernisation et de la libéralisation économique du pays, on accorde aujourd'hui moins d'importance à la famille qui, durant le règne du Parti révolutionnaire institution (PRI), était considérée comme le pilier de l'identité nationale. Aujourd'hui, la famille est moins regardée comme une école de toutes les vertus, moins idéalisée comme un groupe toujours solidaire dont la cohésion est assurée par une figure maternelle mythifiée. À la place de la famille patriarcale conçue comme la norme unique, on constate maintenant qu'il existe différentes formes de familles. Dans certains textes officiels, les familles sont simplement décrites comme des unités de cohabitation sociale où peuvent coexister des intérêts divergents, qui doivent se négocier au cours de processus équitables⁶. Dans le cadre de cette conception réformée de la ou des famille(s), il est devenu possible d'aborder publiquement les relations de pouvoir qui traversent cette institution, ainsi que la violence qui s'y exerce.

Dans la nouvelle version des textes gouvernementaux, on trouve de nombreux éléments provenant du discours féministe. La discrimination des femmes est maintenant abordée et quantifiée dans des statistiques qui font la différence entre les sexes. En outre, cette discrimination n'est plus attribuée à des facteurs biologiques ou bien à la « passivité féminine » – elle est analysée comme provenant d'un système culturel inéquitable et surtout modifiable. Dans les publications du PRD, à partir de 1997, les hommes et les constructions de la masculinité ont également fait leur apparition dans le débat officiel, c'est-à-dire que le masculin n'est plus considéré comme la norme indiscutable de l'humain. Les textes des gouvernements PRIste et PRDiste de la fin des années 1990 n'évoquent plus les

femmes seulement dans leurs fonctions de mères et d'épouses : ce sont des travailleuses, des professionnelles, des citoyennes et des individus. De plus, on commence à respecter la pluralité de la vie des femmes : elles ne sont plus systématiquement réduites à leur appartenance au sexe féminin, comme le sous-entendait l'expression « la femme » au singulier. C'est la preuve de l'existence d'un nouveau point de vue qui conçoit les femmes comme des personnes, caractérisées par une multitude de facteurs identitaires, et non plus comme une « fonction » impersonnelle de la société⁷.

Il faut cependant signaler que même sur le plan discursif, les textes analysés ici ont dans leur grande majorité une diffusion assez réduite, puisqu'il s'agit de discours de spécialistes, qui dépassent rarement la limite des cercles institutionnels. Cela est dû, entre autres, au fait que les nouveaux établissements publics ne font pas de publicité pour s'adresser au grand public : ils sont déjà saturés d'appels et de demandes sans y avoir recours. En revanche, on a commencé récemment à réformer l'image des genres véhiculée par les livres scolaires distribués gratuitement par le gouvernement et, depuis la fin des années 1990, quelques campagnes publiques de prévention contre la violence faite aux femmes ont été mises en route, sous forme d'affiches ou bien de spots télévisés. À long terme, c'est probablement là le moyen le plus efficace de lutter contre la violence sexiste.

Les avantages des nouvelles politiques pour l'État

Sans doute l'administration de M. Salinas de Gortari marque-t-elle le début de la fin de l'ère du PRI. Cependant, en son temps, elle a pu récolter les fruits de ses mesures populistes (entre autres de son combat contre les délits sexuels) pour améliorer l'image du gouvernement dans l'opinion publique. Ernesto Zedillo (1994-2000) a pu également démontrer son élan modernisateur à travers ses réformes contre la violence intrafamiliale, introduites à un moment où l'institution familiale était déjà remise en question, après la conférence mondiale des femmes de Beijing, et grâce à des enquêtes que des ONG mexicaines avaient menées avec des moyens financiers internationaux (Covac et al., 1995).

Mais une fois l'effet de propagande obtenu, l'intérêt que les élites au pouvoir ont porté aux nouveaux établissements publics contre la violence faite aux femmes, ou bien à l'application effective des nouvelles lois, s'est rapidement évanoui. Même le gouvernement de la capitale mené par le PRD, qui pouvait passer pour le plus engagé dans cette cause, ne concéda qu'un statut extrêmement fragile à ses centres d'accueil contre la violence intrafamiliale, en les faisant dépendre de la bonne volonté des futures administrations. Cette précarité s'exprime aussi dans les budgets : en pratique, toutes les nouvelles institutions de la capitale dans ce domaine dépendent d'autres portefeuilles ou bien des délégations (arrondissements), qui doivent leur consacrer (si elles le désirent) une partie de leur budget.

Outre l'effet de légitimer le pouvoir en place, les réformes en matière de violence ont apporté d'autres bénéfices à l'État mexicain dans le cadre de la mondialisation. Ainsi, celui-ci a non seulement répondu de façon exemplaire à ses obli-

gations internationales, mais il a acquis une position d'avant-garde dans le cadre latino-américain. À partir de 1997, des fonctionnaires provenant de plusieurs pays d'Amérique centrale ont suivi des formations en « traitement de victimes » dispensées par des expert(e)s mexicain(e)s (*La Jornada*, 9 janvier 2001). De même, la législation mexicaine correspond maintenant en grande partie au standard occidental de modernité. La nouvelle législation familiale facilite l'exercice d'une activité rémunérée pour les femmes et, par conséquent, leur intégration au marché. Jusque dans les années 1990, dans certains États fédéraux mexicains, les époux avaient encore le droit légal d'interdire à « leur » femme de travailler en dehors de la maison. Au printemps 2000, même la pénalisation de l'avortement a été réformée dans la capitale, sous l'administration du PRD. Cependant, ce n'est pas la permission pour raisons sociales qui a été introduite dans la législation – ce qui aurait évité à maintes Mexicaines de mourir entre les mains de faiseuses d'anges –, mais celle qui se fondait sur des critères eugéniques. Dans la perspective de l'État, cette approche permet d'envisager des économies dans le secteur médical, même si elle ne s'accorde pas nécessairement avec la loi sur la non-discrimination des personnes handicapées, promulguée au cours de la même période.

La nouvelle législation concernant les délits sexuels, introduite au début des années 1990, contribua aussi à légitimer l'introduction de nouvelles politiques de sécurité, qui accordèrent à l'État de larges compétences afin de combattre le « crime organisé » et pour prévenir les délits. Dans le cadre de la mondialisation néolibérale, une telle augmentation du pouvoir de contrôle et du pouvoir punitif de l'État est un atout sur le plan économique, malgré les éléments antidémocratiques qu'elle implique, puisqu'elle attire les investissements par la garantie d'une certaine stabilité politique. Concrètement, le procureur général de la capitale, Ignacio Morales Lechuga, était non seulement un des alliés les plus importants des féministes dans leur combat contre le viol et l'abus sexuel, mais il était aussi l'un des principaux architectes de ces nouvelles politiques de sécurité, mises en œuvre à partir de 1995 (González Placencia, 2000 : 89). Par ailleurs, les premières institutions pour femmes violées ou battues, créées entre 1989 et 1991 sous l'égide du président Salinas, ont été installées précisément au sein de l'institution policière. Cela s'est fait dans le cadre d'une stratégie qui visait à améliorer l'image des autorités de sécurité et de justice, jusque-là plus que médiocre, en les rapprochant de manière spectaculaire des préoccupations des citoyens. La criminologue María de la Luz Lima, qui était alors conseillère du procureur général et faisait en même temps partie du groupe de pression féministe Grupo Plural pro Víctimas, explique que le gouvernement se sentait forcé « de réagir face aux innombrables demandes de changement et à l'indignation de la société » (Lima Malvido, 1991 : 348).

Cependant, ces effets collatéraux des réformes concernant la violence sexiste n'ont guère préoccupé la grande majorité des féministes. D'une part, il est parfaitement compréhensible que ces dernières aient porté un grand intérêt à la promesse de modernisation formulée par M. Salinas et M. Zedillo, et aient contri-

bué avec enthousiasme à sa mise en œuvre. Il suffit de considérer que, dans les discours sur le genre au Mexique, les femmes ont toujours été présentées comme porteuses de traditions et de valeurs qui, en elles-mêmes, étaient profondément patriarcales et limitaient de façon radicale leurs possibilités d'action. Tant que la tradition signifiait des relations patriarcales et réservait un rôle de « conservation » aux femmes (c'est-à-dire à l'opposé de tout changement), toute option de modernisation devait forcément attirer les féministes, puisqu'elle promettait de libérer les femmes de ce corset.

Or la modernisation du système politique mexicain est en train de se faire dans les limites d'un modèle bien précis de démocratie représentative. Ce modèle, qui a déjà été expérimenté dans d'autres pays d'Amérique latine, surtout au Chili et en Argentine, a été baptisé « démocratie néolibérale » par Lucy Taylor, à cause de ses relations avec l'économie néolibérale (Taylor, 1997). Le Mexique est bien engagé dans cette voie, au moins depuis son entrée dans la zone de libre commerce nord-américaine (Aléna), grâce aux efforts du gouvernement de M. Salinas. Cependant, la « démocratisation » effectuée par M. Salinas a été interprétée par Roderic Camp comme une simple adaptation des relations politiques à des processus beaucoup plus amples de décentralisation économique, effectuée de haut en bas. Afin de pouvoir exécuter ces réformes, M. Salinas aurait concentré le pouvoir politique encore plus étroitement autour du pouvoir exécutif et de la présidence, ce qui constituerait plutôt le contraire d'une démocratisation réelle (Camp, 1996 : 224). Cette ambiguïté du salinisme ne fut pourtant pas sujet de débats entre féministes.

CHANGEMENTS STRUCTURELS AU SEIN DES MOUVANCES FÉMINISTES

En général, le rapport entre les intérêts du pouvoir et les mesures prises pour lutter contre la violence faite aux femmes n'a donc pratiquement pas été discuté dans les milieux féministes. Ceci s'explique, entre autres, par le fait que le milieu féministe lui-même est passé par de profonds changements structurels, précisément dans la période où ces mesures ont été prises. Ces changements ont porté également sur le contenu et l'orientation stratégique des interventions politiques qu'ont lancées les féministes à partir de cette époque.

Femmes ou féministes : l'élargissement de la fracture

Dans les années 1970, le milieu féministe du Mexique, situé en marge de la société, était très peu organisé : il se limitait à un champ où l'on expérimentait de nouvelles formes d'actions et d'interactions. Il est aujourd'hui entièrement institutionnalisé, formalisé et reconnu officiellement par les milieux politiques du pays. Les petits groupes féministes d'autrefois se sont transformés depuis en un conglomérat d'organisations non gouvernementales (ONG), qui pour être mieux écoutées et mieux subventionnées se regroupent progressivement dans des struc-

tures-parapluies et des « consortiums », chaque fois plus grands. Les employées de ces organisations pratiquent aujourd'hui le féminisme comme une profession, et elles ont pris leurs distances vis-à-vis de l'idée d'un mouvement social de protestation. Au milieu des années 1990, 60 % des femmes qui travaillaient dans des organisations de femmes au Mexique étaient salariées, et il est probable que ce pourcentage a augmenté depuis. Cependant, seules celles qui disposaient d'un certain niveau éducatif et d'un certain capital culturel pouvaient satisfaire aux exigences de professionnalisme formulées par les mécènes. Pour cette raison, ces ONG n'ont offert une perspective professionnelle et politique, en dehors du marché de travail conventionnel, qu'à des femmes de classe moyenne plus instruites que la moyenne (Tarrés, 1996 : 23).

Ce processus de concentration et de professionnalisation à l'échelle des organisations féministes s'est accompagné d'un développement identique au niveau personnel, une petite élite féministe, pas nécessairement homogène sur le plan des positions politiques, ayant progressivement gagné en influence. Ce phénomène est un résultat des structures hiérarchiques qui prédominent au sein des ONG mexicaines. Celles-ci sont pour la plupart structurées suivant le principe du *caudillismo*⁸, autour d'une personnalité-leader féminine. Or ces femmes-leaders se dédient de plus en plus à un travail de lobby au sein de l'appareil politique, tandis que les services effectués principalement par leurs « partisans », dans le cadre des ONG, leur sert de légitimation. De plus, la création d'organisations-parapluies regroupant plusieurs ONG leur permet d'accumuler plusieurs fonctions. C'est pourquoi, aujourd'hui, ce sont environ trois douzaines de femmes qui négocient entre elles et avec les partis politiques ce qu'est « la politique féministe » (ou du moins ce que l'opinion publique en perçoit au Mexique), et qui la représentent à l'extérieur.

Certes, le travail de ces femmes est d'une efficacité exceptionnelle, et leurs succès profitent à beaucoup de Mexicaines, surtout en milieu urbain et au moins sur un plan symbolique. Cependant, afin de pouvoir atteindre ces résultats, elles ont été contraintes de s'adapter fortement aux règles du jeu et à la culture politique du PRI. Aussi ne représentent-elles qu'une petite partie de la population féminine du Mexique, cette partie étant très homogène dans sa composition. Comme à la première heure des groupes féministes, il ne s'agit pratiquement que de femmes métisses ou blanches, issues des classes moyenne et supérieure du milieu urbain, et ayant un niveau d'éducation très élevé. Étant données les structures qui se sont développées dans les milieux féministes, il est difficile que la « base » puisse contrôler ou légitimer de façon démocratique les activités de ce groupe de pression. Bien au contraire, « le » féminisme en tant que tel est de plus en plus identifié à ces quelques personnes, à leurs façons d'agir, à leurs revendications et à leurs positions politiques.

Cette homogénéité sociale des élites féministes a des conséquences sur le contenu de leurs interventions. Le plus souvent, elles ne considèrent pas les relations de genre comme une relation de domination parmi d'autres, qu'il faut également combattre (le racisme par exemple). Elles se contentent plutôt de construire dans

le plus d'espaces possibles un pouvoir féminin, baptisé *liderazgo femenino* (Riquer Fernández, 1997). Beaucoup d'organisations féministes qui, au début des années 1980, suivaient encore des maximes marxistes et cherchaient à s'allier à d'autres groupes de gauche, se sont depuis longtemps éloignées de ces racines. La classe sociale et la « race » en tant que catégories d'exclusion sociale ne sont prises en compte ni dans leurs analyses ni dans leur pratique politique, alors que ces catégories jouent un rôle essentiel dans une société aussi segmentée que la société mexicaine. Les femmes provenant des couches défavorisées de la société qui, dans les années 1970 et au début des années 1980, étaient considérées par les féministes comme des alliées en puissance dans une lutte commune, sont aujourd'hui exclues de la collaboration active dans les ONG spécialisées, ne serait-ce que par les seuils de qualification requis pour y participer. Les femmes indigènes restent également exclues de ces structures, puisque leur situation particulière n'est prise en compte que par très peu d'organisations féministes, même après la surprise qu'avait déclenchée la publication de la « loi révolutionnaire des femmes » par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) en 1994 (Lovera, Palomo, 1997 : 40)⁹.

Les succès politiques des féministes mexicaines, qui se fondent sur la volonté très compréhensible de vouloir rendre le monde plus juste pour les femmes dans un présent immédiat, a donc un revers : l'exclusion de la grande majorité des femmes indiennes, pauvres ou ayant peu de formation scolaire, qui ne participent pas au développement actif des objectifs et des stratégies féministes. Ce fait s'accompagne d'une perte significative en capacité de mobilisation sociale pour les féministes, et d'un éloignement marqué de leur ancien objectif politique : un vrai changement de système. Bien évidemment, ces structures sont renforcées par les exigences des agences financières, établies pour la plupart dans les pays industrialisés, qui demandent une répartition transparente des compétences et responsabilités. Reste à voir aussi quelles seraient les alternatives possibles. Sur le plan international, la création d'organisations non gouvernementales s'impose aujourd'hui pratiquement comme la seule forme d'articulation des intérêts collectifs qui soit largement acceptée et qui promette des résultats (hormis les formes d'organisation traditionnelle, partis ou syndicats). Cela signifie que les groupes de base ou les mouvements sociaux qui ne veulent pas (ou qui ne peuvent pas) se donner cette forme ne sont pratiquement plus perçus par la société, puisqu'ils ne sont pas en mesure de concurrencer, sur le plan du marketing, des ONG professionnalisées et bien financées.

Féministes autonomes et féministes institutionnelles

C'est ce qui arrive à un groupe de féministes mexicaines qui maintient une position minoritaire depuis le milieu des années 1990. La division entre les deux courants, qui a trouvé peu après son équivalent à l'échelle de l'Amérique latine¹⁰, s'est faite au Mexique dans le cadre des préparatifs à la conférence mondiale de la femme des Nations unies à Beijing. Le groupe minoritaire, qui se donna le nom de *feministas autónomas*, se refusa aux tentations de la *realpolitik* et formula son rejet

de toute coopération avec les autorités publiques. Ximena Bedregal et Rosa Rojas, deux représentantes de ce courant, critiquèrent dans le supplément *Doble Jornada* le fait que la plupart des organisations féministes avaient fait de leur participation au sommet de Beijing une priorité, avant toute autre activité. Pour elles, cette attitude consistait à « accepter qu'il n'existe qu'un seul et incontestable modèle socio-économique : le modèle patriarcal néolibéral, dans les instances duquel il faut s'intégrer afin de le corriger et de le retoucher ». L'utilisation de tous les moyens financiers pour la participation à la conférence entraînait donc un drainage fatal des groupes et des initiatives locales. Suite à la reconnaissance et à la valorisation des ONG en tant que lobby, la grande majorité du mouvement féministe, situé hors de ces structures, serait exclue de toute initiative (Bedregal, Rojas, 1995 : 7).

Les *autónomas* exigèrent aussi un débat autour des principes éthiques du féminisme – par exemple en ce qui concerne le financement des projets féministes par la Banque mondiale et par le FMI. Elles voulaient ainsi redonner au féminisme sa force subversive, moyennant « le pouvoir et la légitimité que l'on acquiert par les mobilisations dans la rue ». Cette force subversive ne devait pas se contenter de réinventer le langage, mais la totalité de la réalité sociale (García et al., 1997).

La plupart des féministes mexicaines connues se sont au contraire empêtrées dans les contraintes de la *realpolitik*. En s'adaptant aux discours hégémoniques, elles ont par exemple repris des arguments qui suivent plutôt le point de vue du marché, ou bien celui de l'État, mais non pas celui des femmes. Par exemple, Patricia Duarte, cofondatrice de l'ONG Covac, affirma dans un texte publié en 1996 que la violence faite aux femmes était un « facteur de frais sociaux », provoquant des pertes de productivité, et que, par conséquent, elle constituait un obstacle au développement économique du Mexique (Duarte, 1996 : 193). En 1999, Enoé Uranga, une dirigeante du groupement politique féministe *Diversa*, aujourd'hui présidente de la commission des droits de l'homme au Parlement de la capitale, fit la liste des éléments essentiels que le groupement désirait mettre en place pour transformer la société. En tête, on trouvait « l'équilibre des variables macroéconomiques les plus importantes » ainsi que « la lutte efficace contre la corruption, la violence et le manque de sécurité publique » – reprenant ainsi les piliers du discours néolibéral (Uranga, 1999). À la suite de la conférence de Beijing, un groupe de féministes mexicaines se joignit à une campagne internationale appelée la « banque mondiale dans la ligne de mire des femmes » (« *El banco mundial en la mira de las mujeres* »). Il s'agissait pour elles, en tant que représentantes de la société civile, de veiller sur l'utilisation des fonds de la Banque mondiale en étant admises aux cercles de décision de l'institution (*Doble Jornada*, 3 novembre 1997 et Fontenla, Bellotti, 1998 : 48).

C'est devant ce tableau que les contradictions entre le courant minoritaire des *autónomas* et la branche majoritaire des institutionnelles (féministes institutionnelles) se sont durcies. Les « autonomes » reprochent aux femmes du courant majoritaire d'avoir « imposé leur perspective de pouvoir, de négociation et de participation au système, [...] tout en isolant et en disqualifiant par la force que

leur donne ce pouvoir chaque voix dissidente ou critique (en les traitant d'utopistes, de féministes de l'impossible, de soixante-huitardes accablées qui ne voient pas la réalité, d'essentialistes, et même d'ignorantes en raison de leur provenance étrangère) » (García et al., 1997 : 6).

L'ACTION FÉMINISTE RENFORCE-T-ELLE LE POUVOIR NÉOLIBÉRAL ?

Les *institucionales*, afin de modifier immédiatement des conditions souvent insupportables pour les femmes, se sont donc adaptées à des modèles de pensée et d'action aujourd'hui hégémoniques dans le monde entier, et sympathisent plutôt avec le modèle néolibéral. Il faut préciser que pour elles, en tant que femmes érudites de classe moyenne, ce modèle offre de vraies perspectives de participation et d'ascension sociale – tandis que les *autónomas* payent leur intransigeance par une marginalité politique qui leur permet à peine des interventions publiquement visibles¹¹.

Cependant, cette polarisation verbale encourage la vision de deux « camps adverses », ce qui ne correspond pas au vécu de la plupart des femmes mexicaines qui ne se sentent vraiment représentées dans aucun des deux camps. Étant donnés les changements accélérés auxquels nous assistons au niveau mondial, il serait plutôt nécessaire d'ouvrir un débat entre féministes autour de la question suivante : dans quelle mesure les stratégies féministes contemporaines, bien qu'originellement issues d'une force d'opposition, peuvent-elles être récupérées par certains modèles de domination néolibérale, contribuant ainsi à renforcer certains paradigmes primordiaux dans les nouveaux discours dominants ? Rien que dans le domaine de la violence faite aux femmes, il faudrait par exemple prendre en considération les aspects suivants :

1. La mondialisation néolibérale a créé de nouvelles relations entre l'individu, l'État et l'économie, relations fondées sur la transposition du modèle de marché à toutes les relations sociales et à tous les secteurs de la vie. Dans ce contexte, beaucoup de concepts qui avaient jusque-là encouragé les compétences des femmes et promettaient ainsi leur émancipation, ont acquis un sens nouveau. Par exemple, lorsque la théorie féministe a abandonné le paradigme concevant les femmes principalement comme les victimes d'une société patriarcale (fin des années 1980, début de la décennie suivante), ce revirement a permis aux femmes d'entamer un processus de guérison et de développer de nouvelles conceptions d'elles-mêmes, au-delà de la violence dont elles avaient souffert. Cependant, aujourd'hui, le refus du paradigme féminin de victime s'intègre dans un discours généralisé qui blâme les victimes en général (*victim blaming*), et dans lequel plus personne ne peut faire valoir que ce sont les conditions sociales qui l'ont placé dans une position d'échec. Au contraire, ce discours induit que chacun peut optimiser ses propres chances moyennant un *self-management* habile et efficace. Dans cette logique,

chacun est responsable de son propre malheur puisque, dans la logique néolibérale, le principe d'une responsabilité collective dans le mauvais fonctionnement de la société a disparu, tandis que l'accent est mis sur les devoirs individuels de chacun et de chacune (Bröckling, 2000 : 131). Au Mexique, cette manière de penser se répand de plus en plus, notamment dans le discours de la nouvelle administration de M. Vicente Fox, surtout lorsqu'il s'agit de combattre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie de la population indienne.

2. Une des constantes dans les stratégies féministes a toujours été de renforcer l'auto-estime et les compétences des femmes, dans tous les secteurs de la pratique sociale. Ce qui auparavant se faisait dans de petits groupes informels dits d'auto-conscience, est aujourd'hui professionnalisé et transmis aux femmes par des organisations spécialisées, afin de promouvoir leur accès aux ressources et d'améliorer leurs possibilités de décision et de réalisation dans tous les domaines de la société – l'individuel, le juridique, le social, le politique, le culturel et l'économique (Wichterich, 1994).

Cependant le sens du terme *empowerment*, qui visait à l'origine à transformer les relations de genre dans leur ensemble, a été entretemps limité par son usage à ses implications économiques. Tandis que les femmes des classes moyennes sont de plus en plus acceptées comme individus et sujets de droit, les femmes pauvres qui sont les « clientes » des organisations féministes reçoivent des cours où on leur enseigne à rendre des services gratuits à leur famille et leur communauté. Et si l'enseignement porte sur de nouvelles options d'activité, il est toujours lié à l'exigence de faire bénéficier le marché de ces nouvelles connaissances, conformément au paradigme de l'être humain-entreprise. En revanche, les processus d'auto-organisation collective, dans lesquels les femmes les plus défavorisées pouvaient développer et articuler ensemble des objectifs socio-politiques propres, ne sont plus encouragés. Il s'agit plutôt de privatiser le combat contre la pauvreté, moyennant la création de micro-entreprises dans le secteur informel.

Aujourd'hui, il ne va donc plus de soi que les idées féministes d'émancipation constituent une réponse aux formes classiques de domination. Bien au contraire, elles peuvent contribuer à les faire accepter et même à les consacrer. Or, jusqu'à présent, aucune analyse critique n'a été engagée sur les effets ambigus de la lutte des féministes pour accéder aux cercles du pouvoir, bien qu'un tel débat soit plus que jamais à l'ordre du jour, et pas seulement au Mexique.

Notes

1 La loi en question, concernant le délit d'*estupro* (viol de mineures), n'a été annulée qu'en 1991.

2 Le plus important de ces groupes de pression a été le *grupo plural pro víctimas*, fondé au début de 1990, qui a joué un rôle décisif dans toutes les réformes législatives concernant la violence faite aux femmes durant cette décennie.

3 Avant même que M. Salinas de Gortari ait assumé ses fonctions, en septembre 1988, le premier contrat de coopération entre quelques groupes féministes et la police de la capitale fut signé afin de créer un centre d'attention aux victimes de viols (Coapevi). Ensuite, un

des premiers actes du nouveau président, en décembre 1988, fut de présenter au Parlement une initiative de loi qui alourdissait la peine pour différents délits, dont le viol. Cette initiative fut approuvée malgré les voix de l'opposition. Les féministes au Parlement durent, par la suite, défendre pendant deux ans leur propre initiative de loi concernant les délits sexuels, qui était beaucoup plus axée sur la prévention que sur la répression. Cette initiative fut finalement votée en 1990 (pour plus de détails, voir Lang, 1999 ou Lang, 2002 : 167).

- 4 Entrevue de l'auteur avec M^{me} Adriana Carmona de la Dirección de prevención de la violencia intrafamiliar de Mexico, le 14 avril 2000.
- 5 C'est le cas, par exemple, de la loi pour l'assistance et la prévention de la violence intrafamiliale, votée en 1996 par le parlement municipal de Mexico (Lang, 2002 : 177).
- 6 Voir par exemple les textes de la Dirección general de equidad y desarrollo social du gouvernement municipal du PRD (1999).
- 7 L'écrivain Octavio Paz affirmait dans son célèbre essai *Le Labyrinthe de la solitude* : « dans un monde fait à l'image des hommes, la femme est seulement un réflexe de la volonté masculine. Passive, elle se transforme en déesse, aimée, un être qui incarne les éléments stables et anciens de l'univers : la terre, mère et vierge ; active, elle est toujours fonction, médium, canal. [...] La femme incarne la volonté de la vie, qui est par essence impersonnelle, et c'est de là que résulte son impuissance à avoir une vie personnelle. Être elle-même, maîtresse de son désir, de sa passion ou son caprice, signifierait être infidèle à elle-même. [...] Manifestation indifférenciée de la vie, elle est le canal de l'appétit cosmique. En ce sens-là, elle n'a pas de desirs propres » (Paz, 1959 : 32, traduction de l'auteur).
- 8 Le *caudillismo* date des guerres d'indépendance du XIX^e siècle. Il peut être décrit comme une relation de patron-clientèle (normalement entre hommes) basée sur la soumission personnelle ainsi que sur la loyauté et l'obéissance des protégés envers un leader charismatique qui en échange répartit des bénéfices matériels ou sociaux.
- 9 L'association K'in'al Antzetik représente une exception positive à cette règle. Elle a, par exemple, participé à la création de la Coordinadora nacional de mujeres indígenas et est également active au Chiapas depuis longtemps.
- 10 Voir les documents du VII Encuentro Feminista Latinoamericano y del Caribe, tenu à Santiago du Chili en 1996.
- 11 De plus, les *autónomas* revendiquent pour elles une position sociale qu'elles situent en dehors de toute structure de pouvoir. Par exemple, une des représentantes importantes de ce courant, la Chilienne Margarita Pisano, affirme qu'elle se « place en dehors du système » (*Triple Jornada*, n° 36, août 2001). Les *autónomas* semblent oublier que cet endroit « extérieur » ne peut pas exister, si l'on considère que les sujets ne se constituent que par et dans les effets sociaux du pouvoir (Butler, 1997).

Bibliographie

- Bedregal, Ximena et Rojas, Rosa, 1995, « ¿Estará en China la cumbre de nuestros sueños ? », dans *Doble Jornada*, 3 juillet 1995, p. 7.
- Bourdieu, Pierre, 1997b, « Die männliche Herrschaft », dans Kreis B., Dölling, Irene (coord.), *Ein alltägliches Spiel. Geschlechterkonstruktionen in der sozialen Praxis*, Frankfurt am Main, p. 153-217.
- Bröckling, Ulrich, 2000, « Totale Mobilmachung. Menschenführung im Qualitäts – und Selbstmanagement », dans Ders. et al. (coord.), *Gouvernementalität der Gegenwart. Studien zur Ökonomisierung des Sozialen*, Frankfurt am Main, p. 131-167.
- Butler, Judith, 1997, *The Psychic Life of Power. Theories in Subjection*, Stanford.
- Camp, Roderic Ai, 1996, *Politics in Mexico*, Oxford.

- Covac et al. (dir.), 1995, *Encuesta de opinión pública sobre la incidencia de la violencia en la familia*, Mexico.
- Duarte, Patricia, 1996, « Violencia contra la mujer, obstáculo para el desarrollo y la democracia », dans Duarte, González (coord.), *La Violencia de género en México, un obstáculo para la democracia y el desarrollo*, Mexico, p. 191-198.
- Fontenla, Marta et Bellotti, Magui, 1998, « El modelo neoliberal », dans *La Correa feminista*, n° 18, 1998, p. 46-52.
- Fox, Jonathan, 1997, « The Difficult Transition from Clientelism to Citizenship : Lessons from Mexico », dans Chalmers, Douglas A. et al. (coord.), *The New Politics of Inequality in Latin America*, Oxford.
- Galleguillos, Nibaldo H., 1997, « Checks and Balances in New Democracies : The Role of the Judiciary in the Chilean and Mexican Transitions : A Comparative Analysis », Vortrag auf dem XX internationalen Kongreß der Latin American Studies Association, 17-19 avril, Guadalajara.
- García, Margarita, María Elena García et al., 1997, *Propuestas, voces y miradas. Información desde la autonomía sobre el VII Encuentro Feminista Latinoamericano y del Caribe*, Mexico.
- González Ascencio, Gerardo, 1993b, « Sociedad civil organizada y poder parlamentario : un binomio posible en el caso de la reforma a los delitos sexuales », dans *Alegatos*, n° 25/26, p. 33-40.
- González Placencia, Luis, 2000, « La concepción sistémica de la seguridad pública en México », dans *Nueva Sociedad*, n° 167, p. 87-98.
- Lang, Miriam, 1999, « Die urbane Frauenbewegung in Mexiko : interventionen gegen sexistische Gewalt », dans *Freiburger Frauenstudien*, J.-G. 5, Ausgabe 2, p. 107-128.
- Lang, Miriam, 2002, *Geschlecht und Gewalt in Mexiko. Strategien zur Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen im Modernisierungsprozeß*, Münster.
- Lima Malvido, María de la Luz, 1991, *Criminalidad femenina. Teorías y reacción social*, Mexico.
- Lovera, Sara et Palomo, Nellys (coord.), 1997, *Las Alzadas*, Mexico.
- Paz Octavio, 1959, *El Laberinto de la soledad*, Mexico.
- Riquer Fernandez, Florinda, 1997, « Liderazgo femenino », Vortrag auf dem XX Kongreß der Latin American Studies Association, 17-19 avril, Guadalajara.
- Tarrés, María Luisa, 1996, « Espacios privados para la participación pública. Algunos rasgos de las ONG dedicadas a la mujer », dans *Estudios sociológicos*, Jg. XIV, n° 40, p. 7-32.
- Taylor, Lucy, 1997, « Privatising Protest : NGOs and the Professionalisation of Social Movements », Vortrag auf dem XX. internationalen Kongreß der Latin American Studies Organization, 17.-19. April, Guadalajara.
- Uranga, Enoé, 1999, « El colectivo lesbi-gay de Diversa », dans *Letra S, La Jornada*, 3 juillet.
- Wichterich, Christa, 1994, « Empowerment. Vom Widerspruch zum Widerstand der Frauen », dans *EPD Entwicklungspolitik*, n° 14.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Dans un contexte de libéralisation économique à l'échelle mondiale, les mouvements de femmes et les groupes féministes agissent dans un cadre très différent de celui qui prévalait il y a quelques années. Malgré une dégradation des conditions de vie dans les pays du Sud, certaines revendications féministes ont atteint une très grande visibilité sur le plan international et ont déclenché des processus de réformes. Au Mexique, ces progrès se manifestent surtout à travers une série de mesures contre la violence faite aux femmes. Cette lutte est devenue le catalyseur des changements au sein des mouvements féministes eux-mêmes, changements touchant à la fois la structure des organisations et leurs orientations politiques. Cet article fait le bilan des mesures politiques qui ont été prises contre la violence au Mexique, tout en esquissant certains des nouveaux défis qui se présentent aujourd'hui aux féministes sur fond de restructurations néolibérales dont le pays fait l'objet.

En el contexto de la liberalización económica que se da a nivel mundial, los movimientos de mujeres y feministas del mundo actúan hoy en un marco totalmente diferente al de pocas décadas atrás. A pesar de una degradación de las condiciones de vida especialmente para las mujeres que viven en los países del Sur, ciertas reivindicaciones feministas han alcanzado una muy buena difusión a nivel internacional. En México, estos

avances se tradujeron sobre todo en una serie de medidas en contra de la violencia hacia las mujeres. Esta lucha se ha convertido en el catalizador de ciertos cambios entre las corrientes feministas, que abarcan tanto sus estructuras como sus orientaciones políticas. Basándose en las políticas mexicanas contra la violencia de género, éste artículo propone un balance así como plantea algunos de los nuevos desafíos que enfrentan las feministas de hoy a raíz de las reestructuraciones neoliberales.

In the context of the economic liberalization which is currently taking place at a global scale, the actions of women's movements and feminists meet totally different conditions than some decades ago. On the one hand, there is evidence that everyday life is getting even more difficult especially for women in the southern hemisphere. On the other, certain feminist concerns have attained a very high visibility on the international level. In Mexico, this has especially led to a series of reforms directed against gender violence. At the same time, the issue of violence against women has promoted certain structural and political changes inside the Mexican feminist movements themselves. After giving a critical account of the new policies against gender violence in Mexico City since 1988, this paper also describes some of the new challenges feminists face today on the base of the neoliberal restructuring process.

LES MEXICAINS DES ÉTATS-UNIS ET LA REVENDICATION DU DROIT DE VOTE AU MEXIQUE

DES ÉLECTIONS DE 1988
AUX PRÉSIDENTIELLES DE 2000

EMMANUELLE LE TEXIER*

LE 2 JUILLET 2000, une caravane de quelques milliers de migrants mexicains établis aux États-Unis a traversé la frontière pour aller déposer un bulletin de vote dans des urnes dites « spéciales ». En effet, si les articles 35 et 36 du chapitre IV de la Constitution de la République des États-Unis du Mexique n'évoquent pas directement le vote des Mexicains établis à l'étranger, ils ne l'interdisent pas formellement. Ils déclinent les critères que doivent remplir les futurs électeurs sans préciser le lieu de résidence du citoyen : « Sont citoyens de la République les hommes et femmes qui, ayant la qualité de Mexicain, réunissent en plus de cette qualité les obligations suivantes : avoir 18 ans et posséder une manière de vivre honnête ; sont prérogatives du citoyen : voter lors des élections populaires, pouvoir être élu à tous les postes d'élection populaire [...] ; sont obligations du citoyen de la République : s'inscrire au cadastre de la municipalité [...] et au registre national des citoyens ».

Dans la pratique, le vote des Mexicains qui résident à l'étranger et en particulier aux États-Unis est plus que limité. En 2000, le nombre des urnes destinées aux électeurs se trouvant hors de leur circonscription avait été fixé par une loi électorale qui prévoyait jusqu'à cinq urnes spéciales par district, soit 1 500 au total pour les 300 districts du Mexique ; 716 urnes furent réellement installées. Parmi ces dernières, 64 correspondaient aux 20 districts jouxtant la frontière américaine (y compris les États de Chihuahua et de Nuevo León). Les urnes spéciales ayant une capacité maximale de 750 bulletins chacune, seules 48 000 voix

* Institut d'études politiques de Paris

étaient réservées aux Mexicains des États-Unis alors que l'Institut fédéral électoral (IFE) estime l'électorat potentiel à 9 904 000 personnes, ce qui représente 14,12 % du corps électoral total du Mexique (Badillo Moreno, 2000 : 433).

Ces premiers chiffres illustrent les paradoxes de l'entrée sur la scène électorale mexicaine du « *México de afuera* » – « le Mexique de l'étranger » – expression souvent employée par le gouvernement et les partis politiques mexicains pour désigner les Mexicains des États-Unis. Depuis 1988, la médiatisation et les pressions croissantes pour obtenir le droit de vote depuis l'étranger n'ont pas eu les résultats escomptés. En effet, en février 2000, le Sénat mexicain a de nouveau repoussé un projet de modification constitutionnelle visant à permettre l'exercice du droit de vote dans les consulats mexicains. Ce refus de la part de parlementaires majoritairement issus du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir de 1929 à 2000 sous différents noms : Parti national révolutionnaire, puis Parti mexicain révolutionnaire) annulait les espoirs des « oubliés de la transition démocratique » de pouvoir participer en masse aux élections présidentielles.

Curieusement toutefois, cet échec n'a pas empêché la campagne électorale des trois principaux candidats à la présidence, Francisco Labastida du PRI, Vicente Fox du PAN (Parti d'action nationale, fondé en 1939) et Cuauhtémoc Cárdenas du PRD (Parti de la révolution démocratique, né en 1986 d'une scission interne au PRI, officialisé en 1989), de se « délocaliser » aux États-Unis, notamment en Californie. En outre, quelques jours après sa victoire, le président de l'alternance, Vicente Fox, promettait d'octroyer le droit de vote depuis l'étranger pour les législatives de 2003, ou au plus tard, pour les présidentielles de 2006. Si cette annonce se concrétisait, elle signifierait la victoire d'une revendication originale sur un enjeu traditionnel de droits civiques et politiques.

Il s'agit ici de retracer les avancées de cette revendication, de 1988 aux présidentielles de 2000, en partant d'une interrogation sur le poids et le rôle politique des Mexicains des États-Unis pour le Mexique, au fonctionnement politique désormais compétitif. La revendication du droit de vote depuis l'étranger a connu quatre phases de croissance dont les aboutissements et les expressions reflètent d'une part les dilemmes d'allégeance et de loyauté vécus par les Mexicains des États-Unis, et d'autre part la signification du droit de vote pour une catégorie de citoyens pris entre deux marges.

LA RUPTURE DE 1988 ET LES QUATRE PHASES DE LA REVENDICATION

Historiquement, la revendication trouve son origine dès 1924 lors des élections présidentielles qui opposent au Mexique Pascual Ortiz Rubio à José Vasconcelos, respectivement candidats du Parti national révolutionnaire et du Parti national antiréélectionniste, dont certains débats eurent lieu en Californie. Quelques années plus tard, par la diffusion le 27 juin 1929 des 14 points du « Programme de la

délégation de Californie » (Santamaría Gómez, 2000 : 227), *La Opinión*, hebdomadaire fondé à Los Angeles, se fait l'écho de la première revendication du droit de vote depuis l'étranger. C'est ce même journal qui, près de soixante ans après, publiera une tribune libre intitulée « Appel du 27 mai 1988 » : « nous exigeons que le gouvernement fédéral mexicain, et en particulier le Code fédéral électoral, mette en œuvre toutes les démarches nécessaires pour que nous puissions, nous résidents temporaires et de passage [aux États-Unis], exercer notre droit de vote dans les consulats et les ambassades mexicaines lors des élections présidentielles » (Sepúlveda, 1991 : 52).

Le poids croissant de la communauté mexicaine aux États-Unis

Si la revendication pour le droit de vote au Mexique a été forte dans l'Illinois, deuxième zone de concentration de l'immigration mexicaine aux États-Unis, ainsi que dans certaines villes telles que New York ou Washington, c'est en Californie qu'elle a eu le plus d'ampleur. Véritable laboratoire de l'immigration mexicaine aux États-Unis, la Californie illustre le poids démographique et politique croissant des Mexicains dans ce pays. Les résultats du dernier recensement américain réalisé tous les dix ans (U.S. Census Bureau, 2001) mettent en lumière des changements majeurs. En 2000, la population d'origine hispanique (ou latino) représente 12,5 % de la population totale des États-Unis. Elle devient la première minorité des États-Unis, devant la population d'origine noire ou afro-américaine (12,3 %). De 1990 à 2000, alors que la population américaine a connu une croissance de 13,2 %, la population latino s'est accrue de 57,9 %. Elle est passée d'environ 22,3 millions à plus de 35 millions de personnes. Par son poids démographique, elle est devenue un acteur d'importance stratégique de la politique américaine.

Il est intéressant de noter que, dans le recensement, les Latinos ne sont pas considérés comme une « race » au regard des cinq catégories ratifiées en 1997 par l'*Office of Management and Budget*, qui sont : Blanche ; Noire, Africaine-Américaine ou Afro-Américaine ; Amérindienne ou native d'Alaska ; Asiatique ; native de Hawaï ou d'autres îles du Pacifique. La sixième catégorie est celle des « autres races ». Les Latinos regroupent ceux qui se classent eux-mêmes dans un des groupes listés par le questionnaire, à savoir Mexicain, Portoricain ou Cubain, ainsi que ceux qui indiquent avoir une origine espagnole, hispanique ou latino. Dans ce cadre, l'origine est définie comme l'héritage, l'appartenance nationale, la lignée ou le pays de naissance de l'individu, de ses parents ou grands-parents avant l'arrivée aux États-Unis.

La création même d'une catégorie transversale non raciale signifie à la fois l'intérêt du gouvernement américain face à cette population et sa diversité croissante due aux différents flux de l'immigration. En effet, la catégorie noire ou afro-américaine peut inclure les Dominicains ; la catégorie amérindienne peut intégrer les Indiens d'origine hispano-américaine ; la catégorie asiatique comptabilise les Philippins ou *Filipinos* ; et la catégorie blanche les personnes d'origine espagnole. Il est donc difficile, voire impossible, de discerner qualitativement le choix d'enco-

dage des Latinos. Cette confusion symbolise les problèmes de définition voire d'intégration de cette population aux États-Unis. Toutefois le fait qu'elle constitue systématiquement un point de référence dans les résultats du recensement démontre une préoccupation croissante des autorités américaines à mieux saisir qui compose la première minorité du pays.

Le recensement 2000 permet par ailleurs d'évaluer plus précisément le poids démographique des Latinos d'origine mexicaine, soit de plus de 20,6 millions d'individus. Représentant 58,5 % des Latinos, ils devancent de loin les deux autres grandes composantes nationales : les Portoricains (9,6 %) et les Cubains (3,5 %). Deux faits d'importance doivent être avancés. D'une part, ces chiffres ne prennent pas en considération la présence des illégaux mexicains aux États-Unis, évaluée entre 2,5 et 3 millions de personnes. D'autre part, ces statistiques sont d'autant plus frappantes une fois considérée la répartition géographique : la population d'origine mexicaine représente plus de 74 % des Latinos de la région Ouest des États-Unis, plus de 70 % de la région du Midwest et plus de 56 % de la région Sud. Elle participe du dynamisme démographique des États déjà les plus peuplés des États-Unis comme le Texas, la Floride, l'Arizona, le Colorado et, en premier lieu, la Californie. La Californie est la porte d'entrée de l'immigration mexicaine actuelle, le point de passage ou d'installation des migrants mexicains, elle est l'image du rêve américain. Elle forme en quelque sorte un « Eldorado » pour les travailleurs agricoles ou de services, qu'ils soient saisonniers ou permanents. Tant d'un point de vue historique que stratégique, elle est l'un des États les plus attrayants pour l'immigration mexicaine.

D'un point de vue démographique, la Californie est aussi l'État le plus peuplé des États-Unis avec 33,8 millions d'habitants, dont 32,4 % sont des Latinos. La population d'origine mexicaine y représente 77,1 % des Latinos, soit 8,5 millions de personnes.

On comprend à l'aune de ces chiffres que le vote devienne un véritable enjeu pour ce groupe et pour les États-Unis. Enjeu de droits civiques et politiques, le vote reste en effet l'objet de débats et de mobilisations. Toutefois, il ne fait pas que cristalliser les revendications d'individus exclus du corps électoral, notamment d'une population d'origine étrangère dans un pays à forte composante migratoire. Il est aussi l'objet de revendication de l'autre côté de la frontière face au pays d'origine. En se centrant sur les avancées de la demande du droit de vote au Mexique depuis 1988, l'analyse d'entretiens semi-directifs réalisés avec des Mexicains primo-arrivants, des Mexicains naturalisés, des résidents légaux, des illégaux et des Mexicains de deuxième génération en Californie¹ permet aussi de faire référence aux représentations des migrants mexicains, qui se positionnent comme des acteurs politiques à part entière de deux espaces politiques distincts.

L'élection truquée de 1988 et ses conséquences politiques

Il convient d'expliquer pourquoi 1988 marque une césure et une renaissance de la revendication du droit de vote depuis l'étranger. D'abord, la manipulation

des résultats des élections présidentielles mexicaines par le PRI et son candidat, Carlos Salinas de Gortari, reconnue sur le plan international, a provoqué des sentiments de révolte et d'impuissance par rapport à un système politique mexicain perçu comme fermé et autoritaire. La fraude électorale a suggéré l'importance des enjeux électoraux et la nécessité de faire entendre sa voix à côté de celle des concitoyens mexicains dont le vote n'avait pas été respecté. Ensuite, la naissance d'un nouveau parti sur l'échiquier politique mexicain a fait surgir l'espoir d'un changement pour le Mexique. L'année 1988 annonce la scission inéluctable du Courant démocratique (CD) fondé au sein du PRI par Cuauhtémoc Cárdenas en octobre 1986, dont l'objectif principal était la démocratisation interne au PRI. Faute de réforme interne, le CD se transforme alors en Front démocratique national (FDN), coalition large et hétéroclite créée pour les élections présidentielles de 1988, qui donnera naissance au PRD le 5 mai 1989.

Face à la frustration des urnes et à la présence d'une alternative politique, les Mexicains des États-Unis se perçoivent de plus en plus comme acteurs potentiels de la transition démocratique, d'une transformation pacifique par le vote. Comme le dévoilent les entretiens, la fraude électorale a profondément heurté et choqué les Mexicains de l'étranger. Ils se sentent trahis dans le choix qu'ils avaient pu faire, pour ceux qui ont pu voter au Mexique (parce qu'ils y vivaient encore ou parce qu'ils s'étaient déplacés pour voter) ou dans celui que leurs compatriotes avaient effectué. Le vol de l'alternance et de la victoire de Cuauhtémoc Cárdenas est vécu comme une profonde injustice. Il suscite l'indignation et dilapide le reste de confiance qui subsistait dans le système politique mexicain, ainsi que l'exprime José Juan, 49 ans, arrivé en 1969 aux États-Unis comme ouvrier agricole et régularisé en 1976 :

« Je me rappelle le 15 septembre 1988 au moment du *grito*² face à la Plazita de las Olveras³, nous étions 5 000 ou 6 000 personnes pour le *grito*, il y avait l'hymne national, et on s'est tous tu, pas une personne n'a chanté. On n'a plus jamais vu personne du PRI les 15 septembre. On leur a repris le cri, dans le *downtown*, face à tout le monde... Pour la communauté, la fraude de 1988 a eu un impact fort, Cárdenas avait le soutien du peuple, ceux du PRI, ils n'ont personne ici, ils n'ont pas de militants. Mais que ce qui s'est passé en 1988 ne se répète jamais, ni avec Fox ni avec personne, d'ailleurs, lui non plus, il n'a personne ici ! »

La revendication a ensuite gagné en ampleur. En 1994, les élections présidentielles mexicaines et la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain engendrent une nouvelle prise de conscience des migrants mexicains de leur poids électoral et économique pour le pays d'origine. Ces événements permettent de lier deux aspects qui viennent légitimer la revendication des travailleurs mexicains à faire entendre leur opinion et à prendre place dans le jeu politique au Mexique : leur poids économique doit trouver son équivalent en poids politique. D'ailleurs, des articles de la presse californienne, dans le *Los Angeles Times* et le *San Diego Union Tribune*, font référence à des témoignages de Mexicains résidents

légaux qui se sont déplacés au Mexique soit pour voter soit pour observer le processus électoral (Darling, 1994 ; Gregory, 1994).

À partir de 1996, ce sont aussi les débats sur la double nationalité qui attirent les demandes. Connu sous le nom de « loi de double nationalité ou de non-perde de la nationalité mexicaine », ce projet de réforme constitutionnelle est adopté par le Sénat dès décembre 1996, mais n'entre en vigueur que le 21 mars 1998. L'obtention de la double nationalité ravive la revendication du droit de vote des Mexicains des États-Unis car elle n'implique pas la double citoyenneté. Cette distinction est importante, même si certains présentent la double nationalité comme un préalable à l'acquisition du droit de vote pour les Mexicains résidents légaux puis à l'obtention de la double citoyenneté pour les Mexicains naturalisés. Dans tous les cas, le poids électoral que représente cet « acteur oublié de la transition démocratique » devient de plus en plus patent, comme le présente une série de quatre articles de *Proceso*, hebdomadaire mexicain (Beltrán del Río, 1998 ; De la Vega, 1998 ; González Souza, 1998).

Enfin, une dernière phase ascendante de la revendication se produit pendant la préparation des élections présidentielles 2000. La *Opinión* retranscrit dans ses colonnes un entretien avec le président de l'Institut fédéral électoral, José Woldenberg, qui incite les Mexicains qui possèdent une carte d'électeur à se déplacer au Mexique pour voter (Robles, 2000). D'autres articles de la presse californienne se concentrent sur les caravanes d'électeurs qui ont traversé la frontière pour voter alors que la presse mexicaine, notamment le quotidien *La Jornada*, relaie largement la revendication du « vote des absents » (*La Jornada*, 2000). La couverture médiatique croissante de la revendication et de la campagne des candidats en Californie renforce l'idée que la population mexicaine des États-Unis intéresse les partis politiques et que celle-ci, en cas d'obtention du droit de vote, occuperait une place stratégique dans les résultats des élections.

Depuis 1988, la revendication du droit de vote depuis l'étranger a pris la forme d'une demande de plus en plus forte, tant parce qu'elle s'est nourrie d'événements alimentant son essor que par une couverture médiatique obtenue des deux côtés de la frontière. Il s'agit alors de comprendre pourquoi la population mexicaine des États-Unis a choisi de passer d'une stratégie de non-participation (décision la moins coûteuse *a priori*) à une prise de parole critique (Hirschman, 1970). Qu'est-ce qui explique l'attachement au droit de vote et quels sont les répertoires d'action utilisés par ses acteurs ?

LES DILEMMES DE L'ALLÉGEANCE NATIONALE

Le vote des Mexicains des États-Unis dans les urnes spéciales, vu ses limites pratiques et son coût (financier et temporel), a eu une portée minime sur le résultat des présidentielles mexicaines. Cependant il symbolise une volonté de participation politique dans le pays d'origine et dévoile les représentations que les Mexicains

des États-Unis se font du droit vote et de la citoyenneté. Cette revendication illustre les tensions de la double appartenance qui résultent aussi de l'existence ou plutôt de l'inexistence politique subie.

D'un côté, le sentiment d'allégeance nationale au pays d'origine est d'autant plus fort que la socialisation politique mexicaine fait du patriotisme un élément clef de l'appartenance à la nation. D'ailleurs, la force de cet attachement pourrait expliquer la difficulté des migrants mexicains à penser et à passer le cap de la naturalisation aux États-Unis. Seuls 17,4 % des Mexicains sont naturalisés, et ce après une période de résidence moyenne de 15 ans. Selon le *Latino National Political Survey*, une grande majorité des Mexicains pense rester aux États-Unis (76,2 %), or près de 20 % n'expriment aucun désir de naturalisation contre 15,2 % qui la souhaiteraient (Garza ; DeSipio, 1992). Il faut se pencher sur le rôle déterminant de la famille, de l'École et des médias pour expliquer les attitudes et comportements politiques des Mexicains. La légitimité que le système politique mexicain a su conserver durant plusieurs décennies est le résultat de l'action de processus de socialisation imposés principalement par l'éducation primaire (Segovia, 1975). Les traits fondamentaux que les manuels scolaires diffusent, patriotisme et autoritarisme paternaliste, donnent à la figure présidentielle un pouvoir de représentation extraordinaire et valorisent l'attachement patriotique au pays d'origine (Knight, 1996 : 12). Cet « enracinement » procure une identité nationale et culturelle que la rupture de la migration ne fait qu'exacerber : le patriotisme et le nationalisme semblent se cristalliser dans l'expérience de l'éloignement, comme l'exprime encore José Juan :

« Le Mexique est un pays de fort nationalisme et même mon fils qui est né ici, je vois qu'il se sent presque plus mexicain que moi. Il me dit : « regarde le drapeau papa, qu'il est beau le drapeau du Mexique », comme s'il voyait le pays. Il a 12 ans et il veut jouer dans la sélection mexicaine [...]. Ici, le nationalisme c'est défendre ses droits et sa maison, et le nationalisme s'exacerbe à l'extérieur, il regroupe les gens n'importe où, parce qu'ici on les traite sans respect, et moi je dis que ceux ici qui nous représentent dans les consulats ne sont pas la nation, parce que le drapeau est à tous les Mexicains. Je le regarde avec dévotion et orgueil. »

D'un autre côté, les dilemmes de l'allégeance se vivent dans une rupture géographique qui se double d'une exclusion morale de la communauté d'origine. L'attachement patriotique, ravivé par l'éloignement, se construit paradoxalement dans un contexte d'inexistence politique qui se vit sur le mode de la culpabilité morale. En fait, le désintérêt du pays d'origine pour le devenir de ses concitoyens touche à la définition et à l'identité même du migrant. Il tient d'abord à la politique menée par les institutions consulaires ou diplomatiques du Mexique : les consulats sont jugés incompétents, irresponsables, méprisant les Mexicains. Alors que leur fonction première devrait être la défense des droits des citoyens sur un territoire étranger, les faiblesses et les carences de ces instances sont dénoncées de manière récurrente. La non-reconnaissance est renforcée par le manque d'inté-

rêt des partis politiques mexicains. Seul le PRD est cité pour avoir été le premier parti politique à reconnaître les problèmes de cette population et lui avoir prêté une oreille attentive. Au-delà, c'est surtout le PRI, symbole de l'État mexicain, qui est sans cesse vilipendé pour avoir renié ses propres ressortissants. Comme le souligne une des personnes interrogées, « ici, on n'existe pour personne » : « les Mexicains, nous qui vivons ici, on n'a jamais d'assistance légale gratuite de la part du gouvernement, c'est une autre revendication... Il faudrait virer tous les sans-gêne qui travaillent dans les consulats, tous ces malhonnêtes, ceux qui travaillent dans les douanes aussi » (José Juan).

Enfin, les entretiens font ressortir les frustrations dues aux mesures coercitives ou symboliques prises par l'État mexicain pour discréditer la participation politique des migrants. Les représentants des institutions du pays d'origine ont longtemps diffusé l'image des migrants « traîtres à la patrie » ou « délinquants ». Comme l'écrit Yossi Shain, « les régimes d'origine ont tendance à manipuler la citoyenneté comme la carotte et le bâton. La naturalisation et la dénaturalisation ne sont pas toujours des fins en soi, « tous les patriotes sont des traîtres en puissance » et *vice versa* » (Shain, 1989 : 150). Le premier acte du gouvernement mexicain a été d'ôter une citoyenneté qui représente l'appartenance à une communauté et une existence politique collective. Ne plus posséder la citoyenneté mexicaine équivaut à un sentiment de perte de l'identité nationale. Cela revient à établir une relation hiérarchique entre les vrais citoyens exerçant leurs droits politiques et les non-citoyens ou les « citoyens de deuxième classe », qui ne peuvent avoir accès au vote. Ces sentiments de culpabilité et l'intériorisation du mépris des autorités se décèlent par exemple dans les paroles de Juan, arrivé aux États-Unis en 1973, naturalisé en 1983, travailleur agricole puis ouvrier, âgé de 44 ans : « le projet du vote des Mexicains de l'étranger est apparu aussi parce que le consul nous traitait comme des délinquants. C'est comme Hernán Cortéz⁴, la position élitiste : vous, vous êtes des paysans, des femmes de ménage, tous des fils de paysans, alors on n'en a rien à faire de votre opinion et vous n'avez pas le droit de voter » (Juan).

Face à ces dilemmes, entre désir de participation politique, patriotisme et mépris culpabilisant, la revendication pour le droit de vote a vu le jour sous différents répertoires d'action collective (Tilly, 1986). Définies comme un ensemble de routines spécifiques apprises, partagées et édifiées par les individus, ces façons d'agir ensemble ont créé de nouveaux espaces d'expression pour les migrants mexicains de Californie. Trois répertoires d'action ont pu être déterminés, dans la mesure où ils ont aussi permis de construire autant de figures symboliques de la revendication.

La campagne *Vota por mí* avait pour objectif d'exercer une pression sur les amis et les membres de sa famille au Mexique pour voter durant les élections présidentielles. Cette action a eu lieu principalement lors d'échanges de courrier ou de mandats. Les participants s'engageaient à mentionner en bas de leurs mandats postaux ou de leurs lettres : « Vote pour moi », créant ainsi l'illusion du vote postal tel

qu'il aurait pu exister avec une réforme électorale. Il touche aussi au registre de la pétition et édifie la figure des « citoyens par procuration ».

La *caravana* était quant à elle caractérisée par une logique de confrontation directe avec les autorités mexicaines. Elle a consisté en l'organisation d'une ligne d'autobus mais aussi de cavaliers partis de Washington et arrivés à Tijuana. Cette caravane, qui transportait des Mexicains munis de leur carte d'électeur, a traversé la frontière la veille des élections présidentielles et s'est installée près des urnes spéciales. Par l'institution d'arrêts symboliques dans des villes où la population d'origine mexicaine était importante, afin d'informer les citoyens de leurs droits civiques mais aussi de les mobiliser sur cette revendication, la caravane est le répertoire d'action collective qui a eu le plus de répercussion dans la presse des deux côtés de la frontière. Du fait de son originalité et de son caractère spectaculaire, elle a participé à l'élaboration de l'image des « citoyens nomades ».

Enfin, un troisième type de répertoire a mis en jeu les représentations diplomatiques mexicaines aux États-Unis. Dans des lieux publics fréquentés quotidiennement et historiquement par les Mexicains, tels la Plazita de las Olveras à Los Angeles, et surtout face aux consulats mexicains, de faux bureaux de vote ont été installés (notamment à Los Angeles, Salinas, Sacramento, San José, San Diego, San Francisco, East Los Angeles). Les Mexicains établis aux États-Unis ont alors pu exprimer leur opinion politique et revendiquer leur appartenance partisane et leur identité nationale par un simulacre de vote. Cette action a facilité la diffusion de la figure des « citoyens imaginaires ».

LES SIGNIFICATIONS DU DROIT DE VOTE POUR LES MEXICAINS DE CALIFORNIE : ENTRE IDÉAL ET PRATIQUE

En premier lieu, les entretiens reflètent, au-delà d'une prise de parole par des répertoires d'action concrets, diverses représentations du vote, notamment une grande divergence entre la représentation idéale du vote et un désenchantement face à sa pratique au Mexique. Le vote en théorie est défini comme un droit politique et constitutionnel que le fonctionnement du système politique mexicain bafoue continuellement. Manque de transparence, fraude électorale et manipulation des résultats marquent l'expérience d'électeur des migrants mexicains. Le vote devient finalement la source d'une frustration forte pour ceux qui jugent que la représentation politique devrait égaler leur poids économique et leur participation au développement du pays d'origine, comme Felipe, *indocumentado*, 28 ans, travailleur agricole :

« Je vous le répète. C'est important de voter là-bas comme ici aux États-Unis, moi j'ai voté au Guerrero, parce que je connais les manœuvres du PRI, ça m'est égal qui gagne, mais si tu ne votes pas, alors dans la liste on voit que tu n'as pas voté, tu comprends ? Dans la liste, ils voient, Untel n'a pas voté... Et il y a tel résultat... C'est comme ça ici, le PRI

trionphe toujours... Ou alors ils te disent : tu as voté... Je ne suis pas sûr que tu aies bien voté... Alors même si tu n'étais personne, il faut voter, il faut être conscient... Même si tu votes blanc... Mais si tu ne participes pas, le PRI gagne tous les sièges... Oui ! Même les morts, ils ne sont pas rayés de la liste, alors même les morts votent ! »

Voter apparaît également comme un instrument de changement pacifique qui, dans l'idéal, permet d'aboutir à la mutation d'un système non démocratique en évitant des actions plus violentes. La transition doit venir des urnes, la responsabilité des citoyens est aussi d'exprimer leur volonté de changement. Le vote est perçu tout à la fois comme un droit, un devoir et un pouvoir, comme le disent Carlos, naturalisé américain en 1990, 70 ans, ouvrier, et Francisco, résident légal, 33 ans, patron d'un magasin :

Carlos : « Je pense que le vote, c'est important. Pour moi, ça veut dire aussi que je n'ai pas perdu l'amour de ma terre natale, que j'ai de la famille là-bas, que j'ai aimé m'engager dans les changements, c'est comme une obligation morale, par rapport à ce qui se passe au Mexique [...]. C'est comme faire un vœu : c'est dire, moi aussi je veux faire quelque chose, moi aussi je veux voter, moi aussi je veux décider qui sera le prochain président. En d'autres termes, une forme d'exercer ce changement, parce que le changement se produit au Mexique et ailleurs. Une forme pacifique d'apporter le changement, parce qu'il y a toujours une alternative, la forme violente et la forme pacifique, moi j'aimerais contribuer à la forme pacifique. Et comment ? Au moins avec mon vote. »

Francisco : « C'est un projet très ambitieux, très beau, qui me donne des espoirs pour continuer la lutte, tu imagines ? Sept millions de Mexicains qui votent de l'étranger ? Ça, ça provoque un changement total dans le pays. Cela donne le pouvoir à des gens qu'il sera difficile de corrompre ou de coopter, ou tout autre chose que faisait le gouvernement. Ce sont des choses très intéressantes qui vont se produire au Mexique, et c'est beau de savoir que tu fais partie de ce changement au Mexique. Chacun apporte sa pierre à l'édifice. »

En deuxième lieu, le vote se dessine comme l'affirmation symbolique d'une existence. Il implique une dualité entre reconnaissance et négation de l'individu comme être politique et social. Dans l'univers de représentations des personnes interrogées, le vote confère un statut et une identité. Il confirme l'existence physique, morale et politique de l'individu. Par ce geste, le migrant mexicain affirme qu'il est citoyen de quelque part, qu'il fait corps avec une entité territoriale déterminée tout autant qu'avec un collectif dans lequel il souhaite s'inclure. Le droit de vote est la reconnaissance morale de l'appartenance à une communauté. Il ouvre l'entrée sur l'espace public. Il exprime la voix de ceux qui se sentent exclus géographiquement et politiquement de l'État dont ils sont originaires. Pour Teresa, résidente légale, 29 ans, travailleur agricole puis garde d'enfants, le droit de vote est en quelque sorte l'expression de la « voix des sans-voix » :

« Le vote, pour moi, oui, c'est... Ici on n'existe pour personne, ni ici, ni au Mexique, c'est pour ça qu'on nous traite mal, les citoyens, ici, on n'existe pas, pas même politiquement. Les gens dernièrement m'ont demandé qu'est-ce que je faisais dans ce mouvement, pourquoi je participe, alors j'ai expliqué ce que le PRD veut, que nous puissions participer au Mexique, qu'il faut un changement au Mexique, pour ceux qui sont ici et ceux qui sont là-bas, on veut rentrer avec le changement [...]. Voter, c'est une force politique, c'est avoir une existence, par exemple dans ce pays, aucun des citoyens n'a de droit, on les traite comme des délinquants, on ne les aide pas avec leurs problèmes... Ni le gouvernement américain ni le mexicain ne font attention à nous... Nous, on envoie de l'argent au Mexique... Des quantités d'argent et on a besoin [...] d'éducation, de santé, le gouvernement devrait avoir des médecins, se préoccuper de l'éducation... »

Le vote est ainsi la métaphore et le vecteur de l'unité de la nation mexicaine. Le vote favorise la création ou la re-création de cette nation, véritable communauté imaginaire telle que la définit Benedict Anderson au sens d'imaginaire comme simultanément limité par nature et souveraine (Anderson, 1983 : 15). Dans ce cas précis, elle se construit aussi hors des frontières territoriales. Elle se veut l'emblème de la liberté et d'une solidarité profonde et horizontale, sans hiérarchie. Le vote ou sa revendication font disparaître la verticalité des rapports sociaux entre individus. Cette négation de l'appartenance à la nation par l'État d'origine conduit les migrants à un besoin de se mobiliser autour de valeurs communes. Le vote, un instrument défensif, est conçu comme l'ultime recours pour protéger leur identité nationale et individuelle. Il est peut-être le seul enjeu qui possède une telle force coagulatrice. La revendication reflète l'importance du vote et de la citoyenneté dans les systèmes de représentations individuelles et identitaires, voire communautaires, des migrants mexicains. Au-delà des dénonciations de fraude électorale, on trouve exprimée la frustration de ne pas être entendu et écouté, de ne pas faire entendre sa voix, de ne pas participer, de ne pas avoir de nom sur une liste électorale ni de carte d'électeur. Voter, c'est compter. Voter, c'est exister. Voter, c'est avoir une identité. Par le vote, les migrants mexicains se donnent l'illusion de ne plus se sentir comme des citoyens de nulle part, ainsi que l'expriment José Juan et Gerardo, résident légal, arrivé en 1978, travailleur agricole :

José Juan : « Le vote, pour les Mexicains absents, c'est influencer, influencer pour que les enfants aient des bourses, pour que les consulats nous protègent et nous aident, c'est avoir la double citoyenneté... Le reste, ça ne sert à rien, les papiers, je m'en fiche, ce qu'on veut c'est influencer notre gouvernement, pour que les compatriotes puissent s'unir. Tous ceux qui donnent tellement de ressources au pays ont le droit que ces ressources soient utilisées de manière sensée. C'est demander qu'on défende la souveraineté nationale mexicaine... Depuis l'extérieur. »

Gerardo : « Il y a vingt millions de Mexicains et le Mexique ne les a ni vus ni écoutés. Les peuples indiens, c'est dix millions, et eux non plus, on ne leur a pas prêté attention. Ici aussi, il faut faire notre marche zapatiste, comme ils l'ont faite en 1994 [...]. Avec le droit de vote, enfin on ne sera plus les plus oubliés des plus oubliés. »

LES RÉPONSES DU SYSTÈME POLITIQUE MEXICAIN

Il s'agit de voir comment la revendication a réussi à prendre une place importante dans le calendrier des promesses de réformes constitutionnelles du gouvernement de Vicente Fox. Cette réussite tient à la configuration spécifique de la structure d'opportunités du système politique mexicain. La mobilisation s'est cristallisée en effet lors de la campagne précédant juillet 2000 qui, comparée aux élections de 1988 ou de 1994, présentait une structure d'opportunités plus adéquate. Pour la première fois depuis 70 ans, les élections apparaissaient transparentes, démocratiques, et surtout au résultat imprévisible. Les trois partis politiques ont connu une phase de concurrence jusqu'alors non expérimentée. Le PRI et principalement le PRD recherchent l'appui des Mexicains de Californie, qui deviennent des instruments de leur propre politique interne, mais aussi externe. Comme l'écrit Denise Dresser, « les leaders politiques mexicains – qu'ils soient du gouvernement ou de l'opposition – ont découvert des électeurs potentiels aux États-Unis. Faire de la politique de l'autre côté de la frontière est devenu un moyen important de faire de la politique chez soi » (Dresser, 1993 : 82).

Il s'agit donc de comprendre quelles ont été les réponses apportées par le parti-État et par les autres partis politiques mexicains. Il faut d'abord examiner les réactions de l'État mexicain, qui peu à peu est passé de l'indifférence à des concessions au compte-gouttes. Le premier signe d'une transformation de l'attitude du régime mexicain est apparu dans l'action de Carlos Salinas de Gortari. Élu président du Mexique en 1988, suite à la fraude électorale, en recherche de légitimité intérieure et extérieure, il crée le programme *Impacto 2000 : Programa de atención a las comunidades mexicanas en el extranjero*. Ce manifeste proclame de façon directe les principaux facteurs qui mènent le PRI à s'intéresser à la population mexicaine des États-Unis. Il existe d'abord un enjeu de politique extérieure : contrer la réception croissante du discours du PRD de plus en plus visible grâce à la formation du Comacc (Comité mexicain d'accueil à Cuauhtémoc Cárdenas, créé en 1989 pour préparer les élections de 1994) et des comités de base aux États-Unis. Ensuite, il y a un aspect économique, dans la volonté d'attirer les investisseurs mexicains ou mexicano-américains vers leur pays d'origine. En outre, on distingue un but géopolitique ou stratégique : unifier une minorité qui peut faire office de lobby puissant auprès des institutions américaines. Enfin, d'un point de vue interne, il devient nécessaire de prendre en compte les préoccupations des migrants, dont l'opinion et surtout l'apport financier (6 milliards de dollars de transferts

financiers aux familles par an) sont susceptibles d'influencer les choix politiques des proches restés au Mexique.

La seconde avancée a lieu lors de la création de la Direction générale des communautés mexicaines de l'étranger, en février 1990, qui vient officialiser le programme précédent, faisant figure de simple recueil de bonnes intentions. Dotée de peu de moyens financiers, cette direction se contente pendant deux ans d'organiser quelques conférences visant à améliorer les perceptions mutuelles des Mexicains de deux côtés de la frontière et l'image du gouvernement mexicain. Une série de programmes de financement de faible impact sont mis en place, par exemple pour lutter contre le sida, assister juridiquement et administrativement les migrants, offrir une couverture sociale aux familles des migrants restées au Mexique ou subvenir aux besoins des plus pauvres comme le Pronasoli, Programme national de solidarité internationale, version internationale du Pronasol, grand programme très controversé de l'administration Salinas. Toutefois, aucun projet ne traite des droits politiques et civiques des migrants. Ils sont donc plus le reflet d'une recherche de légitimité politique à l'approche de la signature du traité de libre-échange que d'un changement de nature.

Ce n'est qu'à partir de 1994 que se donne à voir une mutation qualitative. Par des moyens cette fois institutionnels et politiques, le gouvernement mexicain tente de promouvoir l'intégration de l'immigration mexicaine considérée comme une véritable soupape de sécurité socio-politique pour le Mexique, puisqu'elle génère l'entrée de devises ou de ressources matérielles conséquentes. Avec l'arrivée d'Ernesto Zedillo au pouvoir, le Programme de développement national (1995-2000) indique de manière inédite que « la nation mexicaine s'étend au-delà du territoire délimité par ses frontières⁵ ». Cette logique débouche sur le vote de la « loi de double nationalité » de 1996. Elle reflète l'intérêt croissant du gouvernement mexicain pour construire des liens de plus en plus forts avec cette communauté. Elle permet aux Mexicano-Américains d'être propriétaire de terres au Mexique, mais ne leur octroie pas le droit de vote réclamé depuis 1988. Cette réponse ne fait donc que contourner la revendication.

Le quatrième geste d'importance est la formation d'une Commission d'experts nommée par l'IFE. En réalité, cette commission fait partie d'un ensemble de réformes électorales promises avant les élections présidentielles de 2000. Le rapport final de l'IFE sur « l'étude des modalités du vote des Mexicains de l'étranger » symbolise une ouverture de l'État mexicain envers les demandes des migrants. Il sera suivi de trois séminaires internationaux qui ravivent les débats⁶. Sous la pression des migrants mexicains, le gouvernement a accompli un geste symbolique car les députés du PRI continuent à s'exprimer clairement contre l'obtention du droit de vote des Mexicains de l'étranger. Ce refus se lit dans le rejet de diverses propositions de lois, mais aussi dans le discours du candidat priiste aux élections présidentielles 2000. En juillet 1999, puis de nouveau en février 2000, le Sénat à majorité priiste rejette l'initiative du Parlement et met fin à la possibilité des Mexicains de l'étranger de pouvoir voter depuis l'étranger pour les élections 2000.

Cette décision peut être analysée en dernier ressort comme la peur du régime priiste de donner plus de voix aux partis d'opposition dans des élections déjà annoncées comme très disputées. Le PRI pouvait redouter un vote massivement « anti-système ».

Il faut également souligner les stratégies des autres destinataires de la mobilisation. À partir de 1988, les partis d'opposition, le PAN mais surtout le PRD, s'immiscent dans les fissures du système politique en transition. Le vote des Mexicains de l'étranger apparaît comme un enjeu supplémentaire, un réservoir de voix. Les migrants deviennent des sujets et des acteurs politiques. On (leur) rappelle qu'ils n'ont pas seulement quitté le Mexique pour des raisons économiques mais qu'ils ont aussi « voté avec leurs pieds ». En ce qui concerne l'opposition, le PAN n'a mis en place que deux structures en Californie, et ce juste avant les élections présidentielles 2000. Il s'agit du Mimexca, migrants mexicains de Californie et de la CIME, Coalition internationale des Mexicains à l'étranger, organisations nées en février 2000 pour préparer la campagne de Vicente Fox aux États-Unis. L'autre marque récente de l'intérêt du PAN repose sur l'élaboration d'un « Programme migrant » pour ses activités aux États-Unis, programme en cours d'élaboration, dont l'objectif serait de reproduire la stratégie de création des comités du parti aux États-Unis.

Le PRD, quant à lui, a su investir ce nouvel espace politique et pourrait bien avoir pris une longueur d'avance sur ses adversaires. Agissant comme un entrepreneur politique « transfrontalier », il a adopté une stratégie de déterritorialisation. Les statuts du parti, approuvés en 1998, officialisent ce qui existait depuis 1990 en Californie. En effet, le chapitre III du Titre II des statuts du PRD s'intitule : « Des affiliés du parti à l'extérieur du pays » (PRD, 1998 : 20). Les articles 14 à 17 indiquent notamment que l'organisation en comités de base et les droits des adhérents de l'étranger sont les mêmes que ceux du territoire mexicain. Par ailleurs, ils stipulent que ces adhérents pourront élire et être élus pour désigner les dirigeants du parti et les candidats à présenter au suffrage populaire. Au-delà de cette reconnaissance statutaire, le PRD a surtout été le premier à inclure dans ses programmes les revendications des migrants mexicains (droits de l'homme, droits du travail, sécurité à la frontière...) et à déterritorialiser ses activités en Californie dès sa fondation officielle.

En outre, les adhérents du PRD de Californie ont présenté une réclamation à la Commission des droits de l'Homme de l'Organisation des États d'Amérique pour atteinte aux droits politiques de millions de citoyens qui résident à l'étranger, relayée par la presse mexicaine, notamment dans *Proceso* (Jáquez, 1994). Au Mexique, le PRD présente une série d'initiatives légales pour modifier les lois régulant le droit de vote de l'étranger, chaque fois rejetées par le Parlement à majorité priiste (Badillo Moreno, 2000) : le 6 juin 1994, Liliana Flores Benavides propose un projet de loi sur le droit de vote des Mexicains de l'étranger au Parlement ; le 30 avril 1998, Lázaro Cárdenas Batel présente un projet de loi au Parlement pour permettre l'inscription des Mexicains de l'étranger sur les registres

électorales ; le 19 novembre 1998, Rafael Castilla Peniche soumet au Parlement un projet de réforme de l'article 35 de la Constitution pour y introduire le droit de vote des Mexicains de l'étranger ; le 18 décembre 1998, Martha Dalia Gastélum propose un projet de loi de financement pour inclure les coûts de l'organisation des élections des Mexicains de l'étranger dans le budget fédéral ; le 15 avril 1999, Javier Algara Cossío et Rafael Castilla Peniche présentent un projet de loi pour ajouter un « neuvième paragraphe » au code fédéral électoral afin de régler le droit de vote de l'étranger. Le refus du Sénat mexicain élimine définitivement la possibilité de voter aux élections 2000 en dépit des conclusions positives de la Commission d'experts sur la viabilité technique du vote. Une nouvelle proposition lancée par Gregorio Urias est en cours de traitement depuis octobre 2001.

* * *

Toutes ces initiatives, couplées à l'ouverture du système politique mexicain depuis 1988 et à la promesse de réforme constitutionnelle de Vicente Fox, démontrent les avancées de la revendication pour le droit de vote depuis l'étranger. La demande de participation politique au Mexique par le biais du vote souligne aussi que la citoyenneté n'est pas uniquement définie comme un ensemble de procédures, mais aussi comme des pratiques, des qualités, des identités. Reste à s'interroger sur l'émergence d'une possible double citoyenneté pour les Mexicains des États-Unis et sur leur rôle politique de l'autre côté de la frontière. La construction d'un deuxième Mexique désirant le changement est-elle vérifiée ? La majorité des migrants s'identifie-t-elle avec l'opposition au Mexique ? L'enjeu est de taille pour les nouveaux dirigeants de l'alternance politique.

Notes

- 1 L'échantillon contient une diversité en terme de statut, mais aussi de sexe, de groupe socio-professionnel, d'âge et de niveau éducatif. Par ailleurs, il a été fait recours à des données issues de l'observation de quatre réunions ayant pour objet le droit de vote depuis l'étranger à Stockton, Salinas, Los Angeles et East Los Angeles (Le Texier, 2001). Ces 17 entretiens ont été réalisés par l'auteur en février 2001 dans le but non d'obtenir une représentativité quantitative de la population mexicaine de Californie mais simplement un échantillon le plus varié possible ; en effet, « l'entretien compréhensif ne peut prétendre à un même degré de présentation de la validité de ses résultats que des méthodologies plus formelles, car il renferme une part d'empirisme irréductible », (Kaufmann, 1997 : 26).
- 2 Le « *grito de Dolores* » a lieu le 15 septembre, fête nationale mexicaine. Il évoque l'appel lancé par Dolores Hidalgo, héros de l'Indépendance mexicaine, pour mobiliser au combat le peuple mexicain. Il marque le début de la guerre d'indépendance face à l'emprise coloniale espagnole.
- 3 La Plazita de las Olveras est le cœur historique de la présence mexicaine à Los Angeles.
- 4 Il s'agit bien sûr d'Hernán Cortéz, conquérant du Mexique.
- 5 En substance, les objectifs de ce plan sont : « renforcer les connexions culturelles et les liens avec les communautés mexicaines et la population d'origine mexicaine de l'étranger. Ce programme fera la promotion de l'organisation communautaire, des échanges entre les entrepreneurs d'origine mexicaine des PME, des entretiens avec des universitaires et des chercheurs, des visites réciproques, la diffusion de l'information, afin d'accroître la compré-

hension des problèmes du pays par les communautés nationales et les personnes d'origine mexicaine... Simultanément, nous renforcerons nos programmes de solidarité avec ces communautés en mettant en avant leurs racines mexicaines, en soutenant des programmes d'alphabétisation en espagnol et en enseignant l'histoire, les valeurs et les traditions de notre pays. Nous encouragerons au Mexique l'image de la dignité et du respect que ces communautés méritent ainsi que la bonne appréciation du travail des Mexicains et des personnes d'origine mexicaine à l'étranger », (Guarnizo, 1998 : 15).

6 Premier séminaire international sur le vote des nationaux résidant à l'étranger, organisé par l'IFE à Mexico D. F., 11 et 12 août 1998 ; Conférence trilatérale sur le vote de l'étranger (Canada, États-Unis, Mexique) organisée par l'IFE à Mexico D. F., 2 et 3 septembre 1998 ; Séminaire binational sur le droit de vote de l'étranger (Mexique, États-Unis), à Zacatecas, Mexique, 23-25 novembre 1998.

Bibliographie

- Anderson, Benedict, 1983, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, New York, Verso.
- Badillo Moreno, Gonzalo, 2000, *Los Derechos de los migrantes mexicanos en Estados Unidos*, Mexico, Talleres gráficos de la Cámara de Diputados.
- Beltrán del Río, Pascal, 1998, « Ya es una garantía constitucional : los mexicanos en el extranjero podrán votar », *Proceso*, Mexico.
- Beltrán del Río, Pascal, 1998, « Doble nacionalidad y derecho al voto en el extranjero no son compatibles », *Proceso*, Mexico.
- Darling, Juanita, 1994, « Thousands to oversee Mexico vote », *Los Angeles Times*, Los Angeles.
- De la Vega, Miguel, 1998, « Los expertos coinciden : tradicionalmente, el voto externo es de igual proporción que el interno », *Proceso*, Mexico.
- Dresser, Denise, 1993, « Exporting Conflict. Transboundary Consequences of Mexican Politics », dans Katrina Burgess et Abraham Lowenthal, *The California – Mexico Connection*, Stanford, Stanford University Press, p. 82-112.
- Garza, Rodolfo (de la) et Louis DeSipio, 1992, *Latino voices. Mexican, Puerto Rican and Cuban Perspectives on American Politics*, Boulder, Westview Press.
- González Souza, Luis, 1998, « Expatriados y silenciados », *Proceso*, Mexico.
- Gregory, Stephen, 1994, « Mexico vote : outsiders get historic look », *The San Diego Union Tribune*.
- Guarnizo, Luis, 1998, « The Rise of Transnational Social Formations : Mexican and Dominican State Responses to Transnational Migration », *Political Power and Social Theory* (12), p. 45-94.
- Hirschman, Albert, 1970, *Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations and States*, Cambridge (MA), Harvard University Press.
- Jáquez, Antonio, « Los Mexicanos en Estados Unidos reclaman su derecho al voto », *Proceso*, Mexico.
- Kaufmann, Jean-Claude, 1999, *L'Entretien compréhensif*, Paris, Nathan.
- Knight, Alan, 1996, « México bronco, México manso : una reflexión sobre la cultura cívica mexicana », dans *Política y gobierno*, Mexico, CIDE, III, (1) : 5-31.
- Le Texier, Emmanuelle, 2001, « Analyse d'une mobilisation. La revendication du droit de vote au Mexique par la communauté mexicaine de Californie (1988-2000) », mémoire de DEA, Paris.
- Partido de la Revolución Democrática (PRD), 1998, *Estatuto*, Mexico, PRD.
- Rivera Salgado, Gáspar, 2000, « Fox ratifica prioridad del voto en el exterior », in *La Opinión*, Los Angeles.

- Robles, Francisco, 2000, « El voto de los residentes en el extranjero será limitado », La Opinión, Los Angeles.
- Santamaría Gómez, Arturo, 2000, « La doble nacionalidad y la doble ciudadanía », dans Badillo Moreno, Gonzalo, 2000, *Los Derechos de los migrantes mexicanos en Estados Unidos*, México, Talleres gráficos de la Cámara de Diputados, p. 72-117.
- Segovia, Rafael, 1975, *La Socialización del niño mexicano*, Mexico, FCE.
- Sepúlveda, Graciela, 1991, « Demandas de participación política de los mexicanos en el Estado de California, de Estados Unidos de América. La lucha desde afuera », dans Parédes Ramírez, Gustavo, *El Sistema político mexicano visto por los mexicanos de afuera (el caso de la comunidad mexicano-chicana en el Estado de California)*, Mexico, Cuaderno de Relaciones Internacionales – UNAM, p. 45-62.
- Shain, Yossi, 1989, *The Frontier of Loyalty. Political Exiles in the Age of the Nation-State*, Middletown, Wesleyan University Press.
- Tilly, Charles, 1986, *La France contestée. De 1600 à nos jours*, Paris, Fayard.
- U.S. Census Bureau, 2001, *Census 2000 Redistricting Data*, <http://www.census.gov/>

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Depuis 1988, les Mexicains établis aux États-Unis ont engagé différentes stratégies de mobilisation collective dans le but d'obtenir le droit de vote aux élections présidentielles et législatives mexicaines depuis l'étranger. En Californie notamment, cette revendication s'est construite en quatre phases ascendantes. Les réponses apportées par les partis politiques et le gouvernement mexicains ont été variées, allant dans le sens d'une ouverture progressive, et ont abouti après les élections présidentielles 2000 à une promesse de réforme constitutionnelle du nouveau président du Mexique. La revendication pour le droit de vote des migrants mexicains symbolise des dilemmes d'allégeance nationale qui cristallisent des significations et représentations du vote et de la citoyenneté propres à cette population. Elle reflète aussi la constitution d'un acteur politique à part entière de l'autre côté de la frontière.

Desde 1988, los mexicanos residentes en los Estados Unidos han establecido diferentes estrategias de movilización para obtener el derecho de votar en las elecciones presidenciales y legislativas mexicanas desde afuera. En California en particular, esta demanda se ha construido en cuatro fases. Las respuestas de los partidos políticos y del gobierno mexicano han sido distintas pero llevaron a una apertura progresi-

va que desembocó, después de la elección presidencial del 2000, en una promesa de reforma constitucional del nuevo presidente mexicano. La demanda del derecho al voto de los migrantes mexicanos simboliza los dilemas de lealtad nacional que cristalizan significaciones y representaciones del voto y de la ciudadanía características de este grupo. También es el reflejo de la construcción de un actor político del otro lado de la frontera.

Since 1988, Mexicans in the United States have established different strategies of collective mobilization in order to obtain the right to vote from abroad in the Mexican presidential and legislative elections. In California in particular, this demand has developed through four stages. Mexican political parties and government responded differently to this demand. After the 2000 presidential elections and in an increasingly favorable atmosphere, the demands have led the new Mexican president to promise a constitutional reform. The Mexican migrants' demand for the right to vote highlights the dilemma of national allegiance, which in turn reveals the meanings and representations of voting and citizenship specific to this population. It also reflects the constitution of a political actor per se on the other side of the border.



CUZCO, RUELLE DU QUARTIER DE SAN BLAS.
CE QUARTIER HISTORIQUE DE LA VILLE DOMINE LA PLAZA DE ARMAS ET LA CATHÉDRALE. (CLICHÉ : ÉLODIE SALIN).

CUZCO : DU « NOMBRIL DU MONDE » AU CŒUR TOURISTIQUE DU PÉROU

NATHALIE RAYMOND*

DE CAPITALE DE L'EMPIRE INCA, la ville de Cuzco est devenue le lieu incontournable du tourisme au Pérou où convergent touristes péruviens et étrangers, à toute période de l'année, pour s'immerger dans les vestiges d'un passé prestigieux. Quelles sont les étapes qui ont fait de Cuzco la capitale touristique du Pérou ? Comment cette « mise en tourisme » s'est-elle déroulée ? Quelles en sont les conséquences sur l'organisation spatiale, sociale et économique de cette ville andine ?

Perchée à 3 400 m d'altitude, à environ 1 000 km au sud-est de Lima, à quelque 400 km au nord du lac Titicaca, Cuzco est le point central de tous les circuits touristiques classiques à destination du Pérou. Seuls les andinistes venus explorer la Cordillère blanche et éventuellement quelques touristes attirés uniquement par la forêt amazonienne (autour d'Iquitos) peuvent se prévaloir de venir au pays des Incas sans avoir fait escale dans son ancienne capitale. Celle-ci est en effet le point de départ de ce qui constitue le point culminant du séjour péruvien : la visite du site mythique de Machu Picchu, à laquelle s'ajoutent quelques sites importants de la vallée Sacrée tels Ollantaytambo ou Pisac. Les vestiges incas de la région de Cuzco – à commencer par la cité perdue des Incas – constituent l'aspect dominant de l'image touristique du pays et ils sont inclus dans tous les circuits vendus par les agences de voyage au Pérou et à l'étranger. Pour les touristes individuels, qui sont localement appelés « libres », ces sites sont également inscrits au programme puisqu'ils occupent une part essentielle de tous les guides utilisés par ces voyageurs. Quant aux touristes nationaux, ils sont attirés par la région où ils rêvent d'aller au moins une fois dans leur vie, pour renforcer leur identité nationale en connaissant les vestiges d'une étape essentielle de leur histoire

* CEMCA, Guatemala

(l'Empire inca), en honorant les symboles locaux du catholicisme (à l'occasion du Corpus Christi en juin) ou encore en assistant à des fêtes réputées dans tout le pays (la fête de la Bière, l'Inti Raymi du mois de juin).

Cuzco constitue ainsi le point de rencontre majeur de visiteurs en provenance de tous les horizons : riches touristes nord-américains, européens ou japonais en voyage organisé de luxe, jeunes routards réalisant un long périple de plusieurs mois à travers tout le continent, jeunes (ou moins jeunes) vacanciers européens ou latino-américains venus « faire » le Pérou pendant leurs congés annuels, liméniens ou arequipéniens profitant d'un long week-end pour connaître le berceau de l'Empire inca. Ils sont environ 350 000 touristes (dont environ 230 000 étrangers) en cette fin des années 1990 à visiter, chaque année, Cuzco. Cette estimation peut sembler faible pour une destination phare, sinon du tourisme international du moins de l'Amérique latine, et elle ne recevrait certainement pas l'aval des autorités péruviennes qui annoncent pour 1999 plus de 940 000 touristes internationaux. La clé expliquant l'écart entre ces deux données réside dans la définition donnée au terme « touriste ». Dans le deuxième cas, il s'agit de la définition adoptée par l'OMT qui, on le sait, est très large puisqu'elle inclut les visiteurs venus pour des motifs allant du loisir (agrément, vacances, santé, études, religion et sports) aux affaires, missions ou réunions en passant par la visite à la famille. Les « vrais touristes », ceux qui sont dans un temps de non-travail, qui ont payé leur voyage et qui viennent avec de vrais motifs d'agrément pouvant associer plusieurs loisirs répondant à un besoin de dépaysement, sont davantage cernés par la première estimation qui repose sur les entrées à Machu Picchu, c'est-à-dire sur une pratique touristique. Sachant à quel point il est peu concevable pour un touriste arrivé à Cuzco de ne pas aller visiter Machu Picchu, on peut transposer cette statistique et affirmer que la cité impériale reçoit entre 350 000 et 400 000 touristes à l'année (en tenant compte d'éventuelles erreurs de comptage). C'est la première ville touristique du pays si on exclut Lima dont l'aéroport international voit débarquer une grande proportion de ces mêmes touristes¹ ainsi que ceux qui vont dans la Cordillère blanche (approximativement 15 000 andinistes). Selon une estimation personnelle Cuzco reçoit environ 80 % des touristes internationaux entrés au Pérou. Cette position privilégiée dans la hiérarchie des villes touristiques fait qu'elle reçoit davantage de touristes à l'année qu'elle n'a d'habitants. Avant de nous interroger sur les conséquences de cette fréquentation pour les Cuzqueniens et leur environnement urbain, voyons comment Cuzco est devenue le cœur touristique du Pérou².

A LA BASE DE LA MISE EN TOURISME DE CUZCO : UN PASSÉ RICHE

Cuzco a été fondée par les Incas, vraisemblablement au début du XIII^e siècle de notre ère. Chef d'une des quatre tribus fondatrices, Ayar Manco s'impose comme le premier Inca, premier des douze ou treize souverains de cette même

dynastie. C'est à partir de Qosqo (nom quechua de la ville signifiant le « nombril du monde ») que l'Empire va progressivement s'étendre pour connaître son apogée entre 1450 et 1532 environ. La ville s'organise alors selon un plan en damier et la place centrale est le point de départ des quatre routes qui permettent à la capitale d'être reliée aux quatre régions du *Tahuantinsuyu*. Des constructions en pierre massive bordent les places de la ville et sont organisées le long de rues étroites.

À partir du 15 novembre 1533 avec l'entrée de Pizarro à Cuzco, la ville entre dans une deuxième étape : la colonisation. Elle est alors intégrée à la vice-royauté du Pérou dont Lima est la capitale et son économie est liée à l'exploitation des mines de Potosí. Sa prospérité s'accompagne d'un développement urbain qui conserve son plan originel inca. Les édifices coloniaux s'élèvent au-dessus des bâtiments incas, conservant leur soubassement massif de pierre. Les fonctions elles-mêmes se superposent : la place d'Armes espagnole remplace la place centrale inca, de nombreuses églises ou couvents sont construits à l'emplacement même des temples incas, c'est le cas, par exemple, du couvent Santo Domingo construit sur le Qoricancha (dédié au culte du soleil). Les tremblements de terre successifs, en particulier celui de 1950 révéleront ce choix politico-religieux particulier. Au cours des siècles qui séparent le Pérou de l'indépendance, le métissage s'effectue et se matérialise dans la naissance d'un art original mêlant les influences catholiques et incas, espagnoles et andines. Les composantes essentielles de l'offre touristique actuelle de Cuzco sont déjà en place au début du XIX^e siècle et les périodes républicaines et contemporaines ne modifient pas fondamentalement la morphologie urbaine de la ville, en particulier de son centre historique. Son accès depuis l'extérieur est amélioré avec la mise en place d'une liaison ferroviaire depuis Arequipa et La Paz en 1907 et d'une liaison aérienne avec Lima au cours des années 1940. Notons aussi que la ville a connu une assez forte croissance de sa population depuis 1960 (elle a quasiment quadruplé), fruit d'un accroissement naturel élevé du fait de la transition démographique et de l'exode rural. Toutefois cette augmentation n'a pas entamé l'héritage historique qui se transforme au contraire en patrimoine touristique par les multiples interventions des pouvoirs publics.

LES ANNÉES 1970 OU LE PARI D'UN DÉVELOPPEMENT PAR LE TOURISME

Les années 1960-1970 voient les pouvoirs publics péruviens s'intéresser de près au secteur du tourisme, en particulier dans la région andine qui s'étend de Cuzco au lac Titicaca. Il est vrai que dès cette époque il existe un tourisme national et international bien caractérisé. Les étrangers qui visitent le Pérou à cette époque sont de deux grands types : des Nord-Américains fortunés qui se rendent en Amazonie (Iquitos) et à Cuzco et de jeunes routards, essentiellement sud-américains, qui font une sorte de voyage initiatique à travers le continent,

certaines pour s'initier aux dures réalités sociales et confirmer leurs idéaux révolutionnaires – Ernesto Guevara en est une parfaite illustration, lui qui visite le Pérou en 1952 et émet à cette occasion plusieurs jugements sévères sur l'attitude des « gringos » en voyage³. Parallèlement le développement de l'aviation civile laisse entrevoir des possibilités de forte croissance du secteur touristique à l'échelle mondiale et plusieurs pays formant le nouveau bloc du Tiers Monde voient sans doute là un outil de développement et le moyen de s'affranchir d'une dépendance trop grande vis-à-vis du secteur primaire.

Ainsi, en 1964, le gouvernement péruvien, alors dirigé par le président libéral-progressiste Belaunde, demande à l'Unesco une étude sur le potentiel touristique du pays ainsi qu'une collaboration technique et économique. Un an plus tard, une étude réalisée par Vrioni pour l'Unesco conclut que la rentabilité des investissements dans le secteur touristique péruvien est assurée et propose comme zone prioritaire dans le plan péruvien de développement touristique la région Machu Picchu – Cuzco – Puno – Desaguadero. En 1966, une autre étude précise le caractère prioritaire de l'axe Coribeni – Quillabamba – Cuzco – Puno – Desaguadero ainsi que la nature du travail à effectuer en termes de restauration et de conservation des monuments. En 1968, une étude faite par Risch pour la BIRF et l'Unesco, dans le but de demander au PNUD une étude sur le développement du tourisme au Pérou, déclare que la zone de Cuzco constitue un « pôle d'attraction touristique sans égal ». Elle demande que se mette en place un organisme de coordination efficace pour réaliser les études nécessaires sur la zone. Le plan Copesco (coopération entre le Pérou et l'Unesco) est né. Les événements vont se précipiter sous le gouvernement militaire.

Le plan Copesco et ses conséquences

Le 3 octobre 1968 un coup d'État porte au pouvoir une junte militaire dirigée par le général Juan Velasco Alvarado. Le « gouvernement révolutionnaire des forces armées », souvent qualifié de progressiste, qui se met en place mène une politique interventionniste dont les manifestations les plus spectaculaires sont la promulgation de la réforme agraire et les nationalisations d'entreprises américaines. Dès avril 1969 les institutions chargées de mettre en place le plan Copesco sont créées et en 1974, deux contrats de prêts par la BID sont signés, l'un d'un montant de 26,5 millions de dollars, l'autre de 2,8 millions. De son côté, le gouvernement péruvien apportera pour la réalisation de la première étape, l'équivalent d'environ 64 millions de dollars.

L'objectif du plan, s'il était au départ de mettre en valeur des monuments et autres lieux d'intérêt historique, s'est vite transformé en plan de développement intégral pour la région de Cuzco et Puno à travers une priorité donnée au tourisme. C'est par ce biais que cette région défavorisée de la sierra allait devoir se développer grâce au plan Copesco. Ce dernier, dans sa première étape, prévoyait six types de projets : l'équipement touristique, les transports, la mise en valeur des

monuments, l'énergie électrique, les centres éducatifs, la coopération technique. Un certain nombre ont été concrétisés.

Les réalisations les plus importantes concernent la construction d'infrastructures d'hébergement et les travaux de viabilité des routes formant des circuits touristiques. Ainsi, des auberges de jeunesse sont destinées à accueillir de jeunes touristes de plus en plus nombreux avec l'arrivée des charters ; le centre de vacances d'Urubamba, quant à lui, est plutôt destiné, par sa nature, à accueillir un tourisme de type national et en particulier cuzquennien. En effet, situé dans la vallée de l'Urubamba, à moins de 3 000 m, il offre un lieu de villégiature apprécié des touristes cuzquenniens, qui faute de moyens financiers, ne peuvent aller à Lima, Arequipa ou ailleurs et font d'Urubamba un lieu de vacances privilégié, car proche et facilement accessible. Suivant la même logique et à l'échelle de tout le pays est créée la chaîne « Hotel turista » qui vise à accueillir dans des établissements de bon standing des touristes nationaux et internationaux qui circulent hors des circuits classiques. Chaque département (ou presque) accueille un établissement de ce type. Machu Picchu et la presqu'île Esteves à Puno ont le leur. On le voit à travers ces exemples, le tourisme national est pris en compte, dès les années 1970, par les instances touristiques du pays, signe de l'importance de ce type de tourisme au Pérou...

L'autre domaine où les réalisations du plan Copesco furent particulièrement importantes sont celles concernant les routes, notamment le « circuit touristique » de Cuzco, aujourd'hui connu sous le nom de « Vallée sacrée » et vendu par toutes les agences : Cuzco – Písaq (avec un accès aux ruines en bus) – Urubamba – Ollantaytambo – Chincheros. Ce circuit, qui a commencé à se faire avec des taxis loués, avant que les agences ne commencent à s'équiper en bus dans les années 1980, est l'un des piliers du tourisme à Cuzco et plus largement du tourisme au Pérou. Il vient en complément d'une excursion à Machu Picchu et permet donc que les touristes restent un peu plus longtemps à Cuzco. De la même façon, les réalisations effectuées dans la région de Puno mettent en valeur le site de Sillustani en le rendant accessible par la route depuis Puno, ce qui peut compléter une excursion sur le lac Titicaca en même temps qu'elles rendent la Bolivie plus facilement accessible par la route. Cette liaison touristique possible entre les deux pays réunis par le lac (attraction touristique importante des deux côtés de la frontière) est une réalisation importante : le train unit Cuzco à Puno et bientôt, une route en bon état, qui sera aussi une réalisation du plan Copesco.

Enfin, la restauration de monuments précolombiens ou coloniaux recouvre une importance non négligeable dans une région où le tourisme est essentiellement de type culturel.

Toutes ces réalisations qui contribuent à rendre « visitables » des sites touristiques (en les restaurant et en les rendant facilement accessibles) et qui permettent ainsi de diversifier l'offre et de faire rester le touriste plus longtemps sont à la base du développement touristique de la région. Elles ont été fondamentales dans l'essor du tourisme à Cuzco, du reste les investisseurs privés ne s'y sont pas trompés...

En effet, à la grande surprise des concepteurs du plan Copesco, la réaction des investisseurs privés a été largement positive et a dépassé les prévisions. Elle s'est traduite par des transformations d'édifices existants en hôtels, mais aussi semble-t-il par l'ouverture de nouveaux restaurants, agences de voyage et boutiques d'artisanat. C'est du moins ce qui est souligné dans un document réalisé à l'issue d'une rencontre qui a eu lieu à Cuzco les 26, 27 et 28 avril 1994, sur le thème « Évaluation des réalisations et projections du plan Copesco 1964-1994⁴ ». On aurait évoqué à Cuzco pour cette période une véritable « hôtelomania ». Cet intérêt soudain pour l'activité touristique à Cuzco n'est, en fait, pas dû uniquement au plan Copesco, il est à replacer dans un contexte politique, économique et social en pleine mutation à la suite de la réforme agraire décidée par le gouvernement militaire.

L'impact de la politique interventionniste du gouvernement militaire

La loi de réforme agraire de juin 1969 a en effet profondément modifié l'organisation de la production agricole et remis en cause les pouvoirs d'une élite terrienne de latifundistes qui a dû se réorienter vers d'autres activités. Même si les réalisations sont inférieures aux projets, cette réforme agraire apparaît comme une des plus radicales d'Amérique latine avec celles de Cuba et du Mexique : 8,5 millions d'hectares, soit 40 % des terres agricoles et quelque 375 000 propriétaires terriens (le quart du total) ont été touchés par cette réforme. Au début les latifundistes expropriés ont été indemnisés en bons à long terme qui pouvaient être convertis en argent à condition qu'il soit investi dans des projets de développement définis par l'État. Or le plan de développement prévu pour la région de Cuzco est axé sur le tourisme. Ici, les anciens propriétaires terriens indemnisés sous forme de bons ont ainsi pu les utiliser comme garanties pour des prêts visant à réhabiliter des propriétés pour les transformer en hôtels. C'est à la suite de cela qu'est apparu le luxueux hôtel Libertador de Cuzco, par exemple. Il a été réalisé en 1976, dans un monument historique prestigieux, la maison des Quatre Bustes, à l'initiative d'une grande famille péruvienne touchée par la réforme agraire et qui avait projeté, à l'époque, de construire quatre hôtels. Ils se sont finalement limités à celui-là et ont, depuis, participé dans d'autres domaines d'activités. Ils possèdent aujourd'hui plusieurs hôtels. A une échelle moindre, c'est également le cas de l'hôtel El Inti, qui était auparavant la maison d'habitation des propriétaires terriens touchés par la réforme et qui est devenu un hôtel trois étoiles. On pourrait multiplier les exemples.

Parallèlement, un ensemble d'établissements de taille et de catégorie plus modestes ouvraient également à Cuzco, aux dires de leurs propriétaires, pour accueillir les étrangers de plus en plus nombreux et qui ne recherchaient pas le luxe. C'est le cas de l'hôtel Cahuiide (deux étoiles à l'époque) ou de l'hôtel Machu Picchu (une étoile). Le cas le plus fréquent à Cuzco est que ces établissements sont apparus dans des maisons coloniales du centre historique, ce qui se retrouve dans leur architecture actuelle puisque l'on retrouve presque systématiquement le patio avec les chambres disposées autour, ce qui donne des hôtels pas nécessairement très confortables mais souvent splendides.

La combinaison du plan Copesco et de la réforme agraire a réellement conduit à l'augmentation des capacités d'hébergement à Cuzco pendant la décennie de 1970, comme en témoignent les statistiques suivantes.

TABEAU 1 : ÉVOLUTION DE LA CAPACITÉ D'HÉBERGEMENT DE CUZCO AU COURS DE LA DÉCENNIE 1970

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Établissements	48	60	97	109	115	121	121
Chambres	956	1 314	1 935	2 168	2 374	2 542	2 500

Source : Direction nationale du Tourisme.

En six ans, la capacité d'hébergement à Cuzco est multipliée par 2,5. Si on prend en compte les données de J. Brisseau Loaiza⁵, en dix ans, de 1969 à 1979, le nombre d'établissements d'hébergement est presque multiplié par six (de 21 à 121) et celui de chambres quasiment par cinq (de 530 à 2 500). L'« hôtéloria » qu'on évoquait auparavant semble vraiment avoir existé. Au cours de cette décennie, la région de Cuzco voit se multiplier les infrastructures à usage touristique : routes, hôtels dont nous pouvons mesurer la croissance, mais aussi agences de voyages. En 1980, selon les sources officielles, il y aurait eu soixante-sept agences de voyage à Cuzco alors que neuf ans auparavant, il y en avait neuf selon J. Brisseau Loaiza, ce qui traduit là encore un fort engouement pour l'activité touristique qui paraît avoir existé également au niveau des restaurants et boutiques d'artisanat même si nous n'avons pas de données chiffrées.

Cuzco au cours des années 1970 devient donc la région aux potentialités touristiques les mieux exploitées : les infrastructures se densifient, l'activité s'organise puisque le gouvernement militaire met en place, à l'échelle du pays, une nouvelle législation et de nouvelles institutions telles le Centre de formation en tourisme (CENFOTUR) et le Fonds de promotion touristique (FOPTUR). L'institut national de la Culture est quant à lui fondé en 1971, son antenne cuzquénienne joue depuis lors un rôle de premier plan dans la restauration des monuments et sites archéologiques. Le secteur privé se structure également avec la création à Cuzco, par exemple, en 1979, de l'Association des agences de tourisme de Cuzco (AATC), encore aujourd'hui principale association de ce type dans la région.

Cette structuration globale du secteur accompagne une forte augmentation de la fréquentation due à l'arrivée des charters.

L'ÉPOPÉE DES CHARTERS AU PAYS DES INCAS

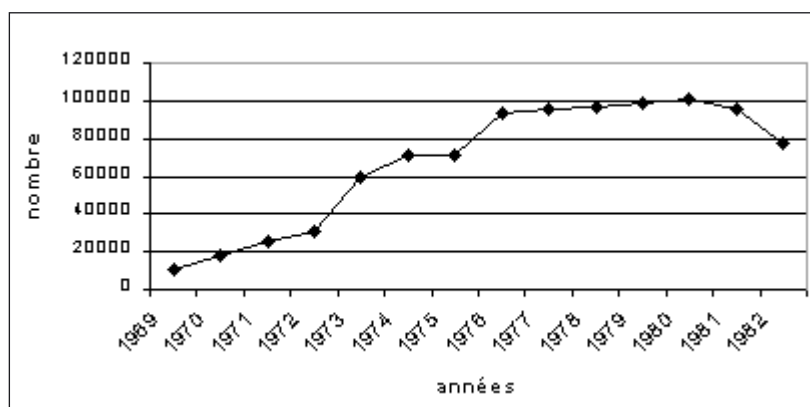
La date qui marque véritablement le début des charters est 1972. De 1972 à 1975, la chaîne charter fonctionnait sur trois mois, de juillet à septembre, puis à partir de 1975-1976, les vols sont devenus plus réguliers. En haute saison, quatre à six vols par mois arrivaient au Pérou contre au moins deux vols par mois en basse saison. Les principaux « charteristes » étaient français et américains. Les charters en provenance d'Europe partaient de Zurich, de Bruxelles, d'Allemagne

ou encore de Bâle-Mulhouse, les points de départ les plus fréquents étant la Suisse puisque la législation française a interdit jusqu'en 1984⁶, le départ de charters de France, afin de protéger le marché d'Air France. Ces charters étaient affrétés essentiellement par trois grandes agences françaises : Le Point Mulhouse, Nouvelles Frontières et Uniclam, le Point ayant sa propre compagnie de charters, tandis que Nouvelles Frontières travaillait surtout avec Balair (filiale charter de Swissair), et Uniclam achetait au plus offrant.

Du côté des États-Unis, plusieurs compagnies de charters assuraient la liaison entre les deux pays, notamment International Week-end, qui partait de Houston le week-end, une fois par semaine en saison basse, deux fois en saison haute (de janvier à mars), avec un DC-10 et trois cent cinquante passagers à son bord.

Ces charters ont bien sûr pour conséquence de permettre une augmentation de la fréquentation. Ceci s'observe très clairement sur le graphique suivant. Mais ils permettent également de diversifier la clientèle touristique en permettant un afflux plus important d'Européens et en particulier de jeunes moins fortunés. N'oublions pas qu'en ce début des années 1970, les Andes (le Pérou, Lima), l'Himalaya (le Népal, Katmandou) sont des destinations à la mode chez les jeunes, les classes moyennes, les intellectuels. Relativement peu coûteuses, elles répondent à des aspirations variées (les montagnes, des populations à l'écart de la civilisation occidentale contestée, des références spirituelles ou politiques, la présence de drogues plus ou moins fortes utilisables en toute liberté, bref, la promesse d'un espace d'authenticité, de liberté, d'aventures à l'écart de la civilisation occidentale et de sa société de consommation).

FIGURE 1 : ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ENTRÉES À MACHU PICCHU PENDANT LA PÉRIODE DES CHARTERS



Source : Instituto nacional de cultura. Cuzco.

Pendant la même période le nombre des touristes péruviens augmente également dans la région de Cuzco : en 1969, ils étaient environ 10 000 à visiter Machu Picchu, ils sont cinq fois plus nombreux dès 1975.

Ainsi au cours des années 1970, Cuzco s'affirme comme le cœur touristique du Pérou. Les années qui suivent confirment ce statut.

LES ANNÉES 1980-1990 : UNE CONFIRMATION DE LA PLACE PRÉDOMINANTE DE CUZCO DANS LE TOURISME AU PÉROU

Cette confirmation s'opère dans un contexte de contraction de l'espace touristique péruvien qui s'explique par plusieurs phénomènes. Le premier est lié à la récession économique mondiale qui suit les chocs pétroliers, lesquels provoquent également la disparition des charters.

Les effets de la récession économique à l'échelle mondiale

En 1979, le deuxième choc pétrolier et la nouvelle augmentation des tarifs qui en résulte, porte un coup presque décisif aux charters. Les vieux DC-8 ou DC-10 utilisés jusqu'alors ont en effet la particularité de consommer beaucoup de carburant... Or, entre 1970 et 1981, sous l'effet des deux chocs pétroliers, le prix moyen du baril de pétrole a été multiplié par dix-neuf en dollars courant. Le charter au Pérou devient donc de moins en moins rentable. Nouvelles Frontières se retire en 1979, Uniclam en 1980. Deux autres facteurs contribuent à l'abandon progressif du charter *stricto sensu* : les compagnies aériennes se rendent compte de l'intérêt qu'elles peuvent avoir à proposer un certain nombre de sièges à bas prix, c'est le début du « trafic volume » qui permet de voyager pour moins cher sur des vols réguliers en échange d'un certain nombre de contraintes, tel que le respect des dates de voyage. Parallèlement, les pressions de l'IATA, qui est en train d'exploser par ailleurs, sont de plus en plus fortes au Pérou pour limiter les charters et maintenir son pouvoir de fixation des tarifs aériens à destination de l'Amérique du Sud. Ainsi, en 1980, une nouvelle législation prévoit de limiter les ventes locales de billets charters afin de préserver les intérêts des compagnies régulières dont les tarifs étaient le double ou le triple de ceux en vol charter... La combinaison de ces trois facteurs fait que les charters disparaissent des cieux péruviens vers 1982, et ne sont toujours pas réapparus à la date d'aujourd'hui.

Les charters disparus, les tarifs aériens augmentent de nouveau assez rapidement, passant de 400 \$ environ depuis l'Europe à 1 000 \$ en moyenne. La clientèle change donc nécessairement en quantité et en qualité ; il devient plus difficile aux jeunes de partir à l'aventure sur les routes des Andes. Les touristes étrangers qui continuent à voyager au pays des Incas sont plus « classiques », ils restent moins longtemps du fait de la réduction relative de leur pouvoir d'achat et se dirigent donc de manière privilégiée vers les lieux les plus emblématiques du Pérou touristique, Cuzco et Machu Picchu en premier lieu.

Par ailleurs, on observe une évolution nette des pratiques touristiques à l'échelle mondiale.

De nouvelles pratiques touristiques

Sur la scène touristique internationale, on observe au cours des années 1980, une tendance très forte à l'organisation du tourisme d'aventure, qui apparaît devoir être de plus en plus « confortable », sûr et planifié. Les T-O se positionnent sur un marché qui se caractérisait jusqu'alors par sa rupture avec les pratiques de tourisme organisé, les touristes individuels voyagent de plus en plus avec des guides. Cette organisation est d'autant plus nécessaire que la durée moyenne des séjours se réduit et que dans un contexte de récession économique mondiale et de crise des sociétés urbaines, le voyage est sans doute de moins en moins anodin. Il doit permettre un véritable ressourcement et procurer un enrichissement culturel. La recherche d'universel prend alors le pas sur la découverte d'une situation sociale nécessairement caractérisée par un espace et une période (le présent). Cette recherche d'universel se fait à travers la valorisation de l'histoire et de la nature. Ce dernier aspect répond à un malaise urbain et s'inscrit dans la recherche d'espaces non « contaminés » par une activité humaine de type industrielle, des espaces dans lesquels l'individu se ressourcerait et se reconstituerait une sorte de pureté originelle. Cette évolution, nous l'avons bien vue dans le cas du Pérou à travers l'étude des commentaires et illustrations des circuits de Nouvelles Frontières. Nous passons d'un tourisme d'aventure extrême au tout début des années 1980, à un tourisme d'aventure confortable à la fin de la décennie. Le présent des hommes s'efface au profit du passé des civilisations. La misère des paysans indiens disparaît tandis que naît l'Indien mythique descendant des Incas. La nature renforce sa présence, non plus comme décor contraignant mais comme espace « essentiel » accueillant. Cette évolution de l'image du produit touristique péruvien s'accompagne d'une évolution des circuits proposés qui se simplifient et confirment la place de choix de Cuzco. Le berceau de l'Empire inca offre non seulement son passé mythique, ses « Indiens typiques » mais aussi ses paysages ; Cuzco s'érige, en outre, en porte d'entrée vers l'Amazonie, d'abord en tant qu'escale vers Puerto Maldonado puis progressivement vers le début de la décennie de 1990 comme point de départ vers le superbe parc du Manu dont l'accès long et coûteux reste toutefois relativement limité.

La simplification des circuits est à mettre en relation avec la mise à l'écart de certaines régions qui sombrent dans la violence sous l'effet combiné du terrorisme et de sa répression par les militaires.

La montée de la violence

L'état de guerre intérieure que connaît le Pérou au cours des années 1980 est le fait de deux mouvements de guérilla : l'un d'inspiration maoïste, le Sentier Lumineux, connu, né à la fin des années 1960 à l'initiative d'un professeur de philosophie de l'université d'Ayacucho, l'autre qui revendique une origine andine et indienne et qui est issu du Parti socialiste révolutionnaire, de la fin des années 1970, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru'. C'est en 1980 que Sentier Lumineux passe à la lutte armée avec un objectif clair de déstabilisation du pays en vue de la

conquête du pouvoir, quant au Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, c'est en 1984 qu'il commence à se manifester par la violence, à Lima essentiellement. Du fait de l'extension des activités de Sentier Lumineux, c'est toute la partie des Andes centrales qui devient infréquentable alors que la région de Cuzco est relativement peu touchée et peut continuer à accueillir des touristes qui, certes sont de moins en moins nombreux au fur et à mesure que la situation se dégrade, mais qui ne constituent pas des victimes désignées pour les terroristes. Le Sud du pays est ainsi relativement épargné par la violence et 1987 coïncide avec un pic de fréquentation du site de Machu Picchu. P. Aisner évoque une hypothèse intéressante selon laquelle à Cuzco, ce seraient les touristes qui auraient fait fuir les terroristes⁸. Il avance l'idée originale selon laquelle l'insertion dans les « circuits de la modernité » provoquée par le développement du tourisme dans la ville aurait retardé et limité l'implantation de Sentier Lumineux dans la zone. Selon lui, « le tourisme vient à point renforcer le sentiment d'appartenance nationale, il devient le moyen d'intégration de la région dans la nation péruvienne et permet une modification radicale dans la structure même du social au Cuzco en favorisant la montée d'un nouveau groupe au pouvoir, en créant des embryons de couches moyennes, en donnant une place sociale aux masses marginalisées indiennes et métisses. » Cette modification de la structure sociale de la ville due au développement de l'activité touristique aurait ainsi changé le comportement politique dominant des cuzquénien(ne)s. L'auteur fait en effet remarquer que Cuzco a toujours été le « creuset de la plupart des révoltes indiennes, de Tupac Amaru aux guérillas de la Convención dirigées par Hugo Blanco en 1965 ». Pourtant Cuzco n'a pas été touchée d'emblée par les actions du Sentier et est ensuite demeurée marginale dans la lutte, ce qui est confirmé par une cartographie des actions terroristes à l'échelle du pays. Le tourisme international serait donc à l'origine d'un changement politique et social fondamental car Cuzco avait la réputation d'être un centre politique difficilement contrôlable, or Sentier Lumineux ne parvient pas à s'y implanter.

Cuzco et l'Unesco

Cuzco est par ailleurs confirmé dans son rôle de pôle touristique du Pérou par son inscription en 1983 sur la liste du Patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco. Cette inscription a des conséquences sur la législation municipale et donne à la direction régionale de l'institut national de la Culture la responsabilité principale des opérations de réhabilitation du centre historique et de restauration des sites archéologiques de la zone. L'unité architecturale de la ville est préservée, toits de tuiles, édifices de moins de trois étages... La cathédrale, le couvent Santo Domingo, diverses églises de la ville ainsi que les murs incas sont restaurés, la place d'Armes est embellie, des musées sont aménagés dans d'anciennes maisons de style colonial rénovées. Les sites archéologiques des abords de Cuzco tels Saqsayhuaman ou Kenko sont progressivement restaurés. Tout ceci s'opère à partir du milieu des années 1980 dans un contexte politique local qui va progressivement être investi par les idées nationalistes incas d'un personnage charisma-

tique qui devient maire de la ville : Daniel Estrada. Celui-ci, comme nous le verrons ultérieurement contribue à faire de Cuzco le symbole de l'identité andine et inca du peuple péruvien. Son dynamisme participe activement à l'embellissement global de la ville.

Au moment où le Pérou sombre dans la crise (à partir de 1989) et où il disparaît de la scène touristique internationale du fait de la forte dégradation de son image liée à la violence, à la forte inflation et à une malheureuse épidémie de choléra (1992), Cuzco a confirmé son rôle de cœur touristique du pays des Incas. Il l'est plus que jamais aujourd'hui et les évolutions récentes ont des traductions spatiales nettes.

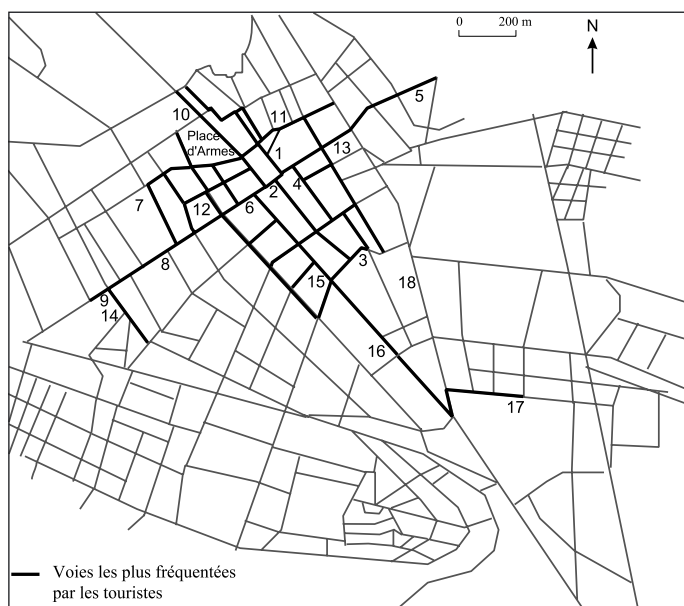
CUZCO DEPUIS LE MILIEU DES ANNÉES 1990 : UN CŒUR QUI S'AFFOLE

Entre 1989 et 1993 le nombre de touristes étrangers et nationaux arrivant à Cuzco chute pour atteindre son minimum en 1992. Une réorganisation spontanée de l'activité s'opère : certains acteurs disparaissent pour cause de faillite ou de réorientation momentanée de leurs tâches, des hôtels se transforment en logements ou en bureau, voire en chambres d'hôpital. Les prix chutent et les rares touristes qui arpentent encore la place d'Armes et ses environs trouvent à se loger confortablement pour des tarifs défiant toute concurrence et sont accueillis à bras ouverts par les quelques agences qui subsistent et s'efforcent de les attirer par tous les moyens. L'ambiance est morose et tous attendent sans trop y croire un miracle de cet ingénieur inconnu qui s'est fait élire à la présidence de la République en 1990, Alberto Fujimori. Le miracle a pourtant bien lieu, il se décompose en trois étapes : août 1990, « Fuji-choc » économique pour lutter contre une inflation galopante à trois chiffres que le gouvernement de García n'avait pas réussi à contrôler, les prix des biens de consommation sont augmentés brutalement de 300 à 1 000 % une nouvelle monnaie est instituée. Deux années plus tard, l'inflation est réduite à 4 %. Avril 1992, coup d'État du président qui ferme le Congrès et annonce une réorganisation totale de l'appareil d'État qui touche, dans les années qui suivent, le secteur touristique à plusieurs niveaux. Septembre 1992, Abimaël Guzmán, leader du Sentier Lumineux est arrêté, le mouvement terroriste se décompose, la sécurité et l'image internationale du pays s'améliorent et dès 1993, les premiers touristes internationaux reviennent et le Président fort des ses succès prédit un « boom touristique ». Ses prédictions, confirmées par les tout premiers chiffres ont un effet retentissant à Cuzco où les investisseurs en tous genres se lancent dans l'aventure, ouvrant ici une petite agence de voyage, transformant là leur maison en petit hôtel. En deux ans le nombre d'agences de voyage double, l'offre en chambres une ou deux étoiles augmente d'environ 50 % une concurrence féroce sévit dans un double contexte d'augmentation de l'offre nettement plus rapide que celle de la demande et de déréglementation totale favorisée par la politique néolibérale de la nouvelle équipe au pouvoir. Cuzco se trans-

forme alors en lieu de tous les excès et le tourisme y apparaît alors comme une activité bien difficile à réguler, chacun à son tour en fait les frais. Les anecdotes en tout genre défraient la chronique, on se scandalise devant l'anarchie qui semble s'étendre, devant le peu de vergogne de certains acteurs locaux mais en même temps on se réjouit officiellement de l'augmentation des entrées à Machu Picchu et on clame haut et fort que ce n'est qu'un début. Fujimori est au sommet de sa gloire, il a sorti le pays de la crise, quelle meilleure preuve que ce retour massif des étrangers, touristes ou investisseurs ?

À Cuzco, cette explosion exagérée du secteur touristique a des répercussions spatiales visibles. L'ancienne place centrale des Incas devenue place d'Armes sous la colonie est littéralement envahie par une série de boutiques touristiques dans lesquelles cohabitent agents de voyage, vendeurs d'artisanat, maisons de changes, vendeurs de cartes postales et de pellicules photo. Ces associations somme toute complémentaires sont justifiées par la nécessité de partager un loyer élevé et qui augmente conformément à la loi de l'offre et de la demande. Les rues adjacentes connaissent le même phénomène, le moindre recoin se transforme en boutique multifonctionnelle, en restaurant ou en boîte de nuit, c'est-à-dire en local destiné au touriste étranger ou national. Le centre historique qui concentre bien évidemment tous les points d'intérêt touristique est ainsi rapidement et complètement récupéré par le tourisme. Ceci est clairement mis en évidence par les cartes suivantes.

De fait, cette récupération ne satisfait pas tous les Cuzquenniens qui voient parfois d'un mauvais œil cette appropriation de leur patrimoine historique à des fins touristiques, c'est-à-dire en vue de satisfaire des « étrangers » plutôt que des locaux, oubliant par là même l'origine locale des acteurs qui travaillent dans l'activité. C'est par exemple le cas de Daniel Estrada qui fut maire de Cuzco jusqu'en 1995, date à laquelle il fut élu député. Il a critiqué, à plusieurs reprises, cette orientation touristique donnée à sa ville et plus largement à sa région. Dans un document publié en 1994, il fait part de ses souhaits : la municipalité veut des touristes étrangers en nombre limité, sélectionnés en fonction de leurs capacités économiques. Trop de touristes étrangers mettraient en péril le patrimoine de la région et comme, parallèlement, ce tourisme étranger réduit doit apporter avec lui de la richesse économique, il faut que les touristes qui viennent soient fortunés. La municipalité veut également des touristes nationaux en très grand nombre, car Qosqo (Estrada emploie systématiquement le nom quechua de la ville), en tant que capitale de l'ancien empire des Incas, est l'élément essentiel pour renforcer le sentiment de « péruvianité » et forger un sentiment national. Malheureusement non seulement l'État ne sait pas mettre en valeur le patrimoine de la région inca (critique voilée à l'encontre du plan Copesco) mais en outre, conformément à sa tradition centralisatrice, il a dépossédé les municipalités d'un certain nombre d'attributions dans le secteur touristique, comme en témoigne la récente loi organique sur les municipalités. Rappelons qu'Estrada se présente sur une liste d'opposition à Fujimori et qu'il développe des idées

FIGURE 2 : LES ESPACES LES PLUS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE FRÉQUENTÉS PAR LES TOURISTES À CUZCO

Sites

1. Cathédrale
2. Église de la Compañía
3. Couvent Santo Domingo et Coricancha
4. Couvent de Santa Catalina
5. Église de San Blas
6. Église et couvent de la Merced.
7. Église et couvent de San Francisco
8. Église de Santa Clara
9. Église de San Pedro
10. Église de Santa Teresa
11. Musée archéologique
12. Musée régional
13. Musée d'Art religieux
14. Gare de Machu Picchu
15. Téléphone
16. Poste
17. Gare de Puno
18. Bus pour la vallée Sacrée des Incas

Principales caractéristiques

Édifice religieux, période coloniale. Terminée au XVII^e siècle.
 Édifiée sur le site d'un palais inca. Reconstituée au XVII^e siècle.
 Couvent de dominicains édifié sur le temple du Soleil.
 Reconstitué au XVII^e siècle et restauré après 1950.
 Reconstitué au XVII^e siècle. Aujourd'hui musée d'Art religieux.
 Fondée en 1562. Renferme une chaire en bois sculpté du XVII^e siècle.
 Reconstitué au XVII^e siècle. Son cloître serait l'un des plus beaux du Pérou.
 Du XVI^e siècle. Abrite de nombreux tableaux.
 Faisait partie d'un couvent. Renferme un retable doré.
 Fin XVI^e siècle. Façade baroque.
 Érigée à la fin du XVII^e siècle. Elle fait partie d'un couvent.
 Situé dans un ancien palais du XVII^e siècle, présente des collections pré-incas et incas.
 Présente des peintures de l'école Cuzquenienne et des vestiges précolombiens.
 Édifié sur le site d'un palais inca, renferme surtout des peintures de l'école Cuzquenienne.

FIGURE 3 : LES AGENCES DE VOYAGES À CUZCO

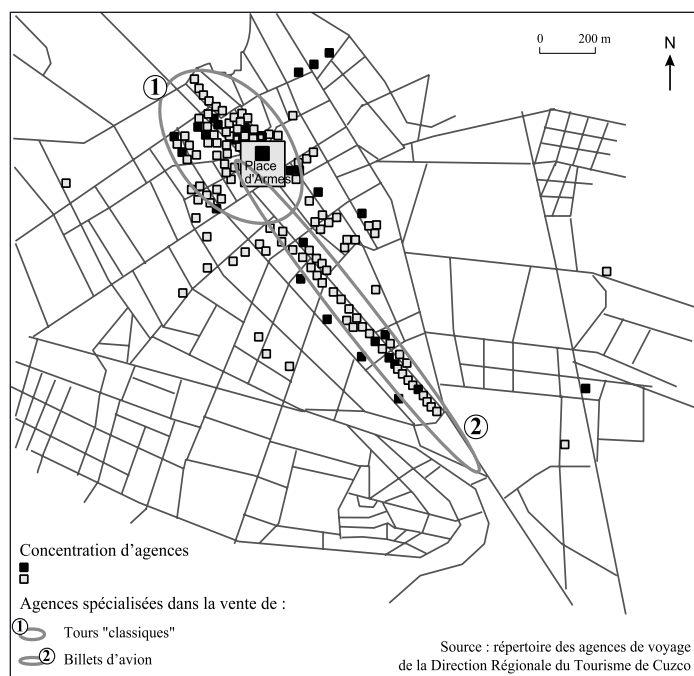
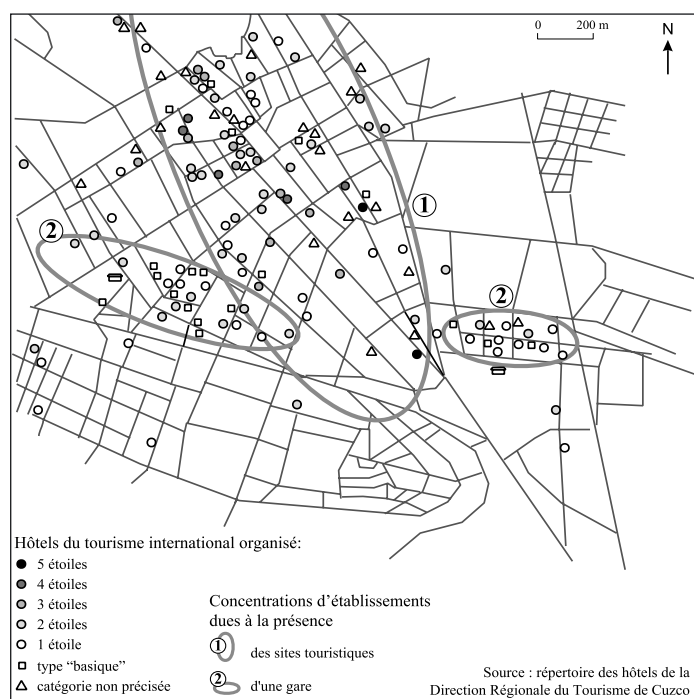


FIGURE 4 : LES ÉTABLISSEMENTS D'HÉBERGEMENTS DE CUZCO



nationalistes incas pouvant parfois sembler quelque peu extrémistes. Pour lui, les réalisations de la municipalité doivent être faites en fonction des besoins des populations locales, c'est le sens à donner aux restaurations de quartiers, installations de services de base, nettoyages ou encore réutilisation de symboles propres à « l'être andin » (*ser andino*), en général et cuzquennien en particulier. Si tout cela profite au tourisme, ce doit être de manière indirecte. Le monument dédié à l'Inca Pachacutec (caractéristique des réalisations de la municipalité en matière de décoration urbaine) qui, dix-huit mois après son inauguration aurait accueilli 400 000 personnes « de différentes latitudes, du pays et du monde entier », illustre parfaitement cette philosophie particulière.

Ce « tout pour le Cuzquennien, rien spécifiquement pour le touriste » s'oppose, selon lui, au plan Copesco dont la « philosophie d'investissement était dirigée vers le touriste uniquement ». Le caractère passionnel, voire provocateur qui transparaissait dès que le thème était évoqué avait un objectif politique clair : affirmer l'identité régionale de Cuzco sur la base de son passé inca et valoriser les populations andines trop souvent oubliées par le pouvoir central dans un contexte de campagne législative. Cette affirmation se fait par oppositions, du local au national, mais également du national par rapport à l'étranger : le patrimoine historique de la région est cuzquennien avant d'être péruvien et péruvien avant d'être de l'humanité. Réflexe protectionniste classique, sans doute sincère, pas nécessairement nocif mais éminemment politique et non dénué de démagogie.

Ainsi, le rôle de la municipalité a été surtout de rénover des quartiers, des routes et d'embellir la ville avec pour objectif premier la satisfaction des besoins des locaux et la valorisation de leur passé prestigieux. Indirectement, le touriste bénéficiait de cette amélioration du paysage urbain. Il est notable de constater que le centre historique a conservé une certaine homogénéité suite aux règles architecturales imposées aux constructions ou restaurations, notamment à partir du classement de la ville dans le patrimoine mondial de l'Unesco en 1983. La municipalité s'est donc voulu avant tout la garante d'une « authenticité » architecturale et urbanistique qui ne peut avoir que des effets indirects positifs sur le tourisme.

En définitive Estrada, prenant acte de ce que « Qosqo » était devenu le cœur touristique du Pérou, s'est employé à faire revivre le « nombril du monde » en multipliant les références à la glorieuse époque des Incas, tant dans ses discours, que dans ses réalisations architecturales, ses choix de rénovation et ses inventions festives comme en témoigne l'Inti Raymi de la fin juin, reconstitution folklorique de la célébration au dieu Soleil que perpétrèrent les Incas au moment du solstice d'été. Mais la récupération par le tourisme de cette fête en particulier révèle une ambiguïté fondamentale et pose au moins une question : la valorisation du passé inca dans le cœur touristique du pays peut-elle se faire en dehors de toute récupération folklorique ? Le « nombril du monde » peut-il revivre aujourd'hui autrement que par et pour le tourisme ?

UN AVENIR INCERTAIN

Le « nombril du monde » a connu bien des bouleversements en cinq cents ans, avec une très forte accélération liée à sa mise en tourisme dans les trente dernières années. Celle-ci résulte d'une combinaison de facteurs internationaux (charters, valorisation des réalités sociales en tant qu'objet touristique dans les années 1970 puis de la nature et de l'histoire dans les années 1980) et de facteurs nationaux (politique du gouvernement militaire, développement d'une violence terroriste qui épargne Cuzco, utilisation politique du tourisme par Fujimori...) qui ont valorisé le rôle touristique de Cuzco pour le Pérou. Le développement de cette nouvelle activité a provoqué une modification du paysage urbain et explique sans doute en partie le triplement de la population de la ville sous l'effet de l'exode rural depuis la fin des années 1960. Ces dernières années ont été marquées par une forte ébullition suscitée par l'arrivée supposée et attendue de grands flux de touristes étrangers. Une véritable euphorie a alors gagné les Cuzquenniens qui ont voulu se lancer dans l'aventure touristique : une multitude de petites agences, de petits hôtels, de petits restaurants, de petites boutiques ont ouvert en même temps, provoquant une concurrence féroce et destructrice. Le centre historique a vu fleurir les boutiques touristiques multifonctionnelles, pour ne pas dire les « bazars » touristiques, les enseignes vantant les prix, les tours ou les menus et les vendeurs d'artisanat vendant leur marchandise à même le sol et gênant la circulation piétonne sous les arcades.

Cette récupération presque totale de quelques espaces clés du centre historique par le tourisme est spectaculaire et ne manque pas de frapper le visiteur car elle a peu d'équivalent en Amérique latine. Elle contribue à donner de Cuzco l'image d'une ville très touristique car les services induits par cette activité sont très concentrés dans les lieux mêmes que fréquente le visiteur. Ceci joue parfois un rôle répulsif : certains touristes en quête « d'authenticité » préfèrent alors fuir vers la Bolivie. Quant aux Cuzquenniens, certains marquent un agacement plus ou moins feint ; ainsi, sous l'influence de son maire emblématique, la municipalité souhaite valoriser le passé inca de la ville et servir le Cuzquennien en priorité. Toutefois cette attitude n'est pas exempte de contradictions car elle échappe difficilement à la « folklorisation » et renforce dans les faits le caractère touristique de la ville, ce qui dans le fond et malgré le discours idéologique n'était sans doute pas fait pour déplaire au principal conseiller du maire sur ces questions – il possédait une des plus grandes agences de voyage de la ville. À moins que la ville n'ait fait clairement le choix d'un tourisme élitiste débarrassé de ses éléments les moins riches : les touristes libres, sur la venue desquels comptent pourtant tous ces petits investisseurs locaux. Ces derniers, sorte de « Tiers état » de l'activité touristique, se sont retrouvés pris dans une série de contradictions politiques qui se jouaient à différentes échelles et dont les enjeux leur échappaient : d'un côté, Fujimori utilisait le tourisme comme preuve de la réussite de sa politique, en faisant miroiter l'afflux toujours croissant de milliers voire de millions de touristes au Pérou, tandis que la

municipalité pour se démarquer du pouvoir central soufflait le chaud et le froid sans chercher particulièrement à attirer les touristes qui constituent leur segment de marché. Dans les faits il semble qu'après une période d'euphorie, les arrivées de touristes dans la cité impériale se soient stabilisées laissant poindre une certaine inquiétude chez les Cuzquenniens qui vivent de l'activité. Officiellement, en l'an 2000, le Pérou aurait reçu plus d'un million de touristes, combien sont réellement arrivés à Cuzco ? Quelles nouvelles espérances ce chiffre « magique » aurait-il fait naître ? En outre, la réélection controversée de Fujimori puis sa fuite au « pays du soleil levant » et les scandales politico-financiers qui se font jour laissent craindre une dégradation de l'image du pays sur la scène internationale et un désintérêt provisoire pour le pays des Incas. Sans compter qu'on ne sait guère à l'heure actuelle quelle va être la destinée politique du pays et en particulier ses choix en matière de tourisme. La place d'Armes de Cuzco et ses alentours peuvent sans doute, de nouveau s'attendre à des perturbations plus ou moins prononcées dans un avenir très proche...

Notes

- 1 Certains touristes arrivent à Cuzco en provenance de Bolivie et peuvent éviter Lima s'ils retournent ensuite en Bolivie.
- 2 Pour plus de détails sur l'évolution du tourisme au Pérou et dans les pays andins, consulter ma thèse de doctorat de géographie réalisée entre 1995 et 1998 sous la direction d'O. Dollfus et R. Knafo et publiée par les Ateliers nationaux de reproduction des thèses sous le titre « De Machu Picchu à Fujimori. Les pays andins observés à travers leurs tourisms. Le cas plus particulier du Pérou (1960-1996) », ainsi que *Le Tourisme au Pérou de Machu Picchu à Fujimori : aléas et paradoxes*, Éd. L'Harmattan, collection « tourisms et sociétés » (en cours de publication).
- 3 Kalfon, Pierre, 1997, *Che. Ernesto Guevara, une légende du siècle*, Paris, Éd. du Seuil, 625 p.
- 4 *Encuentro* « Evaluación de los logros y proyecciones del Plan Copesco 1964-1994 ». Documento Base. Cuzco, 26, 27 y 28 de abril de 1994. 56 p.
- 5 Brisseau Loaiza, Janine, 1981, *Le Cuzco dans sa région*, Talence, Centre d'études de géographie tropicale ; Lima, Institut français d'études andines, coll. « Travaux et documents de géographie tropicale », tome XVI.
- 6 En 1984, la cour européenne de justice, à l'appel de Nouvelles Frontières, a mis fin à cette interdiction. Cf. « l'affaire Nouvelles Frontières ».
- 7 Tupac Amaru est le dernier Inca exécuté en 1572 par les Espagnols, quant à celui qu'on a surnommé Tupac Amaru II, il s'est illustré en 1780 en menant un soulèvement indien contre la colonie qui embrasa tout le centre et Sud du Pérou ainsi que la Bolivie et le Chili durant cinq mois.
- 8 Aisner, Pierre, pour l'université du Québec à Trois Rivières, 1988, « Les effets économiques, sociaux et politiques du tourisme international. Une étude de cas régionale : la ville de Cuzco, Pérou ». *Tourisme, Loisir et Société*, vol. 11, n° 1.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Cuzco, ancienne capitale de l'Empire inca, est devenue en une trentaine d'années le cœur touristique du pays. Dotée d'un double héritage historique et culturel (inca et colonial), point de départ vers Machu Picchu, la ville a affirmé sa vocation touristique sous l'effet combiné de plusieurs facteurs locaux, nationaux et mondiaux : la politique interventionniste des militaires dans les années 1970, l'épopée des *charters* et leurs effets sur la fréquentation quantitative et qualitative du pays, les conséquences de la violence politique sur la contraction de l'espace touristique péruvien, la capacité des institutions publiques et privées à répondre aux nouvelles modes touristiques, la forte crise de fréquentation du début des années 1990 puis le fort impact de l'arrivée au pouvoir de Fujimori et, enfin, les effets de la politique nationaliste inca d'un maire emblématique. Aujourd'hui, le centre historique est presque exclusivement touristique, ce qui n'est pas sans provoquer quelques tensions.

Cuzco, antigua capital del Imperio inca se volvió el « corazón turístico del país » en unos treinta años. Dotada de una doble herencia histórica y cultural (inca y colonial), punto de salida a Machu Picchu, la ciudad afirmó su vocación turística bajo el efecto combinado de varios factores tanto locales como nacionales y mundiales: la política intervencionista de los militares en los años 1970, los vuelos charters y sus efectos sobre la frecuentación

cualitativa y cuantitativa del país, las consecuencias de la violencia política sobre la reducción del espacio turístico peruano, la capacidad de las instituciones públicas y privadas para responder a las nuevas modas turísticas, la fuerte crisis de frecuentación del principio de los años 1990, así como, luego, el fuerte impacto de la llegada al poder de Fujimori y los efectos de la política nacionalista inca de un alcalde emblemático. Hoy en día, el centro histórico es más que todo turístico lo que provoca algunas tensiones.

Cuzco, former capital of the Inca Empire has turned into the « tourist heart of the country » in thirty years. Enjoying a double historical and cultural heritage (inca and colonial), departure point to Machu Picchu, the town has asserted her tourist vocation under the combined effect of local, national and international factors: the interventionist policy of the militaries in the 70's, the rise of chartered flights and their effect on the qualitative and quantitative tourism frequentation of the country, consequences of the political violence on the reduction of the Peruvian tourist space, the ability of public and private institutions in answering the new tourist trends, the strong tourism crisis at the beginning of the 90's, then the strong impact of Fujimori's arrival, the effects of the nationalist Inca politics of an emblematic mayor. Today, the historical centre is almost exclusively touristic and that causes some tensions.

LES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE DES PAYS ÉMERGENTS DANS LE CONTEXTE DE LA GLOBALISATION LE CAS DU BRÉSIL

HUBERT DROUVOT*

LA QUESTION ABORDÉE dans cet article concerne les impacts des profondes mutations de l'environnement international sur les potentialités de rattrapage technologique des pays émergents. Les contenus des politiques nationales de développement technologique sont contestées par le discours néolibéral qui imprègne le processus de globalisation. Ainsi en 1997-1998, la crise financière des pays du Sud-Est asiatique devait logiquement déboucher sur la fin du modèle asiatique de développement et l'ouverture économique du Brésil, à partir du gouvernement Collor, avait comme corollaire un net désengagement de l'État du secteur industriel. En nous basant principalement sur le cas du Brésil, notre intention est d'une part de mettre en évidence les nouveaux défis liés au contexte de globalisation et d'autre part d'envisager sous quelles modalités ces pays peuvent perpétuer leurs efforts de développement technologique, sans s'en remettre uniquement au bon vouloir des investisseurs étrangers.

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE BRÉSILIEN

Par rapport à ses pays voisins (Chili, Argentine), qui ont adopté des politiques néolibérales dès le milieu des années 1970, le Brésil ne s'est engagé que très tardivement dans un processus d'ouverture économique ; en effet, ce n'est qu'au début des années 1990, avec la présidence de Collor, que cet État a réellement adopté une politique de libéralisation commerciale. Ainsi, depuis l'arrivée de Vargas au

* École supérieure des Affaires, UPMF, Grenoble

pouvoir, au début des années 1930, la tradition du pays a été de pratiquer des politiques protectionnistes basées sur le concept de substitution d'importations.

De forts droits de douane à l'importation, auxquels s'est ajoutée la loi du similiaire national, avaient comme objectif de développer dans le pays un tissu industriel diversifié, grâce à la production de la quasi-totalité des biens de consommation durable faisant l'objet d'une demande sur le marché interne.

Mais cette politique, qui a permis au Brésil de se situer au huitième rang mondial en terme de PNB, a progressivement atteint ses limites. Le manque de concurrence liée à des situations trop monopolistiques et une longue période d'hyperinflation n'ont pas permis au pays d'acquérir une véritable compétitivité internationale par l'offre de produits répondant aux standards internationaux en terme de prix et de qualité.

À la fin des années 1970, l'économiste américain Evans avait caractérisé l'économie brésilienne à partir du concept de triple alliance, dans une vaste étude sur la structure industrielle du pays (1979).

À cette époque, l'activité industrielle était assez équitablement répartie entre trois acteurs : l'État, la bourgeoisie industrielle nationale et les firmes multinationales.

- L'État : il avait parmi ses vocations de promouvoir par le biais des entreprises publiques, les secteurs considérés comme stratégiques (armement, aviation, industrie pétrolière, sidérurgie, télécommunications...). Pendant les années 1970, le rôle privilégié de l'État s'expliquait par le fait que la dictature militaire, au pouvoir au Brésil depuis 1964, ne partageait pas les doctrines néolibérales de leurs homologues argentins ou chiliens. Leur modèle de référence était davantage l'approche nationaliste, prônée en France par De Gaulle, et c'est dans ce sens que les orientations communes à ces deux pays étaient de développer un secteur public important, avec l'objectif final de renforcer le poids économique et politique de leur nation respective sur le plan mondial.
- La bourgeoisie industrielle : suite aux importants flux d'immigration en provenance d'Europe, une classe d'entrepreneurs dynamiques s'est progressivement constituée au Brésil, elle jouait un rôle dominant dans les industries traditionnelles protégées de la concurrence étrangère par la politique protectionniste du pays (industrie textile, industrie du cuir, industrie mécanique, agro-industrie, bâtiment et travaux publics...).
- Le secteur des firmes multinationales : la présence de ces dernières est parfois ancienne au Brésil (Rhône-Poulenc depuis 1919 avec la Rhodia) ; attirées par le potentiel du marché, elles se sont implantées localement pour exploiter un marché interne protégé. Celles-ci sont aujourd'hui dominantes dans les industries modernes (industrie automobile, industrie pharmaceutique...).

Pour Evans, la répartition de l'activité industrielle entre ces trois acteurs constituait une triple alliance, dans la mesure où il y avait un partage des rôles, des stratégies de coopération, en particulier avec la création de *joint-ventures*, pouvant apparaître à la frontière de leurs domaines respectifs, et selon les ambitions de certains agents économiques d'accroître leurs propres champs d'activité.

Dans ce modèle tripartite, nous pouvons cependant estimer que deux acteurs avaient un pouvoir prépondérant au cours de la période de dictature militaire, il s'agissait de l'État et du secteur des firmes multinationales.

En effet, lors de cette période, et plus précisément pendant la phase du miracle économique brésilien (1968-1972), la stabilité politique imposée par les militaires et les perspectives économiques avaient rendu ce pays très attractif pour les investisseurs étrangers.

En outre, la volonté de puissance des dirigeants brésiliens nécessitait une arrivée massive de capitaux étrangers, sous l'égide des grands organismes internationaux.

En 1981, nous avons effectué une étude de contenu sur un journal d'information régional : *O Norte*. Pendant cinq mois, tous les articles de ce quotidien où se trouvaient le mot « multinationale » ou l'un de ses synonymes ont été analysés. Les résultats de ce travail ont indiqué qu'il y avait à l'époque un débat très critique envers le rôle des militaires, à la fois taxés de corruption et accusés de livrer (*entregar*) le pays au capital étranger (Drouvot, 1981).

Lors du processus de démocratisation qui s'est engagé au début des années 1980, les rapports de force ont été modifiés, les militaires et les principaux partis politiques ont tenu un discours nationaliste soutenu par des groupes d'industriels nationaux soucieux de retrouver un espace par rapport aux multinationales. Le projet de l'époque était de développer une industrie nationale dans des secteurs clés de l'économie, et ceci au détriment de la liberté d'action des sociétés étrangères.

Cette orientation s'est illustrée tout particulièrement par la mise en place d'une politique nationale de l'informatique, basée sur une réserve de marché (loi de 1986). Dans ce cadre, les importations de matériel informatique étaient interdites, ainsi que la présence directe des firmes multinationales de ce secteur sur le marché brésilien.

Au sujet du débat sur l'opportunité d'une telle politique, les problèmes rencontrés dans sa mise en œuvre ont mis en évidence les difficultés pour un pays de s'engager dans une politique industrielle de développement technologique lorsqu'il s'agit de secteurs d'activité à caractéristiques globales.

En effet, cette industrie très évolutive nécessite des investissements énormes en recherche et développement qui ne peuvent être financés que par des volumes de ventes élevés dépassant largement les capacités d'absorption du marché brésilien.

Le manque de compétitivité des prix, les insuffisances du milieu scientifique brésilien et les mesures de rétorsion du gouvernement américain n'ont pas permis de relever ce défi par l'acquisition d'une compétitivité sur le marché interne et par la possibilité de réaliser un flux significatif d'exportation.

Les défenseurs de politiques plus orthodoxes au Brésil avaient alors le champ libre pour prêcher l'adoption de mesures de libéralisation de l'économie. Cette vision néolibérale a aussi été vivement recommandée aux pays latino-américains, par les représentants des grands organismes multilatéraux (Banque mondiale, FMI, BID...) et le Congrès de Washington a fixé les principales mesures préconisées (novembre 1989), elles étaient fondées sur une nette réduction du rôle des

États, une ouverture maximale des marchés à l'importation des biens et services et l'introduction du capital risque (S. M. Cunningham, 1999).

Suite à ce bref rappel historique, nous nous retrouvons aujourd'hui dans une situation où le modèle tripartite a été radicalement transformé au profit des firmes étrangères. L'État, malgré de nombreuses réticences, s'est engagé dans un vaste processus de privatisation et les industriels nationaux, confrontés à la brusque ouverture commerciale, ont rencontré des difficultés croissantes pour préserver leur présence sur le marché.

Ainsi, pour J. P. de Almeida Magalhaes (1999), « dans ce contexte d'ouverture, les entreprises familiales nationales, sauf exception, ne présentent pas les conditions nécessaires de survie, car elles ne disposent pas d'économies d'échelle, de technologie adéquate et de productivité suffisante pour avoir accès aux marchés étrangers, conditions réclamées par les nouvelles données de l'économie. »

La question concerne d'abord la réduction du rôle de l'État sur le plan industriel. Cette tendance est devenue générale dans le monde et elle est justifiée par le besoin d'introduire un contexte plus concurrentiel qui ne peut que favoriser la productivité et la compétitivité. La comparaison entre le Brésil et la France indique d'ailleurs que ces deux pays ont opté pour des politiques industrielles voisines avec, au départ, l'existence d'entreprises publiques très puissantes dans les secteurs considérés comme stratégiques pour la nation (industries sidérurgique et pétrolière, télécommunication, armement, aéronautique...), et qu'ils ont suivi depuis la fin des années 1980, une évolution comparable dans le cadre des politiques de privatisation.

Une étude du Lereps (2000) de l'université de Toulouse a analysé l'évolution de la répartition du contrôle dans les cinquante premières entreprises françaises non financières. Il apparaît que l'État détenait 74 % du capital de l'ensemble de ce groupe en 1984, et que cette part a diminué à 25 % en 1999, au profit des investisseurs institutionnels qui ont obtenu en 1999 une participation de 47 %.

Dans une comparaison entre le poids des multinationales au Brésil et en France, une enquête de la CNUCED (1999) montre que l'indice de transnationalité des deux pays est très voisin : 8 pour le Brésil et 9 pour la France. Dans le cadre de cette étude, ces scores sont d'une valeur moyenne, le pays le plus ouvert au capital étranger étant le Royaume-Uni (indice 16) et les pays les plus fermés la Corée du Sud (1,5) et le Japon (3).

Si nous estimons que le désengagement de l'État n'est plus guère contesté et qu'en comparaison avec les autres grands pays mondiaux, la présence des multinationales au Brésil n'est pas démesurée, la question qui subsiste est celle de l'avenir des entreprises privées à capitaux nationaux.

Dans un entretien accordé à la revue *Exame* (2000), le professeur Jon Martinez (MIT), s'interroge sur les conditions de survie des entreprises familiales brésiliennes (Gerdau, Suzano, Votorantin...). Il recommande à celles-ci d'opter pour des modes d'administration les plus professionnels possibles, en oubliant si nécessaire les liens du sang, et en instituant des procédures de contrôle par un conseil d'administration indépendant et de haut niveau.

Au-delà de ces conditions de bon management, Jon Martinez préconise que face à une concurrence de plus en plus globale, ces entreprises familiales recherchent de nouveaux marchés en s'internationalisant. Dans cette perspective, il leur suggère d'opter pour la stratégie généralement pratiquée par les multinationales : un recentrage sur les activités qui garantissent les plus grands avantages compétitifs, et sur ces métiers, accroître la participation dans le marché mondial. Pour ce chercheur, en Amérique latine, la difficulté pour les entreprises locales provient de l'adoption de politiques de trop grande diversification. Dans le contexte de protectionnisme qui a longtemps prévalu dans cette région, les entreprises préféreraient croître sur le marché interne en multipliant les opérations de diversification.

Ainsi, les activités du groupe Votorantim sont très diverses. Son chiffre d'affaires en 1999 (*Exame*, 28 juillet 2000) se répartissait ainsi :

- ciment : 36 %
- métallurgie : 29 %
- papier cellulose : 21 %
- agro-industrie : 5 %
- chimie : 4 %
- autres : 5 %

Une autre société familiale fait figure d'exception, il s'agit de Gerdau, qui a adopté à la fois une politique de spécialisation sur la production d'acier long et une stratégie de développement international. Ce groupe réalise ainsi 40 % de son chiffre d'affaires à l'étranger, possède des unités de production réparties dans divers pays d'Amérique (Uruguay, Canada, Chili, Argentine, États-Unis) et est devenu leader en Amérique latine sur ce secteur d'activité (*Exame*, 4 octobre 2000).

Citons enfin le cas d'Ambev, société née de la fusion des deux plus grands producteurs de bières au Brésil, Antartica et Brahma. La stratégie du nouveau groupe s'inscrit dans la volonté d'acquérir un rôle significatif au plan mondial. Selon Marcel Telles, président du conseil d'administration, « dans une économie de plus en plus globalisée, le grand défi pour les entreprises se fonde sur la nécessité d'un positionnement global exigeant une profonde politique de restructuration ». Il estime qu'Ambev est devenue l'une des entreprises mondiales du secteur la plus efficace en terme de coûts de production. Sur le plan international, la firme s'est engagée dans une politique d'acquisition de brasseries et dans un accord avec Pepsi, pour utiliser le réseau de distribution mondial de cette multinationale dans le but d'accroître les ventes à l'étranger (*Dinheiro*, 20 septembre 2000).

En réalité, le nombre d'entreprises brésiliennes que l'on peut caractériser comme étant de véritables multinationales reste très limité. Outre les exemples de Gerdau et d'Ambev que nous venons d'évoquer, il est juste possible d'ajouter quelques noms : les entreprises d'origine étatique, Petrobras et Embraer, ou la société d'ingénierie et de travaux publics, Odebrecht.

LES CHANGEMENTS IMPOSÉS PAR LA GLOBALISATION

Le concept de globalisation est apparu aux États-Unis au milieu des années 1980, précisément à l'époque où des pays de plus en plus nombreux s'engageaient dans des politiques néolibérales, souvent sous la forte pression des organismes internationaux. Ainsi, lors des crises d'endettement, les plans d'ajustements structurels du FMI conditionnaient l'octroi d'aides financières à l'adoption de mesures de libéralisation de l'économie.

Comme le constate C. Chavagnieux (2000), « la mondialisation ne procède pas d'un développement progressif et normal de l'économie. Elle est le fruit de conflits politiques entre les entreprises, entre les États, et entre les entreprises et les États ».

Dans cet article, nous utiliserons indifféremment les termes de globalisation ou de mondialisation, ces deux expressions provenant du même mot anglais « *global* ».

L'enjeu des conflits entre les entreprises concerne la conquête mondiale de parts de marché. La croissance quasi exponentielle ces dernières années des opérations de fusions et acquisitions atteste cette frénésie de croissance, où chacun peut être à la fois un prédateur et une proie, l'avantage de la taille restant déterminant dans les opérations boursières.

L'enjeu des relations entre États se réfère à celui de la souveraineté et de la place de ceux-ci dans la hiérarchie mondiale. Comme ces relations sont souvent fondées sur la loi du plus fort, des processus d'intégration régionale se mettent en place dans les différents continents (Communauté européenne économique, Mercosur...). Il reste à savoir si, à terme, ces ensembles régionaux constitueront des réponses aux défis de la globalisation, ou ne seront qu'une simple étape vers un monde de plus en plus ouvert. La question de l'avenir du Mercosur face aux prétentions des États-Unis de créer une zone de libre-échange englobant toute l'Amérique (ALCA) s'intègre dans cette problématique.

À ces conflits entre États ou espaces régionaux s'ajoutent des confrontations entre régions, à l'intérieur même d'un pays.

Le Brésil constitue sur ce plan un exemple très caractéristique, avec la concurrence ruineuse que se font certains États pour accueillir les investissements étrangers. La décision de délocalisation de Ford de l'État de São Paulo vers l'État de Bahia a été motivée par des écarts sensibles de salaire, une moindre syndicalisation dans le Nordeste, mais aussi par des subventions et exonérations fiscales conséquentes accordées par l'État de Bahia.

Même les entreprises brésiliennes sont impliquées dans ces opérations de délocalisation à l'intérieur du pays. Ainsi, alors que l'industrie de la chaussure est historiquement implantée dans deux régions du Brésil (Novo Hamburgo dans l'État de Rio Grande do Sul, et Franca dans l'État de São Paulo), l'entreprise Samello, située à Franca, s'est installée dans l'État de Paraíba, parce que le coût du travail y est 50 % plus faible et du fait d'importantes exemptions fiscales (« Samello tenta sair do prejuízo » *Gazeta Mercantil*, 5 avril 1999).

Les relations entre les entreprises et les États conditionne le caractère attrayant des pays. Pour être attractifs, ces derniers doivent remplir les conditions exigées en terme de main-d'œuvre, de fiscalité, de qualité des infrastructures, autant de critères considérés par les firmes dans le choix de leurs localisations.

Les conflits entre les États et les entreprises se réfèrent à la volonté des firmes transnationales de se soustraire à des réglementations jugées trop contraignantes. Le recours à des paradis fiscaux, par des pratiques plus ou moins légales destinées à faciliter l'évasion fiscale en est un exemple. Et lorsque la politique de certains pays n'est pas jugée assez favorable envers les intérêts des multinationales, la sanction du « marché » ne se fait pas attendre, elle se manifeste par des délocalisations ou par une sensible réduction des investissements étrangers, investissements directs ou investissements de portefeuilles.

Au cours des années 1990, le processus de mondialisation s'est renforcé constamment avec la fin du communisme en Europe de l'Est, et les grandes négociations internationales dans le cadre du GATT, puis de l'OMC. De fait, les organisations internationales reproduisent la hiérarchie qui existe entre les États, ce sont les pays les plus forts qui influencent et mobilisent ces institutions au profit de leur propre intérêt ou de celui de leurs propres entreprises. Ainsi, alors qu'il est imposé aux pays en développement d'ouvrir leur marché, le protectionnisme des États-Unis et de l'Union européenne constitue toujours une forte entrave à leurs exportations de produits agricoles ou sidérurgiques. L'échec des négociations au sein de l'OMC à Seattle s'explique en partie par cette confrontation.

En outre, la déréglementation financière et les déséquilibres provoqués par une libéralisation trop rapide des économies de certains pays (déficits commerciaux accrus, fortes pressions à la réduction des déficits publics) ont provoqué de violentes crises financières (Mexique en décembre 1994 ; Asie en 1997, Russie en août 1998, Brésil en janvier 1999, Argentine et Turquie en 2001).

Pour Cardoso, « après les crises asiatiques et russes, l'effet de contagion a atteint le Brésil dont la situation économique était pourtant plus solide. Nous avons en quelque sorte été victime d'une contagion virtuelle », et l'actuel président de regretter : « que le FMI fonctionne encore comme un gendarme au service des créanciers, les flux financiers échappant de nos jours au contrôle des banques centrales, nous devons faire face à de risques énormes » (J. J. Sevilla, 1999).

Pourtant la façon dont le Brésil est sorti de sa crise financière apparaît comme exemplaire pour le directeur général du FMI, qui constatait dans un entretien que « le monde admire les résultats obtenus par le Brésil depuis la sortie de la crise ; quand nous avons lancé en mars 1999, le nouveau programme économique, il y a eu beaucoup de scepticisme, aujourd'hui nous voyons que cela fonctionne au-delà de nos espérances, le pays a évité la récession, il a contenu l'inflation et le Parlement a voté les mesures engagées par Cardoso » (*Correio da Manhã*, 16 janvier 2000, p. 14) L'adoption systématique du credo libéral a permis au Brésil, à la fin de l'année 2001, d'être déconnecté de la grave crise financière de

l'Argentine, le FMI a respecté ses engagements de soutien financier et le pays a pu faire face à la spéculation.

Dans le discours dominant sur la globalisation, il semble que depuis la conférence de Seattle, l'heure soit au bilan, divers organismes représentants de la société civile alimentent la contestation, même s'il s'agit d'un contexte où règne une certaine cacophonie.

Lors du 39^e forum de Davos, les grands dirigeants politiques et économiques de notre monde ont commencé à s'inquiéter.

Aux cours de ces journées, l'économiste du MIT, Paul Krugman a déclaré que les deux risques majeurs de la prochaine décennie sont l'instabilité financière et le rejet de la mondialisation par le peuple. Le constat général est que les bénéfices de la mondialisation sont mal distribués. Même les représentants des États-Unis y ont adopté un profil bas, la secrétaire d'État, Madeleine Albright soulignant que « les États-Unis ne souhaitent pas utiliser la machine Xerox pour imposer leur modèle au reste du monde », toutefois, selon un délégué d'ONG, ces déclarations restent superficielles, elles ne font que substituer le thème des gourous du management « Think global, act local », par un autre slogan : « Think social, act brutal » (« Davos sans masque, la mauvaise conscience des maîtres du monde », *Les Échos*, 3 février 2000, p. 62-63).

À Bangkok, lors d'une réunion de la CNUCED, le directeur général de la BID a déclaré : « les signes d'inégalité croissante dans le monde renforcent l'idée que seulement un groupe choisi de nations et de peuples bénéficient de la mondialisation » (« Cnuced, les pays riches toujours réticents à ouvrir leurs marchés agricoles et textiles », *Les Échos*, 15 février 2000).

Lors de cette même rencontre, le directeur général de l'OIT a condamné « l'économie casino » et estime que si les lois du marché ne respectent pas les priorités des populations, rien ne pourra marcher, la montée de l'exclusion sociale explique largement la résistance de la population à la mondialisation (*Le directeur de l'Organisation Internationale du Travail condamne les coûts sociaux de la mondialisation*, *Les Échos*, 16 février 2000).

Face à des marchés globaux qui risquent d'organiser leur propre perte, il apparaît donc un consensus pour les réguler d'avantage, néolibéraux et antilibéraux semblent partager la même conviction, les discussions portant seulement sur la nature des adaptations qu'il convient de mettre en place.

En résumé, le processus de globalisation est délibérément soutenu par des organismes internationaux (FMI, OCDE.) très liés aux États-Unis. Cet appui nord-américain se fonde sur le fait que les États-Unis sont les mieux placés pour bénéficier des avantages de la mondialisation. Ainsi, selon l'ancien conseiller à la sécurité du président des États-Unis, Zbigniew Brzezinski (1997), « aujourd'hui, il n'existe qu'une superpuissance globale, les États-Unis, et la disparition de cette superpuissance signifierait le désordre et l'anarchie. Je ne crois pas qu'une autre puissance globale puisse apparaître dans le monde à l'horizon des 25 prochaines

années... Les États-Unis sont une puissance globale car ils disposent de la suprématie économique, technologique, militaire, et culturelle. »

Les attentats aux États-Unis du 11 septembre 2001 ont provoqué un large débat où se dégagent des recommandations pour un renforcement de la coopération internationale, pour une régulation mondiale accrue et pour une réduction des inégalités et de la pauvreté.

Les quelques citations suivantes, tirées de la presse, illustrent ces discussions :

« Terrorisme, piraterie, changement climatique, pollution, tendance monopolistique, tous ces problèmes ne peuvent être qu'appréhendés au niveau mondial » (Camdessus, 2001) ;

« L'Amérique, pionnière de la globalisation doit reconnaître ce que signifie pour elle l'indépendance : accepter des mécanismes de discussions collectives dans tous les domaines » (Stiglitz, 2001) ;

« Si l'on ne va pas au secours des pays pauvres, le monde libéral ne parviendra pas à s'imposer » (Dalle, 2001) ;

« L'Amérique doit se réveiller après vingt ans d'inattention aux besoins urgents des pays pauvres » (Sachs, 2001).

En parallèle à ces questions de relation entre États, la création d'un espace global va également dans l'intérêt des grands oligopoles mondiaux, et toutes ces mesures libérales, le plus souvent imposées au reste du monde, n'ont-elles pas pour but de renforcer la domination, à l'échelle planétaire, des firmes des pays avancés en réduisant considérablement les capacités de rattrapage technologique des entreprises des pays émergents ?

C'est l'hypothèse que nous souhaitons développer dans la suite de cet exposé.

Les difficultés de survie des entreprises domestiques dans les industries globales

Pour aborder cette question, nous nous référons à un spécialiste de l'impact de la globalisation dans la stratégie des entreprises, G. S. Yip (1995).

Selon ce chercheur, un dirigeant d'entreprise doit évaluer le degré de globalisation de l'industrie dans laquelle il est en activité (« *How global is their industry ?* »).

Ce potentiel de globalisation est fonction d'une série de facteurs (*drivers*), que l'on peut regrouper dans les catégories suivantes :

- *Facteurs de coût* (degré d'économies d'échelle, différence de coûts entre les pays, importance des coûts logistiques...). Yip constate que les économies d'échelle obtenues grâce à une stratégie globale ont l'avantage de réduire la menace d'entrée des entrants potentiels (entreprises de dimension nationale). Ainsi, quand ces économies d'échelle sont importantes, il devient impossible pour une entreprise en activité sur un seul marché national de concurrencer les compagnies multinationales en situation dominante sur le plan mondial. Dans le cas du Brésil, les analystes ont tendance à affirmer que même l'économie brésilienne ne présentait pas les dimensions minimales requises par les échelles de production dans de nombreuses activités

modernes. Cette situation explique en partie la réaction très positive du milieu industriel envers la politique d'intégration régionale du Mercosur.

- *Facteurs marketing* (degré de standardisation des produits, existence d'acheteurs globaux, consommateurs multinationaux, importance du prix dans le comportement d'achat...).
- *Facteurs institutionnels* (degré de normalisation des produits, importance des barrières tarifaires et non tarifaires). Yip souligne que les politiques des gouvernements destinées à formuler des règles pour contraindre les multinationales à s'engager dans des opérations de transfert de technologie affectent le potentiel de globalisation d'une activité et limitent ainsi les avantages que les industriels peuvent dégager d'une stratégie globale.
- *Facteurs liés au comportement des concurrents* (adoption de stratégies globales chez les concurrents...).

De fait, cette analyse est à mener dans une perspective historique et dynamique ; en effet, les grandes négociations internationales, les politiques d'intégration régionale et les phénomènes de fusions et acquisitions sont autant d'événements qui modifient les structures de marché en renforçant le degré de globalisation d'une activité.

La brusque transition connue par le Brésil avec la politique d'ouverture commerciale, au début des années 1990, est sur ce point, très significative et explique la nature du défi auquel les entreprises locales ont été confrontées, en ce qu'elles se sont retrouvées subitement dans un environnement beaucoup plus concurrentiel.

Les firmes présentes sur les principaux marchés mondiaux disposent de ressources globales qu'elles peuvent affecter, selon les besoins, dans les pays convoités, ces actifs disponibles sont ainsi utilisés pour accroître leurs moyens d'action face à des concurrents exclusivement locaux.

Les industries les plus concernées par ce processus de globalisation sont les industries modernes sujettes à de fortes économies d'échelle et contraintes d'investir massivement en recherche (aéronautique, informatique, industrie automobile, industrie électrodomestique...).

Ces domaines d'activité sont souvent structurés sous la forme d'oligopoles mondiaux où un groupe limité de firmes revendique une position parmi les tout premiers leaders mondiaux.

Dans ce contexte, il n'y a guère d'espoir pour les entreprises essentiellement nationales (firmes domestiques) incapables de bénéficier des divers avantages des grands groupes mondiaux qui coordonnent leurs activités dans une vision globale, ces handicaps de capacité se trouvant renforcés par le coût souvent prohibitif du crédit dans les pays émergents sujets à la spéculation financière internationale. Dans un pays comme le Brésil, même un leader sur le marché national dispose rarement de la taille et des ressources suffisantes pour prétendre disposer d'une compétitivité internationale durable. En outre, celui-ci est précisément la cible privilégiée des membres de l'oligopole mondial, soucieux d'accroître leur part de marché dans les pays émergents.

À titre d'exemple, citons le cas de Metal Leve, société brésilienne de l'industrie des équipements pour automobiles. Cette entreprise était considérée comme l'exemple d'une société locale privée qui, grâce à son dynamisme, était parvenue à se développer au niveau international, en implantant une filiale aux États-Unis. Avec la réorganisation structurelle de ce secteur dans le cadre du Mercosur et l'arrivée des équipementiers de premier ordre des grands constructeurs mondiaux, Metal Leve est aujourd'hui sous le contrôle d'un groupe allemand.

Dans l'élaboration de leur stratégie intégrée au niveau mondial, les constructeurs automobiles recherchent des fournisseurs globaux capables de les approvisionner sans délais et à des prix compétitifs dans tous les sites où ils sont implantés ; d'où une sélection drastique de ces équipementiers et la contrainte pour eux d'accompagner le développement international de leurs principaux clients en s'implantant dans les pays ciblés. Ces délocalisations mettent en péril les fournisseurs nationaux dans les pays d'accueil et restructurent ce secteur d'activité par le biais de faillites, d'alliances ou d'acquisitions.

Les implantations de Renault au Brésil ou au Japon avec l'acquisition de Nissan, révèlent comment les constructeurs automobiles réduisent le nombre de leurs fournisseurs et exigent d'eux qu'ils soient capables de les accompagner dans leur mondialisation. Au Japon, les participations de Valéo, grand groupe français de l'équipement automobile, dans des *joint-ventures* associant des constructeurs traditionnels de Nissan (dont Unisia Jecs, dans le domaine des embrayages) illustrent cet accompagnement des fournisseurs de premier ordre dans le développement mondial des fabricants d'automobiles.

Même les sidérurgistes sont incités à suivre la mondialisation de ces mêmes clients. Usinor, le premier fournisseur de l'industrie automobile européenne, s'est ainsi diversifié au Brésil, dans les Inox et les aciers au carbone.

Selon Gonçalves (1999), entre 1994 et 1997, les flux d'investissement direct ont augmenté au Brésil de 2,5 milliards de dollars à plus de 30 milliards de dollars, et de 1994 à 1999, 533 fusions ont été dénombrées dans le pays, dont 283 impliquant des entreprises brésiliennes et étrangères, 35 grandes entreprises étant achetées par des groupes étrangers.

La France a joué un rôle actif dans ce mouvement de dénationalisation. Citons, dans l'électroménager, les acquisitions de Mallory par Moulinex et d'Arno par Seb ; dans l'agroalimentaire l'achat de Campineira par Danone et dans la distribution, l'achat de Panalao par Carrefour.

La globalisation exige que les entreprises procèdent à une actualisation technologique constante. Comment envisager, sur le plan national, un renforcement des liens universités – industries face à un tel processus de dénationalisation ?

Une alternative serait le développement de la R&D au sein des filiales des multinationales implantées au Brésil. L'étude menée par Prata Camargos (2000) indique qu'en dépit du grand volume de ventes réalisées dans ce pays, ces firmes pratiquent une politique de recherche très centralisée qui ne débouche que sur une très faible activité locale de recherche.

Cette forte croissance des investissements directs étrangers (IDE) au Brésil s'inscrit dans l'essor spectaculaire des IDE au niveau mondial ; ils sont passés d'un montant de 50 milliards de dollars en 1985 à 650 milliards de dollars en 1998, et la contribution de l'IDE dans la totalité des investissements mondiaux a évolué de 2,2 % en 1980 à 7,8 % en 1997. Ces chiffres ne font que confirmer le vaste mouvement de restructuration à l'échelle mondiale.

Nous nous sommes concentrés sur le secteur industriel, mais celui des services encore récemment protégé dans de nombreux pays, notamment en Asie, est tout autant sujet à ces phénomènes de dénationalisation. Lors d'un entretien au journal *Les Échos*, le directeur général du groupe AGF souligne que « l'Amérique du Sud recèle un énorme potentiel, l'assurance ne représente que 1,9 % à 3,4 % du PIB des pays contre 6,9 % en Europe, et avec la reprise économique, le marché de l'assurance pourrait être multiplié par quatre ou cinq », le président d'AGF Brésil ajoutant qu'il ne reste au Brésil que peu d'acteurs financés sans participation étrangère (« Les AGF envisagent de renforcer leur position en Amérique latine », *Les Échos*, 9 février 2000, p. 27).

Avec l'arrivée de l'internet, la pénétration des banques étrangères sera facilitée par l'effacement des frontières, des banques « globales » pouvant offrir leurs services sur le web et prendre ainsi une part de marché local sans s'engager dans des investissements immobiliers prohibitifs.

Cependant, au Brésil, le système bancaire national reste puissant et selon une étude nord-américaine (Cluster), citée par la banque brésilienne Bradesco, les États-Unis et le Brésil seraient les deux pays leaders dans l'offre de services virtuels.

Les politiques de privatisation

Le programme de privatisation au Brésil est l'un des plus importants au monde, il a rapporté plus de 110 milliards de reais depuis 1991, et selon J. Sorima Neto (1999), « peu de pays au monde ont encore un tel stock d'entreprises publiques de qualité à privatiser ».

En 2000, le Brésil aura engrangé autant de recettes de privatisations que la Grande-Bretagne et le Mexique réunis, soit près de 150 milliards de dollars (« Privatisations : un programme monumental », *Les Échos*, 18 juin 1998).

Même si les politiques de gestion des entreprises publiques étaient loin d'être irréprochables, même si des affaires de corruption ont terni l'image de celles-ci, il n'en reste pas moins qu'au Brésil, certaines sociétés étatiques se sont, depuis des années, engagées dans des politiques de développement technologique qui ont débouché sur des résultats tangibles.

Citons à cet égard le cas de la Petrobras, société créée en 1953, et qui, après une vingtaine d'années d'apprentissage opérationnel (*learning by doing*) a créé en 1973 son propre centre de recherche, le Cenpes, capable dès le début des années 1980 de remporter d'importants contrats d'ingénierie à l'étranger (M. L. Dorodame, 1985). Petrobras est aujourd'hui capable de concurrencer les prin-

cipaux leaders mondiaux dans les activités d'ingénierie d'exploration et de production de pétrole.

Celso Furtado (1999) critique la politique actuelle d'endettement auprès de l'étranger qui conduit « à la liquidation du patrimoine national, en privatisant par exemple, le géant de l'industrie pétrolière, la Petrobras, et à transférer aux groupes internationaux le contrôle du système monétaire brésilien ».

Le grand risque des privatisations est de perdre ce potentiel de connaissances accumulées dans le cadre de politique de recherche à long terme, de fermer des perspectives de carrières pour les étudiants actuels et de favoriser ainsi l'exode des chercheurs vers les pays développés.

En analysant le cas français, il apparaît que le maintien d'une participation de l'État dans les entreprises privatisées peut constituer une garantie de stabilité. D'après une enquête de G. Biseau (2000), pour les dirigeants des grands groupes français qui ont fait l'objet d'une privatisation (Renault, France Télécom, Snecma, Thomson CSF...), « il est préférable d'avoir dans son capital l'État français qu'un fonds de pension anglo-saxon obsédé par la rentabilité à court terme, cela rassure les banquiers et protège d'une méchante OPA ». En renonçant à sa politique industrielle classique pour accepter la logique du marché, l'État français joue un rôle de partenaire dormant, ainsi ne vend-il pas ses actions pour faire des plus-values quand les cours sont au plus haut. Il a concédé une autonomie quasi totale aux dirigeants des entreprises privatisées, qui ont toute liberté pour mener, en toute efficacité, le développement international de leurs sociétés.

Certains militaires brésiliens défendent encore des valeurs nationalistes en critiquant ouvertement ces politiques de privatisation. Le président du Tribunal supérieur militaire, Sergio Ferolla, déclare dans un entretien à Rocha. L. (2000) « qu'il est bien connu aujourd'hui que les entreprises étrangères n'apportent pas de technologie. Nous sommes en train de gaspiller l'intelligence brésilienne, les ingénieurs ayant une activité réduite au montage de produits importés ». Au sujet de la compagnie pétrolière Petrobras, il estime que cette société devrait rester nationale et de grande taille, afin que les programmes de recherche soient poursuivis en luttant contre la concurrence étrangère et en résistant aux pressions internationales.

Pour ce militaire, les institutions internationales telles que le FMI et l'OMC préconisent des politiques qui ne vont que dans l'intérêt des États-Unis et il faut que le Brésil se développe selon son propre chemin, sans appliquer les formules imposées par les créditeurs internationaux et les intérêts capitalistes des États-Unis.

Dans le même esprit, le commandant de l'aéronautique, Werner Brauer, s'est prononcé pour l'annulation de la participation de 20 % du consortium français (Dassault, Snecma, Aérospatiale, Thomson CSF) dans le capital d'Embraer.

Les militaires brésiliens semblent tout aussi préoccupés de préserver les politiques technologiques nationales, ils ont ainsi refusé d'acheter le chasseur chinois d'entraînement biplace fabriqué par le groupe Hongdu Aviation Industry, en le jugeant trop dépendant de la technologie occidentale (*Les Échos*, 27 mars 2000).

LES PERSPECTIVES DES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE DANS CE NOUVEAU CONTEXTE

Dans la décennie de 1970, les politiques de développement industriel des pays du Tiers Monde avaient débouché sur une abondante littérature liée à la problématique des transferts de technologie envers les entreprises originaires de ces régions. À cette époque, des pays ayant opté, comme l'Algérie pour des modèles d'économie planifiée, avaient l'objectif de développer des secteurs industriels dans le cadre d'entreprises publiques (contrats d'usines clés ou produits en main). En contrepartie, d'autres pays, comme la France, étaient soucieux de compenser l'augmentation de la facture pétrolière par des exportations d'ensembles industriels, d'où la création d'un vaste marché de transferts de technologie basé souvent sur la cession de licence de fabrication.

Sur ce plan également, les conditions ont bien changé, avec la crise de la dette qui a touché le Tiers Monde dans la décennie de 1980, cette préoccupation de fournir des capacités technologiques aux pays en développement a disparu aussi vite que les flux de capitaux à destination de ces régions, et les spécialistes en management sont devenus muets sur cette problématique.

Bien que nous ne disposions pas de statistiques à ce sujet, nous faisons l'hypothèse que les transferts de technologie à destination des pays en développement et basés sur des accords de cession de licence ont considérablement diminué, au profit des *joint-ventures*.

Avec cette seconde modalité, la firme étrangère a une présence directe dans la gestion de la société conjointe, elle peut donc contrôler totalement l'activité de celle-ci, et en particulier éviter la mise en œuvre par le partenaire local d'une stratégie de copiage ou d'imitation.

En outre, dans le choix de ce partenaire, elle privilégiera des acteurs qui ne sont pas motivés à s'engager dans une politique d'assimilation des savoir-faire technologiques, « des partenaires dormants », lui conférant une liberté d'action quasi totale.

Les motivations des firmes étrangères pour s'associer à un partenaire local sont de plus en plus éloignées de l'intention de transmettre de réelles compétences technologiques. Elles s'associent parce la législation de certains pays peut encore l'exiger, parce qu'elles recherchent un réseau de distribution, ou une marque ayant localement une forte notoriété. Parce qu'elles veulent gagner du temps ou économiser des investissements dans leur développement international ou encore, parce qu'elles considèrent qu'elles ne disposent pas d'assez d'atouts pour s'imposer seules sur un nouveau marché qui leur est peu connu.

Dans ce dernier cas de figure, la coopération avec un partenaire local n'est justifiée que dans une perspective à court terme, le temps nécessaire pour gagner de l'expérience, l'objectif final étant le contrôle total de la société. Ainsi, selon D. Rouach (1999), « au fur et à mesure des contacts avec le partenaire local, le partenaire étranger augmente sa connaissance du pays, du marché, de la culture du pays,

des réglementations, etc., la relation de *joint-ventures* devient alors plus instable car il s'opère un déséquilibre de négociation au profit du partenaire étranger. »

En fonction de toutes les raisons précédemment évoquées, une étude même superficielle de l'évolution de ces *joint-ventures* permettrait de constater que dans de nombreux cas, ces partenariats ne sont qu'une étape transitoire vers la création d'une filiale contrôlée à 100 %.

La démarche classique est de s'associer avec l'entreprise familiale qui détient la première ou la seconde place sur le marché local, et d'accroître progressivement la part de capital détenu jusqu'au contrôle total. Danone a pratiqué cette politique dans divers pays émergents, en Inde avec Britannia, en Argentine avec Mastellone Hermanos ou au Brésil avec Campineira. Au Vietnam, la même évolution est constatée, les partenaires locaux, compte tenu de la faiblesse de leurs moyens financiers ne peuvent que très difficilement accompagner les augmentations de capital au sein des *joint-ventures*. Ils sont ainsi progressivement marginalisés et souvent rachetés par le partenaire étranger (Le Phuc Loan, 2000).

Nous pouvons également illustrer cette stratégie avec les déclarations du responsable de la région Est de l'entreprise Lafarge. Pour décrire la situation dans les pays de l'Est, ce dirigeant, P. Rollier, précise : « sans un marché des capitaux efficace, pas de développement industriel sain et pas non plus, d'émergence de champions locaux. On a vu que l'essentiel des groupes qui ont tiré leur épingle du jeu durant la dernière décennie, sont ceux qui, passés sous contrôle étranger, ont bénéficié à la fois d'injection de capitaux, d'une technologie de pointe, de produits innovants et d'un management *ad hoc* » (P. Chabert, 1999).

Dans cette région, P. Rollier est persuadé qu'une fois les privatisations bouclées, la restructuration va démarrer sous la houlette des grands groupes étrangers : « on va donc se mettre à racheter des entreprises qui ont été cédées au fil des privatisations à de grosses PME, qui n'ont pas forcément pour vocation de rester active dans le secteur. Beaucoup d'autres groupes qui, à l'instar de Lafarge ont dû accepter des positions minoritaires dans le capital de leurs cibles, ont comme lui, entrepris d'augmenter leurs participations afin de devenir majoritaires, voire de porter leurs participations à 100 %, un mouvement général qui va encore faire progresser le poids des groupes étrangers dans le PIB de ces pays. »

Ce directeur pose finalement la question : « les nouveaux entrepreneurs locaux qui font leur chemin parviendront-ils à inverser la tendance ? Il est trop tôt pour le dire ». Il est peu aisé de faire des prophéties, mais reconnaissons que leur chemin paraît bien difficile à parcourir.

Dès le début des années 1990, les Coréens ont constaté une réticence croissante des Japonais et des Américains à effectuer des transferts de technologie avec les entreprises de leur pays. Les grands conglomérats locaux étaient devenus trop compétitifs sur le marché mondial, et la crise financière de décembre 1997 a été perçue comme une grande opportunité pour contraindre le gouvernement coréen à démanteler ces groupes industriels fortement endettés, en libéralisant l'entrée du capital étranger dans le pays.

Les industriels français ont ainsi profité de la crise coréenne pour racheter à bon prix les parts de leurs partenaires locaux ou acquérir les filiales en difficulté des chaebols. « Lafarge a racheté plusieurs cimenteries, Valéo a mis la main sur Mando Machineries, tandis que Rhodia est désormais le seul actionnaire de Cofran » (*Les Échos*, mercredi 8 mars 2000, p. 6).

Dans le cadre d'une stratégie globale visant à coordonner l'ensemble des activités d'une firme au niveau mondial, Yip (*ibid.*, p. 68), en parvient même à déconseiller l'engagement dans des *joint-ventures*. Ainsi insiste-t-il sur les inconvénients de ce type d'accords, car si ceux-ci permettent une expansion géographique plus rapide, ils ont le désavantage de perturber la politique d'intégration mondiale par la nécessité de prendre en compte les intérêts spécifiques d'un partenaire local.

Rouach (1999) identifie cinq stratégies de transfert de technologie qu'il hiérarchise selon deux dimensions : la vision temporelle de l'engagement (court terme, long terme) et le degré de profondeur du transfert (l'ampleur des connaissances transmises). Ces stratégies sont ainsi classées : contrats clés en main, licence (vision à court terme et transfert limité), puis franchises et *joint-ventures*, et enfin fusion et acquisitions. Cette représentation illustre bien l'éventualité de passage d'un accord de *joint-venture* à une opération de fusion-acquisition lorsque l'entreprise étrangère développe une stratégie à long terme sur le pays. Mais peut-on encore parler de transfert de technologie lorsque le partenaire local finit par être totalement absorbé par l'entreprise détentrice du savoir-faire et que cette dernière se réapproprie l'intégralité du contenu technologique.

Ce dernier constat met en question les possibilités réelles de concilier à terme une coopération avec un partenaire étranger et l'objectif de s'engager dans une politique d'innovation technologique. Dans cette perspective, Kurt Politzer (1985) recommande une stratégie mixte qui associe d'une part le renforcement des capacités endogènes de recherche et développement, en réseau avec des centres nationaux (laboratoires, universités) et, d'autre part, l'incorporation de technologies étrangères dans le cadre d'accords de cession de licence par exemple.

Cette recommandation nécessite cependant que le partenaire étranger accepte cette politique d'innovation technologique et y participe, il convient donc que les objectifs stratégiques des deux associés soient compatibles. Cela pose la question des intentions réelles du partenaire étranger engagé dans de tels accords de coopération. Souhaite-t-il uniquement dégager des revenus dans le cadre d'un accord de transfert de technologie ? Ou cherche-t-il à profiter des ressources du partenaire local pour prendre pied dans un premier temps dans un pays qu'il connaît mal – le but final étant l'absorption de l'entreprise locale par la création d'une filiale totalement contrôlée, permettant de mettre en œuvre dans le pays une politique complètement intégrée à sa stratégie mondiale ?

Pour le président de la fédération des industries de l'État de São Paulo, Horacio Piva, « ce n'est pas parce que le Brésil s'intègre à la mondialisation qu'il devient plus moderne et plus compétitif. Il est même probable qu'il soit en train de s'éloigner du premier monde » Pour lui, les causes de ce bilan décevant de l'ouverture com-

merciale proviennent du manque de réformes fiscales au Brésil, où les taux d'imposition trop élevés pénalisent les entreprises ainsi que de la mondialisation à sens unique où les États-Unis et l'Europe maintiennent de fortes barrières protectionnistes (Sevilla, 2000).

Des succès à considérer dans ce contexte conflictuel

Des pays s'efforcent pourtant encore de préserver certains acquis et de se donner les conditions pour développer des technologies nationales. Le dernier *round* de discussions entre la Chine et l'Union européenne sur l'adhésion de la Chine à l'OMC a porté en particulier sur le refus de la Chine d'accorder un taux de participation étrangère dans le secteur des télécommunications, supérieur aux 49 % arrachés par les Américains. Cette résistance des Chinois à libéraliser totalement un secteur d'activité aussi stratégique confirme que le processus de globalisation est bien plus fondé sur des rapports de force que sur une démarche naturelle permettant, grâce à l'adoption de politiques libérales, de progresser vers une prospérité mondiale. Le livre de Fang Ning et de Wang Xiaodong, *La Voie chinoise : sous l'ombre de la globalisation*, connaît un grand succès en Chine. Pour ces auteurs, « la réalité, c'est que les intérêts des Américains et ceux des pays en développement comme le nôtre, sont objectivement en conflit » ; de ce constat, ils préconisent une politique nationaliste beaucoup plus accentuée dans le secteur des hautes technologies afin de ne pas être à la merci des États-Unis.

Citons, dans cette perspective, l'exemple de Legend, fabricant chinois d'ordinateurs. Depuis 1984, son P.-D.G., Lui Chuan a mené avec succès une politique de développement technologique qui a permis à cette entreprise d'accéder depuis 1996 à la première place sur le marché chinois des micro-ordinateurs, en devançant IBM et Hewlett Packard (Vissière, 2000). Selon Lui Chuan, les accords signés en 1988 avec ces firmes étrangères pour distribuer leurs produits dans le pays étaient « une alliance de l'aveugle et du paralytique, nous connaissions notre marché, mais pas les techniques de ventes. Les multinationales savaient tout du marketing, mais rien de la Chine ».

Selon Hélène Vissière, « le n° 1 chinois doit son succès à une approche globale sur les prix, la qualité et les performances, la distribution et les services, le marketing... Les économies d'échelle et les faibles coûts de main-d'œuvre le rendent imbattable sur les prix, inférieures de 10 à 15 % à ceux de ses rivaux étrangers, et il rivalise avec les clones sans marque en proposant depuis peu un ordinateur personnel à moins de 1 000 \$... Le groupe, toujours à la pointe de l'innovation, ne cesse de nouer des partenariats (Intel, IBM, Microsoft, ou Acer), tout en axant sa stratégie sur le sur mesure et des produits adaptés au niveau informatique des Chinois. » Prononcé Lian Xiang en chinois, Legend signifie : « imagination ». Cet exemple de succès fait suite à la réussite du Taïwanais Acer, qui grâce à des accords de sous-traitance avec les grandes firmes multinationales (OEM) est parvenu à acquérir une forte position sur le marché mondial des micro-ordinateurs.

Autre exemple, en Chine continentale : la firme Haier, dans le secteur de l'électroménager, détient dans le pays une position de leader avec une bonne image de qualité et de service ; elle attaque à présent les marchés de l'Europe et des États-Unis. Les capacités technologiques de cette entreprise ont été renforcées grâce à un accord de transfert de technologie avec l'Allemand Liebherr et des *joint-ventures* avec Mitsubishi et Merloni (Vissière, 2000).

Ces quelques références confirment la possibilité pour des entreprises de pays émergents de s'insérer dans les oligopoles mondiaux, à la condition de mettre en pratique un management performant et de s'engager dans une politique de développement technologique orientée vers le long terme. La qualité de l'environnement scientifique et technologique national est un facteur important de réussite, constatons qu'entre 1980 et 1998, le nombre de brevets déposés par Taïwan aux États-Unis est passé de 33 à 5 452, et que ceux déposés par la Corée du Sud dans ce même pays ont augmenté de 367 à 7 412 sur la même période. À titre de comparaison, le nombre des dépôts français de brevets aux États-Unis était de 3 331 en 1980 et de 5 249 en 1998 (Duval, 2000).

Les barrières de la propriété intellectuelle

Le renforcement des accords sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (TRIPS) oblige, depuis 1995, les pays membres de l'OMC à allouer des brevets pour toute invention de produits et procédés. Il est loin le temps où des pays comme le Brésil ou la Thaïlande refusaient de reconnaître les brevets dans le domaine de l'alimentation ou de la santé.

Le débat est particulièrement intense sur le thème de la possibilité de déposer des brevets du vivant. S'opposent d'une part, un complexe génético-industriel qui cherche à contrôler directement le patrimoine génétique et d'autre part, ceux qui défendent le droit des agriculteurs et des communautés locales sur leurs propres ressources végétales. L'extension de la législation sur les brevets conduit à breveter directement une découverte scientifique et non seulement une innovation (F. Seutet, 2000).

En mars 2000, une déclaration conjointe de B. Clinton et T. Blair maintient la possibilité de déposer des brevets sur les gènes, à la condition cependant que ces brevets soient dotés d'une application. Cette prise de position a provoqué une forte chute des cours boursiers des entreprises spécialisées dans le séquençage du génome (*Les Échos*, 16 mars 2000, p. 19).

Au-delà de cette question sur le caractère brevetable d'éléments faisant partie du patrimoine commun de l'humanité, l'accord Trips sur la propriété intellectuelle organise un monopole des pays industriels sur l'ensemble des industries en croissance (informatique, technologies de l'information, biotechnologies...)

Citons l'exemple d'un laboratoire thaïlandais qui a redécouvert, il y a deux ans déjà, un médicament essentiel dans la lutte contre le sida, et qui était disposé à le commercialiser au quart de son prix actuel. Les pressions du laboratoire

détenteur du brevet et celles du gouvernement des États-Unis ont fait échouer ce projet, au nom de la protection de la propriété intellectuelle.

Les traitements contre le sida coûtant en moyenne 10 000 à 15 000 dollars par an, ils sont inaccessibles pour la grande majorité de la population des pays en développement. Pour cette raison, l'État brésilien a décidé de ne pas respecter la réglementation internationale sur les brevets en encourageant la fabrication de médicaments génériques par des laboratoires publics. Le prix annuel d'un traitement est ainsi tombé à 1 000 dollars, soit 10 à 15 fois moins que le prix officiel (N. Halpern, *Les Échos*, 16 mai 2000, p. 17).

Quand il existe, comme au Brésil, une capacité de production nationale, les prix de ces génériques peuvent baisser de 70 à 80 %. Suite au conflit qui a opposé le Brésil au laboratoire Roche, cette société a accepté de réduire de 40 % le prix du Viracept, un antirétroviral destiné à lutter contre le sida, une licence volontaire a été accordée pour éviter de tomber sous le coup d'une licence obligatoire, cela a représenté pour le Brésil un gain de 36 milliards de dollars par an.

Le Brésil peut également approvisionner d'autres pays en antiviraux, mais cette pratique ne sera tolérée par l'OMC que jusqu'en 2006, à partir de cette date, il lui faudra attendre que les formules des molécules tombent dans le domaine public.

Pour fabriquer des produits génériques faisant l'objet d'une protection par brevet, le Brésil peut faire valoir l'article 31 des accords commerciaux des droits de propriété intellectuelle (trips) qui autorise un pays à copier un médicament en cas d'urgence sanitaire, mais à la condition de réserver cette fabrication au marché interne, afin d'éviter toute exportation parallèle. Cette disposition a été confirmée lors de la conférence de l'OMC à Doha en 2001. Auparavant, le procès de Prétoria avait engagé trente-neuf laboratoires contre une loi de l'État sud-africain autorisant l'importation de génériques indiens ; les multinationales ont retiré leur plainte, comme les États-Unis qui avaient attaqué à l'OMC le Brésil à propos de copies de médicaments anti-sidas.

Dans un autre domaine, un conflit a aussi opposé en 1999 la communauté indienne de l'Amazone et un Nord-Américain qui avait déposé un brevet sur un traitement contre le cancer, produit exclusivement conçu à partir d'une plante bien connue par les Indiens pour ses vertus thérapeutiques.

Non seulement le Brésil a initié dès 1998 la production d'un ensemble de remèdes contre le sida avec une réduction moyenne des prix de 75 %, mais il a aussi négocié des conventions de coopération incluant des transferts de technologie et l'exportation de médicaments avec quatre pays africains et certains pays latino-américains.

L'Inde joue un rôle de premier plan dans la production de médicaments génériques. Selon une enquête du PNUD, les médicaments indiens sont huit à quatorze fois moins chers qu'au Pakistan, pays voisin où les brevets sur les produits pharmaceutiques sont reconnus. L'Inde est le premier exportateur mondial de génériques, et lorsque Glaxo, Merck ou Bristol proposaient une trithérapie pour

15 245 euros, les fabricants indiens comme Cipla faisaient une offre identique au prix de 475 euros.

Les laboratoires des pays développés ont par ailleurs délaissé la recherche contre les maladies tropicales selon une étude de Médecins Sans Frontières, sur les 1 393 nouveaux médicaments lancés dans le monde entre 1975 et 1995, seuls treize, soit 1 %, ont concerné les maladies tropicales (*Les Échos*, 9 octobre 2001). Comme l'entrée, prévue pour 2005, de l'Inde dans l'OMC empêchera ce pays de poursuivre sa politique de production de génériques de médicaments protégés par des brevets, les laboratoires locaux ont décidé de se spécialiser dans la production de médicaments bon marché pour la population des pays tropicaux (Perez, 2000).

Pour Mehdi Abbas (1999), la politique de régulation de l'OMC ne sert donc qu'à « accroître les capacités d'internationalisation des firmes transnationales, et ce n'est pas avec un État minimal et largement ouvert que l'on peut mener des politiques industrielles de rattrapage technologique, de protection sanitaire ou de développement humain ».

C'est le lobby des firmes américaines qui a imposé cet accord sur les droits de propriété intellectuelle ; le fait est que celui-ci empêche les pays du Sud à poursuivre les politiques d'imitation qui ont pourtant été si utiles dans le développement de certains pays asiatiques, comme le Japon ou la Corée du Sud.

Condamnation des politiques d'imitation, condamnation aussi des subventions publiques destinées à aider le développement technologique national, les marges de manœuvre se réduisent considérablement.

Nous reviendrons sur l'exemple de l'industrie aéronautique brésilienne, mais pour illustrer ici notre propos, remarquons que, suite à la plainte de son principal concurrent, Bombardier (Canada), l'OMC a sanctionné les aides publiques au constructeur brésilien d'avions régionaux à réaction, Embraer. La société aéronautique brésilienne a été accusée de bénéficier du programme gouvernemental de financement des exportations (Proex) permettant de réduire les taux d'intérêt payés par les clients. L'OMC a jugé en faveur de Bombardier, et le Brésil s'est vu dans l'obligation d'offrir des compensations aux Canadiens pour une valeur de 1,4 milliards de dollars, et sur un délai de six ans. Lorsqu'en 1978, Embraer était parvenu à acquérir aux États-Unis 33 % du marché des turbopropulseurs de 15 à 19 passagers, le gouvernement américain avait déjà dénoncé les aides publiques qui permettait à la société brésilienne d'offrir à ses clients des crédits à taux bonifiés. Fin 2001, le conflit Bombardier-Embraer à l'OMC semblait tourner à l'avantage du constructeur brésilien puisque Bombardier devait retirer ses prêts à taux préférentiels promis à des compagnies aériennes américaines.

L'exode des cerveaux

D'après une étude récente de l'Organisation internationale du travail (OIT), les mouvements de capitaux ne créent pas assez d'emploi dans les pays en voie de développement, l'essentiel des flux restant concentrés dans les pays développés.

À cette insuffisance financière s'ajoute les effets déstabilisateurs des politiques de réformes structurelles qui poussent davantage de personnes hors de leur communauté d'origine, pour chercher du travail à l'étranger (« La mondialisation va intensifier l'immigration vers les pays riches », *Les Échos*, 6 mars 2000, p. 11).

Avant la récession de 2001, le dynamisme économique que les États-Unis avaient connu avec la « nouvelle économie » a posé la question du manque croissant de personnel hautement qualifié dans les technologies de l'information. Dans ce pays, qui accueille environ 650 000 immigrés par an et qui comptabiliserait 5 millions de clandestins, les besoins de l'industrie *high-tech*, incite le congrès à assouplir les règles d'immigration, le Parti républicain proposant d'augmenter le nombre des visas accordés aux étrangers de 115 000 à 195 000 en 2002 (« Le congrès prêt à assouplir les règles de l'immigration », *Les Échos*, 6 mars 2000, p. 11).

Les États-Unis savent ainsi gérer la politique de « *green cards* » pour attirer la matière grise de la planète. De fait, comme contribution à leur exceptionnel cycle de croissance, l'accueil de scientifiques étrangers a été systématiquement privilégié.

L'Europe, bien que plus tardivement touchée par les vagues de la nouvelle économie s'est également interrogée sur l'opportunité d'ouvrir davantage les possibilités d'immigration. En Allemagne, Schröder a lancé une polémique en appelant à livrer 30 000 visas supplémentaires pour les étrangers, l'argument évoqué étant que « l'Allemagne ne peut plus accepter que les meilleurs partent vers les États-Unis, nous devons leur ouvrir notre pays, si on ne l'ouvre pas, le pays pourrait manquer de 250 000 experts dans deux ans, ces spécialistes se trouvant surtout dans les pays de l'Est... » (*Les Échos*, 2 mars 2000, p. 12). Le groupe Microsoft a confirmé ce déficit d'informaticiens en Allemagne, il l'estime à 300 000, et il pourrait atteindre 400 000 en 2003. Par ailleurs, le dirigeant d'IBM Allemagne s'est félicité de constater que l'administration allemande venait d'accorder 20 000 visas de travail à des informaticiens étrangers (*Les Échos*, 27 mars 2000, p. 20).

En France, une réflexion comparable s'amorce : depuis la circulaire du 15 avril 1996, les directions départementales du travail sont invitées à examiner avec bienveillance les demandes de visas qui émanent de cadres dont le salaire est supérieure à 23 000 F par mois il est question à présent, de descendre ce seuil (*Les Échos*, 2 mars 2000). Ainsi, si officiellement, en France, les frontières restent fermées, l'attitude des directions départementales du travail est devenue plus conciliante, en particulier pour accorder, au cas par cas, des visas aux informaticiens étrangers.

Dans le sens Europe-États-Unis, le sénateur des Alpes maritimes, P. Laffitte estime qu'environ 200 000 chercheurs européens sont installés dans la Silicon Valley, dont 30 000 français, et il constate que : « comme la formation coûte environ un million de francs à la collectivité, c'est un cadeau de 200 milliards de francs que l'Europe fait à l'économie américaine dans des secteurs à forte valeur ajoutée » (*Les Échos*, 6 avril 2000, p. 59).

Si, grâce à la qualité de sa formation, l'Inde est devenue le deuxième exportateur mondial de software après les États-Unis (16 000 ingénieurs arrivent tous les ans sur le marché du travail), notons que la fuite des cerveaux conduit à l'étranger 40 à 50 % des diplômés des grandes universités indiennes et que ceux-ci représentent près du tiers des effectifs de Microsoft et 20 % du nombre de scientifiques de l'agence spatiale américaine, Nasa (G. Fontaine, 2000).

Au moment où il est demandé aux pays du Sud de réduire leurs dépenses publiques pour assainir leurs économies, les pays développés sont engagés dans une course effrénée dans la recherche et l'innovation. L'Europe s'inquiète de son retard croissant face aux États-Unis : toujours selon P. Laffitte, en 1990, la différence des budgets de recherche entre l'Europe et les États-Unis était de 22 milliards d'euros en faveur des Américains. En 1997, ce montant a plus que doublé pour atteindre les 50 milliards d'euros. Aux États-Unis, le projet de budget des démocrates pour l'année fiscale 2001 prévoyait une augmentation du budget de recherche fondamentale de 17 % (plus 85 milliards de dollars), et selon D. Martin Rouet, attaché scientifique à l'ambassade de France à Washington, « il existe ici un fort consensus politique sur le financement public de la recherche fondamentale. Tout le monde est d'accord pour dire que la science entre dans le développement technologique, qui à son tour, nourrit l'économie » (A. Perez, *Les Échos*, 14 février 2000, p. 55).

Des débouchés de plus en plus rares pour les scientifiques de haut niveau dans les pays émergents engagés dans des politiques de réduction des capacités de recherche publique, une dénationalisation des entreprises locales qui provoque la disparition d'activités de recherche et développement dans ces mêmes pays, et une course de plus en plus évidente à la recherche d'experts par les pays développés risquent donc d'accroître la fuite des cerveaux et de rendre encore plus improbable le rattrapage technologique. Les universités doivent s'ouvrir sur le monde en multipliant les accords de coopération internationale, mais pour freiner l'exode des chercheurs, elles doivent améliorer les statuts et les revenus des professeurs.

Le cas de la Russie est particulièrement dramatique sur ce point. Dans ce pays l'absence de projets d'investissement et la faiblesse des salaires ne peuvent que provoquer le désintérêt des ingénieurs les plus brillants. La Russie se prive ainsi d'un potentiel technologique précieux pour son développement en abandonnant au désœuvrement des scientifiques de premier plan.

D'après un professeur de Shanghai que nous avons rencontré, même la Chine adopte aujourd'hui une politique d'accueil des experts russes en leur offrant des conditions de salaires et de logements particulièrement attrayantes.

Une étude de l'université du CAP évalue à 233 000 le nombre d'expatriés sud-africains ayant choisi comme destination les pays anglo-saxons : États-Unis, Grande-Bretagne, Canada, Australie. En 1997, cette fuite des cerveaux aurait coûté un milliard d'euros à l'Afrique du Sud. Les cabinets de chasseurs de têtes sont très actifs, certains pays sont systématiquement prospectés, ainsi considère-t-on

qu'au Maroc, le marché de la main-d'œuvre qualifiée disposée à s'expatrier est quasiment épuisé.

Par une décision du gouvernement brésilien, les étudiants boursiers à l'étranger devront rembourser leurs indemnités au cas où ils décideraient de rester à l'étranger. Evandro Mirra, le président du CNPQ (organisme équivalent au CNRS) estime que la pression des pays riches sur les cerveaux brésiliens ne cesse d'augmenter et que plus de 100 000 spécialistes brésiliens sont en activité à l'extérieur du pays alors que le Brésil fait face à un déficit de 25 000 chercheurs. Pour lui, les projets de coopération des centres de recherche avec des entreprises privées sont à développer, ils ont l'avantage d'accroître les revenus des chercheurs et de les inciter à rester au Brésil pour travailler sur des travaux dignes d'intérêt.

Les perspectives de la coopération internationale

Pour accompagner un progrès technique connaissant une évolution de plus en plus rapide et exigeant des moyens humains et financiers de plus en plus importants, une solution peut être recherchée dans la coopération internationale ; la Communauté européenne, dans le cadre de programmes internationaux de recherche et développement, a permis de mobiliser des réseaux de laboratoires et d'entreprises dans des projets communs (programmes Eureka, Esprit).

Des consortiums ont été constitués dans des industries stratégiques pour concurrencer les firmes nord américaines dans les secteurs de l'aéronautique (Airbus) et de l'espace (Ariane-espace) ces programmes ont sans conteste permis à l'Europe de se situer au tout premier plan mondial dans ces domaines d'activité. La question est de savoir si des pays émergents comme le Brésil peuvent opter pour de telles stratégies d'alliances. En premier lieu, existe-t-il des possibilités de coopération dans le cône sud ? Le principal pays concerné serait l'Argentine, mais les options néolibérales adoptées de longue date par cet État rendent cette perspective peu crédible.

Selon Jorge Schvarzer (1999), après la coopération nucléaire engagée au milieu des années 1980, les autres tentatives de coopération technologique entre le Brésil et l'Argentine se sont soldées par des échecs. Il en a été ainsi pour le projet de conception d'un avion moyen courrier entre les deux sociétés aéronautiques, Embraer et Fabrica Militar de Aviones (FMA). Au début de la décennie de 1990, le désintérêt du gouvernement argentin envers les entreprises publiques a expliqué son refus de financer ce programme à hauteur de 25 millions de dollars.

FMA est aujourd'hui une simple usine de réparation d'avions sous le contrôle de la firme nord-américaine Lockheed, alors que la société brésilienne Embraer est devenue le quatrième constructeur mondial d'avions civils, grâce à ses succès dans l'aviation régionale.

Cette réussite d'Embraer, entreprise publique créée en 1968, est le fruit d'une politique à long terme engagée par les gouvernements successifs, avec la création de centres de recherche dès la fin de la deuxième guerre mondiale – CTA en 1945, ITA en 1950, IPD en 1954 – (H. Drouvot, G. Vernat, 1994).

La privatisation d'Embraer au début des années 1990, puis, fin 1999, l'entrée à hauteur de 20 % des principaux industriels français de l'aéronautique dans le capital, ne semblent pas avoir réduit la détermination de l'État brésilien de se doter d'une industrie compétitive dans un secteur aussi stratégique. Avec son entrée à la bourse de New York, la société est en mesure de capter les capitaux étrangers, et avec des ventes à l'étranger de 1,7 milliards de dollars en 1999, elle est devenue la première firme exportatrice du Brésil (Caetano, 2000).

Les projets de coopération du Brésil avec l'Argentine ont également échoué dans le domaine de la pétrochimie, entre Petrobras et YPF. L'explication de ces échecs se fonde sur les orientations nettement néolibérales adoptées en Argentine ; celles-ci ont abouti à envisager l'insertion du pays dans l'économie mondiale, uniquement à partir des avantages comparatifs naturels du pays, dans le cadre d'un modèle de spécialisation primaire et en s'interdisant toute intervention publique.

Pour J. Paulo de Almeida Magalhaes (1999), il faut échapper à cette théorie classique du commerce international, où les pays en voie de développement doivent se contenter de valoriser leurs avantages naturels, dans des spécialisations à faibles contenus technologiques : « en fait, la division internationale du travail doit toujours plus être déterminée par des avantages comparatifs créés, qui résultent d'efforts de recherche, d'éducation, de création d'infrastructures adéquates dans des secteurs préalablement sélectionnés. Il s'agit d'avantages comparatifs dynamiques qui ne peuvent être maintenus que grâce à des efforts constants pour préserver la supériorité des entreprises locales. »

Si, comme nous l'avons évoqué précédemment, le contexte néolibéral prédominant dans les pays voisins rend difficiles des politiques de coopération technologique à l'échelle régionale, l'alternative qui consiste à établir des alliances avec des partenaires industriels des pays développés nous paraît tout aussi délicate à mettre en œuvre. D'une part, 90 % des alliances s'effectuent entre les pays de la triade (États-Unis, Europe, Japon) et sont destinées à renforcer des structures d'oligopoles mondiaux, et d'autre part, la viabilité à long terme de ces accords est conditionnée par des relations équilibrées entre les partenaires, situation difficilement envisageable dans le cas d'une alliance entre une entreprise d'un pays en développement et une entreprise déjà fortement internationalisée, originaire d'un pays développé.

Reste une dernière hypothèse, plus politique, qui consisterait à mobiliser, dans une perspective commune, différents pays émergents confrontés aux mêmes difficultés liées au processus de globalisation. Sur ce sujet, le président F. H. Cardoso est catégorique : « on me reproche de ne pas faire alliance avec des pays comme l'Inde, la Malaisie ou l'Afrique du Sud pour agir. Les gens ne se rendent pas compte que les temps ont changé. Autrefois, les États étaient des acteurs importants, aujourd'hui leur marge de manœuvre est beaucoup plus réduite. Ils ne peuvent pas faire face au défi du développement de la même manière qu'auparavant. » (« Le Brésilien Cardoso plaide en faveur d'une redéfinition du rôle de l'État », *Le Monde*, 22 novembre 1999, p. 3).

Cet aveu d'impuissance va dans le sens d'une intégration passive au marché mondial, les espoirs de développement du pays reposant essentiellement sur les investissements directs étrangers, et le rôle de l'État se limitant à accroître l'attrait du pays, en particulier par l'amélioration des infrastructures (plan « *avança Brasil* »). Dans ces conditions, la question de renforcer le rôle des États perd son sens, puisque ce sont les gouvernements qui dérégulent, privatisent et soumettent de plus en plus leurs pays aux décisions des acteurs privés internationaux.

CONCLUSION

En nous fondant sur l'exemple brésilien, l'objectif de cette article était d'évaluer l'impact de la globalisation sur les possibilités de développement technologique des pays émergents.

L'adoption par ces pays, à des degrés divers, de politiques néolibérales et la pression accrue des organismes internationaux tels que l'OMC et le FMI sont des facteurs qui limitent les opportunités dans ce domaine pour de nombreuses raisons : difficultés accrues pour mener des stratégies d'imitation avec le renforcement de la propriété intellectuelle, processus de privatisation et de dénationalisation, interdiction de protéger et de réserver le marché national à une industrie naissante, prohibition des subventions publiques aux entreprises nationales et réduction des dépenses publiques de recherche, accueil accru des scientifiques dans les pays développés, avantages compétitifs structurels des oligopoles mondiaux face aux nouveaux entrants originaires des pays en développement, la liste est longue et rend aujourd'hui beaucoup plus difficile la mise en œuvre des politiques de rattrapage technologique, telles qu'elles ont été pratiquées, au cours de ces dernières décennies par les pays émergents.

L'exemple d'Embraer nous indique que, par une politique volontariste à long terme, bénéficiant du soutien sans faille de l'État, une insertion sur le marché mondial dans des secteurs de pointe est encore concevable. Pour le Brésil, cela signifie que le gouvernement clarifie ses objectifs, et se dote des moyens nécessaires. L'exemple asiatique révèle que la réussite passe par des stratégies de promotion des exportations, qui permettent à terme, d'insérer les pays dans des secteurs dynamiques sur le plan mondial (composants électroniques en Corée du Sud).

Dans cette perspective, le Brésil a besoin de doter ses entreprises d'une culture exportatrice qui fait encore souvent défaut, compte tenu des dimensions du marché national et de la tradition protectionniste du pays (« Brésil : les exportations déçoivent », *Les Échos*, 15 novembre 1999, p. 70).

Pour profiter des avantages de la globalisation, ce pays ne peut se contenter d'une participation de 1 % dans le commerce mondial et de ne réaliser que 6 % de son PIB à l'étranger. Huitième pays du monde dans le classement en terme de PNB, le Brésil ne figure qu'au vingt-huitième rang mondial dans la liste des pays exportateurs.

C'est avec cette préoccupation que le gouvernement a défini une nouvelle politique d'exportation, destinée à accroître sensiblement le nombre des entreprises exportatrices. On en dénombrait 8 500 en 1990 et 15 000 en 1999, l'objectif est de doubler ce chiffre à l'échéance de 2002. L'intention est aussi d'augmenter la valeur ajoutée des produits exportés et la part des produits à fort contenu technologique. La création d'un fond d'investissement pour les entreprises exportatrices, la diminution de la fiscalité sur les ventes à l'étranger et la réduction des coûts logistiques sont les principales mesures annoncées dans le cadre de cette politique de promotion des exportations (*O Estado de São Paulo*, 17 septembre 2000).

Le Brésil doit aussi s'engager davantage dans des politiques de développement et d'innovation technologique ; pour Sbragia (2000) de grands efforts sont réalisés au niveau de la formation universitaire, mais le nombre de brevets enregistrés par des acteurs brésiliens reste très faible. Les liens entre universités et entreprises sont à renforcer dans le cadre d'une politique de développement scientifique et technologique qui semble aujourd'hui se consolider dans certains secteurs clés : industries minières et pétrolières, agro-industrie, aéronautique, santé.

Selon *L'Express*, le gouvernement de Cardoso devrait aussi davantage jouer un rôle mobilisateur : « le pays semble flotter sans direction, il est désormais en panne d'imagination et ce pays du futur a besoin de croire à nouveau en son avenir » (reportage sur le Brésil, *L'Express*, 2 mars 2000, p. 65-69).

Il ne faut cependant pas noircir le tableau exagérément : les succès technologiques et commerciaux d'Embraer ou de Petrobras sont incontestables.

Ainsi, avec la chute du monopole, la concurrence internationale dans la prospection pétrolière au Brésil joue un rôle stimulant pour Petrobras, leader mondial dans la technologie d'exploration et de production de pétrole en eaux profondes. En acceptant des accords de partenariat pour réduire les coûts et les risques, et avec l'aide publique, cette société s'est engagée dans un vaste programme de formation d'ingénieurs spécialisés dans cette activité.

Les investissements consacrés au Brésil à la recherche génétique sont significatifs dans le domaine végétal et dans celui de la santé humaine. Le projet « Génome Cancer National » qui mobilise 35 laboratoires de l'État de São Paulo a abouti à des résultats reconnus par la communauté scientifique internationale. La société Biobras du Minas Gerais est devenue l'une des quatre entreprises dans le monde à produire de l'insuline de synthèse.

Face aux excès d'un processus de globalisation qui risque de marginaliser les pays en développement en créant de nouvelles entraves qui limitent les perspectives de rattrapages technologiques, les gouvernements des pays émergents doivent poursuivre de nouvelles politiques, qui, sans remettre systématiquement en cause les mécanismes d'un marché de plus en plus global, leurs préservent une marge de manœuvre pour stimuler les capacités nationales d'innovation technologique et leur donnent les conditions de participer activement aux progrès de leur peuple et de l'humanité.

Bibliographie

- Abbas, Mehdi, « OMC : nouveaux enjeux, nouveaux conflits », *Alternatives économiques*, n° 176, décembre 1999, p. 54-57.
- Biseau, G., « Comment l'État a lâché son pouvoir d'actionnaire », *Le Nouvel Économiste*, n° 1158, 1^{er} septembre 2000, p. 52-55.
- Brzezinski, Z., « L'Amérique va rester le maître du monde », *L'Expansion*, 18 décembre 1997.
- Caetano, J.-R., « Autonomia de voto », *Exame*, 4 octobre 2000, p. 62-63.
- Camdessus, M., « Géopolitique : les débats, cette crise sonne le grand retour du politique », *L'Expansion*, n° 653, 27 septembre 2001, p. 70-72.
- Chavagneux, C., « La mondialisation est-elle réversible ? », *Alternatives économiques*, n° 44, 2^e trimestre 2000, p. 52-53.
- Cunningham, S. M., « Made in Brazil : Cardoso's critical path from dependency via neoliberal options and the third way in the 1990s », *European Review of Latin and Caribbean Studies*, décembre 1999, n° 67, p. 75-86.
- Chabert, P., « Dix ans depuis la chute du mur de Berlin, réformes inachevées à l'Est », *Les Échos*, 12 novembre 1999.
- CNUCED, Guillaume Duval, « Combien pèsent les multinationales », *Alternatives économiques*, n° 181, mai 2000, p. 39.
- L'indice est une moyenne de quatre valeurs :
- les flux d'investissements étrangers sur les trois dernières années ;
 - les stocks d'investissements étrangers rapportés au PIB ;
 - la valeur ajoutée des groupes étrangers en pourcentage du PIB ;
 - l'emploi dans les groupes étrangers rapporté à l'emploi total.
- Dalle, F., « Grand angle avec François Dalle », *Les Échos*, 16 octobre 2001, p. 70-71.
- De Almeida Magalhaes, J.-P., « Alternativas a estrategia neoliberal em curso no pais », *Carta Mensal, Confederacao Nacional do Comercio*, décembre 1999, n° 537, vol. 45, p. 7).
- Duval, G., « La nouvelle dimension de la division internationale du travail », *Alternatives économiques*, n° 184, septembre 2000, p. 43.
- Dorodame, M. L., « O processo de aprendizado tecnologico nos paises em desenvolvimento : o caso da refinacao de petroleo no Brasil », *Revista de Administracao, USP*, vol. 20 (3), 1985, p. 117-123.
- Drouvot, H., 1981, *Interactions des multinationales avec l'environnement, le cas du Brésil*, IAE Grenoble.
- Drouvot, H., Verna, G., 1994, *Les Politiques de développement technologique, l'exemple brésilien*, Pais, Éditions de l'IHEAL, p. 167-188.
- Evans, P., 1979, *Dependant Development, the Alliance of Multinational, State, and Local Capital in Brazil*, Princeton University Press, New Jersey.
- Fontaine, G., « Inde : au pays des génies high-tech », *L'Expansion*, n° 618, 30 mars 2000, p. 103-107.
- Furtado, C., « Point de vue sur la situation du Brésil », *La Crise financière brésilienne, Problèmes d'Amérique latine*, avril-juin 1999, n° 33, p. 60.
- Gonçalves, R., 1999, *Globalizacao e desnacionalizacao*, Paz e Terra, São Paulo.
- Le Phuc Loan, 2000, « Transfert de technologie à Ho Chi Minh Ville », note de synthèse, DEA, ESA, Grenoble
- Lereps, « Chacun pour soi et le marché pour tous », *Alternatives économiques*, n° 182, juin 2000, p. 36.
- Martinez, Jon, entretien par Nely Caixeat, « A idade da razao », *Exame*, 12 juillet 2000, p. 138-142.

- Perez, A., « L'Inde se lance à la conquête de son indépendance biotechnologique », *Les Échos*, 13 décembre 2000, p. 17.
- Politzer, K., « Geração autonoma de tecnologias pelas empresas, fatores conditionantes », *Revista Brasileira de Tecnologia*, Vol. 16, n° 3, 1985.
- Prata Camargos, S., « P&D global nas transnacionais instaladas no Brasil », *Inova*, Usp, n° 22, p. 5.
- Rocha, L., « Verde-Amarelo », *Istoé*, n° 1605, 5 juillet 2000, p. 7-11.
- Rouach, D., 1999, *Le Management du transfert de technologie*, Paris, PUF, p. 27.
- Sachs, J. D., « La stratégie économique de l'après 11 septembre », *Les Échos*, 1^{er} octobre 2001, p. 61.
- Sbragia, R., « Inovação tecnologica na industria : o salto de que precisamos », *Inova*, Usp, n° 22, p. 1.
- Schvarzer, J., « Le Mercosur, du succès à la crise », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 33, avril-juin 1999, p. 79-94.
- Seuret, F., « Mondialisation : le vivant privatisé », *Alternatives économiques*, n° 177, janvier 2000, p. 40-42.
- Ce conflit oppose les pays développés et les pays en développement soutenus par des ONG.
- Sevilla, J.-J., « Le Brésilien Cardoso plaide en faveur d'une redéfinition du rôle de l'état », *Le Monde*, 22 novembre 1999, p. 3.
- Sevilla, J.-J., « Le Brésil assume de fait un leadership régional », *Le Monde*, 14 novembre 2000, p. 11.
- Sorima, J., « A nova safra », *Veja*, 7 avril 1999, p. 122-123.
- Stiglitz, J., « L'Amérique doit renoncer à ses dogmes », *Les Échos*, 11 octobre 2001, p. 52.
- Vissière, H., « Legend, n° 1 du PC chinois », *Enjeux*, avril 2000, p. 72-76.
- Vissière, H., « Haier, l'empereur chinois du frigo », *Enjeux*, octobre 1999, p. 90.
- Yip, G. S., 1995, *Total Global Strategy*, Business School Edition, Prentice Hall.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

En considérant particulièrement le cas du Brésil, cet article aborde la question du développement technologique dans les pays émergents dans le contexte de la globalisation. La globalisation provoque une série de défis pour ces pays : la remise en cause des politiques industrielles nationales par les règles de l'OMC qui condamnent les politiques technologiques d'imitation technologique et les aides financières des États dans la promotion des exportations ; les réticences croissantes des firmes des pays développés à accorder de réels transferts de technologie aux entreprises des pays émergents.

Ce contexte incite à s'interroger sur les possibilités pour des entreprises originaires des pays émergents de s'insérer dans les oligopoles mondiaux, d'autant que les capacités de recherche dans ces pays peuvent être limitées par un fort exode des cerveaux et que leur tissu économique fait l'objet d'un processus de dénationalisation (privatisation, acquisition d'entreprises locales par des capitaux étrangers).

Considerando particularmente o caso do Brasil, este artigo aborda a questão do desenvolvimento tecnologico nos paises emergentes inseridos no contexto da globalização.

O processo de globalização provoca uma serie de desafios para esses paises :

O embargo, pelas regras da OMC, para as politicas industriais nacionais que condenam as politicas de imitação tecnologica e as ajudas financeiras dos Estados na promoção das exportações. As crescentes reticencias dos paises desenvolvidos para a assinatura de acordos de tranferencia de tecnologia para as empresas dos paises em desenvolvimento.

Nesse contexto nos interrogamos sobre as possibilidades das empresas originarias dos paises em desenvolvimento se inserirem dentro dos oligopolios mundiais, assim como a capacidade de pesquisa nesses paises venha a ser limitada por um forte exodo de pesquisadores, alem do processo de perda de identidade economica pelo processo de desnacionalização

(privatização e aquisição de empresas locais pelo capital estrangeiro).

En el caso particular de Brasil, este articulo trata del desarrollo tecnologico de los paises emergentes en el contexto de la globalización.

La globalización provoca una serie de retos para estos paises tales como la puesta en duda de políticas industriales nacionales por las reglas de la OMC que condenan las políticas de imitación tecnologica y las ayudas financieras de los estados en la promoción de las exportaciones; las crecientes reticencias de las firmas de los paises desarrollados en acordar reales transferencias de tecnologia a las empresas de los paises emergentes.

Este contexto lleva a interrogarse sobre las posibilidades para las sociedades originarias de los paises emergentes de insertarse en los oligopolios mundiales, puesto que las capacidades de investigación en estos paises pueden ser limitados por una fuerte fuga de cerebros y ya que su tejido económico es el objeto de un proceso de desnacionalización (privatización, adquisición de empresas locales por capitales extranjeros).

Considering the case of Brazil specifically, this article tackles the question of technological development in developing countries in the context of globalization. Globalization induces a series of challenges for these countries: – National industrial policies are put into question by the WTO rules that condemn technology imitation policies and the financial aids designed to help states promote exportations. – Companies from developed countries are increasingly unwilling to transfer technologies to companies from developing countries.

This context leads us to question the possibility for companies from emerging countries to get integrated into worldwide oligopolies. Besides, research capacity in these countries can be limited by a powerful brain drain and their economic structure is submitted to a denationalization process (privatization, acquisition of local companies by foreign capital).



FAÇADE DE LA CATHÉDRALE DE SAN CRISTOBAL DE LAS CASAS. DANS L'ANCIENNE CAPITALE DU CHIAPAS, L'ÉGLISE CONTINUE À JOUER UN RÔLE ESSENTIEL POUR TOUS LES HABITANTS, COMME L'A MONTRÉ MONSIEUR SAMUEL RUIZ GARCIA EN SOUTENANT LES REBELLES NÉOZAPATISTES. (CLICHÉ : MARIA DE LOS ANGELES RODRIGUEZ ALVAREZ).

UNE AUTRE BIBLIOGRAPHIE SUR LES INDIENS DU CHIAPAS¹

JUAN PEDRO VIQUEIRA*

PLUSIEURS DIZAINES DE LIVRES, la grande majorité d'entre eux dans un but de propagande (en faveur de l'un ou l'autre camp), ont été écrits et publiés sur les Indiens du Chiapas et sur le néo-zapatisme. Ces livres – hâtivement réalisés, suite à de brefs séjours au Chiapas et où abondent les lieux communs simplistes, les stéréotypes réductionnistes, les analyses politiquement correctes et les données erronées, fausses ou carrément inventées – ont remporté un surprenant succès et ont créé une image des Indiens du Chiapas sans grand rapport avec la réalité.

On serait en droit penser que le succès de ces livres est dû à l'absence d'études sérieuses et rigoureuses sur cet État de la République mexicaine, ce qui aurait alors laissé le champ libre aux journalistes « engagés », aux idéologues en quête d'une nouvelle cause politique, suite à la chute du mur de Berlin, ou aux opportunistes de tout poil. Rien n'est plus faux : en effet, au cours de ces vingt dernières années, une grande quantité de recherches, nombre d'entre elles des plus originales et des plus novatrices, ont été écrites et publiées sur le Chiapas et, particulièrement, sur ses régions indiennes.

Pour réaliser ces travaux, l'actuelle génération de spécialistes travaillant sur le Chiapas a dû faire face à une tradition complexe et hétérogène de recherches anthropologiques, par rapport à laquelle elle s'est vue dans l'obligation de se définir sur un mode critique.

En effet, la révolution mexicaine terminée, *Los Altos* du Chiapas – caractérisés par leur relatif isolement et par la présence d'une population qui, dans sa grande majorité, parlait des langues mayas – ont été considérés comme un laboratoire social privilégié pour l'étude de la supposée survivance de sociétés préhispaniques

* Centro de Estudios Históricos, El Colegio de México

et comme l'exemple le plus dramatique de ce que l'on commençait à appeler le « problème indien » du Mexique. C'est ainsi que des anthropologues culturalistes (généralement nord-américains), à la recherche d'« authentiques » Indiens qui puissent témoigner des pratiques et des croyances de la resplendissante civilisation maya, et des anthropologues sociaux réformateurs (des Mexicains, dans leur grande majorité) qui prétendaient « intégrer » les Indiens à la culture nationale et leur donner ainsi la possibilité de profiter des avantages sociaux obtenus grâce à la révolution mexicaine et d'en finir avec leur isolement, leur situation de marginaux et leur pauvreté, se sont lancés à corps perdu sur l'étude de la région de *Los Altos* du Chiapas. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ces deux courants ne se sont pas opposés, mais, bien au contraire, ils se sont développés de façon complémentaire ; les anthropologues réformistes avaient été formés dans le cadre de l'anthropologie culturelle nord-américaine et, à partir des postes qu'ils occupaient dans les institutions *indigénistes*, ils ont encouragé la réalisation de recherches ethnologiques. De la sorte, ils espéraient, avec une connaissance approfondie de la culture indienne, pouvoir transformer cette dernière et supprimer les éléments qui, de leur point de vue, empêchaient les usagers des langues méso-américaines de s'intégrer pleinement au développement économique et au Mexique moderne.

Sur la base de ces présupposés, de grands projets collectifs de recherche anthropologique ont été menés au Chiapas, presque toujours limités à la région de *Los Altos*. Parmi les plus importants, on retiendra : le projet coordonné par Alfonso Villa Rojas et Sol Tax (1942-1944) ; celui de l'Université de Chicago – dirigé par Norman McQuown et Julian Pitt-Rivers – (1956-1961) et finalement, le plus long de tous, celui de l'Université de Harvard, avec, à sa tête, Evon Z. Vogt (1957-1977).

Après la crise politique et sociale de 1968, une nouvelle génération de chercheurs est arrivée au Chiapas, très marquée par le mouvement étudiant et la férocité et sanglante répression dont il a été l'objet.

Ces chercheurs – influencés par le marxisme et très critiques à l'égard de la politique *indigéniste* et corporatiste de l'État mexicain, et parfois animés d'idéaux révolutionnaires – ont fait la critique des études de communauté et ont mis l'accent sur la nécessité d'étudier les Indiens dans leur contexte régional, national et même international. Ils considéraient, avec juste raison, que les Indiens ne constituaient pas un groupe isolé qui s'est tenu à l'écart des changements historiques, bien au contraire, et que la pauvreté et l'état de discrimination dans lesquels ils se trouvaient étaient le résultat des mécanismes d'exploitation dont tiraient profit les propriétaires terriens et les commerçants métis.

Ces chercheurs ont, en effet, soulevé des questions d'une grande pertinence qui avaient été passées sous silence par les anthropologues culturalistes, mais leur marxisme – souvent dogmatique – et leurs idéaux révolutionnaires manichéens ne leur donnaient pas la possibilité de rendre compte des complexités et des contradictions des communautés indiennes.

À la fin des années 1970 et dans le courant des années 1980, les critiques adressées aux conceptions des culturalistes et des *indigénistes* ont commencé à porter leurs fruits, et ce, au moment où les anthropologues (de conserve avec quelques historiens) prenaient leur distance par rapport à la situation présente des Indiens et s'intéressaient à leur passé. Ce changement de perspective était finalement en relative cohérence avec les réflexions des anthropologues critiques des années 1970 : dans la mesure où la situation de l'Indien était le résultat des formes d'exploitation et de domination imposées par la « société nationale », étant donné que celles-ci étaient soumises à de constants changements, les Indiens possédaient une histoire qu'il fallait étudier pour mieux comprendre leur situation actuelle.

Et c'est ainsi que l'histoire du Chiapas a connu un développement spectaculaire au cours des années 1980. À partir de questions relatives à la situation actuelle des Indiens et liées aux débats politiques du moment, par ailleurs fortement imprégnées des théories anthropologiques en pleine rénovation, et tout en faisant appel à des documents d'archives, diverses études historiques de grande originalité ont vu le jour, qui sont venues apporter un changement radical dans la perception du passé des Indiens du Chiapas. Parmi celles-ci, il faut signaler, selon leur ordre d'apparition, tant les travaux de Virginia Molina², de Jan de Vos³, de Robert Wasserstrom⁴, de Jan Rus⁵, de Mario Humberto Ruz⁶ et d'Antonio García de León⁷, que ceux dont l'origine remontent à cette décennie, mais qui n'ont pris forme et n'ont été publiés qu'au début des années 1990, comme ce fut le cas du livre de Dolores Aramoni⁸.

Ces recherches historiques ont créé des conditions favorables à une rénovation de l'anthropologie chiapanèque. Une fois mis à bas le mythe des communautés indiennes coupées du monde, en marge de l'histoire, égalitaires et harmonieuses, les processus de changement historique devenaient alors dignes du travail universitaire. Il était alors possible de définir des recherches en anthropologie orientées vers la compréhension des transformations économiques, politiques, sociales, religieuses et culturelles qui étaient en train de se produire avec une grande rapidité dans les communautés et qui multipliaient de façon alarmante les conflits de toutes sortes.

Malgré cela, les progrès importants réalisés par l'anthropologie (et par l'histoire également) dans le courant des années 1990 sont passés totalement inaperçus aux yeux de l'opinion publique, enfouis sous des milliers de pages de propagande politique travestie en études sur le néo-zapatisme et les Indiens du Chiapas.

Les notes qui suivent ont donc pour objectif, à travers la bibliographie touffue et inégale existant sur cet État de la République mexicaine, d'orienter les personnes qui souhaitent connaître de façon rigoureuse et approfondie les problèmes actuels des Indiens du Chiapas. J'ai donné ici la prépondérance tant aux travaux des pionniers qu'à ceux de caractère plus synthétique permettant une rapide entrée en matière avec les recherches réalisées par les véritables spécialistes du Chiapas. Le

lecteur me pardonnera d'avoir inclus parmi ces travaux quelques-uns des miens ; mais je n'ai pas cru nécessaire de faire preuve de fausse modestie.

SIX LIVRES DE BASE POUR COMPRENDRE LE CHIAPAS ACTUEL

- Viqueira, Juan Pedro, et Mario H. Ruz (Éditeurs), *Chiapas : Los rumbos de otra historia*, Mexico, Universidad Nacional Autónoma de México (Instituto de Investigaciones Filológicas y Coordinación de Humanidades)/Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social/Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos/Universidad de Guadalajara, 1995 (1re réimpression : 1998).

À propos de cet ouvrage, John Womack a écrit : « Face à un tel embrouillami-ni informatif, Ruz, Viqueira et d'autres universitaires qui, ensemble, ont accumulé 250 ans de recherches directes et professionnelles sur la région, ont réussi, en six mois, à mettre sur pied un livre destiné à rendre compte, le mieux possible, de l'énorme complexité qui sous-tend la dernière et la plus importante rébellion qui se soit produite dans l'État du Chiapas. Il s'agit là d'un livre qui fait honneur à ses auteurs, à leurs disciplines universitaires, aux personnes sur lesquelles ils écrivent et à leur pays, un livre qui devrait rendre les historiens de toutes parts fiers de leur métier⁹ ».

Il s'agit d'un ouvrage assez volumineux (508 pages, de format 21 x 27), auquel ont collaboré 17 chercheurs – historiens, anthropologues, sociologues et politologues – de différentes nationalités et qui travaillaient depuis de nombreuses années sur le Chiapas. Il offre un panorama général de l'histoire du Chiapas et une analyse détaillée de la situation actuelle de Los Altos du Chiapas et de la Forêt lacandone. Il comporte également une bibliographie très complète, 44 cartes sur le Chiapas et 39 tableaux avec une information statistique pertinente. C'est donc là un travail qui peut servir autant aux néophytes qui souhaitent prendre connaissance des études chiapanèques qu'aux spécialistes qui peuvent y trouver des documents déjà classiques ainsi que des données et des références fiables.

- Pitarch Ramón, Pedro, *Ch'uulel, Una etnografía de las almas tzeltales*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1996.

Une analyse solide et alerte des croyances des Indiens tzeltales de Cancuc, relatives à l'être humain, aux différentes parties – un corps et un vaste ensemble d'âmes – qui le composent, et des relations qu'entretiennent ces croyances avec l'histoire et l'identité des Indiens. Un livre novateur, d'une profonde originalité et agréablement écrit, indispensable si l'on veut connaître la dynamique occulte de la culture des Indiens de Los Altos du Chiapas.

- Morales Bermudéz, Jesús, *Ceremonial*, Mexico, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes (Dirección General de Culturas Populares)/Instituto Chiapaneco de Cultura, 1992.

La recreation littéraire de l'exode de trois générations d'Indiens de langue tzotzil, à travers l'État du Chiapas, qui sont venus s'installer sur la terre promise : la Forêt lacandone. Fondamental pour la compréhension de la geste héroïque et des espérances des colonisateurs de la Forêt lacandone.

- Leyva Solano, Xóchitl, et Gabriel Ascencio Franco, *Lacandonia al filo del agua*, Mexico, Fondo de Cultura Económica/Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social/Universidad Nacional Autónoma de Mexico/Universidad de Ciencias y Artes del Estado de Chiapas, 1996.

Une œuvre cruciale pour la compréhension du contexte économique, politique et religieux au sein duquel s'est développé le mouvement néo-zapatiste dans la Forêt lacandone. Elle rassemble plusieurs articles écrits entre 1990 et 1993 par les auteurs qui ont fait de longs séjours dans la Forêt lacandone. Deux articles sont particulièrement recommandables : « Ganadería y colonización en Las Cañadas » (Élevage et colonisation dans Las Cañadas) et « Militancia político-religiosa en Las Cañadas » (Militantisme politico-religieux dans Las Cañadas).

- Legorreta Díaz, María del Carmen, *Religión, política y guerrilla en Las Cañadas de la Selva Lacandona*, Mexico, Cal y Arena, 1998.

Le témoignage irremplaçable d'une ancienne conseillère de l'ARIC Union des Unions – la grande organisation paysanne de la Forêt lacandone –, revenue au Chiapas en 1992, afin de convaincre les Indiens de l'organisation d'abandonner les files de la guérilla néo-zapatiste, alors en train de se préparer, dans la clandestinité, à la lutte armée. De loin, le récit le plus complet sur l'histoire de l'EZLN dans la Forêt et sur ses relations orageuses avec le diocèse de San Cristóbal de las Casas. Le mémoire de maîtrise de l'auteur – une première version de son livre – a constitué une importante source d'information pour les livres écrits par Carlos Tello et par Bertrand de la Grange et Maite Rico¹⁰.

- Bartolomé, Efraim, *Ocosingo. Diario de guerra y algunas voces*, Mexico, Joaquín Mortiz, 1995.

L'auteur, un poète de renom, est originaire d'Ocosingo. Le 1^{er} janvier 1994, il passait les fêtes de fin d'année avec sa famille dans son village natal lorsqu'il fut surpris par l'insurrection néo-zapatiste. Son livre, écrit au jour le jour pendant la bataille et la prise d'Ocosingo, fait état de la complexité et des contradictions de

la société villageoise et des petits éleveurs et pose de nombreuses et sérieuses questions concernant la stratégie et les objectifs des néo-zapatistes.

POUR ALLER PLUS LOIN SUR CERTAINS THÈMES ET QUELQUES PROBLÈMES

Thèmes d'actualité

Problèmes économiques et sociaux de Los Altos du Chiapas

- Rus, Jan, « Local Adaptation to Global Change : The Reordering of native Society in Highland Chiapas. Mexico 1974-1994 », *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 58, juin 1995, p. 71-89.

Brillant article qui fait la synthèse des principaux changements économiques et sociaux qui se sont produits au cours de ces dernières décennies dans Los Altos du Chiapas. L'auteur – le grand spécialiste de Chamula et de Los Altos du Chiapas, sur lesquels il travaille depuis près de 30 ans, combinant avec succès les approches historiques et anthropologiques – possède de nombreux autres articles sous presse qui ne devraient tarder à sortir dans des revues spécialisées. La rigueur, la profondeur et la concision caractérisent toute sa manière d'écrire. Deux de ses meilleurs articles font partie de l'ouvrage : *Chiapas : Los rumbos de otra historia*.

- Collier, George A. (avec la collaboration d'Elisabeth Lowery Quaratiello), *¡ Basta ! Tierra y rebelión zapatista en Chiapas*, Tuxtla Gutiérrez, Universidad Autónoma de Chiapas/Food First Books, 1998 [traduit de l'anglais : *¡ Basta ! Land and the Zapatista Rebellion*, États Unis d'Amérique, Institute for Food and Development Policy, 1994].

Une synthèse de grande utilité pour la compréhension des conséquences profondes des changements économiques du Mexique actuel dans la vie des communautés de Los Altos du Chiapas, écrite par un anthropologue qui, depuis plus de trois décennies, étudie Zinacantán et Los Altos du Chiapas.

Viqueira, Juan Pedro, « Les dangers du Chiapas imaginaire », *Esprit*, 12, Décembre 1999, p. 107-130.

Un État riche peuplé de pauvres, des grands propriétaires cruels, une communauté consensuelle, un génocide indien... Autant d'idées reçues d'où naissent des fausses solutions aux problèmes des Indiens du Chiapas.

Communautés indiennes et conflits politiques

- Gorza, Piero, *Habitar el tiempo en San Andrés Larráizar-Sacamch'en de los Pobres. Escenas de un paisaje indígena*, Zamora, El Colegio de Michoacán, Sous presse.

Un travail d'une grande originalité. Une approche philosophico-anthropologique sur cette commune de renommée mondiale, à forte présence néo-zapatiste. Cette thèse est le résultat d'une recherche qui a duré de nombreuses années ; le lecteur peut ainsi suivre pas à pas les transformations qui se sont produites dans la commune de San Andrés de 1980 jusqu'à nos jours et voir comment ces changements amènent l'auteur à modifier ses centres d'intérêt, orientés tout d'abord sur la vision cosmologique des Indiens et aboutissant à une interrogation sur les mécanismes communaux qui ont permis la coexistence entre priistes (membres du Parti révolutionnaire institutionnel) et néo-zapatistes dans cette commune, sans conflits violents, à la différence de ce qui s'est produit en d'autres endroits.

- Collier, George A., « Reaction and Retrenchment in the Highland of Chiapas in the Wake of the Zapatista Rebellion », *Journal of Latin American Anthropology*, 3, 1, p. 14-31.

Une analyse des surprenants changements politiques intervenus à Zinacantán, suite au soulèvement néo-zapatiste, effectuée par une personne qui connaît parfaitement bien cette commune. Une vision libre de préjugés. Un article clé pour la compréhension de la dynamique politique à l'intérieur des municipalités indiennes de Los Altos.

- Garza Caligaris, Anna María, *El género en disputa : Interlegalidad en San Pedro Chenalhó*, Mexico, Programa de Investigaciones Multidisciplinarias sobre Mesoamérica y el Sureste (Universidad Nacional Autónoma de México)/Instituto de Estudios Indígenas (Universidad Autónoma de Chiapas), Sous presse.

Avec comme fil conducteur la situation des femmes de la commune de Chenalhó, l'auteur met à bas un grand nombre de dualismes simplistes à partir desquels on cherche à comprendre la vie des Indiens du Chiapas. Elle montre, en s'appuyant sur de nombreuses petites histoires de la vie quotidienne, en quoi il est absurde de vouloir opposer l'« intérieur » des communautés indiennes au monde extérieur, les us et coutumes au droit national. Nous voyons, par contre, en touches successives, se dessiner une commune prise dans un processus accéléré de transformations à travers lequel tout – division des rôles sexuels, croyances, traditions, normes légales, valeurs morales, affinités politiques, pratiques religieuses et identités sociales – est objet d'un débat intense et continu entre tous les habitants.

Conflits religieux

- Robledo Hernández, Gabriela, *Disidencia y religión : los expulsados de San Juan Chamula*, Tuxtla Gutiérrez, Universidad Autónoma de Chiapas, 1997.

SCIENTIFIQUE

La première étude rigoureuse du problème religieux à Chamula. Un mémoire de licence présenté en 1987, devenu un classique et qui, finalement, a été publié sous forme de livre, dix années plus tard.

- Iribarren, Pablo, *Misión Chamula*, San Cristóbal de Las Casas, Diócesis de San Cristóbal de Las Casas (édition en offset), 1980.

Texte clé pour la compréhension des origines du problème religieux à Chamula. Une analyse lucide des erreurs commises à Chamula par le diocèse de San Cristóbal, réalisée par le prêtre qui administrait la paroisse d'Ocosingo au moment du soulèvement néo-zapatiste.

- Estrada Martínez, Rosa Isabel, *El Problema de las expulsiones de la comunidades indígenas de Los Altos de Chiapas y los derechos humanos*, Mexico, Comisión Nacional de Derechos Humanos, 1995.

À la différence du rapport antérieur de la Commission nationale des droits humains – qui se caractérisait par sa tiédeur et ses contradictions internes – nous avons ici une analyse sérieuse, précise et sévère des expulsions d'Indiens.

- Hernández, Rosalva Aída, « Entre la victimización et la resistencia étnica : Revisión crítica de la bibliografía sobre protestantismo en Chiapas », *Anuario 1992* (Instituto Chiapaneco de Cultura), 1993, p. 165-186.

Une indispensable revue de la bibliographie sur le protestantisme au Chiapas.

- Aramoni, Dolores, et Gaspar Morquecho, « La otra mejilla... pero armada », *Anuario 1996* (Centro de Estudios Superiores de Mexico y Centroamérica, Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas), 1997, p. 553-611.

Un récit détaillé du conflit religieux à Chamula, au cours de ces dernières années. Une lecture obligatoire pour ceux qui croient encore à l'existence de la communauté indienne harmonieuse et consensuelle.

- Carlos Fernández, Liria, « Enfermedad, familia y costumbre en el periférico de San Cristóbal de Las Casas », *Anuario 1992*, (Instituto Chiapaneco de Cultura), 1993, p. 11-57.

Une approche très originale des conversions religieuses parmi les Indiens de Los Altos. Elle met en évidence le rôle central joué par la crainte des maladies sur-naturelles dans la culture indienne.

Les coletos

- Pitt-Rivers, Julian, « Palabras y hechos : Los ladinos », *Ensayos de antropología en la zona central de Chiapas*, édité par N. McQuown et J. Pitt-Rivers, Mexico, Instituto Nacional Indigenista, 1989.

Un article classique, dans lequel l'auteur fait appel aux théories et aux méthodes mises au point pour étudier les communautés indiennes, utilisées ici pour analyser la culture des *coletos* (autrement dit des métis de San Cristobal de Las Casas). Écrit avec une grande finesse et un grand sens de l'humour.

- Rus, Diana, *Mujeres de tierra fría. Conversaciones con las coletas*, Tuxtla Gutiérrez, Universidad de Ciencias y Arte del Estado de Chiapas, 1998.

Depuis 1994, les *coletos* ont été vilipendés par les journalistes et les analystes politiques. Ce livre nous montre le revers de la monnaie : la dure vie des femmes métisses qui luttent pour subvenir aux besoins de leur famille. Chacun de ces brefs récits pourrait donner lieu à un roman.

Les grandes propriétés agricoles et la réforme agraire

- Ruz, Mario Humberto, *Savia india, floración ladina. Apuntes para una historia de las fincas comitecas (siglos XVIII y XIX)*, Mexico, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, 1992.

L'étude la plus complète et la plus approfondie sur la formation des grandes propriétés agricoles du Chiapas, centrée sur la région des Llanos de Comitán.

- Gómez Hernández, Antonio, et Mario Humberto Ruz, *Memoria baldía. Los tojolabales y las fincas. Testimonios*, Mexico, Universidad Nacional Autónoma de México/Universidad Autónoma de Chiapas, 1992.

Un complément indispensable au livre précédent. Il s'agit là d'un recueil des témoignages des Indiens tojolabales sur la dureté de la vie dans les haciendas.

- Villafuerte, Daniel, et alii, *La Tierra en Chiapas. Viejos problemas nuevos*, Mexico, Plaza y Valdés/Centro de Estudios Superiores sobre Mexico y Centroamerica (Universidad de Ciencias et Artes de Chiapas), 1999.

Ce livre est le résultat d'une recherche collective réalisée par de prestigieux universitaires nés au Chiapas ou qui habitent depuis de nombreuses années dans cet État ; il offre au lecteur un panorama très complet sur les transformations de la structure agraire et sur la lutte pour la terre dans cet État. Le discours agraire, la propriété de la terre, les organisations paysannes, les propriétaires ruraux et les nou-

SCIENTIFIQUE

velles colonies d'*ejidos* sont analysés avec une grande rigueur à partir de sources d'informations de première main ; est ainsi balayée une grande partie des mythes propagés sur la situation agraire au Chiapas par les moyens de communication.

- Toledo Tello, Sonia, *Fincas, poder y cultura en Simojovel, Chiapas, Mexico*, Programa de Investigaciones Multidisciplinarias sobre Mesoamérica y el Sureste (Universidad Nacional Autónoma de México)/Instituto de Estudios Indígenas (Universidad Autónoma de Chiapas), sous presse.

L'auteur – qui avait déjà publié un travail intitulé *Historia del movimiento indígena en Simojovel* (Mexico, Universidad Autónoma de Chiapas, 1996), s'appuyant essentiellement sur des entretiens auprès de leaders et de paysans indiens qui avaient participé à la lutte agraire des années 1970 à 80 – revient dans cette région pour traiter l'autre volet de la question. En cette occasion, il tire sa principale source d'information de ses entretiens avec les anciens propriétaires terriens de la vallée de Simojovel. Ces conversations et une utilisation intelligente de certains documents historiques lui permettent de recréer les origines, la formation, la croissance et la désintégration des grands domaines de Simojovel. Cette thèse, version chiapanèque d'« Autant en emporte le vent », est une très belle reconstitution de la vie quotidienne et de la culture au sein de ces domaines, qui rompt courageusement avec les lieux communs qui ont proliféré autour de cet épineux sujet.

- Pinto Duran, Astrid Maribel, *Los Artificios de la fidelidad. Chichihuistán : Etnografía de la fidelidad y la reciprocidad*, Tuxtla Gutiérrez, Centro de Estudios Superiores de México et Centroamérica (Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas), 2001.

À partir d'un cas extrême – un domaine de grande taille, mais misérable, situé à moins de 30 kilomètres de San Cristóbal de Las Casas, progressivement occupé, à partir de 1994, par des Indiens des villages voisins, et où les péons à demeure qui se considèrent métis en dépit de leurs ascendances indiennes, demandent au patron la permission d'envahir une partie de la propriété face au risque imminent de tout perdre –, l'auteur pose un regard pénétrant sur les relations sociales, fondées sur l'échange inégal de faveurs et de mauvais traitements, au sein des grandes propriétés rurales du Chiapas. Cette thèse est également un beau témoignage sur la façon dont la connaissance anthropologique naît de la rencontre fraternelle entre deux manières de concevoir les valeurs – dans ce cas, la fidélité –, celle de la communauté et celle de l'anthropologue.

La vie dans les communautés de Las Cañadas

- Ruz, Mario H. (dir), *Los Legítimos Hombres. Aproximación antropológica al grupo tojolabal*. Mexico, Universidad Nacional Autónoma de México, 1981-1986, 4 vols.

Il s'agit là de la grande œuvre fondatrice de la nouvelle anthropologie chiapanèque. Une étude interdisciplinaire extrêmement minutieuse, dans la meilleure tradition de l'anthropologie mexicaine (qui naît avec Manuel Gamio), sur le groupe indien le plus directement concerné dans le soulèvement néo-zapatiste.

- Ascensio Franco, Gabriel, « Los tzeltales de Las Cañadas : Notas etnográficas », *Anuario 1994*, (Centro de Estudios Superiores de México y Centroamérica, Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas), 1995, p. 59-105.

Un complément très utile au livre *Lacandonia al filo del agua*. Une description profonde et précise de la vie quotidienne dans la région où les néo-zapatistes trouvent leur principale base de soutien.

Identités et indigénisme

- Lisbona, Miguel, *Sacrificio y castigo. Cargos, intercambios y enredos étnicos entre los zoques de Chiapas*, Mexico. Centro de Estudios Superiores en Antropología Social, Sous presse.

Les Zoques sont, au Chiapas, les grands oubliés de l'anthropologie. Souvent considérés comme insuffisamment Indiens, ils conservent pourtant une grande présence au sein de six municipes de l'État. S'appuyant sur une étude exhaustive, cette thèse démontre l'inefficacité des diverses théories qui ont été élaborées pour expliquer les identités indiennes (nous trouvons ici des métis qui conservent les systèmes de charges religieuses et des Indiens qui les abandonnent). Il s'agit là d'un travail qui non seulement nous fait connaître les complexités et les jeux d'identité des Zoques, mais qui, de manière indirecte, nous oblige également à observer avec d'autres yeux les Indiens de Los Altos et de la Forêt lacandone et nous poser d'autres questions à leur sujet.

- Hernández, Rosalva Aída, « Invención de tradiciones : encuentros y desencuentros de la población mame con el indegenismo mexicano », *Anuario 1994* (Centro de Estudios Superiores de México y Centroamérica, Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas), 1995. p. 146-171.

Étude d'une très grande originalité sur les changements soufferts par les Indiens mames, installés dans la Sierra Madre de Chiapas, non loin de la frontière du Guatemala. Il s'agit d'un groupe qui, dans les années 1930, a été soumis à de fortes pressions pour l'obliger à renoncer à sa langue et à ses coutumes, et qui, aujourd'hui, encouragé par la politique indigéniste actuelle, réinvente son identité. L'auteur vient de publier sa thèse de doctorat sur l'histoire de ce groupe indien (*La Otra Frontera. Identidades múltiples en el Chiapas poscolonial*, México, Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social/Miguel Angel Porrúa, 2001), un ouvrage que l'on attend de lire avec beaucoup d'intérêt.

SCIENTIFIQUE

- Imberton Deneke, Gracia María, *La Vergüenza. Enfermedad y regulación social en una comunidad chol*, México, Programa de Investigaciones Multidisciplinarias sobre Mesoamérica y el Sureste (Universidad Nacional Autónoma de México)/Instituto de Estudios Indígenas (Universidad Autónoma de Chiapas), Sous presse.

Le thème des croyances au sein de la communauté indienne chol n'avait pas été étudiée. Nous avons là, enfin, un travail sérieux et clair sur les relations sociales qui se manifestent dans la maladie appelée « vergüenza » (la honte). Une critique discrète mais efficace des théories selon lesquelles les croyances surnaturelles « serviraient » à maintenir le contrôle social au sein des communautés indiennes.

Le mouvement indien

Morales Bermúdez, Jesús, « El Congreso indígena de Chiapas : Un testimonio », *Anuario 1991* (Instituto Chiapaneco de Cultura), 1992, p. 242-370

Sans aucun doute, le meilleur travail concernant les débuts du mouvement indien au Chiapas, écrit par l'un de ses principaux acteurs. Y sont inclus les documents les plus importants du très célèbre Congrès indien de 1974.

Les élections

- Viqueira, Juan Pedro, et W. Sonneleitner (Éditeurs), *Democracia en tierras indígenas. Las elecciones en Los Altos de Chiapas (1991-1998)*, Mexico, Instituto Federal Electoral/El Colegio de México/Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 2000.

Étude exhaustive de la vie politique et électorale au sein des municipes indiens de Los Altos de Chiapas, qui montre la dynamique complexe existant entre institutions traditionnelles et institutions constitutionnelles, entre conflits locaux et luttes nationales, ainsi qu'entre groupes de pouvoir et partis politiques.

- Sonneleitner, Willibald, *Los Indígenas y la democratización electoral : Una década de cambio político entre los tzotziles y tzeltales de Los Altos de Chiapas (1988-2000)*, Mexico, El Colegio de México/Instituto Federal Electoral, Sous presse.

À partir d'une information abondante et de grande qualité, provenant tant de données statistiques que d'investigations réalisées sur le terrain, ce livre permet de comprendre les changements politiques et électoraux qui se sont produits dans Los Altos du Chiapas. Analysant les résultats des élections dans cette région du Chiapas entre 1988 et 2000, au niveau des sections électorales (l'échelon le plus fin et le plus détaillé de la géographie électorale du Mexique), l'auteur met en évidence tant la pluralité de chaque communauté indienne que la diversité des voies

suivies par chacune d'elles pour apporter sa réponse aux défis politiques du présent. Il discute également, en apportant des données et des arguments, les effets contradictoires et surprenants du soulèvement néo-zapatiste dans sa zone d'influence de Los Altos du Chiapas.

Le néo-zapatisme

L'étude du mouvement néo-zapatiste – ses origines, son implantation dans la forêt, ses relations avec le diocèse de San Cristóbal – a toujours été effectuée par des chercheurs qui, au départ, n'avaient aucun lien avec le Chiapas. Le phénomène est moins surprenant qu'il ne paraît : les chercheurs installés au Chiapas sont très liés aux diverses communautés indiennes, à tel point que leur principale préoccupation est avant tout les conséquences de la rébellion néo-zapatiste sur la vie des Indiens. Inutile de préciser que la plupart des livres consacrés à l'EZLN, au sous-commandant Marcos et à Monseigneur Samuel Ruiz García, sont des ouvrages de propagande politique. Trois études, cependant, sont à signaler en raison de leur abondante information de première main, leur traitement rigoureux et leur esprit critique.

- Tello Díaz, Carlos, *La Rebelión de Las Cañadas. Origen y ascenso del EZLN*, Mexico, Cal y Arena, 2000

Il s'agit là du premier ouvrage traitant de l'histoire terrestre des néo-zapatistes. Il reconstruit les lointaines origines de l'EZLN dans les années 1970, l'arrivée de ses dirigeants au Chiapas et son développement ultérieur dans la région de Las Cañadas. Il relate, en même temps, la formation politique des Indiens de la Forêt lacandone (qui passèrent par les cours de théologie de la libération et divers maoïsmes, jusqu'à ce que certains d'entre eux finissent par s'engager au sein de l'EZLN). Bien que la première version de cet ouvrage (paru en 1995) ait provoqué l'ire des sympathisants néo-zapatistes, l'auteur laisse entrevoir, tout au long du texte une fascination, non dépourvue d'une certaine sympathie critique, pour la cause zapatiste. Avec 25 mille exemplaires vendus, ce livre est devenu un « best seller » au Mexique. La seconde édition corrigée et augmentée, plus complète et rigoureuse, et qui, entre autres choses, donne en détail les sources d'information de l'auteur, restera longtemps un ouvrage de référence obligé.

- Grange, Bertrand de la, et Maite Rico, *Sous-Commandant Marcos : la géniale imposture*, Paris, Plon/Ifrane. 1998.

Bien que réalisé par deux journalistes – les correspondants au Mexique de *Le Monde* et d'*El País* – ce livre s'appuie sur un travail de recherche beaucoup plus rigoureux et exhaustif que celui de nombreux sociologues engagés. À la différence de Carlos Tello – dont le livre est construit comme une narration des faits – les auteurs ont opté pour une structure plus contrapuntique qui leur permet de donner simultanément la parole aux divers acteurs du conflit chiapanèque, de

SCIENTIFIQUE

poser ouvertement certaines questions inconfortables et d'adopter, à partir de raisons et de faits, une attitude résolument polémique à l'égard du néo-zapatisme. Passionné autant que passionnant, vendu au Mexique à plus de 40 000 exemplaires, cet ouvrage, qui a modifié les termes du débat politique, est une lecture obligatoire pour tous ceux qui veulent aller au-delà de la version des faits offerte par les communiqués et les interview du sous-commandant Marcos.

- Meyer, Jean (en collaboration avec Federico Anaya Gallardo et Julio Rios), *Samuel Ruiz en San Cristóbal*, Mexico, Tusquets, 2000.

La personne de l'évêque de San Cristobal de Las Casas, Monseigneur Samuel Ruiz García, a suscité des débats passionnés au point de soulever, au sein même de l'épiscopat de l'Église catholique mexicaine, de nombreuses questions concernant son œuvre pastorale et le rôle qu'il a joué dans le soulèvement néo-zapatiste. Soucieuse de pouvoir compter avec des renseignements fiables et une analyse sereine et rigoureuse, la Conférence épiscopale mexicaine a demandé à Jean Meyer – un spécialiste renommé non seulement de la Christiade et de nombreux autres mouvements ruraux du Mexique, mais également de l'histoire de la Russie – une étude portant sur les quarante dernières années de travail pastoral du diocèse de San Cristóbal de Las Casas. À la différence de ses prédécesseurs – hagiographes ou critiques de l'évêque – Jean Meyer situe la pensée et les œuvres de Monseigneur Samuel Ruiz dans le contexte des divers courants rénovateurs de l'Église, ce qui relativise quelque peu le soi-disant caractère exceptionnel du prélat, tout en éclairant ses objectifs et son action pastorale, ainsi que ses idées politiques. Écrit sans à priori, l'ouvrage ouvre ses pages à une grande diversité d'opinions qui s'opposent entre elles, à l'image de ce qui s'était produit auparavant dans la conscience de l'historien. Cette œuvre, conforme au caractère toujours provisionnel des études scientifiques, n'offre pas des réponses définitives, mais nous aide à nous poser les vraies questions.

Thèmes d'histoire

Synthèses générales

- Vos, Jan de, *Vivir en frontera. La experiencia de los indios de Chiapas*, Mexico, Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social/Instituto Nacional Indigenista, 1994.

La seule synthèse fiable de l'histoire du Chiapas, écrite par le pionnier et doyen de l'histoire critique et moderne du Chiapas.

- Ruz, Mario H., *Gestos cotidianos. Acercamiento etnológico a los mayas de la época colonial*, Campeche, Gobierno del Estado Campeche/Universidad Autónoma del Carmen/Universidad Autónoma de Campeche/Instituto Campechano/Instituto de Cultura de Campeche, 1997.

Une collection de beaux bijoux historiographiques. Les mille et une formes de résistance au joug espagnol, la vie quotidienne, la chasse, le vêtement, la musique, ainsi que les croyances et pratiques liées à la mort parmi les Mayas de l'époque coloniale, dans sept articles magistralement rédigés par le meilleur spécialiste actuel du monde maya. En effet, l'auteur – médecin, anthropologue, historien et linguiste – a réalisé un travail de terrain dans les États de Chiapas, Tabasco, Campeche, Yucatán, Quintana Roo, ainsi qu'au Guatemala et au Honduras, et a épluché les principales archives qui gardent des témoignages de la vie des anciens Mayas.

- Viqueira, Juan Pedro, « Régions métisses et régions indiennes au Chiapas central », *Les Cahiers des Amériques latines* (Institut des Hautes Études des Amériques Latine), 25, 1997, p. 5-26.

Un abrégé de l'histoire démographique et sociale des différents groupes indiens du Chiapas.

Histoire de la Forêt lacandone

- Vos, Jan de, *La Paz de Dios y del rey. La conquista de la Selva Lacandona. 1525-1821*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1988 (Une première édition publiée par le Gouvernement de l'État de Chiapas est parue en 1980).

Sans aucun doute, le meilleur ouvrage de ce célèbre auteur, qui marque le début de la rénovation de l'historiographie du Chiapas. L'ouvrage traite de l'histoire tragique des « authentiques » Lacandons qui réussirent à résister pendant presque deux siècles aux incursions espagnoles et qui finirent par disparaître après avoir été arrachés de la Forêt lacandone. Se lit comme un roman.

- Vos, Jan de, *Oro verde. La conquista de la Selva Lacandona por los madereros tabasqueños. 1822-1949*, Mexico, Fondo de Cultura Económica/Instituto de Cultura de Tabasco, 1988.

La suite du livre précédent. L'excès d'informations peut parfois rebuter le lecteur, mais il n'empêche que c'est le livre clé pour comprendre la Forêt avant les débuts de la colonisation indienne.

- Vos, Jan de, *Viajes al desierto de la Soledad. Cuando la Selva Lacandona aún era selva*, Mexico, Secretaría de Educación Pública/Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, 1988.

Vingt récits de voyageurs, explorateurs, anthropologues et colons qui pénétrèrent dans la Forêt lacandone entre 1786 et 1986. Vingt magnifiques histoires

SCIENTIFIQUE

permettant de comprendre la fascination exercée par la Forêt lacandone sur les esprits aventureux.

- Lobato, Rodolfo, *Les Indiens du Chiapas et la Forêt lacandone*, Paris, L'Harmattan, 1997.

L'auteur, qui a travaillé pendant 20 ans dans la Forêt lacandone, nous offre une description claire et précise des politiques incohérentes suivies par les gouvernements fédéral et de l'État dans la région où a surgi l'EZLN. Les beaux témoignages recueillis dans ce livre permettent de donner un corps et un visage aux acteurs de cette histoire et nous aident à comprendre leurs illusions, leurs drames et leurs contradictions.

Résistance et rébellions indiennes

- Lenkersdorf, Gudrun, *Génesis histórica de Chiapas. 1522-1532. El conflicto entre Portocarrero y Mazariegos*. Mexico, Universidad Nacional Autónoma de México, 1993.

La véritable histoire de la conquête du Chiapas écrite par une physicienne reconvertie en historienne par amour pour les Tojolabales. D'une clarté et d'une originalité rares. Un ouvrage qui analyse les différents projets des conquérants espagnols au Chiapas, en tenant compte des appuis économiques et politiques qui leur furent accordés en Espagne et dans la ville de Mexico. Ce travail démontre de manière indiscutable que l'on ne peut comprendre le passé (et j'ajouterai même le présent) sans tenir compte des contextes local, régional et mondial et leur articulation.

- Aramoni Calderón, Dolores, *Los Refugios de lo sagrado. Religiosidad, conflicto y resistencia entre los zoques de Chiapas*, Mexico, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, 1992.

Un très beau livre qui, à partir des jugements intentés par l'Église coloniale à l'encontre des Indiens zoques accusés de sorcellerie et d'idolâtrie, reconstruit le sinueux chemin de leurs croyances cosmologiques liées à la vie agricole, depuis les temps préhispaniques jusqu'au rituel de la fête de la Vierge de Copoya, qui se célèbre de nos jours à Tuxtla Gutiérrez, la capitale du Chiapas. Avec ce « Montailou » chiapanèque, les Zoques ont enfin une histoire digne de ce nom et les lecteurs pourront s'approcher des recoins les plus secrets de leur vie quotidienne. Écrit par l'une des meilleures spécialistes du Chiapas, son État natal.

- Viqueira, Juan Pedro, *María de la Candelaria, india natural de Cancuc*, Mexico, Fondo de Cultura Económica (Colección Popular n° 478), 1993 (1^{re} réimpression : 1996).

Biographie romancée de la jeune Indienne tzeltal de 14 ans qui a pris la tête de la rébellion indienne de 1712 contre la domination espagnole.

- Viqueira, Juan Pedro, *Une rébellion indienne au Chiapas, 1712*, Paris, L'Harmattan, 1999.

Deux approches complémentaires de la rébellion de 1712. Dans la première « Les causes de la rébellion », le soulèvement est envisagé dans le cadre des transformations à moyen et long terme qu'a connues le Chiapas après sa conquête par les armées espagnoles. Il est également mis en relation avec la profonde crise agricole, économique et politique qui s'est produite quelques années auparavant. La seconde « Qu'y avait-il derrière le *petate* de la chapelle de Cancuc », constitue une tentative destinée à comprendre les catégories mentales et les croyances collectives à travers lesquelles les Indiens ont interprété et vécu les événements antérieurs à la rébellion et la rébellion elle-même.

L'Église au Chiapas

- Viqueira, Juan Pedro, « Éxitos y fracasos de la evangelización en Chiapas », *La Iglesia católica en México*, Edition de N. Sigaut, Zamora, El Colegio de Michoacán/Secretaría de Gobernación, 1997, p. 69-98.

Une vision synthétique sur les limitations de l'évangélisation dans le Chiapas pendant la période coloniale, ce qui a permis aux croyances d'origine préhispanique de continuer à jouer un rôle de premier plan dans la vie quotidienne des Indiens.

- Ortiz Herrera, María del Rocío, *Indios insumisos, Iglesia católica y élites terratenientes en Chiapas, 1824-1901*, Zamora, El Colegio de Michoacán, Sous presse.

L'auteur remet à l'ordre du jour un siècle oublié de l'histoire des Indiens du Chiapas, à travers la correspondance des prêtres ruraux du XIX^e siècle. Une étude qui abonde en informations traitées avec une grande sensibilité historique et qui raconte les relations conflictuelles entre l'Église et les Indiens qui s'efforçaient de récupérer le contrôle sur leur vie religieuse.

- Ríos, Julio, *El Estado, la Iglesia católica y los indígenas en Chiapas en el siglo XX*, Mexico, Programa de Investigaciones Multidisciplinarias sobre Mesoamérica y el Sureste (Universidad Autónoma de México), Sous presse.

Ce livre, clair et rigoureux, basé sur des sources de première main peu utilisées, et qui évite de tomber dans des polémiques stériles, analyse deux aspects primordiaux de l'histoire religieuse du Chiapas au XX^e siècle : la persécution déclenchée par l'État post-révolutionnaire contre l'Église catholique au Chiapas dans les

années 1920-1930 et la transformation de la politique pastorale de l'évêque Samuel Ruiz García entre 1960 et 2000.

OBSERVATIONS FINALES

Sans aucun doute, il existe d'autres travaux d'une très grande importance pour la compréhension de la situation actuelle des Indiens du Chiapas, mais que, par manque d'espace, il n'a pas été possible de mentionner ici. Malgré cela, les ouvrages que j'ai présentés permettront largement, à tout lecteur, de prendre conscience de l'abîme existant entre les informations apportées par les chercheurs spécialisés dans l'histoire et l'anthropologie des Indiens du Chiapas et les stéréotypes simplistes et manichéens diffusés par les médias et par les activistes politiques. Tout débat un tant soit peu sérieux sur le futur des régions indiennes du Chiapas devrait faire référence à ces travaux, ainsi qu'à d'autres, tout aussi documentés et rigoureux, qui posent les véritables problèmes auxquels sont confrontés les Indiens de cet État de la République du Mexique. Personne ne devrait oublier le sage avertissement de Miguel de Unamuno, philosophe et essayiste espagnol : « Sólo quien quiera cuanto suceda, logrará que suceda cuanto él quiere¹¹ ».

Traduit de l'espagnol par ALAIN GRÉBOT et CHANTAL ROSSE.

Notes

- 1 Une première version en espagnol de cet article a été publiée dans *Letras Libres*, 25, janvier 2001, p. 89-95 et dans la revue en ligne *Nuevo Mundo-Mundos Nuevos* (www.ehess.fr/pub/cerma/Fichiers_revue).
- 2 *San Bartolomé de Los Llanos. Una urbanización frenada*, Mexico, Instituto Nacional de Antropología y Historia, 1976.
- 3 Cités plus loin.
- 4 Robert Wasserstrom, *Clase y sociedad en el centro de Chiapas*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1989.
- 5 Jan Rus, « Wose Caste War ? ». Indians, Ladinos and the « Caste War » of 1869, *Spaniards and Indians in Southeastern Mesoamerica*, Édition de M. J. Macleod et R. Wasserstrom, Lincoln, University of Nebraska Press, 1983, p. 127-168 ; et Jan Rus, « The Comunidad Revolucionaria Institucional ». The Subversion of Native Government in Highland Chiapas « 1936-1968, *Everyday Forms of State Formation : Revolution and the Negotiation of Rule in Modern Mexico* », Édition de G. Joseph et D. Nugent, Duke University Press, 1994. Ces deux remarquables articles ont été traduits en Espagnol et publiés dans le livre *Chiapas : Los Rumbos de otra historia*, dont nous parlerons plus loin.
- 6 Outre les autres livres de l'auteur auxquels nous ferons référence plus loin, il faut mentionner ici Mario Humberto Ruz, *Copanaguastla en un espejo. Un pueblo tzeltal en el Virreinato*, San Cristóbal de las Casas, Centro de Estudios Indígenas (Universidad Autónoma de Chiapas), 1985. [Il existe une seconde édition publiée par l'Instituto Nacional Indigenista et le Consejo Nacional para la Cultura y las Artes en 1992].

7 Antonio García de León, *Resistencia y utopía. Memorial de agravios y crónica de revueltas y profecías acaecidas en la provincia de Chiapas durante los últimos quinientos años de su historia*, 2 vol., Mexico, Ediciones Era, 1985.

8 Voir plus loin.

9 John Womack, Jr., *Rebellion in Chiapas. An Historical Reader*, New York, The New Press, 1999, p. 78.

10 Cités plus loin.

11 « Seul celui qui acceptera tout ce qui peut arriver obtiendra qu'advienne tout ce qu'il veut » : Miguel de Unamuno, *Paz en la guerra*, Madrid, Espasa-Calpe, 1969, p. 246.